Eric TOUSSAINT

Banque mondiale
le Coup d'Etat permanent



L'agenda caché du Consensus de Washington

CADTM SYLLEPSE CETIM

Dédicace

Ce travail est dédié à Denise Comanne
en compagnie de qui je lutte depuis près d'un quart de siècle pour la justice globale par l'auto-émancipation des opprimés. Fort opportunément, Denise a pu décliner le rendez-vous que la mort lui avait fixé le 13 novembre 2005…

A toutes celles et à tous ceux qui combattent pour la conquête de la dignité.

A ceux et celles qui affrontent le détroit de Gibraltar, le Rio Grande et tous les murs honteux construits sur ordre des gouvernements des pays opulents.

Banque mondiale, le Coup d'État permanent

L'agenda caché du Consensus de Washington

Eric Toussaint

CADTM

CETIM

SYLLEPSE EDITIONS

Remerciements

Tous mes remerciements vont à Denise Comanne et à Damien Millet sans qui ce travail n'aurait pu être réalisé. Ils ont joué un rôle indispensable dans la recherche documentaire comme dans la relecture générale et la rédaction de certains passages. Un remerciement spécial à Virginie de Romanet pour sa collaboration dans la recherche, la relecture et pour la réalisation de la mise en page. Sans oublier l'aide précieuse de Sébastien Dibling pour la réalisation des tableaux et la recherche de documents.

Elizabeth Anne, Vicki Briault, Virginie de Romanet, Judith Harris et Christine Pagnoulle ont aidé à la traduction en français des citations originales en anglais.

Je tiens également à remercier pour leur aide, leur attention bienveillante, leurs critiques, leurs encouragements, leur compréhension, Gilbert Achcar, Danielle Alverhne et Pierre Caron, Yigit Bener, Olivier Bonfond, Yannick Bovy, Suzanne Comanne, Freddy Delava, , Julia Gérard, Denise Lagache, Daliah Luksenbourg, Alice Minette, Ajit Muricken, Guillermo Parodi, Griselda Pinero, Raul Quiroz, Hugo Ruiz Diaz, Juan Tortosa et les amis du réseau international du CADTM au Niger, Mali, Sénégal, Congo-Brazzaville, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Tunisie, Syrie, Maroc, Inde, Colombie, Venezuela, France, Suisse, Belgique et toute l'équipe du CADTM.

Mise en page: Virginie de Romanet

Réalisation des tableaux et des graphiques: Sébastien Dibling

Comité de lecture: Denise Comanne, Virginie de Romanet et Damien Millet

Couverture: Yannick Bovy

Illustration de la couverture: détail de la peinture de Pavel Eguez utilisée par la campagne latino-américaine *El Grito de los excluidos* (le cri des exclus), 1999

Traduction des citations en anglais vers le français: Elizabeth Anne, Vicki Briault, Virginie de Romanet, Judith Harris et Christine Pagnoulle

Editions
Syllepse, 69 rue des Rigoles, F-75020 Paris
Tél. 00 33 (0)1 44 62 08 89
<edition@syllepse.net>
<www.syllepse.net>
CETIM, 6 rue Amat, CH-1202 Genève
Tél. 0041 (0) 22 731 59 63
<cetim@bluewin.ch>
CADTM, 345 avenue de l'Observatoire, B-4000 Liège
Tél 00 32 (0)4 226 62 85
<international@cadtm.org>
<www.cadtm.org>

Copyright : Eric Toussaint 2006

CADTM ISBN: 2-930443-00-6
SYLLEPSE ISBN: 2-84950-058-5
CETIM ISBN: 2-88053-045-8

D/2006/8809/1

Sommaire

A propos du livre 10

Abréviations 12

Terminologie employée pour les pays en développement 13

Préface de l'auteur 15

Chapitre 1
Aux origines des institutions de Bretton Woods 23

Chapitre 2
Les débuts de la Banque mondiale (1946-1962) 31

Chapitre 3
Un début difficile entre l'ONU et la Banque mondiale 46

Chapitre 4
Le contexte de l'après seconde guerre mondiale, le Plan Marshall et l'aide bilatérale des États-Unis 52

Chapitre 5
Une banque sous influence 60

Chapitre 6
Le soutien de la Banque mondiale et du FMI aux dictatures 80

Chapitre 7
Banque mondiale et Philippines 94

Chapitre 8

Le soutien de la Banque mondiale à la dictature en Turquie 100

Chapitre 9
La Banque en Indonésie: une intervention emblématique 106

Chapitre 10
Les idées de la Banque mondiale en matière de développement 120

Chapitre 11
Corée du Sud: le miracle démasqué 132

Chapitre 12
Le piège de l'endettement 156

Chapitre 13
La Banque mondiale voyait venir la crise de la dette 173

Chapitre 14
La crise de la dette mexicaine et la Banque mondiale 182

Chapitre 15
Banque mondiale et FMI: huissiers des créanciers 193

Chapitre 16
Les présidents Barber Conable (1986-1991) et Lewis Preston (1991-1995) 214

Chapitre 17
L'opération de séduction de James Wolfensohn 220

Chapitre 18
Les débats à Washington au début des années 2000 228

Chapitre 19
Les comptes de la Banque mondiale: la crise, c'est pas pour tout le monde 240

Chapitre 20
Paul Wolfowitz, dixième président de la Banque mondiale 246

Chapitre 21
L'ajustement structurel et le Consensus de Washington sont-ils abandonnés? 250

Chapitre 22
La Banque mondiale et la question du respect des droits humains 257

Chapitre 23
La Banque mondiale doit rendre des comptes à la justice 272

Chapitre 24
Plaidoyer contre la Banque mondiale 277

Fiche signalétique sur la Banque mondiale 286

Lexique 293

Bibliographie 303

Index .....

Le site Web du CADTM
Les publications du CADTM

A propos de ce livre

Ce livre est le résultat d'un travail entamé voici quatorze ans. La rédaction proprement dite a commencé en mars 2004 et a duré deux ans.

La source principale est constituée de documents produits par la Banque mondiale elle-même, en tout plus de 15.000 pages. J'ai également consulté de nombreux rapports et études réalisés par d'autres institutions internationales, principalement ceux du Fonds monétaire international (FMI), du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de la Banque des règlements internationaux (BRI). Des ouvrages et études provenant d'une cinquantaine d'auteurs différents ayant produit des analyses relatives au sujet m'ont été fort utiles (voir bibliographie).

Au cours des seize dernières années, j'ai accompli, essentiellement pour le CADTM, plus de cinquante missions et séjours dans les PED, principalement en Amérique latine, mais aussi en Afrique, en Asie, en Europe centrale et de l'Est. L'analyse développée dans ce livre doit beaucoup à ces nombreuses missions et à tous ceux et celles qu'il m'a été donné de rencontrer à ces occasions.

J'ai eu des rapports directs avec les autorités de certains pays en développement: cela a également contribué à développer cette analyse. Parmi ces contacts, figurent en bonne place l'invitation lancée par le ministère de l'Économie du Timor oriental en mars 2003 et celles du parlement vénézuélien (une première fois en 1997, puis plusieurs fois entre 2003 et 2006), sans oublier les contacts réguliers avec Luis Ignacio Lula da Silva depuis 1990 incluant une rencontre en juin 2003 alors qu'il était président du Brésil[1]. Depuis 1995, j'ai eu également plusieurs réunions et des débats contradictoires en tant que président du CADTM Belgique avec trois ministres belges des Finances successifs : Philippe Maystadt (actuellement président de la Banque européenne d'investissement - BEI), Jean-Jacques Viseur et Didier Reynders. Depuis 1998, il faut y ajouter des rencontres régulières avec les administrateurs belges de la Banque mondiale et du FMI en place à Washington. Enfin, j'ai participé à des débats contradictoires publics avec d'importants fonctionnaires de la Banque mondiale et du FMI à Prague, à Genève et à Bruxelles.

---

1 Voir Eric Toussaint. 2004. *La Finance contre les Peuples. La Bourse ou la Vie.* Chapitre 16. Etude de cas : Brésil, p. 389-414.

Des contacts répétés avec des gens du peuple dans différents pays en développement et les relations permanentes avec leurs mouvements sociaux ont constitué la boussole que j'ai constamment consultée pour la rédaction de cet ouvrage.

Trois chapitres[2] de ce livre sont repris de la thèse de doctorat en Sciences politiques que j'ai défendue en novembre 2004 conjointement aux universités de Liège et de Paris VIII.

Ce livre adopte une démarche chronologique pour analyser la Banque mondiale des origines à 2006. Un soin particulier est apporté à situer la politique de la Banque dans son contexte politique et géostratégique. En outre, cinq études de pays viennent illustrer la politique de la Banque mondiale: les Philippines (1946-1986), la Turquie (1980-1990), l'Indonésie (1947-2005), la Corée du Sud (1945-1998) et le Mexique (1970-2005). Le livre rend intelligibles les motivations politiques, économiques et stratégiques du gouvernement des États-Unis à l'égard de la Banque mondiale. Dans la dernière partie du livre, la justiciabilité de la Banque mondiale est abordée. Le livre est agrémenté de tableaux et graphiques, d'une fiche signalétique sur le groupe Banque mondiale et d'un lexique.

Vu l'ampleur de la matière, plusieurs problématiques seront traitées dans un ouvrage ultérieur intitulé *Banque mondiale: l'horreur productiviste*. Il s'agit entre autres des thèmes suivants: le soutien de la Banque mondiale au modèle productiviste et son impact sur l'environnement; la vision de la Banque mondiale à propos de la pauvreté; le trio Banque-FMI-OMC; la politique de la Banque à l'égard des femmes; de nouvelles études de pays (République Démocratique du Congo et Irak).

Comme indiqué dans les remerciements, ce livre n'aurait pu aboutir sans le concours de personnes qui me sont proches. Mais les analyses développées ici le sont sous mon entière responsabilité et n'engagent que moi. Qu'elles soient reprises, complétées, amendées et, bien sûr, appliquées le plus largement possible est mon vœu le plus cher, pour parvenir à l'émancipation des opprimés de la Terre, ce qui est au fond le combat de toute une vie.

E.T.
15 avril 2006

---

2 Il s'agit des chapitres 3, 5 et 6 tirés de Toussaint, Eric. 2004. *Enjeux politiques de l'action de la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement et du Fonds monétaire international envers le tiers-monde,* thèse de doctorat en Sciences politiques, Université de Liège et Université de Paris VIII, année académique 2003-2004, 354 p.

Abréviations

AID	Association internationale de développement (groupe BM)
AMGI	Agence multilatérale de garantie des investissements (groupe BM)
APD	Aide publique au développement
BAfD	Banque africaine de développement
BAD	Banque asiatique de développement
BID	Banque interaméricaine de développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement (groupe BM)
BM	Banque mondiale
BRI	Banque des règlements internationaux
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
CIRDI	Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (groupe BM)
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
DTS	Droit de tirage spécial
FAO	Food and Agriculture Organization (Organisme de l'ONU pour l'Alimentation et l'Agriculture)
FMI	Fonds monétaire international
FRPC	Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance
GAO	General Accounting Office
IDH	Indicateur de développement humain
IFI	Institutions financières internationales
ISI	Industrialisation par substitution d'importation
LIBOR	Taux interbancaire offert à Londres
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (New Partnership for Africa's Development)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OGM	Organisme génétiquement modifié
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OUA	Organisation de l'unité africaine, remplacée par l'Union africaine en 2002
PAS	Plan d'ajustement structurel

PED	Pays en développement
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PNB	Produit national brut
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PPTE	Pays pauvre très endetté
SFI	Société financière internationale (groupe BM)
UE	Union européenne
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques

Terminologie employée pour désigner les pays en développement

Un vocabulaire qui n'est pas neutre

Les termes utilisés pour désigner les différentes catégories de pays traduisent les divergences théoriques et politiques en matière d'analyse et de stratégie. Ces divergences portent généralement sur les contenus sociaux des concepts économiques: les catégories de l'économie sont souvent présentées comme reflétant des lois naturelles dans lesquelles les rapports sociaux et les rapports de forces ont peu de place. Ainsi, la conception du sous-développement comme étant un simple retard parfois imputé à des causes naturelles domine-t-elle largement.

1. Pays sous-développés: c'est le terme le plus ancien mais qui est peu à peu tombé en désuétude parce qu'il impliquait une référence aux pays développés, et parce qu'il est vite apparu comme péjoratif.

2. Pays en voie de développement ou en développement: ces expressions sont moins péjoratives que la première mais elles s'inscrivent dans la même problématique de retard. De plus elles préjugent d'une amélioration de la situation qui n'est pas toujours vérifiée.

3. Pays les moins avancés: terme utilisé dans les classifications des instances internationales mais qui cumule tous les défauts précédents.

4. Tiers Monde: terme inventé par Alfred Sauvy[1] en 1952 (par analogie avec le tiers-état) et qui a connu un grand succès au moment de la guerre froide pour nommer tous les pays affichant une volonté d'indépendance tant à l'égard des États-Unis que de l'URSS. Deux faits ont rendu l'utilisation du terme plus délicate bien que l'habitude ait subsisté: d'une part la disparition de l'URSS et du bloc autour de celle-ci et d'autre part l'hétérogénéité croissante des anciens pays du tiers-monde.

5. Pays pauvres: terme qui met l'accent sur la pauvreté économique de la majorité des populations des pays concernés. Cela occulte les inégalités criantes qui y existent. De plus, un certain nombre de pays considérés comme pauvres sont en réalité très riches en ressources naturelles, sans parler de leur richesse culturelle. Il faudrait plutôt parler de pays exploités.

6. Pays du Sud: terme commode pour stigmatiser la fracture avec les pays

---

1 Alfred Sauvy : « *Nous parlons volontiers des deux mondes en présence* (le monde capitaliste et le monde socialiste. C'est moi qui précise), *de leur guerre possible, de leur coexistence, etc., oubliant trop souvent qu'il en existe un troisième, le plus important, et en somme, le premier dans la chronologie. C'est l'ensemble de ceux que l'on appelle, en style Nations-Unies, les pays sous-développés. (…) Les pays sous-développés, le 3e monde, sont entrés dans une phase nouvelle (…). Car enfin ce Tiers Monde ignoré, exploité, méprisé comme le Tiers État, veut, lui aussi, être quelque chose* » in *L'Observateur*, 14 août 1952, n°118, p.14

du Nord de la planète souvent développés et dominants mais qui a le double défaut de passer sous silence de nombreuses exceptions à cette classification géographique et de laisser croire à un fatalisme naturel.

7. Pays de la périphérie: terme appartenant aux problématiques structuraliste et marxiste mettant en évidence les phénomènes de domination à l'intérieur d'un capitalisme mondial dominé par les pays les plus industrialisés qui mènent des politiques impérialistes.

8. Pays émergents: terme désignant les économies ayant amorcé un processus de développement indéniable qui les fait se détacher de l'ensemble autrefois plus homogène du tiers-monde, la Chine, l'Inde et le Brésil en étant les principaux exemples; à ce terme est assez souvent substitué celui de « marchés émergents » et cette substitution traduit bien la vision néo-libérale d'un développement qui ne pourrait passer que par l'insertion dans la division internationale du travail imposée par la mondialisation financière.

9. Pays en transition : euphémisme pour désigner les pays de l'Est de l'Europe qui, après l'effondrement de l'URSS et l'éclatement du bloc soviétique, ont suivi un processus de restauration capitaliste.

Avertissement: Malgré cela, dans ce livre, les termes suivants seront utilisés comme des synonymes: Tiers Monde, pays du Sud, Sud, Périphérie, pays en développement (PED). Les pays de l'ex-bloc soviétique sont rangés dans la Périphérie.

Ces termes sont généralement utilisés par opposition à: Triade, (principaux) pays capitalistes industrialisés, pays du Nord, Nord, Centre, pays impérialistes, considérés comme des synonymes également.

Préface de l'auteur

Le Coup d'État permanent de la Banque mondiale

La liste des gouvernements issus de coups d'État militaires et soutenus par la Banque mondiale est impressionnante.

Parmi les exemples les plus connus, citons la dictature du Shah d'Iran après le renversement du Premier ministre Mossadegh en 1953, la dictature militaire au Guatemala mise en place par les États-Unis après le renversement du président démocratique Jacobo Arbenz en 1954, celle des Duvalier en Haïti à partir de 1957, la dictature du général Park Chung Hee en Corée du Sud à partir de 1961, la dictature des généraux brésiliens à partir de 1964, celle de Mobutu au Congo et de Suharto en Indonésie à partir de 1965, celle des militaires en Thaïlande à partir de 1966, celle de Idi Amin Dada en Ouganda et du général Hugo Banzer en Bolivie en 1971, celle de Ferdinand Marcos aux Philippines à partir de 1972, celle de Augusto Pinochet au Chili, celle des généraux uruguayens et celle de Habyarimana au Rwanda à partir de 1973, la junte militaire argentine à partir de 1976, le régime d'Arap Moi au Kenya à partir de 1978, la dictature au Pakistan à partir de 1978, le coup d'État de Saddam Hussein en 1979 et la dictature militaire turque à partir de 1980.

Parmi les autres dictatures soutenues par la Banque mondiale, notons encore celle des Somoza au Nicaragua et celle de Ceaucescu en Roumanie.

Certaines sont encore en place aujourd'hui: le régime dictatorial chinois, la dictature de Déby au Tchad, celle de Ben Ali en Tunisie, celle de Musharaf au Pakistan et tant d'autres…

Il faut aussi rappeler le soutien aux dictatures en Europe: le général Franco en Espagne, le général Salazar au Portugal[1].

Très clairement, la Banque mondiale a soutenu méthodiquement des régimes despotiques, issus ou non de coups de force, menant une politique antisociale et commettant des crimes contre l'humanité. La Banque a fait preuve d'un manque total de respect pour les normes constitutionnelles de certains de ses pays membres. Elle n'a jamais hésité à soutenir des militaires putschistes et criminels économiquement dociles face à des gouvernements démocratiques. Et pour cause: la Banque mondiale considère que le respect des droits humains (expression que nous préférons à « droits de l'Homme ») ne fait pas partie de sa mission.

1 La Banque mondiale accorda des prêts au Portugal jusqu'en 1967.

Le soutien apporté par la Banque mondiale au régime de l'Apartheid en Afrique du Sud de 1951 jusqu'en 1968 ne doit pas disparaître de la mémoire. La Banque mondiale a explicitement refusé d'appliquer une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies, adoptée en 1964, qui enjoignait à toutes les agences de l'ONU de cesser leur soutien financier à l'Afrique du Sud car elle violait la Charte des Nations unies. Ce soutien et la violation du droit international qu'il implique ne doivent pas rester impunis.

Enfin, comme ce livre le révèle, la Banque mondiale a, au cours des années 1950 et 1960, systématiquement octroyé des prêts aux puissances coloniales et à leurs colonies pour des projets qui permettaient d'augmenter l'exploitation des ressources naturelles et des peuples au profit des classes dirigeantes des métropoles. C'est dans ce contexte que la Banque mondiale a refusé d'appliquer une résolution des Nations unies adoptée en 1965 l'appelant à ne pas soutenir financièrement et techniquement le Portugal tant que celui-ci ne renonçait pas à sa politique coloniale.

Les dettes contractées auprès de la Banque mondiale sur décision du pouvoir colonial par les colonies de la Belgique, de l'Angleterre et de la France ont été imposées ensuite aux nouveaux pays au moment de leur accession à l'indépendance.

Le soutien de la Banque mondiale à des régimes dictatoriaux s'exprime par l'octroi d'un appui financier ainsi que par une assistance tant technique qu'économique. Cet appui financier et cette assistance ont aidé ces régimes dictatoriaux à se maintenir au pouvoir pour perpétrer leurs crimes. La Banque mondiale a également contribué à ce que ces régimes ne soient pas isolés sur la scène internationale car ces prêts et cette assistance technique ont toujours facilité les relations avec les banques privées et les entreprises transnationales. Le modèle néolibéral s'est progressivement imposé au monde à partir de la dictature d'Augusto Pinochet en 1973 au Chili et de Ferdinand Marcos aux Philippines en 1972. Ces deux régimes ont été activement soutenus par la Banque mondiale. Lorsque de tels régimes dictatoriaux sont tombés, la Banque mondiale a systématiquement exigé des régimes démocratiques qui leur succédaient qu'ils assument les dettes contractées par leurs prédécesseurs. Bref, l'aide financière complice de la Banque aux dictatures s'est transformée en fardeau pour les peuples. Ceux-ci doivent aujourd'hui rembourser les armes achetées par les dictateurs pour les opprimer.

Dans les années 1980 et dans les années 1990, un grand nombre de dictatures se sont effondrées, certaines sous les coups de boutoir de puissants mouvements démocratiques. Les régimes qui leur ont succédé ont généralement accepté les politiques recommandées ou imposées par la Banque mondiale et le FMI et ont poursuivi le remboursement d'une dette pourtant odieuse. Le modèle néolibéral, après avoir été imposé à l'aide de dictatures, a été maintenu grâce au joug de la dette et de l'ajustement structurel permanent. En effet, depuis le renversement ou l'écroulement des dictatures, les gouvernements démocratiques ont poursuivi

l'application de politiques qui constituent une rupture avec les tentatives de mettre en œuvre un modèle de développement partiellement autonome. La nouvelle phase de la mondialisation commencée dans les années 1980 au moment de l'explosion de la crise de la dette implique en général une subordination accrue des pays en développement (les pays de la Périphérie) par rapport aux pays les plus industrialisés (les pays du Centre).

L'agenda caché du consensus de Washington

Depuis le démarrage des activités de la Banque mondiale et du FMI, un mécanisme à la fois simple à comprendre et complexe à instaurer a permis de soumettre les principales décisions de la Banque mondiale et du FMI aux orientations du gouvernement des États-Unis. Quelquefois, certains gouvernements européens (Grande-Bretagne, France, Allemagne en particulier) et celui du Japon ont eu voix au chapitre mais les cas sont rares. Des frictions naissent parfois entre la Maison Blanche et la direction de la Banque mondiale et du FMI, mais une analyse rigoureuse de l'histoire depuis la fin de la seconde guerre mondiale montre que jusqu'ici, c'est bel et bien le gouvernement des États-Unis qui a toujours eu le dernier mot dans les domaines qui l'intéressaient directement.

Fondamentalement, l'agenda caché du Consensus de Washington, c'est une politique visant à la fois à garantir le maintien du *leadership* des États-Unis à l'échelle mondiale et à débarrasser le capitalisme des limites qui lui avaient été imposées dans l'après seconde guerre mondiale. Ces limites étaient le résultat combiné de puissantes mobilisations sociales tant au Sud qu'au Nord, d'un début d'émancipation de certains peuples colonisés et de tentatives de sortie du capitalisme. Le Consensus de Washington, c'est aussi l'intensification du modèle productiviste.

Au cours des dernières décennies, dans le cadre du Consensus de Washington, la Banque mondiale et le FMI ont renforcé leurs moyens de pression sur un grand nombre de pays en profitant de la situation créée par la crise de la dette. La Banque mondiale a développé ses filiales (Société financière internationale - SFI, Agence multilatérale de garantie des investissements - AMGI, Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements - CIRDI) de manière à tisser une toile dont les mailles sont de plus en plus serrées.

Par exemple, la Banque mondiale octroie un prêt à condition que le système de distribution et d'assainissement de l'eau soit privatisé. En conséquence, l'entreprise publique est vendue à un consortium privé dans lequel on retrouve comme par hasard la SFI, filiale de la Banque mondiale.

Quand la population affectée par la privatisation se révolte contre l'augmentation brutale des tarifs et la baisse de la qualité des services et que les autorités publiques se retournent contre l'entreprise transnationale prédatrice, la gestion du litige est confiée au CIRDI, à la fois juge et partie.

On en arrive à une situation où le Groupe Banque mondiale est présent à tous les niveaux: 1) imposition et financement de la privatisation (Banque mondiale); 2) investissement dans l'entreprise privatisée (SFI); 3) garantie de cette entreprise (AMGI); 4) jugement en cas de litige (CIRDI).

C'est précisément ce qui s'est passé à El Alto, en Bolivie, en 2004-2005.

La collaboration entre la Banque mondiale et le FMI est aussi fondamentale afin d'exercer la pression maximale sur les pouvoirs publics. Et pour parfaire la mise sous tutelle de la sphère publique et des autorités, pour pousser plus avant la généralisation du modèle, la collaboration du duo Banque mondiale/FMI s'étend à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) depuis sa naissance en 1995.

Cette collaboration de plus en plus étroite entre la Banque, le FMI et l'OMC fait partie de l'agenda du Consensus de Washington.

Une différence fondamentale sépare l'agenda proclamé du Consensus de Washington de sa version cachée.

L'agenda proclamé vise à réduire la pauvreté par la croissance, le libre jeu des forces du marché, le libre échange et l'intervention la plus légère possible des pouvoirs publics.

L'agenda caché, celui qui est appliqué en réalité, vise la soumission des sphères publique et privée de toutes les sociétés humaines à la logique de la recherche du profit maximum dans le cadre du capitalisme. La mise en pratique de cet agenda caché implique la reproduction de la pauvreté (non sa réduction) et l'augmentation des inégalités. Elle implique une stagnation voire une dégradation des conditions de vie d'une grande majorité de la population mondiale, combinée à une concentration de plus en plus forte de la richesse. Elle implique également une poursuite de la dégradation des équilibres écologiques qui met en danger l'avenir même de l'humanité.

Un des nombreux paradoxes de l'agenda caché, c'est qu'au nom de la fin de la dictature de l'État et de la libération des forces du marché, les gouvernements alliés aux transnationales utilisent l'action *coercitive* d'institutions *publiques* multilatérales (Banque mondiale-FMI-OMC) pour imposer leur modèle aux peuples.

La rupture comme issue

C'est pour ces raisons qu'il faut rompre radicalement avec le Consensus de Washington, avec le modèle appliqué par la Banque mondiale.

Le Consensus de Washington ne doit pas être compris comme un mécanisme de pouvoir et un projet qui se limitent au gouvernement de Washington flanqué de son trio infernal. La Commission européenne, la plupart des gouvernements européens, le gouvernement japonais adhèrent au Consensus de Washington et l'ont traduit dans leurs propres langues, projets constitutionnels et programmes politiques.

La rupture avec le Consensus de Washington, si elle se limite à la fin du *leadership* des États-Unis relayé par le trio Banque mondiale - FMI - OMC, ne cons-

titue pas une alternative car les autres grandes puissances sont prêtes à prendre le relais des États-Unis pour poursuivre des objectifs assez semblables. Imaginons un moment que l'Union européenne supplante les États-Unis au niveau du *leadership* mondial, cela n'améliorera pas fondamentalement la situation des peuples de la planète car cela constitue juste le remplacement d'un bloc capitaliste du Nord (un des pôles de la Triade) par un autre. Imaginons une autre possibilité : la formation d'un bloc Chine - Brésil - Inde - Afrique du Sud - Russie qui supplanterait les pays de la Triade. Si ce bloc est mû par la logique actuelle des gouvernements en place et par le système économique qui les régit, il n'y aura pas non plus de véritable amélioration.

Il faut remplacer le consensus de Washington par un consensus des peuples fondé sur le rejet du capitalisme.

Il faut mettre radicalement en cause le concept de développement étroitement lié au modèle productiviste. Ce modèle de développement exclut la protection des cultures et de leur diversité; il épuise les ressources naturelles et dégrade de manière irrémédiable l'environnement. Ce modèle considère la promotion des droits humains au mieux comme un objectif à atteindre à long terme (or, à long terme, nous serons tous morts); le plus souvent, la promotion des droits humains est perçue comme un obstacle à la croissance; le modèle considère l'égalité comme un obstacle, voire un danger.

Briser la spirale infernale de l'endettement

L'amélioration des conditions de vie des peuples par l'endettement public est un échec. La Banque mondiale prétend que pour se développer, les pays en développement[2] doivent recourir à l'endettement extérieur et attirer des investissements étrangers. Cet endettement sert principalement à acheter des équipements et des biens de consommation aux pays les plus industrialisés. Les faits démontrent jour après jour, depuis des décennies, que cela ne conduit pas au développement.

Selon la théorie économique dominante, le développement du Sud est retardé à cause d'une insuffisance de capitaux domestiques (insuffisance de l'épargne locale). Toujours selon la théorie économique dominante, les pays qui souhaitent entreprendre ou accélérer leur développement doivent faire appel aux capitaux extérieurs en utilisant trois voies: *primo,* s'endetter à l'extérieur; *secundo,* attirer les investissements étrangers; *tertio,* augmenter les exportations pour se procurer les devises nécessaires à l'achat de biens étrangers permettant de poursuivre leur croissance. Pour les pays les plus pauvres, il s'agit aussi d'attirer des dons en se

2 Le vocabulaire pour désigner les pays auxquels la Banque mondiale destine ses prêts de développement a évolué au fil des années : au départ, on a employé le terme « régions arriérées », puis on est passé à « pays sous-développés » pour arriver au terme « pays en développement » dont certains sont appelés « pays émergents ».

comportant en bons élèves des pays développés.

La réalité contredit cette théorie: ce sont les pays en développement qui fournissent des capitaux aux pays les plus industrialisés, à l'économie des États-Unis en particulier. La Banque mondiale ne dit pas autre chose: « *Les pays en développement pris ensemble sont des prêteurs nets à l'égard des pays développés* »[3]. En 2004-2005, la combinaison de taux d'intérêt assez bas, des primes de risque à la baisse et des prix des matières premières à la hausse a produit une très forte augmentation des réserves de change des pays en développement (PED). Celles-ci s'élevaient fin 2004 à près de 1.600 milliards de dollars[4]. Une somme jamais atteinte auparavant. Une somme supérieure au total de la dette extérieure publique de l'ensemble de PED! Si on y ajoute les capitaux que les capitalistes des PED ont déposés en liquide dans les banques des pays les plus industrialisés et qui s'élèvent à près de 1.500 milliards de dollars, on peut affirmer que les PED ne sont pas les débiteurs, mais bel et bien les vrais créanciers.

Si les PED mettaient en place leur propre banque de développement et leur propre fonds monétaire international, ils seraient parfaitement en mesure de se passer de la Banque mondiale, du FMI et des institutions financières privées des pays les plus industrialisés.

Il n'est pas vrai que les PED doivent recourir à l'endettement pour financer leur développement. De nos jours, le recours à l'emprunt sert essentiellement à assurer la poursuite des remboursements. Malgré l'existence d'importantes réserves de change, les gouvernements et les classes dominantes locales du Sud n'augmentent pas l'investissement et les dépenses sociales. Une exception dans le monde capitaliste: le gouvernement du Venezuela qui mène une politique de redistribution des revenus du pétrole au bénéfice des plus exploités et qui, ce faisant, rencontre l'opposition radicale des classes dominantes locales et des États-Unis. Pour combien de temps?

Jamais auparavant, la situation n'a été aussi favorable aux pays périphériques d'un point de vue financier. Et pourtant, personne ne parle d'un changement des

---

3 « *Developping countries, in aggregate, were net lenders to developed countries* ». (World Bank, Global Development Finance 2003, p. 13). Dans l'édition 2005 du Global Development Finance, p. 56, la Banque écrit: « *Les pays en développement sont maintenant exportateurs de capitaux vers le reste du monde.* » (« Developping countries are now capital exporters to the rest of the world.« World Bank, GDF 2005, p. 56).

4 Source : World Bank, Global Development Finance 2005, Washington DC, April 2005, p. 165. A la fin de 2004, les PED disposent d'environ 1.600 milliards sous forme de réserves de change (1.591 mds $ voir p. 165) soit plus que le total de leur dette publique externe (1.555 mds $ p. 161). La Chine, la Malaisie, la Thaïlande, l'Inde, la Corée du Sud ont des réserves de change supérieures à leur dette publique externe. Les PED d'Asie pris ensemble ont des réserves de change qui représentent plus du double de leur dette publique externe (ou encore 30% de plus que l'ensemble de leur dette externe publique et privée - voir tableau p. 161 et 165). Les réserves de la Chine à elle seule représentent 7 fois sa dette publique externe.

Pour l'Afrique du Nord et le Proche Orient, les réserves de change s'élèvent à 141 mds $ alors que la dette externe publique s'élève à 127 mds $. Les réserves de l'Algérie s'élèvent à 41 mds $ contre une dette publique externe de 27 mds $.

règles du jeu. C'est que les gouvernements de Chine, de Russie et des principaux PED (Inde, Brésil, Nigeria, Indonésie, Thaïlande, Corée du Sud, Mexique, Algérie, Afrique du Sud…) n'expriment aucune intention de changer dans la pratique la situation mondiale au bénéfice des peuples.

Et pourtant, sur le plan politique, s'ils le voulaient, les gouvernements des principaux PED pourraient constituer un puissant mouvement capable d'imposer des réformes démocratiques fondamentales de tout le système multilatéral. Ils pourraient adopter une politique radicale: répudier la dette et appliquer un ensemble de politiques rompant avec le néolibéralisme. Le contexte international leur est favorable car la principale puissance mondiale est embourbée dans la guerre en Irak, dans l'occupation de l'Afghanistan; elle est confrontée à de très fortes résistances en Amérique latine débouchant sur des échecs cuisants (Venezuela, Cuba, Equateur, Bolivie…) ou sur une impasse (Colombie).

Je suis persuadé que cela ne se matérialisera pas: le scénario radical ne sera pas mis en œuvre à court terme. L'écrasante majorité des dirigeants actuels des PED sont totalement englués dans le modèle néo-libéral. Dans la plupart des cas, ils sont tout à fait attachés aux intérêts des classes dominantes locales qui n'ont aucune perspective d'éloignement réel (sans même parler de rupture) par rapport aux politiques suivies par les grandes puissances industrielles. Les capitalistes du Sud se cantonnent dans un comportement de rentier et quand ce n'est pas le cas, ils cherchent tout au plus à gagner des parts de marché. C'est le cas des capitalistes brésiliens, sud-coréens, chinois, russes, sud-africains, indiens… qui demandent à leurs gouvernements d'obtenir des pays les plus industrialisés telle ou telle concession dans le cadre des négociations commerciales bilatérales ou multilatérales. De plus, les concurrences et les conflits entre gouvernements des PED, entre capitalistes du Sud, sont réels et peuvent s'exacerber. L'agressivité commerciale des capitalistes de Chine, de Russie, du Brésil à l'égard de leurs concurrents du Sud provoque des divisions tenaces. Généralement, ils s'entendent (entre eux et entre le Sud et le Nord) pour imposer aux travailleurs de leur pays une détérioration des conditions de travail sous prétexte d'augmenter au maximum leur compétitivité.

Mais tôt au tard, les peuples se libéreront de l'esclavage de la dette et de l'oppression exercée par les classes dominantes au Nord et au Sud. Ils obtiendront par leur lutte la mise en place de politiques qui redistribuent les richesses et qui mettent fin au modèle productiviste destructeur de la nature et de l'humanité. Les pouvoirs publics seront alors contraints de donner la priorité absolue à la satisfaction des droits humains fondamentaux.

Pour cela, une démarche alternative est requise: il faut sortir du cycle infernal de l'endettement sans tomber dans une politique de charité qui vise à perpétuer un système mondial dominé entièrement par le capital et par quelques grandes puis-

sances et les sociétés transnationales. Il s'agit de mettre en place un système international de redistribution des revenus et des richesses afin de réparer le pillage multiséculaire auquel les peuples dominés de la périphérie ont été et sont encore soumis. Ces réparations sous forme de dons ne donnent aucun droit d'immixtion des pays les plus industrialisés dans les affaires des peuples dédommagés. Au Sud, il s'agit d'inventer des mécanismes de décision sur la destination des fonds et de contrôle sur leur utilisation aux mains des populations concernées et des autorités publiques concernées. Cela ouvre un vaste champ de réflexion et d'expérimentation.

Par ailleurs, il faut abolir la Banque mondiale et le FMI pour les remplacer par d'autres institutions mondiales caractérisées par un fonctionnement démocratique. La nouvelle Banque mondiale et le nouveau Fonds monétaire international, quelle que soit leur nouvelle appellation, doivent avoir des missions radicalement différentes de leurs prédécesseurs. Ces missions doivent garantir la satisfaction des traités internationaux sur les droits humains (politiques, civils, sociaux, économiques et culturels) dans le domaine du crédit international et des relations monétaires internationales. Ces nouvelles institutions mondiales doivent faire partie d'un système institutionnel mondial chapeauté par une Organisation des Nations unies radicalement réformée. Il est essentiel et prioritaire que les pays en développement s'associent pour constituer le plus tôt possible des entités régionales dotées d'une Banque commune et d'un Fonds monétaire commun. Lors de la crise du Sud-est asiatique et de la Corée de 1997-1998, la constitution d'un Fonds monétaire asiatique avait été envisagée par les pays concernés. La discussion avait été avortée par l'intervention de Washington. Le manque de volonté des gouvernements avait fait le reste. Dans la région Amérique latine et Caraïbe, sous l'impulsion des autorités vénézuéliennes, le débat a commencé en 2005-2006 sur la possibilité de construire une Banque du Sud. Affaire à suivre.

Une chose doit être claire: si l'on recherche l'émancipation des peuples et la pleine satisfaction des droits humains, les nouvelles institutions financières et monétaires tant régionales que mondiales doivent être au service d'un projet de société en rupture avec le néolibéralisme et le capitalisme.

Chapitre 1

Aux origines des institutions de Bretton Woods

Pour éviter la répétition de crises du type de celle de 1929, mais également pour assurer son *leadership* sur le monde de l'après seconde guerre mondiale, le gouvernement des États-Unis planche très tôt sur la création d'institutions financières internationales. C'est en 1944 que naîtront à Bretton Woods la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Au départ, l'administration Roosevelt est favorable à la création d'institutions fortes capables d'imposer des règles au secteur financier privé, y compris à Wall Street. Mais les banquiers y sont hostiles et Franklin Roosevelt recule. Par ailleurs, la répartition des voix au sein de la Banque mondiale et du FMI illustre bien la volonté de domination de quelques grandes puissances sur le reste du monde.

Aux origines[1]

C'est dès 1941, en pleine seconde guerre mondiale, que débutent l'élaboration et la discussion sur les institutions internationales à mettre en place une fois ce conflit majeur terminé.

Au sein de l'administration états-unienne, Harry White remet en mai 1942 au président Franklin Roosevelt un plan intitulé *« Plan pour un fonds de stabilisation des Nations unies et associées et d'une Banque des Nations unies pour la reconstruction et le développement »*. Un de ses objectifs consiste à convaincre les nations alliées en lutte contre les puissances de l'Axe (Allemagne, Italie, Japon) qu'une fois la paix venue, des mécanismes devront être mis en place pour empêcher que l'économie mondiale n'entre à nouveau dans une dépression comparable à celle des années 1930.

Entre 1941 et juillet 1944, moment où se réunit la conférence de Bretton Woods, plusieurs propositions contenues dans le plan initial sont abandonnées. Mais l'une d'entre elles se matérialisera : la création du FMI (Fonds monétaire

1 Cette partie est basée principalement sur: 1) OLIVER, Robert W. 1975. *International Economic Co-operation and the World Bank*, MacMillan Press, London, 421 p; 2) MASON Edward S. et ASHER, Robert E. 1973. *The World Bank since Bretton Woods,* The Brookings Institution, Washington, D.C., chapitre 1, p. 11-35; 3) KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 1: History*, Brookings Institution Press, Washington, D.C., notamment le chapitre 2, p. 57-84; 4) GEORGE, Susan et SABELLI, Fabrizio. 1994. *Crédits sans Frontières*, col. Essais, La Découverte, Paris, chapitre 1, p. 28-45 ; 5) RICH, Bruce. 1994. *Mortgaging the Earth*, Earthscan, London, chapitre 3, p. 49-80 ; 6) AGLIETTA, Michel, et MOATTI, Sandra. 2000. *Le FMI. De l'ordre monétaire aux désordres financiers*, Ed. Economica, Paris, chapitre 1, p. 8-31 ; 7) Catherine Gwin, « U.S. relations with the World Bank, 1945-1992« , in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century,* Volume 2, p. 195-200.

international) et de la BIRD (Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement), mieux connue sous le nom de Banque mondiale.

Pour bien comprendre la fonction attribuée à ces deux institutions, il faut prendre la peine de remonter à la fin des années 1920 et aux années 1930. La profonde dépression économique qui touche alors de plein fouet les États-Unis, a un effet de contagion sur l'ensemble du capitalisme mondial.

Symptôme de la contagion, en 1931, l'Allemagne interrompt le remboursement de sa dette de guerre à l'égard de la France, de la Belgique, de l'Italie et de la Grande-Bretagne. Dans la foulée, ces pays interrompent le remboursement de leur dette extérieure à l'égard des États-Unis[2]. De leur côté, les États-Unis réduisent radicalement leurs exportations de capitaux en 1928 et surtout en 1931[3]..Simultanément, ils diminuent fortement leurs importations. Conséquence: le flux de dollars des États-Unis vers le reste du monde se tarit, les pays endettés à l'égard de la première puissance mondiale ne disposent plus d'assez de dollars pour la rembourser. De même, les dollars leur manquent pour acheter les produits nord-américains. La machine capitaliste mondiale se grippe. Les dévaluations compétitives se multiplient car chaque pays essaye de conquérir des parts de marchés aux dépens des autres. Le monde capitaliste développé s'installe dans une spirale récessive.

John Maynard Keynes commente avec un certain sarcasme l'attitude des États-Unis dès 1932: *« Le reste du monde leur doit de l'argent. Ils refusent de se faire rembourser en nature; ils refusent de se faire rembourser en titres; ils ont déjà reçu tout l'or disponible. Le casse-tête dans lequel ils ont plongé le reste du monde n'admet qu'une seule solution: on va devoir se débrouiller sans leurs exportations »*[4].

Une des leçons tirées par le gouvernement des États-Unis sous Franklin Roosevelt (président de 1933 à 1945), c'est qu'un grand pays créancier doit mettre à la disposition des pays débiteurs les devises qui leur serviront à payer leurs dettes. Une autre leçon, audacieuse celle-là, c'est que dans certains cas, il est préférable de faire des dons plutôt que des prêts si un État veut que ses industries exportatrices tirent un profit maximum et durable. Nous aborderons cette question plus loin dans le livre en évoquant le Plan Marshall pour la reconstruction de l'Europe (1948-1951).

Arrêtons-nous encore brièvement aux années 1930 avant de passer à la genèse des institutions de Bretton Woods au cours de la guerre.

---

2 TOUSSAINT Eric. 2004. *La Finance contre les peuples,* chap. 7, p. 173-184.

3 OLIVER Robert W. 1975. p. 72-75, p. 109.

4 John Maynard KEYNES, Collected Writings, Vol XXI, Macmillan, London, cité par PAYER, Cheryl, 1991, p.20.

Création de l'Export-Import Bank of Washington (1934)

L'Export-Import Bank of Washington (l'agence publique états-unienne de crédit à l'exportation, rebaptisée plus tard Eximbank) est créée en 1934 afin de protéger et de favoriser les exportateurs des États-Unis. Elle garantit les exportations et octroie des crédits à long terme à des étrangers pour qu'ils importent des produits des États-Unis. Chaque dollar prêté doit être dépensé pour l'achat de marchandises produites aux États-Unis. L'Export-Import Bank ne débourse l'argent qu'après avoir reçu la preuve que les produits sont embarqués vers l'étranger. Au départ, la somme totale de prêts octroyés par l'Export-Import Bank est très modeste: 60 millions de dollars au cours des cinq premières années. Mais le volume augmente très rapidement par la suite. En 1940, sa capacité de prêts est portée à 200 millions de dollars et en 1945, elle atteint 3.500 millions. Dans les premières années, l'Export-Import Bank cible l'Amérique latine et la Caraïbe, la Chine et la Finlande. Les intérêts en jeu sont autant économiques que géostratégiques.

Naissance de la Banque interaméricaine (1940)

Un autre instrument financier est créé en 1940: la Banque interaméricaine. Il s'agit d'une banque interétatique fondée à l'initiative des États-Unis dans le cadre de l'Union pan-américaine (l'ancêtre de l'Organisation des États Américains – OEA). En font partie dès l'origine : la Bolivie, le Brésil, la Colombie, la République dominicaine, l'Equateur, le Mexique, le Nicaragua, le Paraguay et les États-Unis. Cette banque préfigure d'une certaine manière la Banque mondiale qui sera fondée quatre ans plus tard.

Le principal architecte du côté états-unien est un partisan convaincu de l'intervention publique dans l'économie, un adepte du *New Deal*: Emilio Collado, le numéro deux du Département d'État[5]. Très vite, il participe aux discussions préparatoires à Bretton Woods et il devient en 1944 le premier représentant (directeur exécutif) des États-Unis à la direction de la Banque mondiale. Il n'y a pas que le Département d'État à être investi dans le lancement de la Banque interaméricaine en 1940. Le Département du Trésor est aussi représenté en la personne de Henry Morgenthau et de son assistant Harry White.

Quatre raisons fondamentales ont poussé l'administration de Franklin Roosevelt vers la création de la Banque interaméricaine.

Primo, le gouvernement a compris que non seulement il doit prêter de l'argent pour qu'on lui achète ses produits mais il doit aussi acheter les exportations de ceux à qui il veut vendre ses marchandises. L'Allemagne nazie, qui domine une partie de l'Europe, est en train de s'approvisionner et d'investir en Amérique latine[6]. La mise en place de la Banque interaméricaine doit permettre de resserrer les

5 Le Département d'État (State Department) est, aux États-Unis, le ministère chargé de conduire la politique extérieure du pays.

liens entre les États-Unis et tous ses voisins du Sud.

Secundo, Washington considère qu'il ne peut pas compter sur le secteur financier privé des États-Unis pour prêter des capitaux au sud du Rio Grande alors que quatorze pays latino-américains sont en défaut total ou partiel de paiement de leur dette extérieure. Washington considère que Wall Street et les grandes banques états-uniennes sont responsables de la crise de 1929 et de sa prolongation. Il faut alors se doter d'un instrument public pour agir sérieusement.

Tertio, afin de convaincre les gouvernements latino-américains d'entrer activement dans le jeu de relations renforcées avec les États-Unis, il faut leur proposer un instrument qui, officiellement, poursuit des objectifs non directement subordonnés aux États-Unis.

A. A. Berle, adjoint du secrétaire au Département d'État, le précise clairement: *« De par le passé, on a considéré les mouvements de capitaux comme franchement impérialistes et cela a généralement conduit plus tard à des difficultés de l'un ou l'autre type. L'autre pays ne voulait pas rembourser; les intérêts attachés au prêt étaient souvent considérés comme tyranniques. On est encore en train de liquider certaines situations de pagaille datant du XIXe siècle causées par les mouvements brutaux et non éclairés du capital »* [7].

Quarto, il faut mettre sur pied une banque dont font partie les pays emprunteurs et où ils ont voix au chapitre. Le raisonnement est très simple: pour s'assurer que les emprunteurs remboursent leurs dettes, il vaut mieux qu'ils fassent partie de la Banque. Ce même principe sera appliqué lorsqu'il s'agira de construire la Banque mondiale et le FMI.

En ce qui concerne la répartition des droits de vote au sein de la Banque interaméricaine, les critères appliqués seront également adoptés par la Banque mondiale et le FMI. Le principe « un pays - une voix » est délaissé au profit d'un système de vote fondé sur le poids économique (en l'occurrence, le volume des exportations).

Le système prévoit une cerise sur le gâteau pour les pays latino-américains : l'existence d'une institution bancaire multilatérale doit les protéger contre le recours à la force des créanciers désireux de récupérer leurs fonds. En effet, il n'y

---

6 Le représentant du Chili à la Banque interaméricaine, Carlos Davila, écrivait le 8 janvier 1940 *« En 1938, l'Allemagne absorbait 2% du cacao exporté par nos pays; 25% des têtes de bétail; 16% du café; 19% du maïs; 29% du coton; 6% du blé et 23% de la laine. (...) Une nouvelle forme d'association plus étroite est nécessaire au développement et à l'exploitation des ressources minérales et agricoles de l'Amérique latine dans le but d'approvisionner et d'augmenter les produits vendables aux États-Unis et qui n'entrent pas en concurrence avec la production locale. Une collaboration financière, technique et commerciale qui pourrait également être étendue au domaine industriel permettrait la création ou l'augmentation en Amérique latine d'une large gamme de produits manufacturés que les États-Unis ne peuvent pour l'instant ou n'ont pas l'intention d'importer d'autres continents. On doit conseiller que le capital nécessaire pour mener à bien ce programme provienne d'investisseurs américains et latino-américains. Ce n'est que de cette manière que l'on pourra tourner la page de l'histoire des difficultés que les investissements américains ont rencontrées ».* Cité par OLIVER Robert W, 1975, p. 95

7 Cité par OLIVER, Robert W, 1975, p. 96-97.

a alors pas si longtemps que les États-Unis et d'autres puissances créancières intervenaient soit militairement, soit en prenant le contrôle des douanes ou de l'administration des impôts de pays endettés pour récupérer ce qu'ils prétendaient leur être dû[8].

Il faut souligner qu'à ce moment-là, l'attitude ferme d'un nombre important de pays latino-américains (quatorze parmi lesquels le Brésil, le Mexique, la Colombie, le Chili, le Pérou et la Bolivie), qui ont décidé d'arrêter totalement ou partiellement le remboursement de leur dette extérieure, est couronnée de succès. Trois résultats positifs sont à mettre à leur crédit: leur croissance économique est supérieure à celle des pays qui continuent de rembourser; ils ont regagné une marge importante d'autonomie par rapport aux pays riches; loin d'être exclus de toute source de financement, ils sont courtisés par différents gouvernements du Nord qui leur proposent des financements publics. C'est la preuve que la fermeté peut payer.

Les discussions dans l'administration Roosevelt

Dès 1942, l'administration Roosevelt discute activement de l'ordre économique et financier à établir dans l'après-guerre. Certaines idées reviennent régulièrement sur la table en matière de dette et de mouvements de capitaux : il faut mettre en place des institutions publiques multilatérales qui, face au caractère aléatoire de l'investissement international privé, fournissent des capitaux publics. Ces institutions devraient *« réglementer les investissements internationaux de capitaux privés en prévoyant des possibilités judiciaires et d'arbitrage pour le règlement des différends entre créanciers et débiteurs et pour écarter le danger de l'utilisation par les pays créanciers de leurs revendications comme base pour des exigences politiques, économiques ou militaires ou illégitimes ».* (extrait d'un mémorandum du Conseil des relations étrangères daté du 1er avril 1942).

Premier projet très ambitieux d'Harry White

Comme indiqué plus haut, Harry White travaille dès 1941 au sein du Département du Trésor à l'élaboration d'un plan visant à la mise en place de deux grandes institutions multilatérales. Franklin Roosevelt reçoit un premier plan en mai 1942 selon lequel il ne faut pas attendre la fin de la guerre pour créer un Fonds de stabilisation des taux de changes (le futur Fonds monétaire international) et une Banque internationale pour fournir des capitaux. Il précise : *« Deux agences séparées, bien que liées, vaudraient mieux qu'une, car une agence s'occupant des deux tâches aurait trop de pouvoir et ferait courir le risque de trop grandes erreurs de jugement »*[9]. Le Fonds et la Banque devraient rassembler toutes les nations, en commençant par les Alliés. Le poids relatif de chaque nation membre

8 TOUSSAINT Eric. 2004. *La Finance contre les peuples*, chapitre 7.
9 Cité par OLIVER Robert W, 1975, p. 111-112.

serait fonction de son poids économique. Les pays emprunteurs devraient faire partie de la Banque car cela les motiverait à rembourser. Les deux institutions devraient favoriser des politiques garantissant le plein emploi.

Le Fonds devrait œuvrer à la stabilité des taux de change, l'abandon progressif des contrôles sur les changes et l'arrêt des subsides aux exportations.

La Banque, elle, devrait fournir des capitaux pour la reconstruction des pays affectés par la guerre et pour le développement des régions arriérées; elle devrait aider à stabiliser les prix des matières premières. La Banque devrait prêter des capitaux à partir de son capital propre et disposer de sa propre monnaie: *l'Unitas*.

Le projet ambitieux tel que conçu par Harry White est profondément revu à la baisse au cours des deux années qui suivent.

En effet, Wall Street et le parti républicain sont particulièrement hostiles à plusieurs éléments fondamentaux du projet White. Ils ne veulent pas de deux institutions publiques fortes qui prétendraient réglementer la circulation des capitaux privés et les concurrenceraient.

Franklin Roosevelt décide de composer avec eux, ce qui permet de garantir en bout de course que le Congrès ratifie à une large majorité, en 1945, les accords de Bretton Woods de juillet 1944. Les concessions faites par Franklin Roosevelt sont considérables au point qu'elles dénaturent le projet original. Et pourtant, Wall Street attendra 1947 avant d'appuyer vraiment la Banque et le Fonds.

Parmi les propositions originales[10] qui sont abandonnées avant la tenue de la conférence de Bretton Woods:

- la création d'une monnaie propre à la Banque. Harry White, on l'a vu, proposait de l'appeler *l'Unitas*. John Maynard Keynes qui, de son côté, faisait une proposition convergente, l'appelait le *Bancor*.
- le recours de la Banque à son propre capital pour faire des prêts. Il est finalement décidé que la Banque emprunte auprès des banquiers privés les capitaux qu'elle prêtera.
- la stabilisation du cours des matières premières.

Les interlocuteurs principaux des États-Unis pour l'adoption d'une proposition définitive sont la Grande-Bretagne et l'URSS. La Grande-Bretagne exige d'être traitée de manière privilégiée par Washington. Selon Winston Churchill, les négociations entre Washington et Londres doivent être bilatérales et secrètes[11]. Washington préfère négocier séparément avec tous les alliés: diviser pour régner...

---

9 Cité par OLIVER Robert W, 1975, p. 111-112.

10 Pour une liste détaillée des propositions de Harry White qui furent abandonnées ou fortement amendées, voir OLIVER Robert W, 1975, p. 157-159.

11 Winston Churchill n'était pas rassuré sur les intentions des États-Unis. Il avait déclaré au président Roosevelt: *« Je pense que vous souhaitez abolir l'Empire britannique. (...) Tous vos dires le confirment. Malgré cela, nous savons que vous êtes notre seul espoir. Et vous savez que nous le savons. Sans l'Amérique, l'Empire britannique ne pourra pas tenir bon »* . Cité par GEORGE, Susan et SABELLI, Fabrizio. 1994. Crédits sans Frontières, p. 31

Apparemment Franklin Roosevelt, secondé par Harry White et Henry Morgenthau (le secrétaire au Trésor), veut réellement garantir la participation de l'Union soviétique à la mise en place de la Banque et du Fonds. Henry Morgenthau rend public en janvier 1944 que deux délégués soviétiques sont arrivés à Washington pour discuter de la mise en place des deux institutions.

Dimension géopolitique et géostratégique

Entre le 1er et le 22 juillet 1944, la Conférence monétaire et financière des Nations unies, connue sous le nom de conférence de Bretton Woods[12], se déroule en présence de représentants de 44 pays.

La délégation des États-Unis est menée par Henry Morgenthau et Harry White, la délégation britannique par Lord John Maynard Keynes. Ces deux délégations vont diriger les travaux.

Les Soviétiques participent à la conférence. Selon les marchandages entre Washington, Moscou et Londres, l'URSS doit obtenir la troisième place en terme de droits de vote alors qu'elle souhaite la deuxième.

Finalement, Moscou ne ratifie pas les accords finaux et dénonce en 1947, à l'assemblée générale de l'ONU, les institutions de Bretton Woods comme *« filiales de Wall Street »*. Pour le représentant soviétique, la Banque mondiale est *« subordonnée à des objectifs politiques qui en font un instrument d'une seule grande puissance »*[13].

La répartition des votes illustre très bien la volonté de domination des États-Unis et de la Grande-Bretagne sur les deux institutions. En 1947, les deux pays totalisent quasiment 50% de voix (34,23% pour les États-Unis et 14,17% pour la Grande-Bretagne au 30 août 1947).

En 1947, la répartition par grandes catégories de pays et régions donne une image des rapports de force issus immédiatement de l'après-guerre dans le camp des alliés (sans l'URSS). Les treize pays capitalistes les plus industrialisés totalisent plus de 70% des voix[14]. L'ensemble du continent africain ne dispose que de 2,34%. Seuls trois pays africains ont un droit de vote car tous les autres, ou à peu près, sont encore sous le joug colonial[15]. Ces trois pays sont: l'Egypte (0,70% des votes); l'Union sud africaine (1,34%) dirigée par un pouvoir blanc raciste qui allait instaurer l'apartheid un an plus tard et l'Ethiopie (0,30%). Bref, l'Afrique noire avec un gouvernement noir (l'empereur Hailé Sélassié) ne disposait que d'un tiers de pour cent.

L'ensemble du continent asiatique dispose de 11,66%. Seuls trois pays sont

---

12 La localité de Bretton Woods est située dans les montagnes du New Hampshire.

13 MASON Edward S. et ASHER, Robert E. 1973. *The World Bank since Bretton Woods*, p. 29.

14 Au 30 août 1947: Australie (2,41%), Belgique (2,67%), Canada (3,74%), Danemark (0,99%), France (5,88%), Grèce (0,53%), Luxembourg (0,37%), Pays-Bas (3,21%), Norvège (0,80%), Royaume-Uni (14,17), États-Unis (34,23)

15 MILLET Damien. 2005. *L'Afrique sans dette*, chapitre 1.

membres: la Chine de Tchang Kai-Chek (6,68%), alliée des États-Unis; les Philippines (0,43%), colonie des États-Unis jusqu'en 1946; l'Inde qui accède à l'indépendance par rapport à la couronne britannique en 1947.

L'Europe centrale et de l'Est disposent de 3,90% (Pologne et Tchécoslovaquie, chacun 1,60%) et la Yougoslavie de Tito (0,70%).

Le Proche et le Moyen-Orient détiennent 2,24% (Turquie, 0,73%; Liban, 0,32%; Iran, 0,52%; Syrie, 0,34%; Irak, 0,33%).

L'ensemble de l'Amérique latine et de la Caraïbe, région considérée comme fermement alliée aux États-Unis, détient 8,38% répartis entre dix-huit pays: Bolivie (0,34%), Brésil (1,39), Chili (0,64), Colombie (0,64), Costa Rica (0,29), Cuba (0,64), République dominicaine (0,29), Equateur (0,30), El Salvador (0,28), Guatemala (0,29), Honduras (0,28), Mexique (0,96), Nicaragua (0,28), Panama (0,27), Paraguay (0,28), Pérou (0,45), Uruguay (0,38), Venezuela (0,38).

Chapitre 2

Les débuts de la Banque mondiale (1946-1962)

Contrairement à une idée reçue, la mission de la Banque mondiale ne consiste pas à réduire la pauvreté dans les PED. La mission que les vainqueurs de la seconde guerre mondiale, principalement les États-Unis et la Grande-Bretagne, lui ont attribuée consiste à aider à la reconstruction de l'Europe et, subsidiairement, à favoriser la croissance économique des pays du Sud dont une bonne partie étaient encore des colonies. C'est cette dernière mission qu'on a appelée « développement » et qui a pris de plus en plus d'ampleur. La Banque prête d'abord de l'argent aux métropoles coloniales (Grande-Bretagne, France, Belgique) pour mieux exploiter leurs colonies, puis quand celles-ci obtiennent leur indépendance, la Banque mondiale leur impose d'assumer les dettes contractées par leurs ex-métropoles pour renforcer la colonisation et l'exploitation de leurs ressources naturelles et de leurs peuples.

Au cours des dix-sept premières années de son existence, les projets soutenus par la Banque mondiale consistent à améliorer des infrastructures de communication et la production électrique. L'argent prêté par la Banque aux PED doit surtout être dépensé dans les pays industrialisés. Les projets soutenus doivent améliorer les capacités d'exportation du Sud vers le Nord afin de satisfaire les besoins de celui-ci et d'enrichir une poignée de sociétés transnationales des secteurs concernés. Durant cette période, les projets concernant l'enseignement, la santé, l'accès à l'eau potable et l'assainissement des eaux usées sont inexistants.

Dès les débuts, les missions de la Banque visent essentiellement à augmenter sa capacité à influencer les décisions prises par les autorités d'un pays donné dans un sens favorable aux grandes puissances actionnaires et à leurs entreprises.

La politique de la Banque mondiale évolue en réaction au danger de contagion révolutionnaire et à la guerre froide. Les enjeux politiques interpellent les responsables de la Banque: leurs débats internes démontrent qu'ils y répondent en fonction des intérêts de Washington ou d'autres métropoles industrialisées.

L'activité de la Banque mondiale commence véritablement en 1946. Le 18 juin de cette année-là, Eugene Meyer, éditeur du *Washington Post*, ancien banquier,

entre en fonction en tant que premier président de la Banque. Il tiendra six mois.

Les débuts de la Banque sont en effet difficiles. L'hostilité de Wall Street n'a pas vraiment diminué depuis la mort de Franklin Roosevelt en avril 1945. Les banquiers n'ont pas confiance dans une institution qui, à leurs yeux, est encore trop influencée par la politique du *New Deal* trop interventionniste et trop publique. Ils auraient préféré que les États-Unis développent de manière exclusive l'Export Import Bank.

Ils se réjouissent du départ d'Henry Morgenthau qui n'est plus secrétaire au Trésor[1], ne sont pas spécialement opposés à Eugene Meyer, président de la Banque, mais n'apprécient pas du tout les partisans d'un contrôle public que sont Emilio Collado et Harry White, directeurs exécutifs respectivement à la Banque mondiale et au FMI.

Dès 1947, des changements à la direction de la Banque leur donnent satisfaction car un trio favorable à Wall Street tient dorénavant les rênes du pouvoir : John J. McCloy est nommé président de la Banque mondiale en février 1947, il est secondé par Robert Garner, vice-président, et Eugene Black prend la place d'Emilio Collado. Auparavant John J. McCloy était un grand avocat d'affaires à Wall Street, Robert Garner était vice-président de General Foods Corporation et Eugene Black, vice-président de Chase National Bank. Au FMI, Harry White est limogé. Wall Street est tout à fait satisfait. Avec le départ forcé d'Emilio Collado et d'Harry White, disparaissent les derniers partisans d'une intervention et d'un contrôle publics sur les mouvements de capitaux. Les « affaires » peuvent commencer.

La chasse aux sorcières

La vie de la Banque mondiale et celle du FMI furent fortement influencées par la guerre froide et la chasse aux sorcières lancée aux États-Unis notamment par le sénateur républicain du Wisconsin, Joseph McCarthy. Harry White, père de la Banque mondiale et directeur exécutif des États-Unis au FMI, fait l'objet d'une investigation du FBI *(Federal Bureau of Investigation*) dès 1945 pour espionnage au profit de l'URSS[2]. En 1947, son cas est soumis au grand jury fédéral qui refuse d'entamer un procès. En 1948, il est entendu par le Comité d'enquête contre les activités anti-américaines *(Un-American Activities Committee)*. Victime d'une campagne hargneuse, il meurt d'une attaque cardiaque le 16 août 1948, trois jours après sa comparution devant le comité[3]. En novembre 1953, durant la présidence

1 Henry Morgenthau, très proche de Franklin Roosevelt, est entré en conflit avec son successeur, le président Truman, avant la conférence de Potsdam de juillet 1945. Il a alors démissionné.

2 D'après R. Oliver, Harry White était politiquement progressiste, sympathisait avec la cause des ouvriers dans le monde et fréquentait des communistes. Voir OLIVER, Robert W. 1975. *International Economic Co-operation and the World Bank*, pp. 81-85.

3 Au cours de cette séance, il a eu un premier malaise cardiaque.

de Dwight Eisenhower[5], le procureur général inculpe de manière posthume Harry White en tant qu'espion soviétique. Il accuse également le président Truman d'avoir désigné Harry White comme directeur exécutif au FMI en 1946 en sachant qu'il était un espion soviétique.

La chasse aux sorcières affecte également l'ensemble des Nations unies et de ses agences spécialisées car à la fin de son mandat, le 9 janvier 1953, le président Truman adopte un décret enjoignant au secrétaire général des Nations unies et aux dirigeants des agences spécialisées de communiquer au gouvernement des États-Unis les informations concernant les candidatures introduites par des citoyens des États-Unis pour un emploi aux Nations unies. Les États-Unis se chargent de réaliser une investigation complète afin de détecter si cette personne est susceptible de se livrer à de l'espionnage ou à des actions subversives (telles « plaider la révolution pour altérer la forme constitutionnelle du gouvernement des États-Unis »[5]).

A cette époque, le terme « *un-american* » est un euphémisme très courant pour caractériser un comportement subversif. Un élément subversif ne peut pas être embauché par l'ONU. L'immixtion des États-Unis dans les affaires intérieures de l'ONU est très poussée. En témoignent le ton et le contenu de la lettre envoyée par le secrétaire d'État J. F. Dulles de l'administration Eisenhower au président de la Banque mondiale, Eugene Black : *« Le secrétaire d'État Dulles m'a demandé* (écrit le sous-secrétaire d'État) *de vous faire part de l'extrême importance qu'il accorde à l'obtention de la coopération totale de tous les responsables des agences spécialisées des Nations Unies dans l'exécution du décret présidentiel 10422. Il est persuadé que, sans cette pleine collaboration, les objectifs du décret ne pourront être atteints et que, sans cette condition, les États-Unis ne pourront pas continuer à soutenir ces organisations* » [6].

La Banque mondiale, pour prêter de l'argent à ses pays membres, doit commencer par emprunter à Wall Street sous la forme d'émission de bons d'emprunt[7]. Les banquiers privés exigent des garanties avant de prêter à un organisme public, d'autant qu'au début 1946, 87% des titres européens sont en défaut de paiement, de même que 60% des titres latino-américains et 56% des titres d'Extrême Orient[8].

---

4 Le général et homme politique républicain Dwight D. Eisenhower succède à Harry Truman en janvier 1953 en tant que président des États-Unis. Il est réélu en 1957 et termine ce deuxième mandat en 1961.

5 *« Advocacy of revolution ... to alter the constitutional form of government of the United States »*. Executive Order 10422 of Jan. 9, 1953. Part II. 2. c.

6 Letter, John D. Hickerson, assistant secretary of state, to President Eugene Black, 21 février 1953 in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. The World Bank, Its First Half Century, Volume 1, p. 1173.

7 A partir de 1953, la Banque mondiale ne se limite plus à emprunter aux États-unis, elle émet aussi des titres en Europe, puis au Japon. Dans les années 1970, au moment de l'augmentation du prix du pétrole, elle emprunte également au Venezuela et aux pays arabes producteurs de pétrole.

8 KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century*, Volume 1, p. 917.

Avec le trio McCloy-Garner-Black aux commandes de la Banque, les banquiers privés délient un peu les cordons de leur bourse car ils ont la garantie de récupérer la mise avec profit. Ils ne se trompent pas.

Au cours des premières années d'activité, la Banque prête principalement aux pays industrialisés d'Europe. Ce n'est que très timidement qu'elle se lance dans des prêts aux pays en développement. Entre 1946 et 1948, elle octroie des prêts pour un total d'un peu plus de 500 millions de dollars à des pays d'Europe occidentale (250 millions à la France, 207 millions aux Pays-Bas, 40 millions au Danemark et 12 millions au Luxembourg) tandis qu'elle n'octroie qu'un seul prêt à un pays en développement (16 millions au Chili).

La politique de prêt de la Banque mondiale à l'Europe va être bouleversée et réduite par le lancement du Plan Marshall en avril 1948 car celui-ci dépasse de loin les possibilités de la Banque (voir chapitre 4). Pour la Banque, c'en est terminé de la partie « reconstruction » de son intitulé, seule la partie « développement » subsiste… Une des conséquences immédiates du lancement du Plan Marshall pour la Banque, c'est la démission un mois plus tard de son président, John J. McCloy, qui part en Europe pour occuper le poste de haut commissaire des États-Unis en Allemagne. Eugene Black le remplace et restera à ce poste jusqu'en 1962.

La révolution chinoise de 1949 fait perdre aux États-Unis un allié de taille en Asie et oblige les dirigeants de Washington à intégrer dans leur stratégie la dimension du « sous-développement » afin d'éviter la « contagion » communiste. Les termes du Point IV du discours du président Truman sur l'état de l'union de 1949 sont très éclairants : *« Il faut lancer un programme audacieux pour soutenir la croissance des régions sous-développées… Plus de la moitié de la population mondiale vit dans des conditions voisines de la misère…Leur nourriture est insuffisante, elles sont victimes de maladie… Leur vie économique est primitive et stationnaire, leur pauvreté constitue un handicap et une menace, tant pour eux que pour les régions plus prospères… Les États-Unis doivent mettre à la disposition des peuples pacifiques les avantages de leur réserve de connaissance technique afin de les aider à réaliser la vie meilleure à laquelle ils aspirent… Avec la collaboration des milieux d'affaires, du capital privé, de l'agriculture et du monde du travail des États-Unis, ce programme pourra accroître grandement l'activité industrielle des autres nations et élever substantiellement leur niveau de vie… Une production plus grande est la clef de la prospérité et de la paix, et la clef d'une plus grande production, est la mise en œuvre plus large et plus vigoureuse du savoir scientifique et technique moderne… Nous espérons ainsi contribuer à créer les conditions qui finalement conduiront toute l'humanité à la liberté et au bonheur personnel… »*[9].

Dès la première page du rapport annuel de la Banque mondiale qui suit le dis-

9 Extraits du texte du point IV traduit et présenté par G. Rist, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, pp. 116-121. Les autres points concernaient le soutien au système des Nations unies, la création de l'OTAN et le lancement du Plan Marshall.

cours du président Truman, la Banque annonce qu'elle appliquera l'orientation du Point IV du discours: *« A la date de publication de ce rapport, toutes les implications du programme Point IV et la manière précise de sa mise en oeuvre ne sont pas encore tout à fait claires. Cependant, du point de vue de la Banque, ce programme est d'un intérêt vital. (...) Les objectifs fondamentaux de la Banque en ce domaine sont essentiellement les mêmes que ceux du programme Point IV »*[10] .

On a l'impression de lire le compte-rendu d'une réunion de parti exécutant un ordre de son comité central. Ceci dit, ce quatrième rapport annuel écrit sous le double coup de la révolution chinoise et du discours de Harry Truman est le premier à relever que les tensions politiques et sociales causées par la pauvreté et par l'inégalité dans la distribution de la richesse sont un obstacle au développement. La mauvaise répartition des terres, son caractère inefficace et oppressif en sont également.

Le rapport déclare qu'il faut éradiquer des maladies comme la malaria[11], augmenter le taux de la scolarisation, améliorer le service public de santé…

Par ailleurs, souligne le rapport, le développement du Sud est aussi important pour les pays développés car leur expansion dépend des marchés que constituent les pays sous-développés.

Dans les rapports suivants, les thèmes sociaux disparaissent progressivement et une vision plus traditionnelle reprend le dessus.

De toute manière, la Banque mondiale ne met pas en pratique la dimension sociale du Point IV dans sa politique de prêts. Elle ne soutient aucun projet visant la redistribution de la richesse et l'attribution de terres aux paysans qui n'en ont pas. En ce qui concerne l'amélioration de la santé, de l'éducation, du système d'adduction d'eau potable, il faut attendre les années 1960 et 1970 pour voir la Banque soutenir certains projets et encore, avec la plus grande circonspection.

Quelques caractéristiques de la politique de prêts de la Banque

Coûts élevés pour les emprunteurs

Les prêts de la Banque mondiale aux pays en développement (PED) étaient très onéreux: taux d'intérêt élevé (équivalent à celui du marché ou proche de celui-ci) auquel s'ajoutait une commission pour les frais de gestion, période de remboursement assez courte. Cela provoqua très rapidement les protestations des PED qui proposèrent que l'ONU mette en place un financement alternatif et moins coûteux que celui de la Banque mondiale (voir chapitre suivant).

Aujourd'hui encore, la Banque prête à un taux proche de celui du marché aux

10 IBRD (World Bank), *Fourth Annual Report 1948-1949*, Washington DC, 58 p.

11 Près de soixante ans plus tard, la Banque mondiale est toujours investie dans l'éradication de la malaria qui est une maladie mortelle affectant principalement les pauvres. Voir CASTRO Julie, MILLET Damien., « Malaria and Structural Adjustment: Proof by Contradiction », in BOETE Christophe, *Genetically Modified Mosquitoes for Malaria Control*, Landes Bioscience, 2006.

PED dont le revenu annuel par habitant est supérieur à 965 dollars. A l'image d'une banque classique, elle prend soin de sélectionner les projets rentables, sans oublier d'imposer des réformes économiques draconiennes. L'argent prêté provient majoritairement de l'émission de bons d'emprunt sur les marchés financiers (13 milliards de dollars en 2004). La solidité de la Banque mondiale, garantie par les pays riches qui en sont les plus gros actionnaires, lui permet de se procurer ces fonds à un taux avantageux. Les remboursements se font sur une période comprise entre 15 et 20 ans, avec une période de grâce de trois à cinq ans pendant laquelle le capital n'est pas remboursé. Cette activité de prêt est très lucrative: la Banque mondiale réalise d'appréciables bénéfices, de l'ordre de plusieurs milliards de dollars par an, sur le dos des pays en développement et de leurs populations[12].

Pas un seul prêt pour une école jusqu'en 1962

La Banque mondiale prête pour des projets précis : une route, une infrastructure portuaire, un barrage, un projet agricole…

Au cours de ses dix-sept premières années d'activité, la Banque ne fait pas un seul prêt pour une école, pour un poste de santé, pour un système d'égout, pour l'adduction d'eau potable!

Jusqu'en 1962, tous les prêts, sans exception, sont destinés à des infrastructures électriques, à des voies de communication (routes, chemins de fer…), à des barrages, à la mécanisation de l'agriculture, à la promotion des cultures d'exportation (thé, cacao, riz…) ou, marginalement, à la modernisation d'industrie transformatrice.

Tourner les investissements vers l'exportation

Cela correspond à des priorités très claires: il s'agit d'augmenter la capacité des pays en développement d'exporter les matières premières, le combustible et les produits agricoles tropicaux dont les pays les plus industrialisés ont besoin.

L'analyse des projets acceptés ou refusés par la Banque mondiale indique de manière très claire qu'elle ne voulait pas soutenir, à quelques exceptions près, des projets industriels destinés à satisfaire la demande intérieure des pays en développement car cela diminuerait les importations en provenance des pays les plus industrialisés. Les exceptions concernent une poignée de pays stratégiquement importants et disposant d'une force de négociation réelle. C'était le cas de l'Inde.

L'argent prêté au Sud repart vers le Nord

La Banque mondiale prêtait de l'argent à condition qu'il soit dépensé par les PED sous forme de commandes de biens et de services aux pays les plus industrialisés. Comme le montrent les tableaux ci-dessous, au cours des dix-sept pre-

12 Au contraire, le guichet concessionnel de la Banque mondiale, nommé AID – voir chapitre suivant – et réservé aux pays les plus pauvres, leur prête des sommes provenant des pays riches et des pays endettés auprès de la BIRD à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché (de l'ordre de 0,75 %) sur de longues durées (entre 35 et 40 ans en général, avec un différé initial de 10 ans).

mières années, plus de 93% de l'argent prêté revenait chaque année dans les pays les plus industrialisés sous forme d'achats.

Répartition géographique des dépenses effectuées avec les sommes prêtées par la Banque de 1946 à 1962

Ces données sont fournies par la Banque mondiale jusqu'en 1962. A partir de l'année suivante et jusqu'à aujourd'hui, ces données ne sont plus disponibles pour le public. L'explication est simple: jusqu'en 1962, les pays riches qui dominent la Banque n'étaient pas du tout gênés de mettre en évidence que l'argent prêté leur revenait immédiatement. Au contraire, ils s'en vantaient pour montrer que la Banque leur profitait largement. Au fil du temps, de plus en plus de pays devenus indépendants ont adhéré à la Banque mondiale et il est devenu difficile de montrer dans le rapport public annuel de la Banque que ses activités bénéficiaient essentiellement à ses membres les plus riches.

Tableau 1. Répartition géographique des dépenses effectuées avec les prêts de la Banque entre 1946 et 1955

	46-51	1952	1953	1954	1955
Etats-Unis	73,1%	65,3%	63,5%	58,7%	47,1%
Europe	11,3%	25,3%	30,1%	38,1%	48,8%
Canada	6,6%	8,8%	4,3%	2,4%	2,9%
Sous total pays industrialisés	**91,0%**	**99,4%**	**97,9%**	**99,2%**	**98,8%**
Amérique Latine	8,3%	0,5%	1,1%	0,4%	0,1%
Moyen Orient	0,4%	0,0%	0,0%	-0,1%	0,0%
Afrique	0,3%	0,2%	0,8%	0,3%	1,0%
Asie	0,0%	0,0%	0,2%	0,2%	0,1%
	100%	100%	100%	100%	100%

Source: Banque mondiale, *Rapports annuels*, 1946 à 1955

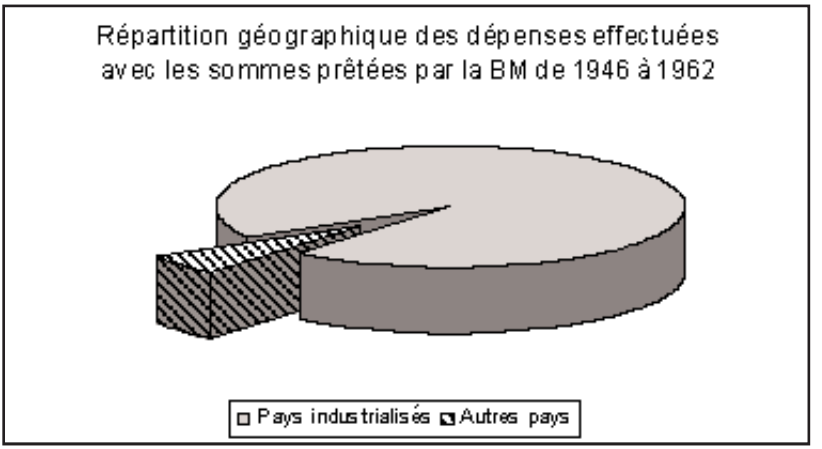
La première colonne présente la moyenne des cinq premières années d'activité. Les colonnes suivantes correspondent chaque fois à une année d'activité.

Tableau 2. Répartition géographique des dépenses effectuées avec les prêts de la Banque entre 1946 et 1962

	Jusque 1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Allemagne	4,1%	14,1%	18,6%	17,2%	16,3%	16,9%	13,5%	10,9%
Belgique	3,7%	2,9%	2,8%	2,9%	3,3%	2,1%	2,5%	1,6%
Canada	5,6%	7,0%	6,0%	1,1%	2,0%	2,3%	1,5%	1,1%
Etats-Unis	63,4%	50,5%	44,3%	38,8%	29,7%	29,8%	29,6%	33,2%
France	2,7%	3,3%	3,5%	1,2%	5,2%	6,7%	12,0%	12,3%
Italie	0,9%	1,7%	3,0%	5,8%	6,3%	7,7%	6,6%	8,3%
Japon	0,0%	0,2%	2,2%	8,3%	6,2%	3,9%	6,1%	5,0%
Pays-Bas	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	2,5%
Suède	0,7%	1,5%	2,7%	0,9%	2,1%	2,3%	3,1%	2,6%
Suisse	2,1%	2,3%	1,9%	1,3%	2,7%	4,3%	4,5%	3,6%
Royaume-Uni	11,1%	13,2%	10,9%	18,8%	20,5%	16,5%	13,7%	13,7%
Sous-total pays industrialisés	**94,2%**	**96,7%**	**95,9%**	**96,3%**	**94,4%**	**92,5%**	**93,1%**	**94,7%**
Autres pays	5,8%	3,3%	4,1%	3,7%	5,6%	7,5%	6,9%	5,3%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source: Banque mondiale, *Rapports annuels*, 1946 à 1962

La première colonne présente la moyenne des 9 premières années d'activité.



Prêts odieux aux métropoles coloniales

Après dix ans d'existence, la Banque mondiale ne compte que deux membres en Afrique subsaharienne: l'Ethiopie et l'Afrique du Sud. En violation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la Banque mondiale octroie des prêts à la Belgique, à la France, à la Grande-Bretagne, pour financer des projets dans leurs colonies[13]. Comme le reconnaissent les historiens de la Banque: *« Ces prêts qui servaient à alléger la pénurie de dollars des puissances coloniales européennes, étaient largement destinés aux intérêts coloniaux, particulièrement dans le secteur minier, que ce soit par l'investissement direct ou l'aide indirecte, comme pour le développement du transport et des mines »*[14]. Ces prêts permettent aux pouvoirs coloniaux de renforcer le joug qu'ils exercent sur les peuples qu'ils ont colonisés.

Ils contribuent à approvisionner les métropoles coloniales en minerais, en produits agricoles, en combustible. Dans le cas du Congo belge, les millions de dollars qui lui ont été prêtés pour des projets décidés par le pouvoir colonial ont presque totalement été dépensés par l'administration coloniale du Congo sous forme d'achat de produits exportés par la Belgique. Le Congo belge a reçu en tout 120 millions de prêts (en 3 fois) dont 105,4 millions ont été dépensés en Belgique[15].

… légués comme un boulet aux jeunes nations indépendantes

Lorsque les colonies mentionnées plus haut accèdent à l'indépendance, les principaux actionnaires se mettent d'accord pour leur transmettre la charge de la dette contractée par le pouvoir colonial.

La preuve en est donnée par l'exemple de la Mauritanie. Le 17 mars 1960, la France se porte garante d'un prêt de 66 millions de dollars contracté par la Société anonyme des mines de fer de Mauritanie (MIFERMA). La Mauritanie est encore une colonie française pour très peu de temps puisque son indépendance sera proclamée le 28 novembre de la même année. Ce prêt doit être remboursé entre 1966 et 1975. Selon le rapport annuel de la Banque, six ans plus tard, la Mauritanie indépendante a une dette de 66 millions de dollars envers elle[16]. Le prêt contracté sur demande de la France alors que la Mauritanie était sa colonie est devenu une

---

13 Les colonies concernées par les prêts de la Banque mondiale sont pour la Belgique, le Congo belge, le Rwanda et le Burundi; pour la Grande-Bretagne, l'Afrique de l'Est (comprenant le Kenya, l'Ouganda et la future Tanzanie), la Rhodésie (Zimbabwe et Zambie) ainsi que le Nigeria auxquels il faut ajouter la Guyane britannique en Amérique du Sud; pour la France, l'Algérie, le Gabon, la Mauritanie, l'Afrique occidentale française (Mauritanie, Sénégal, Soudan français - devenu Mali, Guinée, Côte d'Ivoire, Niger, Haute-Volta - devenue Burkina Faso, Dahomey - devenu Bénin).

14 KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century*, Volume 1, p. 687.

15 Le fait que la Belgique soit bénéficiaire des prêts au Congo belge peut être déduit d'un tableau publié dans le quinzième rapport de la Banque mondiale pour l'année 1959-1960. IBRD (World Bank), Fifteenth Annual Report 1959-1960, Washington DC, p. 12.

16 IBRD (World Bank), *Fifteen Annual Report 1959-1960*. Washington DC, p.52, IBRD (World Bank), *Twentiest Annual Report, 1965-1966*, Washington DC, p 79.

dette de la Mauritanie quelques années plus tard. La Banque a généralisé ce procédé qui consiste à transférer la dette contractée par un pouvoir colonial au nouvel État indépendant.

Or un cas comparable s'est déjà présenté dans le passé et a été tranché par le Traité de Versailles. Lors de la reconstitution de la Pologne en tant qu'État indépendant après la première guerre mondiale, il a été décidé que les dettes contractées par l'Allemagne pour coloniser la partie de la Pologne qu'elle avait soumise ne seraient pas à charge du nouvel État indépendant. Le traité de Versailles du 28 juin 1919 stipulait: *« La partie de la dette qui, d'après la Commission des Réparations, prévue audit article, se rapporte aux mesures prises par les gouvernements allemand et prussien en vue de la colonisation allemande de la Pologne, sera exclue de la proportion mise à la charge de celle-ci… »* [17]. Le Traité prévoit que les créanciers qui ont prêté à l'Allemagne pour des projets en territoire polonais ne peuvent réclamer leur dû qu'à cette puissance et pas à la Pologne. Alexander-Nahum Sack, le théoricien de la dette odieuse, précise dans son traité juridique de 1927: *« Lorsque le gouvernement contracte des dettes afin d'asservir la population d'une partie de son territoire ou de coloniser celle-ci par des ressortissants de la nationalité dominante, etc., ces dettes sont odieuses pour la population indigène de cette partie du territoire de l'État débiteur »*[18].

Cela s'applique intégralement aux prêts que la Banque a octroyés à la Belgique, à la France et à la Grande-Bretagne pour le développement de leurs colonies. En conséquence, la Banque agit en violation du droit international en faisant porter aux nouveaux États indépendants la charge de dettes contractées pour les coloniser. La Banque en connivence avec ses principaux actionnaires coloniaux et avec la bénédiction des États-Unis a posé un acte qui ne peut rester impuni. Ces dettes sont frappées de nullité et la Banque doit rendre compte de ses actes à la justice. Les États qui ont été victimes de cette violation du droit devraient exiger des réparations et utiliser les sommes en question pour rembourser la dette sociale due à leur peuple[19].

Les missions de la Banque mondiale

La Banque mondiale affectionne d'envoyer des spécialistes en mission dans certains pays membres. Au cours des vingt premières années, il s'agit dans la plupart des cas de spécialistes des États-Unis.

Au départ, le pays « test » le plus visité est incontestablement la Colombie. C'est un pays clé du point de vue des intérêts stratégiques des États-Unis. Une des

---

17 Cité par SACK, Alexander Nahum. 1927. *Les Effets des Transformations des États sur leurs Dettes Publiques et Autres Obligations financières*, Recueil Sirey, Paris, p. 159.

18 SACK, Alexander Nahum. 1927. p. 158.

19 Voir Damien Millet et Eric Toussaint, *Inde, 60 ans après les lutttes d'indépendance, à quand une nouvelle libération ?* in *Les Tsunamis de la dette*, 2005, chapitre 4.

priorités de Washington est d'éviter que la Colombie ne bascule dans le camp soviétique ou dans la révolution sociale.

Dès 1949, la Banque envoie en Colombie une mission très fournie, composée d'experts de la Banque, du FMI, de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) et de l'OMS (Organisation mondiale de la Santé). Il s'agit d'étudier les besoins et de déterminer une stratégie globale de développement pour le pays. Les projets concrets soutenus par la Banque concernent l'achat aux États-Unis de 70 bulldozers, de 600 tracteurs et de l'équipement de trois centrales hydroélectriques! En 1950, on apprend que le gouvernement colombien étudie le rapport établi par la Commission de la Banque afin de formuler un programme de développement sur cette base. Et l'année suivante, en 1951, une commission d'experts indépendants colombiens termine l'élaboration d'un tel programme de développement, que le gouvernement applique: réforme budgétaire et bancaire; réduction et assouplissement des restrictions à l'importation; assouplissement des contrôles de change; adoption d'une attitude libérale et incitative à l'égard des capitaux étrangers.

Des consultants désignés conjointement par la Banque et le gouvernement colombien élaborent également des propositions concernant les chemins de fer, l'aviation civile, l'investissement industriel et l'émission de titres de la dette publique. Un conseiller économique nommé par la Banque a été engagé par le National Board of Economic Planning de Colombie. Dans le rapport annuel de 1953, on apprend la mise en place d'instances de planification. Laissons la parole à un des pontes du FMI, Jacques Polack[20], à propos de sa participation à une mission en Colombie: *« Les instructions verbales que j'ai reçues en tant que responsable de la mission de 1955 du FMI en Colombie, formulées dans une réunion entre le vice président de la Banque et le directeur exécutif du Fonds (…), disaient clairement, dans le langage vigoureux de l'époque: 'Vous leur tordez le bras droit et nous leur tordrons le gauche'*[21]*».*

On le voit, en général, ces missions visent essentiellement à augmenter la capacité de la Banque (et d'autres institutions, en particulier le FMI) à influencer les décisions prises par les autorités d'un pays donné dans un sens favorable aux grandes puissances actionnaires et à leurs entreprises.

La politique de la Banque mondiale évolue en réaction au danger de contagion révolutionnaire et à la guerre froide

En 1950, le camp allié aux États-Unis dans la Banque mondiale expulse de fait la Chine qui est passée en 1949 du côté communiste et attribue son siège au gou-

20 Jacques POLACK a participé en 1944 à la Conférence de Bretton Woods; il a été le directeur du département des études du FMI de 1958 à 1980. Ensuite, il a siégé à la direction du FMI en tant que directeur exécutif pour les Pays-Bas (1981-1986).

21 KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 2: Perspectives,* p. 477.

vernement anticommuniste du général Tchang Kai Chek installé sur l'île de Taiwan[22]. Afin d'éviter la contagion au reste de l'Asie, différentes stratégies seront utilisées et certains pays clés feront l'objet d'une intervention systématique de la Banque mondiale. C'est le cas de l'Inde[23], du Pakistan, de la Thaïlande, des Philippines, de l'Indonésie. Jusqu'en 1961, la Banque ne sera pas autorisée à s'occuper de la Corée du Sud qui constitue un domaine exclusivement réservé aux États-Unis (voir chapitre 11).

La Pologne et la Tchécoslovaquie qui adhèrent au bloc soviétique, quittent très vite la Banque[24]. La Yougoslavie, qui est expulsée du camp soviétique, reçoit par contre un soutien financier de la Banque.

L'année 1959 commence par un énorme ouragan révolutionnaire qui secoue les Amériques: la victoire de la révolution cubaine au nez et à la barbe de l'oncle Sam[25]. Washington est obligé d'accorder des concessions aux gouvernements et aux peuples d'Amérique latine pour tenter d'éviter que la révolution ne se propage comme une traînée de poudre vers d'autres pays.

L'historien de la Banque, Richard Webb, ex-président de la Banque Centrale du Pérou, a bien pris la mesure du phénomène : *« Entre 1959 et 1960, l'Amérique latine a reçu tout le bénéfice de la révolution cubaine. Les premiers effets sont apparus avec la décision d'établir une banque interaméricaine de développement et de répondre - après une longue résistance - aux demandes latino-américaines de stabilisation des prix des matières premières, un accord sur le café est ainsi signé en septembre 1959. L'aide a augmenté au début de l'année 1960 après les expropriations massives à Cuba, le pacte commercial de l'île avec l'URSS et le voyage d'Eisenhower en Amérique latine. ' A mon retour', écrit-il, ' j'avais l'intention de mettre en place des mesures historiques visant à mettre en oeuvre des réformes sociales bénéficiant à tous les peuples de l'Amérique latine'* [26].

Le président Eisenhower ajoute: *« On se trouvait sans cesse confronté à la question de ce qu'on pouvait faire à propos du ferment révolutionnaire dans le monde. (...) Il fallait de nouvelles mesures politiques qui s'attaqueraient à la racine du problème, le bouillonnement révolutionnaire. (...) Une suggestion était (...)*

---

22 Cela durera jusqu'en 1980, année du retour de la Chine à la Banque mondiale et au FMI. A l'ONU, cette situation durera jusqu'en 1971.

23 Voir MILLET Damien, TOUSSAINT Eric, « Inde, 60 ans après les luttes pour l'indépendance, à quand une nouvelle libération ? », in *Les Tsunamis de la dette*, 2005, chapitre 4.

24 La Pologne se retire de la Banque mondiale en mars 1950 et la Tchécoslovaquie en décembre 1954. La Banque avait refusé de leur attribuer le moindre prêt.

25 La Havane est distante d'environ deux cents kilomètres des côtes des États-Unis qui contrôlaient de fait Cuba depuis 1898.

26 KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century,* Volume 1, p. 163.

d'augmenter le salaire des enseignants et de mettre sur pied des centaines d'écoles professionnelles. (...) Il nous fallait nous-mêmes écarter certaines vieilles idées (...) pour empêcher le Monde Libre de partir en flammes » [27].

L'historien de la Banque, Richard Webb poursuit: *« En avril, le secrétaire d'État, Christian A. Herter a informé l'Union pan-américaine d'un grand changement dans la politique étrangère américaine vis-à-vis de l'Amérique latine y compris une décision de soutenir la réforme agraire. Dillon a, en août, présenté au Congrès un nouveau programme d'aide qui demandait à la Banque interaméricaine de développement un financement de 600 millions de dollars de prêts à taux concessionnels et qui mettait l'accent sur les dépenses sociales pour répondre aux inégalités de revenus et aux institutions dépassées représentant deux sérieux obstacles au progrès. La loi est rapidement entrée en application. La perception de la crise dans la région a continué en 1961 et Kennedy a franchi un degré supplémentaire dans la réponse: ' Avec Berlin, c'est la région la plus critique. (...) Le prochain coup pourrait venir de n'importe quel coin de la région. (...) Je ne sais pas si le Congrès me soutiendra mais il serait grand temps puisqu'ils sont tous complètement effrayés à l'idée que Castro réussisse à propager la révolution dans tout l'hémisphère'* [28]*. En mars 1961, Kennedy a demandé qu'on réagisse pour empêcher le chaos en Bolivie. Son gouvernement a décidé de ne pas prendre en compte les demandes du Fonds monétaire international et du département d'État qui voulaient appliquer à la Bolivie un paquet de mesures d'austérité anti-inflationnistes et au lieu de cela, d'offrir une aide économique immédiate. (...) 'Les choses étaient suffisamment sombres sans encore demander davantage de sacrifices à ceux qui n'avaient rien à donner'*[29]*. Une semaine plus tard, Kennedy annonçait l'Alliance pour le Progrès avec l'Amérique latine, un programme de dix ans pour la coopération et le développement qui mettait l'accent sur les réformes sociales avec une aide massive pour les pays qui 'y mettait du leur' »* [30].

L'annonce de grandes réformes n'empêche pas la Banque et les États-Unis de soutenir des régimes dictatoriaux et corrompus comme celui d'Anastasio Somoza au Nicaragua. En voici un exemple. Le 12 avril 1961, alors que cinq jours plus tard, les États-Unis allaient lancer une expédition militaire contre Cuba à partir du territoire nicaraguayen[31], la direction de la Banque décide d'octroyer un prêt au Nicaragua en sachant parfaitement que l'argent servira à renforcer la puissance

---

27 D. Eisenhower, *Waging Peace*, pp. 530 - 537

28 John F. Kennedy, cité in Richard Goodwin, *Remembering America* (Little, Brown, 1988), p. 147

29 Idem., p. 153. Dans son discours, Kennedy dresse des analogies avec le Plan Marshall.

30 KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century*, Volume 1, p 163-164

31 L'expédition a eu lieu le 17 avril 1961. Il s'agit du débarquement de plus de 1 500 mercenaires anticastristes dans la Baie des Cochons à Cuba. Cette expédition fut un fiasco monumental.

économique du dictateur. Cela fait partie du prix à payer pour son soutien à l'agression contre Cuba. Ci-dessous un extrait du compte-rendu officiel interne de la discussion entre dirigeants de la Banque, ce 12 avril 1961[32] :

- M. [Aron] Broches. J'apprends que la famille Somoza est partout et qu'il serait difficile de trouver quoi que ce soit au Nicaragua sans tomber sur eux.

- M. [Robert] Cavanaugh. Je ne voudrais pas avoir l'air de promouvoir un accord qui demanderait au peuple de vendre des terres convoitées par le président.

- M [Simon] Cargill. Si le projet en lui-même est satisfaisant, je ne pense pas que l'intérêt du président pose un problème tel qu'il faille l'abandonner.

- M Rucinski. Je suis d'accord qu'il est trop tard pour faire marche arrière.

- M. Aldewereld. Le problème de la propriété des terres et de la famille Somoza est malencontreux mais nous le savions depuis le début et il est trop tard pour en discuter maintenant.

Quelques mois plus tard, en juin 1961, les mêmes dirigeants de la Banque débattent d'un prêt à accorder à l'Equateur. Le contenu de la discussion est révélateur des enjeux politiques globaux qui motivent l'action de la Banque[33]:

- « M. Knapp. L'Equateur semble être le prochain pays à devenir « fideliste« . (…) Quel risque politique pose la population indienne invisible qui représente la moitié ou les deux tiers du pays, et qui est encore complètement en dehors de la situation politique et économique?

- M. [John] de Wilde. L'Equateur a eu un bon parcours. Ne serait-ce pas le moment opportun pour les agences (…) comme la Banque de se manifester (…) afin (…) d'éviter une détérioration de la situation politique?

- M. Knapp. (...) Ça, c'est le genre de basses œuvres que les États-Unis doivent accomplir .

- M. Broches. Où se place l'Equateur par rapport à l'indice de l'injustice sociale auquel se réfère M. Kennedy?

- M. [Orvis] Schmidt. S'il y a de grandes disparités dans la distribution de la richesse en Equateur, celles-ci sont moindres que dans d'autres pays d'Amérique latine. (…) Les Indiens dans la montagne sont encore tranquilles, bien que le gouvernement n'ait pas vraiment fait grand' chose pour eux.

- M. Demuth. Si l'on regarde les pays féodaux d'Amérique latine, (…) il faut être réaliste et se rendre compte que des révolutions vont avoir lieu. On ne peut qu'espérer que les [nouveaux gouvernements] vont honorer les obligations de leurs prédécesseurs.

---

32 Ce texte est tiré de KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century,* Volume 1, p. 165

33 Ce texte est tiré de KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century,* Volume 1, p. 166.

- M. Alderweredl. Le colonialisme est certainement mauvais en Equateur (…) même (…) pire qu'en Extrême Orient. Il va se passer quelque chose de violent. (…) Je crois que nos projets doivent servir à réduire les pressions internes. (…) Je suis d'accord que l'on pourrait accorder plus de crédits de l'agence internationale de développement pour pallier les risques politiques.

- M. Knapp. (...) Mais les risques politiques conduisent à des défauts de paiement.

On ne peut être plus clair…

Chapitre 3

Un début difficile entre l'ONU et la Banque mondiale

La Banque mondiale et le FMI sont des institutions spécialisées de l'ONU, en principe comparables à l'Organisation internationale du travail ou à la FAO. A ce titre, elles sont censées collaborer étroitement avec les organes des Nations unies et les autres institutions spécialisées à la poursuite des objectifs figurant dans la Charte et dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

La Banque et le FMI ont tenté dès le début de se soustraire largement aux obligations auxquelles sont tenues les organisations membres du système des Nations unies. En ce qui concerne la Banque, alors que sa mission d'aide au développement aurait dû l'amener à rechercher un rapprochement avec l'ONU, ses dirigeants ont travaillé avec succès à la mettre hors de portée de celle-ci. La Banque et le FMI ont joué un rôle actif dans la guerre froide et plus tard dans la réaction des dirigeants des pays les plus industrialisés face à la montée en puissance des PED qui revendiquaient un Nouvel ordre économique international.

Ne disposant pas de Plan Marshall, les PED proposent la création d'un nouvel organe onusien, c'est-à-dire basé sur le système « un pays, une voix » facilitant les prêts à leurs industries: le SUNFED. Les pays industrialisés s'y opposent farouchement et font triompher une contre-proposition. L'Association internationale de développement (AID), branche de la Banque, enterre le SUNFED.

Retour sur le début des relations

En mars 1946, lors de la première réunion des gouverneurs de la Banque mondiale et du FMI, le président du Conseil économique et social de l'ONU[1] (connu sous l'abréviation anglaise ECOSOC) remet une lettre à la direction de la Banque lui demandant d'établir des mécanismes de liaison avec son organisation. La Banque reporte la discussion à la réunion des directeurs exécutifs qui doit se tenir

1 Le Conseil économique et social de l'ONU fait des recommandations en vue de coordonner les programmes et activités des institutions spécialisées des Nations unies (article 58 de la Charte des Nations unies). A cet effet, ECOSOC dispose des pouvoirs qui lui sont attribués aux termes du Chapitre X de la Charte. L'article 62 paragraphe 1 dispose ce qui suit: *« Le Conseil économique et social peut faire ou provoquer des études et des rapports sur des questions internationales dans les domaines économique, social, de la culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes et peut adresser des recommandations sur toutes ces questions à l'Assemblée générale, aux Membres de l'Organisation et aux institutions spécialisées intéressées »* .

en mai 1946. En réalité, il y a tellement peu d'empressement de la part de la Banque qu'il faut attendre novembre 1947 pour arriver à un accord entre les parties concernées. Selon Mason et Asher, historiens de la Banque, durant tout ce temps, les négociations n'ont pas été particulièrement cordiales[2]. La première lettre d'ECOSOC n'ayant pas reçu de réponse, une deuxième est envoyée à laquelle les directeurs exécutifs de la Banque répondent qu'une rencontre, selon eux, est prématurée. Entre temps, les Nations unies ont déjà conclu des accords de collaboration avec l'Organisation internationale du travail, l'UNESCO et la FAO.

En juillet 1946, au cours d'une troisième tentative, le secrétaire général de l'ONU propose à la Banque et au FMI d'entamer les négociations en septembre 1946. Les dirigeants du FMI et de la Banque se réunissent et décident qu'il n'est toujours pas opportun de tenir une telle réunion. Mason et Asher commentent ces manœuvres dilatoires de la manière suivante: *« La Banque craignait très fort qu'en devenant une agence spécialisée de l'ONU, elle soit soumise à un contrôle ou à une influence politique indésirable et que cela fasse du tort à sa notation* (credit rating) *à Wall Street… »*[3]. Finalement, la Banque adopte un projet à soumettre à la discussion avec les Nations unies qui est plus une déclaration d'indépendance qu'une déclaration de collaboration. Elle donne lieu à une journée de discussion au quartier général de l'ONU au cours de laquelle le président de la Banque, John J. McCloy, accepte de mettre un peu d'eau dans son vin.

Bien qu'accepté par le comité de négociation d'ECOSOC, l'accord intervenu soulève un tollé au sein d'ECOSOC et à l'Assemblée générale. Lors de la session de 1947 d'ECOSOC, le représentant de l'Union soviétique qualifie le projet d'accord de violation flagrante d'au moins quatre articles de la Charte de l'ONU. Plus gênante pour les responsables de la Banque et, derrière eux, les États-Unis, est l'attaque lancée par le représentant de la Norvège (pays d'où provenait le secrétaire général de l'ONU de l'époque, Trygve Lie). Il déclare que la Norvège ne peut accepter que de tels privilèges soient accordés à la Banque et au Fonds car cela minerait l'autorité des Nations unies. A quoi le représentant des États-Unis rétorque que rien ne minerait plus les Nations unies qu'une incapacité à se mettre d'accord avec la Banque et le Fonds. Finalement, ECOSOC adopte (13 pour, 3 contre et 2 abstentions) le projet qui est ratifié en septembre 1947 par le conseil des gouverneurs de la Banque (le gouverneur représentant la Yougoslavie s'abstenant). L'accord fut approuvé par l'Assemblée générale des Nations unies en novembre 1947.

---

2 MASON Edward S. et ASHER, Robert E. 1973. *The World Bank since Bretton Woods*, The Brookings Institution, Washington, D.C., p.55.

3 Idem, p.56.

Cet accord ratifie le statut d'organisation spécialisée de l'ONU mais, à la demande de la Banque, lui permet de fonctionner comme une « organisation internationale indépendante ». Dans le même sens, il autorise la Banque à juger elle-même quelles sont les informations utiles à communiquer à ECOSOC, ce qui est de fait une dérogation à l'article 17 alinéa 3 et à l'article 64 de la Charte des Nations unies (l'article 64 donnait le droit à ECOSOC d'obtenir des rapports réguliers de la part des agences spécialisées). Il y a aussi de fait une dérogation à l'article 70 qui prévoit une représentation réciproque à chaque délibération. Or, la Banque et le Fonds se réservent le droit de n'inviter des représentants des Nations unies qu'à la réunion du Conseil des gouverneurs. Dans leur jugement, les historiens de la Banque déclarent que cet accord était insatisfaisant aux yeux du secrétariat des Nations unies mais qu'il a dû se résigner à l'accepter. Ils ajoutent que *« le président de la Banque McCloy ne pouvait pas être classé comme un admirateur des Nations unies et Garner (vice-président de la Banque) était considéré comme anti-ONU »*[4].

La création de la SFI et de l'AID[5]

Dès le début des activités de la Banque mondiale, les gouvernements des pays en développement, à commencer par ceux d'Amérique latine suivis ensuite par l'Inde, critiquent le fait qu'il n'existe pas pour eux de facilités équivalentes au Plan Marshall, lequel est limité à l'Europe. En effet, les prêts de la Banque sont accordés au taux d'intérêt du marché tandis que l'aide du Plan Marshall est principalement attribuée sous forme de don. Une partie mineure de l'aide du Plan Marshall consiste en prêts sans intérêt ou à des taux d'intérêt inférieurs à ceux du marché (voir chapitre 4).

Dès 1949, un économiste indien propose la création d'une nouvelle organisation internationale dans le cadre de l'ONU. Il envisage de l'appeler « Administration des Nations unies pour le développement économique ». Quelques années plus tard, l'idée émerge à nouveau au sein d'ECOSOC: le SUNFED *(Special United Nations Fund for Economic Development)* est alors mis en place. De 1950 à 1960, plusieurs pays du Tiers Monde ainsi que l'URSS et la Yougoslavie mènent systématiquement campagne au sein de l'ONU afin de donner corps au SUNFED, puis de le renforcer. Le gouvernement des États-Unis et ceux des autres grandes puissances industrielles, eux, ne veulent pas entendre parler d'un fonds spécial contrôlé par l'ONU et séparé de la Banque mondiale.

Parmi les raisons qui poussent les PED à exiger la mise en place d'une agen-

---

4 Ibid., p.59.

5 Cette partie est écrite sur la base de VAN DE LAAR, Aart. 1980. *The World Bank and the Poor,* Martinus Nijhoff Publishing, Boston/The Hague/London, 1980, p. 56-59; MASON Edward S. et ASHER, Robert E. 1973. T*he World Bank since Bretton Woods,* The Brookings Institution, Washington, D.C., pp. 380-419; GWIN, Catherine. « U.S. relations with the World Bank, 1945-1992« , in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century,* Volume 2, pp.205-209; RICH, Bruce. 1994. *Mortgaging the Earth*, Earthscan, London, p.77.

ce spécialisée de l'ONU pour financer leur développement, figure la question du droit de vote en son sein. Ils veulent une agence de l'ONU de manière à garantir l'application de la règle « un pays, une voix » par opposition à la règle de type censitaire appliquée à la Banque. C'est pour la même raison, mais en sens inverse, que les États-Unis et les autres puissances s'opposent frontalement à la proposition: les quelques pays riches veulent éviter d'être mis en minorité.

Les États-Unis lancent en 1954 une première contre-proposition qui est mise en pratique dès 1956 par la Banque avec la création de la Société financière internationale (SFI), destinée à accorder des prêts aux entreprises privées des PED[6]. La création de la SFI ne règle pas le contentieux et la campagne des PED en faveur du SUNFED redouble: en 1958, ce Fonds spécial des Nations unies est habilité à financer les pré-investissements dans les PED.

Malheureusement, le camp des pays du Tiers Monde se divise rapidement. L'Inde, qui au départ soutenait le SUNFED, change de camp et devient favorable à la deuxième contre-proposition des États-Unis. Celle-ci consiste en la création d'une Association internationale de développement (AID) liée à la Banque mondiale, comme alternative au SUNFED[7]. Le lobby indien pro-Washington est persuadé que l'Inde sera avantagée par l'AID car les grandes puissances qui dominent les institutions de Bretton Woods comprendront la nécessité de privilégier l'Inde en raison de la place stratégique qu'elle occupe. Et l'Inde voit juste : dès la première année de l'existence de l'AID, elle reçoit 50% de ses prêts.

Le gouvernement des États-Unis, en proposant la fondation de l'AID, veut faire d'une pierre deux coups: d'une part, empêcher les Nations unies de poursuivre le renforcement du SUNFED et de répondre ainsi aux besoins des PED; d'autre part, trouver un moyen d'utiliser les réserves en monnaies des PED que le Trésor états-unien avait accumulées depuis 1954 grâce à la vente de ses surplus agricoles dans le cadre de la loi 480[8]. Plusieurs auteurs s'accordent à considérer que c'est le sénateur Mike Monroney de l'Oklahoma qui lança l'idée le premier: il soumet une résolution au Sénat qui propose l'établissement de l'AID en coopération avec la Banque et propose que les réserves en monnaies non convertibles soient versées à cette agence afin d'accorder des prêts à long terme et à bas taux d'intérêt, remboursables eux-mêmes en monnaie locale. Un des objectifs est de fournir des prêts à des pays pauvres afin que ceux-ci puissent acheter des surplus

---

6 MASON Edward S. et ASHER, Robert E. 1973. p.384-385; GWIN, Catherine. in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. p.206; VAN DE LAAR, Aart. 1980. p.57

7 KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century*, Volume 1, p. 1127

8 AART VAN DE LAAR, p 57, Catherine GWIN, p.206; AART VAN DE LAAR, p 386-387

agricoles nord-américains[9]. Le président de la Banque Eugène Black déclarera plus tard: *« En réalité, l'AID était une idée conçue pour contrer le désir d'un SUNFED »*[10]. Il vaut la peine ici de citer Mason et Asher qui affirment : *« En tant qu'organisation internationale affiliée à la Banque mondiale, l'AID est une fiction sophistiquée. Appelée « association » et dotée de statuts, de fonctionnaires, de membres de gouvernements à profusion et de tous les signes extérieurs des autres agences internationales, elle n'est, pour le moment, qu'un fonds administré par la Banque mondiale »*[11].

Les États-Unis apportent au départ 42% des fonds de l'AID, ce qui leur assure là-aussi la prédominance.

Parallèlement à la création de l'AID, le CAD (Comité d'aide au Développement de l'OCDE) est mis en place à Paris. Il s'agit de la structure qui « coordonne » l'aide au développement bilatérale des États les plus industrialisés. Le SUNFED est alors définitivement enterré, les États-Unis ont imposé les institutions qu'ils sont assurés de contrôler.

Financement de l'AID

L'AID n'emprunte pas sur les marchés financiers. L'argent qu'elle prête provient de dons fournis régulièrement par les pays membres (principalement les pays industriels les plus riches auxquels s'ajoute l'OPEP depuis les années 1970) et des remboursements qu'elle perçoit.

Tous les trois à quatre ans, les pays contributeurs reforment la cagnotte : c'est l'occasion de discussions de marchands de tapis. C'est surtout l'enjeu de gros débats au Congrès états-unien car c'est lui qui décide du montant accordé. Cela fait l'objet de nombreux marchandages entre le Congrès, le gouvernement de Washington et la présidence états-unienne de la Banque mondiale/AID. Pourtant, les montants en jeu sont très modestes. L'intérêt de l'affaire est de s'assurer que l'argent prêté par l'AID revienne aux donateurs sous forme d'achats (aide liée)[12].

Le refus de la Banque mondiale de se conformer aux demandes de l'ONU en ce qui concerne le Portugal et l'Afrique du Sud

A partir de 1961, alors que la plupart des pays coloniaux ont obtenu leur indépendance et sont devenus membres de l'ONU, l'Assemblée générale adopte à plusieurs reprises des résolutions de condamnation du régime de l'apartheid en Afrique du Sud ainsi que de celui du Portugal qui maintient son joug sur plusieurs

9 KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century*, Volume 1, p. 1128

10 MASON et ASHER, p.386.

11 Idem, p.380-381.

12 KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century*, Volume 1, p. 1149.

pays d'Afrique et d'Asie. En 1965, devant la poursuite du soutien financier et technique de la Banque et du FMI à ces régimes, l'ONU demande formellement: *« A toutes les agences spécialisées des Nations Unies et en particulier la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et le Fonds monétaire international [...] de s'abstenir d'octroyer au Portugal toute aide financière, économique ou technique tant que le gouvernement portugais n'aurait pas renoncé à sa politique coloniale qui constitue une violation flagrante des dispositions de la Charte des Nations unies »* [13]. Elle fait de même en ce qui concerne l'Afrique du Sud.

La direction de la Banque se réunit pour prendre position et une majorité des directeurs exécutifs décide de poursuivre les prêts. Justification avancée: l'article 4, section 10 de ses statuts[14] lui interdit de faire de la politique! Tous les pays les plus industrialisés, appuyés par un certain nombre de pays latino-américains, votent en faveur de la poursuite des prêts. En 1966, la Banque approuve un prêt de 10 millions de dollars pour le Portugal et de 20 millions pour l'Afrique du Sud. Par la suite, sous une pression redoublée, la Banque n'accorde plus de nouveaux prêts. Néanmoins une structure des Nations unies, le Comité de décolonisation *(Decolonization Committee)*, continuera de dénoncer pendant plus de quinze ans le fait que la Banque permette à l'Afrique du Sud et au Portugal de se porter candidats pour obtenir des financements de la Banque pour des projets dans d'autres pays. De plus, la Banque courtise l'Afrique du Sud pour que celle-ci fasse des dons à l'AID[15].

13 UN Doc. A/AC.109/124 and Corr. 1 (June 10, 1965).

14 L'art. IV section 10 stipule: *« La Banque et ses responsables n'interféreront pas dans les affaires politiques d'un quelconque membre et il leur est interdit de se laisser influencer dans leurs décisions par le caractère politique du membre ou des membres concernés. Seules des considérations économiques peuvent influer sur leurs décisions et ces considérations seront soupesées sans parti pris, en vue d'atteindre les objectifs (fixés par la Banque) stipulés dans l'art. I »* . Voir le chapitre 6.

15 KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century*, Volume 1, p. 692

Chapitre 4

Le contexte de l'après seconde guerre mondiale, le Plan Marshall et l'aide bilatérale des États-Unis

Ce chapitre analyse la politique économique bilatérale adoptée par les autorités de Washington à l'égard de ses alliés dans le contexte de la guerre froide. Le Plan Marshall se substitue à l'action de la Banque mondiale car les États-Unis sont venus à la conclusion que des dons à l'Europe en reconstruction sont plus efficaces et rentables pour eux que des prêts. Cette politique bilatérale vise le renforcement du bloc occidental capitaliste dominé par Washington contre le bloc de l'Est dominé par l'URSS.

Les États-Unis procèdent à des annulations de dettes à l'égard de certains de leurs alliés. L'opération la plus évidente dans ce contexte est le traitement de la dette allemande réglementé par l'Accord de Londres de 1953. Pour s'assurer que l'économie de l'Allemagne occidentale est relancée et constitue un élément stable et central dans le bloc atlantique, les Alliés créanciers, États-Unis en tête, font des concessions très importantes aux autorités et aux entreprises allemandes endettées qui vont bien au-delà d'une réduction de dette. Une comparaison entre le traitement accordé à l'Allemagne occidentale d'après-guerre et les PED d'aujourd'hui est édifiant.

Les autorités des États-Unis tirent les leçons des erreurs commises dans les années 1920-1930

A l'issue de la première guerre mondiale, avec le Traité de Versailles, les vainqueurs imposent à l'Allemagne des montants très importants à rembourser comme réparations et dettes de guerre[1]. Très vite, l'Allemagne éprouve des difficultés à rembourser et le mécontentement social monte. Le krach de Wall Street se produit en 1929, une crise économique mondiale s'enclenche. Les États-Unis réduisent drastiquement les flux de capitaux vers l'extérieur. L'Allemagne stoppe les remboursements à la France, la Belgique, la Grande-Bretagne, qui arrêtent à leur tour le remboursement de leurs dettes aux États-Unis. Le monde le plus industrialisé s'enfonce dans la récession et un chômage massif s'installe. Le commerce international chute.

En prévision de la fin de la seconde guerre mondiale, les autorités de

1 John Maynard Keynes, employé par le Trésor britannique, avait participé activement aux négociations du Traité de Versailles (1919) qui conclut la première guerre mondiale. Opposé à l'ampleur des réparations exigées de l'Allemagne, il démissionne de la délégation britannique et publie par la suite un ouvrage intitulé *Les conséquences économiques de la paix* (Keynes, 1919).

Washington décident d'adopter une attitude radicalement différente de celle adoptée à l'issue de la première guerre mondiale jusqu'au début des années 1930.

Elles optent pour la mise en place des institutions de Bretton Woods et des Nations unies. C'est la partie institutionnelle internationale.

Il s'agit d'analyser maintenant quelle est la politique économique bilatérale prônée par les autorités de Washington.

Offrir l'argent plutôt que le prêter

La préoccupation du gouvernement des États-Unis à l'issue de la seconde guerre mondiale est de maintenir le plein emploi atteint grâce au colossal effort de guerre. Il veut également garantir un surplus commercial dans les relations des États-Unis avec le reste du monde[2]. Or les principaux pays industrialisés susceptibles d'importer les marchandises des États-Unis sont littéralement sans le sou. Pour que les pays européens puissent acheter des produits américains, il faut leur fournir des dollars en grandes quantités.

Mais sous quelle forme? Des dons ou des prêts?

Dit simplement, le raisonnement des États-Unis est le suivant: si nous prêtons aux Européens qui sont dans notre camp l'argent qu'ils vont utiliser pour nous acheter ce dont ils ont besoin pour reconstruire leur économie, avec quoi vont-ils nous rembourser? Les dollars que nous leur avons prêtés, ils ne les auront plus puisqu'ils les auront utilisés pour faire leurs achats chez nous. Dès lors il n'y a que trois possibilités. Première possibilité: ils remboursent en nature. Deuxième possibilité: ils remboursent en dollars. Troisième possibilité: nous leur donnons l'argent le temps qu'ils se remettent en selle.

Prenons la première possibilité: s'ils nous remboursent en nature plutôt qu'en dollars, leurs produits vont concurrencer les nôtres sur notre marché intérieur, le plein emploi va être menacé chez nous, les profits de nos entreprises vont chuter. Ce n'est pas une bonne solution.

Prenons la deuxième possibilité: ils remboursent en dollars. Les dollars que nous leur avons prêtés, ils les ont déjà utilisés pour acheter nos produits. En conséquence, pour qu'ils puissent nous rembourser, nous devons leur prêter une deuxième fois le même montant (qu'ils nous doivent), plus l'intérêt. Le risque de repartir dans un cycle incontrôlable d'endettement (bloquant ou ralentissant à nouveau la bonne marche des affaires) se combine avec le risque évoqué dans la première possibilité. Si les Européens essayent de ne pas accumuler des dettes à notre égard, ils vont venir vendre sur notre marché leurs produits en concurrençant nos entreprises. Ainsi ils obtiendront une partie des dollars nécessaires à nous rem-

2 C'est bien ce qui s'est passé: la balance commerciale des États-Unis qui était déficitaire est restée positive jusqu'en 1971. Autrement dit, les États-Unis exportent plus que ce qu'ils importent

bourser. Mais cela ne suffira pas pour les désendetter. En plus, cela fera baisser l'emploi chez nous[3].

Il reste la troisième possibilité : plutôt que de prêter massivement de l'argent aux Européens (via la Banque mondiale ou d'une autre manière), il convient de leur donner la quantité de dollars nécessaires à la reconstruction de leur économie, dans une période relativement courte. Les Européens utiliseront les dollars reçus pour acheter des biens et des services fournis par les États-Unis. Cela garantira un débouché pour les exportations américaines et, en conséquence, le plein emploi. Une fois la reconstruction réalisée, les Européens non endettés seront en mesure de payer la facture de ce qu'ils nous achèteront.

Les autorités des États-Unis tirent la conclusion qu'il vaut mieux procéder par dons et elles lancent le Plan Marshall.

Le Plan Marshall[4]

Entre 1948 et 1951, les États-Unis consacrent plus de treize milliards de dollars de l'époque (dont onze milliards en dons) au rétablissement de dix-sept pays européens dans le cadre de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE, aujourd'hui l'OCDE). Le montant total de l'aide correspond à environ 90 milliards de dollars actuels. Les États-Unis demandent aux États acceptant l'aide plusieurs contreparties: d'abord que les pays européens coordonnent les dépenses de reconstruction au sein de l'OECE. Pour renforcer le bloc opposé au bloc soviétique, les États-Unis ont ainsi contribué à la coopération européenne, prélude à la construction européenne. Ensuite, les États-Unis exigent que l'argent serve à acheter des produits de l'industrie américaine.

En plus des dons accordés dans le cadre du Plan Marshall, il faut ajouter l'an-

3 « L'opposition à un remboursement sous forme d'importations est une constante de ce pays au motif que cela provoque une concurrence pour les producteurs nationaux et contribue au chômage » Randolph E. Paul. 1947. Taxation for Prosperity, Bobbs-Merrill, Indianapolis, cité par PAYER, Cheryl. 1991.*Lent and Lost. Foreign Credit and Third World Development,* Zed Books, London, p.20.

4 Information et tableau tirés de l'encyclopédie Wikipedia : http://fr.wikipedia.org/wiki/Plan_Marshall

Dépenses générales du Plan Marshall
Assistance économique, du 3 avril 1948 au 30 juin 1952
(en millions de dollars de l'époque)

Pays	Total	Dons	Prêts	
Total pour tous les pays	$13 325,8	$11 820,7	$1 505,1	
Autriche	677,8	677,8		
Belgique-Luxembourg	559,3	491,3	68,0	a
Danemark	273,0	239,7	33,3	
France	2 713,6	2 488,0	225,6	
Allemagne (RFA)	1 390,6	1 173,7	216,9	
Grèce	706,7	706,7		
Irlande	147,5	19,3	128,2	
Islande	29,3	24,0	5,3	
Italie (incluant Trieste)	1 508,8	1 413,2	95,6	
Pays-Bas (*Indonésie) b	1 083,5	916,8	166,7	
Norvège	255,3	216,1	39,2	
Portugal	51,2	15,1	36,1	
Suède	107,3	86,9	20,4	
Turquie	225,1	140,1	85,0	
Royaume-Uni	3 189,8	2 805	384,8	
Régional c	407,0	407,0		

Notes:
a. Le total du prêt inclut 65 millions pour la Belgique et 3 millions pour le Luxembourg.
b. Aide du Plan Marshall aux Indes néerlandaises (Indonésie) prolongée aux Pays Bas avant le transfert de souveraineté du 30 décembre 1949.
c. Inclut la contribution des États-Unis au fonds permanent social européen des syndicats (EPU): 361,4 millions.

nulation partielle en 1946 de la dette de la France à l'égard des États-Unis (2 milliards de dollars annulés). De même la Belgique bénéficie de la part des États-Unis d'une réduction de dette en compensation de l'uranium fourni pour la fabrication des deux premières bombes atomiques américaines lâchées au-dessus des villes japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki, y provoquant le premier holocauste nucléaire. L'uranium provenait de la mine de Shinkolobwé (près de Likasi ex-Jadotville) situé dans la province du Katanga au Congo belge. Premier acte, la Belgique bénéficie d'une annulation de dette grâce à sa colonie dont elle exploite les ressources naturelles. Deuxième acte, une quinzaine d'années plus tard, elle lègue au Congo indépendant les dettes qu'elle a contractées pour exploiter ses ressources naturelles et son peuple (voir chapitre 2).

L'Accord de Londres de 1953 sur la dette allemande

Le remboursement de la dette par l'Allemagne occidentale et sa reconstruction rapide après la seconde guerre mondiale ont été rendus possibles grâce à la volonté politique de ses créanciers, c'est-à-dire les États-Unis et leurs principaux alliés occidentaux (Grande-Bretagne, France). En octobre 1950, ces trois alliés formulent un projet dans lequel le gouvernement fédéral allemand reconnaît l'existence des dettes des périodes précédant et suivant la guerre. Les alliés y joignent une déclaration signifiant que *« les trois pays sont d'accord que le plan prévoit un règlement adéquat des exigences avec l'Allemagne dont l'effet final ne doit pas déséquilibrer la situation financière de l'économie allemande via des répercussions indésirables ni affecter excessivement les réserves potentielles de devises. Les trois pays sont convaincus que le gouvernement fédéral allemand partage leur position et que la restauration de la solvabilité allemande est assortie d'un règlement adéquat de la dette allemande qui assure à tous les participants une négociation juste en prenant en compte les problèmes économiques de l'Allemagne »*[5].

La dette réclamée à l'Allemagne concernant l'avant-guerre s'élève à 22,6 milliards de marks si on comptabilise les intérêts. La dette de l'après-guerre est estimée à 16,2 milliards. Lors d'un accord conclu à Londres le 27 février 1953, ces montants sont ramenés à 7,5 milliards de marks pour la première et à 7 milliards de marks pour la seconde[6]. En pourcentage, cela représente une réduction de 62,6%.

L'accord établit la possibilité de suspendre les paiements pour en renégocier les conditions si survient un changement substantiel limitant la disponibilité des ressources[7].

Pour s'assurer que l'économie de l'Allemagne occidentale est réellement relancée et qu'elle constitue un élément stable et central dans le bloc atlantique face au bloc de l'Est, les Alliés créanciers font des concessions très importantes aux autorités et aux entreprises allemandes endettées qui vont bien au-delà d'une réduction de dette. On part du principe que l'Allemagne doit être en condition de rembourser tout en maintenant un niveau de croissance élevé et une amélioration des conditions de vie de la population. Rembourser sans s'appauvrir. Pour cela, les créanciers acceptent *primo* que l'Allemagne rembourse la dette en monnaie nationale, le mark. *Secundo*, ils acceptent que l'Allemagne réduise ses importations, elle peut produire elle-même des produits qu'elle faisait auparavant venir de l'é-

---

5 Deutsche Auslandsschulden, 1951, p. 7 et suivantes in Philipp Hersel, El acuerdo de Londres de 1953 (III), http://www.lainsigna.org/2003/enero/econ_005.htm

6 1 US dollar valait à l'époque 4,2 DM. La dette de l'Allemagne occidentale après réduction (soit 14,5 milliards de DM) équivalait donc à 3,45 milliards de dollars.

7 Les créanciers refusent toujours d'inscrire ce type de clause dans les contrats à l'égard des pays en développement.

tranger[8]. *Tertio*, ils autorisent l'Allemagne à vendre ses produits à l'étranger et à dégager une balance commerciale positive. Ces différents éléments sont consignés dans la déclaration mentionnée plus haut[9].

Autre élément très important, le service de la dette est fixé en fonction de la capacité de paiement de l'économie allemande, en tenant compte de l'avancée de la reconstruction du pays et des revenus d'exportation. Ainsi, la relation entre service de la dette et revenus d'exportations ne doit pas dépasser 5%. Cela veut dire que l'Allemagne occidentale ne doit pas consacrer plus d'un vingtième de ses revenus d'exportation au paiement de sa dette. Dans la pratique, l'Allemagne ne consacrera jamais plus de 4,2% de ses revenus d'exportation au paiement de la dette (ce montant est atteint en 1959).

Autre mesure exceptionnelle : on applique une réduction drastique des taux d'intérêts qui oscillent entre 0 et 5%.

Enfin, il faut prendre en compte les dons en dollars des États-Unis à l'Allemagne occidentale: 1 173,7 millions de dollars dans le cadre du Plan Marshall entre le 3 avril 1948 au 30 juin 1952 (voir tableau dans la partie Plan Marshall) auxquels s'ajoutent au moins 200 millions de dollars entre 1954 et 1961 principalement via l'agence internationale de développement des États-Unis (USAID).

Grâce à ces conditions exceptionnelles, l'Allemagne termine de rembourser sa dette en 1960. Un temps record. Elle s'est même offert le luxe d'anticiper les remboursements.

Quelques éléments de comparaison

Le résultat d'une première comparaison entre l'Allemagne occidentale d'après-guerre et les PED d'aujourd'hui est éclairant. L'Allemagne, bien que meurtrie par la guerre, était économiquement plus forte que la plupart des PED actuels. Pourtant, on lui a concédé en 1953 ce qu'on refuse aux PED.

---

8 En permettant à l'Allemagne de substituer ses importations par des biens de sa propre production, les créanciers acceptent de réduire leurs exportations vers ce pays. Or, 41% des importations allemandes venaient de Grande-Bretagne, de France et des États-Unis pour la période 1950-51. Si on ajoute à ce chiffre la part des importations en provenance des autres pays créanciers participant à la conférence (Belgique, Hollande, Suède et Suisse), le chiffre total s'élève même à 66%.

9 *« La capacité de paiement de l'Allemagne, de ses débiteurs privés et publics, ne signifie pas uniquement la capacité de réaliser régulièrement les paiements en marks allemands sans conséquences inflationnistes, mais aussi que l'économie du pays puisse couvrir ses dettes en tenant compte de son actuelle balance des paiements. L'établissement de la capacité de paiement de l'Allemagne demande de faire face à certains problèmes qui sont : 1. la future capacité productive de l'Allemagne avec une considération particulière pour la capacité productive de biens exportables et la capacité de substitution d'importations ; 2. la possibilité de la vente des marchandises allemandes à l'étranger ; 3. les conditions de commerce futures probables ; 4. les mesures fiscales et économiques internes qui seraient nécessaires pour assurer un superavit pour les exportations. »* (Deutsche Auslandsschulden, 1951, p. 64 et suivantes) in Philip Hersel, El acuerdo de Londres (IV), 8 de enero de 2003, http://www.lainsigna.org/2003/enero/econ_010.htm

Part des revenus d'exportation consacrés au remboursement de la dette

L'Allemagne est autorisée à ne pas consacrer plus de 5% de ses revenus d'exportation au paiement de la dette.

En 2004, les pays en développement ont dû consacrer en moyenne 12,5% de leurs revenus d'exportation au paiement de la dette (8,7% pour les pays d'Afrique subsaharienne; 20% pour les pays d'Amérique latine et de la Caraïbe). Ce chiffre était même supérieur à 20% à la fin des années 1990.

Taux d'intérêt sur la dette extérieure

Dans le cas de l'accord de 1953 concernant l'Allemagne, le taux d'intérêt oscille entre 0 et 5%.

En revanche, dans le cas des PED, les taux d'intérêt ont été beaucoup plus élevés. Une grande majorité des contrats prévoient des taux variables à la hausse.

Entre 1980 et 2000, pour l'ensemble des PED, le taux d'intérêt moyen a oscillé entre 4,8 et 9,1% (entre 5,7 et 11,4% dans le cas de l'Amérique latine et de la Caraïbe et même entre 6,6 et 11,9% dans le cas du Brésil, entre 1980 et 2004).

Monnaie dans laquelle la dette extérieure est remboursée

L'Allemagne était autorisée à rembourser en monnaie nationale.

Aucun pays du Tiers Monde n'est autorisé à faire de même sauf exception et pour des montants dérisoires. Tous les grands pays endettés doivent réaliser la totalité de leurs remboursements en devises fortes (dollars, euros, yens, francs suisses, livres sterling).

Clause de révision du contrat

Dans le cas de l'Allemagne, l'accord établit la possibilité de suspendre les paiements pour en renégocier les conditions si survient un changement substantiel limitant la disponibilité des ressources.

Dans le cas des contrats de prêts avec les PED, les créanciers obtiennent qu'il n'y ait pas de clause de ce type.

Politique de substitution d'importation

Dans l'accord sur la dette allemande, il est explicitement prévu que le pays puisse produire sur place ce qu'il importait auparavant.

Par contre, la Banque mondiale et le FMI imposent aux PED de renoncer à produire sur place ce qu'ils pourraient importer.

Dons en devises (en cash)

L'Allemagne, bien que fortement responsable de la deuxième guerre mondiale, a été gratifiée de dons importants en devises dans le cadre du Plan Marshall et au-delà.

Les PED dans leur ensemble, à qui les pays riches ont promis assistance et

coopération, reçoivent une aumône sous forme de dons en devises. Alors que collectivement, ils remboursent environ 300 milliards de dollars par an, ils reçoivent en cash environ 30 milliards de dollars. Les plus grands pays endettés du Tiers Monde ne reçoivent strictement aucune aide sous forme de dons en devises.

Incontestablement, le refus d'accorder aux PED endettés le même type de concessions qu'à l'Allemagne indique que les créanciers ne veulent pas sérieusement que ces pays se désendettent. Les créanciers jugent qu'ils ont intérêt à maintenir les PED dans l'endettement permanent de manière à en tirer un revenu maximal sous la forme du paiement de la dette, à leur imposer des politiques conformes aux intérêts des créanciers et à s'assurer de leur loyauté au sein des institutions internationales.

Ce que les États-Unis réalisent à l'égard des pays les plus industrialisés détruits par la guerre via le Plan Marshall est accordé d'une manière similaire à l'égard de quelques PED alliés des États-Unis occupant une place stratégique sur les pourtours de l'Union soviétique et de la Chine. Les États-Unis ont octroyé sous forme de dons des montants nettement supérieurs à ceux prêtés par la Banque mondiale au reste des PED. C'est particulièrement le cas de la Corée du Sud et de Taiwan qui, à partir des années 1950, reçoivent une aide déterminante qui sera l'un des ingrédients de leur succès.

Pour donner une idée : entre 1954 et 1961, la Corée du Sud a reçu sous forme de dons des États-Unis une somme supérieure à l'ensemble des prêts octroyés par la Banque aux pays indépendants du Tiers Monde (Inde, Pakistan, Mexique, Brésil, Nigeria compris). La Corée du Sud a reçu sous forme de dons des États-Unis plus de 2 500 millions de dollars entre 1953 et 1961 alors que les prêts octroyés par la Banque à l'ensemble des PED indépendants pendant la même période se sont élevés à 2 323 millions de dollars. Les dons à Taiwan se sont élevés à près de 800 millions de dollars pendant cette période[10]. Parce qu'elle occupait une place stratégique face à la Chine et à l'URSS, la petite Corée du Sud agraire habitée par moins de 20 millions d'habitants a donc reçu les faveurs des États-Unis. Sur le plan des politiques économiques, la Banque et les États-Unis toléraient en Corée et à Taiwan ce qu'ils refusaient au Brésil ou au Mexique. C'est ce que nous verrons dans le chapitre sur la Corée.

10 Calculs de l'auteur. Source : 1) rapports annuels de la Banque 1954-1961, 2) US Overseas Loans and Grants (Greenbook) http://qesdb.cdie.org/gbk/index.html

Chapitre 5

Une Banque sous influence

Le livre commandité par la Banque mondiale pour retracer ses cinquante premières années d'existence montre à quel point l'idée selon laquelle la Banque mondiale serait devenue une énorme bureaucratie progressivement affranchie de l'influence des États ne correspond pas à la réalité. Cette conception erronée est notamment exprimée par l'environnementaliste nord-américain Bruce Rich dans son livre pénétrant sur la Banque mondiale[1]. En réalité, l'institution est fermement sous contrôle du gouvernement des États-Unis. Celui-ci négocie avec les gouvernements d'autres grandes puissances capitalistes la politique à suivre, sous son *leadership*, au sein de la Banque mondiale. Régulièrement, il ne prend pas la peine de réaliser les efforts nécessaires pour arriver à un consensus avec ses principaux partenaires (depuis la fin des années 1950, il s'agit du Japon, de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne et de la France) et il impose ses vues directement à la Banque.

En certaines occasions, le gouvernement des États-Unis est entré dans une relation tendue avec le président de la Banque et/ou avec sa direction au sens large. Il faut également tenir compte de l'intervention, plus ou moins active selon les époques, du Congrès des États-Unis. A plusieurs reprises, l'exécutif des États-Unis a dû négocier avec le Congrès l'attitude à tenir à l'égard de la Banque et de ses activités[2].

La Banque mondiale bien que soumise de manière systématique à l'exercice de l'influence des États-Unis ne dispose pas moins d'une certaine autonomie. C'est là que se niche l'espace pour une logique propre qui entre parfois en conflit avec les intérêts immédiats du gouvernement des États-Unis. Cette autonomie est très limitée et le gouvernement des États-Unis impose sa volonté dans toutes les questions qu'il considère comme importantes. Par ailleurs, il ne faut pas perdre de vue les liens étroits entre le milieu des affaires (le grand capital) des États-Unis et la Banque.

---

1 « *Mais la seule hypothèse pleinement cohérente pour réconcilier les éléments discordants des actions de la Banque, de ses performances et de ses buts était celle d'une bureaucratie devenue une fin en soi, conduite par une culture institutionnelle d'expansion et une volonté de pouvoir pour le pouvoir* » .in RICH, Bruce. 1994. *Mortgaging the earth,* Earthscan, London, p. 103.

2 C'est une situation unique dans le monde. Aucun autre parlement n'a exercé un rôle aussi actif que celui des États-Unis en ce qui concerne le Groupe de la Banque mondiale (et le FMI). Outre la partie de ce chapitre qui est consacrée à cette question, le chapitre 18 sur la commission Meltzer reviendra sur le sujet.

L'influence des États-Unis sur la Banque

« Au long de l'histoire de la Banque mondiale, les États-Unis ont été l'actionnaire principal et le pays membre le plus influent. Le soutien des États-Unis à la Banque, les pressions qu'ils ont exercées sur elle, les critiques qu'ils ont exprimées à son égard ont joué un rôle central au cours de sa croissance, dans l'évolution de ses politiques, de ses programmes et de ses pratiques »[3]. C'est par ces phrases que commence le chapitre sur les relations entre les États-Unis et la Banque mondiale de 1945 à 1992 publié dans le livre commandité par la Banque mondiale pour retracer ses cinquante premières années d'existence[4].

D'autres extraits du même texte reproduits ci-après se passent de commentaires tant ils sont explicites :

« La direction de la Banque passe plus de temps à rencontrer et à consulter les États-Unis afin de répondre à leurs attentes qu'avec tout autre pays membre. Même si cette interaction intense n'a guère changé au cours des années, la manière dont les États-Unis mobilisent les autres pays membres afin qu'ils soutiennent leurs vues a, elle, changé considérablement. Initialement, l'influence des États-Unis était tellement prédominante que leurs positions et celles de la direction de la Banque étaient indissociables »[5].

« Les États-Unis ont considéré toutes les organisations multilatérales, y compris la Banque mondiale, comme des instruments de leur politique étrangère, à utiliser pour atteindre leurs objectifs propres »[6].

« Les États-Unis ont souvent été contrariés par le processus de construction du consensus sur lequel repose la coopération multilatérale »[7].

« Le souci de contenir le communisme et le changement dans la puissance relative des États-Unis dans le monde expliquent en grande partie l'évolution des relations entre les États-Unis et la Banque mondiale au cours des 50 dernières années »[8].

« La crise de la dette dans le Sud et la chute du communisme en Europe de l'Est ont produit un intérêt renouvelé des États-Unis à l'égard de la Banque mondiale »[9].

---

3 Voir Catherine Gwin, « U.S. relations with the World Bank, 1945-1992« , in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century*, Volume 2, p. 195

4 KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century,* Volume 1 et 2, 1275 p et 766 p

5 Catherine Gwin, in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 2, p. 248*

6 Idem, p. 195.

7 Ibid., p. 195

8 Ibid., p. 196

9 Ibid., p. 196

Retour sur l'origine de la Banque mondiale et l'influence des États-Unis

« A la différence du FMI qui est le résultat d'une négociation intense entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, la Banque est largement la création des États-Unis. Le rôle des États-Unis a été reconnu par John Maynard Keynes dans ses paroles d'introduction à la conférence de Bretton Woods. »[10].

« Le résultat, c'est une influence puissante et durable des États-Unis sur tous les aspects de la Banque que ce soit sa structure, son orientation politique générale et la façon d'octroyer les prêts »[11].

Parmi les sujets qui divisent les participants à la conférence de Bretton Woods, figure la localisation du siège de la Banque et du FMI. Le Trésor américain veut qu'il soit établi à Washington, à portée de son influence, tandis que plusieurs délégations étrangères préfèrent New York, de manière à mettre une distance par rapport au gouvernement des États-Unis d'une part, et à les rapprocher du siège futur des Nations unies d'autre part. John Maynard Keynes demande explicitement qu'on maintienne la Banque et le FMI à l'écart du Congrès des États-Unis et, ajoute-t-il, de l'influence des ambassades; il faut choisir New York pour siège. En fait, John Maynard Keynes a d'abord essayé de convaincre les participants de choisir Londres comme siège. Constatant qu'il est battu d'avance, il essaie d'éviter Washington en proposant New York. Le secrétaire d'État au Trésor, Henry Morgenthau, rétorque qu'il faut déplacer le centre du monde de Londres et de Wall Street vers le Trésor des États-Unis. L'argumentation de Morgenthau est habile à l'égard des autres délégations dans la mesure où, à l'issue de la seconde guerre mondiale, l'empire britannique bien que chancelant est encore dominant ; d'où, la volonté de ne pas placer le siège des nouvelles institutions financières à Londres et à coté de la première place financière, la City de Londres. La deuxième partie de l'argument est aussi habile dans la mesure où Wall Street à New York est synonyme de la domination du monde des affaires qui avaient produit la catastrophe de 1929. Sur le fond, Morgenthau veut effectivement, comme il le déclare, placer le centre des nouvelles institutions financières sous le contrôle du Trésor et maintenir une distance par rapport à Wall Street. Henry Morgenthau, Harry White et Emilio Collado partiront ou seront limogés sous la pression de Wall Street (voir chapitre 2). Dans les faits, les institutions de Bretton Woods passent très vite sous la double tutelle du Trésor et de Wall Street (en fait dès 1947).

D'ailleurs, sur les dix présidents de la Banque mondiale qui se succèdent de 1946 à aujourd'hui, sept, y compris le premier, proviennent directement du monde des affaires (voir en fin de chapitre).

10 Ibid., p. 196
11 Ibid., p. 197

De plus, pour éviter une trop forte influence du gouvernement des États-Unis sur le comité de direction de la Banque, John Maynard Keynes souhaite que ses membres (les directeurs exécutifs) partagent leur activité entre leur pays d'origine et le siège de la Banque mondiale: il propose donc qu'ils travaillent à temps partiel[12]. La proposition du Trésor prévaut: les directeurs exécutifs sont résidents permanents à Washington et le siège des deux institutions est à cinq minutes à pied de la Maison blanche.

Lors du vote au Congrès américain sur la participation des États-Unis à la Banque mondiale et au FMI, une majorité écrasante se dégage (345 contre 18 à la Chambre des représentants; 61 contre 16 au sénat), ce qui est assez inhabituel. Cela prouve nettement que le Congrès est très satisfait des choix qui ont été opérés dans la construction de ces deux institutions.

Alors que la Banque a été conçue principalement pour la reconstruction des pays dévastés par la seconde guerre mondiale, les États-Unis préfèrent lancer seuls le Plan Marshall car ainsi ils contrôlent totalement la marche des opérations et parce qu'ils peuvent de la sorte recourir à des dons à l'égard de qui bon leur semble.

Bien qu'elle joue un rôle somme toute marginal en termes de reconstruction, la Banque octroie néanmoins certains prêts à des pays européens, à commencer par le premier de son histoire: 250 millions de dollars à la France en mai 1947[13]. Selon la contribution de Catherine Gwin, le gouvernement des États-Unis refusait que la Banque octroie un prêt à la France tant que le Parti communiste français (PCF) serait au gouvernement. Le Département d'État fait donc une démarche explicite et formelle en ce sens; le PCF est poussé hors de la coalition gouvernementale et, dans les jours qui suivent, le représentant de la Banque mondiale annonce que le prêt de 250 millions de dollars est accordé. Ce fait indique l'influence directe exercée par l'exécutif des États-Unis sur la Banque et les choix politiques qui président à cette intervention. Dans la même étude, l'auteure indique qu'en 1947, les États-Unis interviennent avec succès pour empêcher l'octroi d'un prêt à la Pologne et à la Tchécoslovaquie car les gouvernements de ces pays comportent des communistes[14].

Dès son entrée en activité, la politique de la Banque mondiale est déterminée par le contexte de la guerre froide et l'orientation des États-Unis dans ce cadre.

---

12 RICH, Bruce. 1994. *Mortgaging the earth*, p.64; MASON Edward S. et ASHER, Robert E. 1973. *The World Bank since Bretton Woods*, p. 30

13 C'est le premier et le plus volumineux prêt au cours des 50 années d'existence (voir KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century,* Volume 1: History, Brookings Institution Press, Washington, D.C., p. 1218).

14 Voir GWIN Catherine, p. 253-254. A noter que la Pologne se retire de la Banque mondiale le 14 mars 1950 et la Tchécoslovaquie le 31 décembre 1954. L'Union soviétique, qui était présente au début de la conférence de Bretton Woods, n'a pas participé à la mise en place du système.

Le président de la Banque mondiale a toujours été un citoyen des États-Unis proposé par le gouvernement de ce pays

Depuis son origine et jusqu'à aujourd'hui, le président de la Banque mondiale est un citoyen des États-Unis proposé par le gouvernement. Les membres du Conseil des Gouverneurs se contentent de ratifier le candidat présenté par les États-Unis. Il s'agit d'un privilège et cela ne figure pas dans les statuts de la Banque. Bien que les statuts le permettent, à aucun moment jusqu'ici un gouverneur de la Banque mondiale ne s'est aventuré – en tous cas, publiquement[15] - à proposer un candidat d'un autre pays ou même un candidat états-unien autre que celui sélectionné par le gouvernement.

Le droit de veto des États-Unis à la Banque mondiale

De l'origine à nos jours, les États-Unis sont les seuls à disposer de fait d'un droit de veto à la Banque mondiale.

A la création de celle-ci, les États-Unis disposent de 35,07% des droits de vote[16]; depuis la dernière modification des droits de vote, intervenue en 2002, ils en disposent de 16,41%. A l'origine, en 1947 (année d'entrée en activité de la Banque), la majorité requise pour modifier les statuts est de 80% (détenus par au moins 60% des pays membres), ce qui donne aux États-Unis un droit de veto. La vague d'indépendances des pays du Sud accroît le nombre de pays membres du Groupe de la Banque mondiale, diluant progressivement le poids en voix des États-Unis. Mais ils prennent soin de préserver leur droit de veto: en 1966, ils ne disposent plus que de 25,50 % des droits de vote mais ce pourcentage est encore suffisant à cet effet.

Quand en 1987, cela n'est plus tenable pour eux, la définition de la majorité qualifiée est modifiée en leur faveur. En effet, cette année-là, le Japon[17] négocie avec les États-Unis une augmentation significative de ses droits de vote, le plaçant comme le deuxième pays en importance devant l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Afin de concéder cette augmentation à leur allié japonais, les États-Unis acceptent une réduction de leurs droits de vote à condition que la majorité requise soit portée à 85%. De cette manière, tout en satisfaisant la demande du Japon, les États-Unis maintiennent leur droit de veto.

Selon Catherine Gwin, « *Les États-Unis sont aussi le membre dominant dans la direction de la Banque. Pas seulement parce qu'ils en sont le principal actionnaire. Formellement, la plupart des décisions de la Banque, y compris celles se*

15 Aucune des sources que nous avons consultées ne mentionne l'existence d'un débat interne au Conseil des gouverneurs au cours duquel un candidat différent de celui du gouvernement aurait été proposé.

16 Le deuxième pays en pourcentage de droits de vote était la Grande-Bretagne avec 14,52%.

17 Le Japon avait rejoint la Banque en 1952 en même temps que la République fédérale d'Allemagne.

rapportant au niveau des prêts et à l'octroi de ceux-ci, requièrent une majorité simple ». Ce qui veut dire que les États-Unis pourraient être mis en minorité. Mais l'auteur continue : « *Les décisions sont cependant souvent préparées entre les États-Unis et la direction de la Banque avant même qu'elles n'arrivent au Conseil d'administration ou entre les membres du Conseil avant qu'ils ne soient appelés à voter. Et la majorité des décisions sont prises au consensus. Dès lors, c'est le poids de leur influence plus que l'exercice de leur vote qui donne aux États-Unis un pouvoir effectif sur la direction* »[18].

L'influence des États-Unis sur la Banque dans des cas précis de pays

Nous allons présenter les cas de cinq pays afin d'illustrer l'influence des États-Unis dans les choix opérés par la Banque. Pour ce faire, nous nous basons sur les deux livres commandités par la Banque mondiale pour retracer sa propre histoire[19] ainsi que sur les Rapports annuels de la Banque en recoupant les informations fournies avec d'autres sources, généralement critiques de la Banque. Le choix n'a pas été facile dans la mesure où nous disposons d'une profusion d'exemples. En fait, selon les deux livres mentionnés plus haut, les cas où l'avis du gouvernement des États-Unis n'a pas prévalu se comptent sur les doigts des deux mains.

- Le Nicaragua et le Guatemala

L'Amérique centrale est considérée par le gouvernement des États-Unis comme une partie de sa zone d'influence exclusive. La politique adoptée par la Banque mondiale en termes de prêts à l'égard des pays de la région est directement influencée par le choix politique du gouvernement des États-Unis. Le cas du Nicaragua et du Guatemala au cours des années 1950 est tout à fait clair. *« Un des principaux pays emprunteurs du point de vue du nombre de prêts était le Nicaragua, un pays d'un million d'habitants contrôlé par la famille Somoza*[20]*. 'Washington et les Somoza considéraient leur relation mutuelle comme profitable. Les États-Unis soutenaient les Somoza et les Somoza soutenaient les États-Unis lors des votes aux Nations unies ou dans les organismes régionaux. Somoza a offert le territoire nicaraguayen comme base d'entraînement et de départ des forces cubaines en exil qui ont abouti à un désastre à la Baie des Cochons en 1961'* [21]*. Entre 1951 et 1956, le Nicaragua a reçu neuf prêts de la Banque mondiale et*

---

18 Catherine Gwin, in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century*, volume 2, p. 244

19 MASON Edward S. et ASHER, Robert E. 1973. *The World Bank since Bretton Woods*, The Brookings Institution, Washington, D.C., 915 p. et KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. T*he World Bank, Its First Half Century*, The Brookings Institution, Washington, D.C., Volume 1 et 2, 1275 p et 766 p

20 La famille Somoza a dirigé le Nicaragua de 1935, année où elle est placée au pouvoir par une intervention militaire des États-Unis, à 1979 lorsqu'une insurrection populaire entraîne la chute du dictateur Anastasio Somoza et sa fuite au Paraguay dont le chef d'État est également un dictateur, Alfredo Stroessner.

21 Anthony Lake, *Somoza Falling,* Houghton Mifflin, 1989, p.18

un en 1960. Une base militaire américaine a été établie en 1953 d'où a été lancée l'opération de la Central Intelligence Agency *(CIA) qui a permis le renversement du président guatémaltèque Jacobo Arbenz qui avait légalisé le Parti communiste et qui menaçait d'exproprier les avoirs de la* United Fruit Company. *Le Guatemala lui-même, qui avait une population trois fois supérieure à celle du Nicaragua, et bien qu'il ait été un des premiers pays à recevoir une mission d'études de la Banque (publiée en 1951), a dû attendre 1955 pour recevoir son premier prêt après le renversement de son régime 'communiste' »*[22].

Après la chute de Somoza en 1979, les États-Unis tentent par différents moyens politiques, économiques et militaires de déstabiliser puis renverser le nouveau régime sandiniste. Cela fait l'objet d'un recours du Nicaragua contre les États-Unis devant la Cour Internationale de Justice de La Haye qui rend un jugement en 1986 par lequel elle condamne les États-Unis pour la violation des obligations imposées par le droit international, en particulier l'interdiction de l'utilisation de la force (article 2 § 4 de la Charte des Nations unies) et l'interdiction d'attenter à la souveraineté d'un autre État[23].

Concernant l'attitude de la Banque à l'égard du régime sandiniste au cours des années 1980 et l'influence qu'a exercée sur elle le gouvernement des États-Unis, nous citons ici un extrait de l'étude de Catherine Gwin : *« Le Nicaragua des années 1980 constitue un exemple plus récent démontrant que le refus de prêter de la Banque coïncide clairement avec la politique des États-Unis. La raison invoquée pour la suspension des prêts était l'accumulation d'arriérés. Néanmoins, en septembre 1984, le gouvernement nicaraguayen a formellement proposé une solution au problème des arriérés »*[24]. Catherine Gwin détaille les propositions concrètes formulées par le Nicaragua et elle explique que bien que ces propositions soient recevables, la Banque ne fait aucun effort pour aider le régime sandiniste. Elle indique que cela contraste avec la souplesse adoptée par la Banque à l'égard d'autres régimes qui, eux, étaient les alliés des États-Unis.

- La Yougoslavie

Afin de renforcer la distance prise par le régime du maréchal Tito à l'égard de l'Union soviétique, le gouvernement des États-Unis pousse la Banque à accorder un prêt à la Yougoslavie à la fin des années 1940. Comme le montre la citation ci-après, le gouvernement des États-Unis préfère aider la Yougoslavie de Tito via la

---

22 KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century*, volume 1, p. 103

23 CIJ, Affaire des activités militaires et para-militaires au Nicaragua et contre celui-ci, Arrêt du 27 juin 1986. Suite à cette sentence, les États-Unis ont annoncé officiellement qu'ils ne reconnaissaient plus la compétence de la CIJ.

24 Catherine Gwin, in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century,* volume 2, p. 258

Banque plutôt que d'octroyer une aide bilatérale directe car il craint d'être critiqué au sein du Congrès par les nombreux parlementaires qui s'opposent au soutien à un régime communiste[25]: *« La Banque a prêté à la Yougoslavie juste après sa rupture avec le bloc soviétique en 1948. George Kennan[26] a recommandé 'un soutien discret et non ostentatoire' de la part de l'Ouest craignant la réaction russe et conscient que le Congrès ne voudrait pas appuyer un pays communiste. La Banque mondiale était un véhicule approprié pour jouer un tel rôle et une mission partit pour Belgrade l'année suivante »*[27]. Le président de la Banque, Eugène R. Black, voyage en personne pour négocier directement avec le maréchal Tito.

- Le Chili

Suite à l'élection de Salvador Allende en 1969 et la mise en place du gouvernement d'Unité populaire, la Banque, sous pression des États-Unis, suspend ses prêts au Chili entre 1970 et 1973. Le cas du Chili montre qu'il peut y avoir contradiction entre le jugement de la Banque et la position du gouvernement des États-Unis, celui-ci obtenant finalement qu'elle modifie sa position. Bien que la direction de la Banque considère que le Chili remplit les conditions pour recevoir des prêts, le gouvernement des États-Unis obtient qu'aucun prêt ne soit accordé au gouvernement de Salvador Allende. Catherine Gwin résume de la manière suivante ce cas emblématique: *« Les États-Unis ont mis sous pression la Banque afin qu'elle ne prête pas au gouvernement d'Allende après la nationalisation des mines de cuivre chiliennes. Malgré la pression, la Banque envoya une mission à Santiago (ayant déterminé que le Chili adoptait une attitude conforme aux règles de la Banque qui prévoient que pour qu'un prêt soit octroyé après une nationalisation, des procédures en vue de l'indemnisation soient en cours). Robert McNamara rencontra ensuite Allende pour indiquer que la Banque était disposée à faire de nouveau prêts à condition que le gouvernement soit disposé à réformer l'économie. Mais la Banque et le régime d'Allende n'ont pas pu se mettre d'accord sur les termes d'un nouveau prêt. Tout au long de la période du régime Allende, le Chili n'a pas reçu de prêts. Juste après l'assassinat d'Allende en 1973, après un coup qui porta au pouvoir la dictature militaire du général Pinochet, la Banque renoua avec les prêts, fournissant un crédit de 15 ans pour le développement des mines de cuivre. (…) La suspension des prêts en 1970-73 a été citée dans le rapport du Trésor pour l'année 1982 comme un exemple significatif de l'exercice fructueux de l'influence des États-Unis sur la Banque. Et bien que la Banque ait donné son accord de principe pour un nouveau prêt en juin 1973, les propositions de prêt n'ont pas été prises en considération par le comité de direction tant*

---

25 Nous verrons plus loin qu'à plusieurs reprises, l'exécutif use de son influence directe sur la Banque pour contourner l'opposition possible du Congrès ou, en tous cas, éviter un débat qui ne lui paraît pas opportun.

26 George Kennan représentait le Département d'État (NDA).

27 KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century*, volume 1, p. 103

que n'avait pas eu lieu le coup de septembre qui porta le général Pinochet au pouvoir »[28].

A noter pour compléter l'information que, dans les archives de la Banque mondiale, se trouve un document où le gouvernement chilien, à l'occasion de la réunion de la Banque en septembre 1972, proteste contre la suspension des prêts et indique que des projets élaborés avaient été soumis à la Banque[29]. Sous pression des États-Unis, la Banque n'y donne pas suite tant qu'Allende est au pouvoir.

Plusieurs documents de travail internes de la Banque reviennent de manière critique sur la politique de la Banque envers le Chili sous Allende et sous Pinochet (voir chapitre suivant).

Une dizaine d'années plus tard, alors que les atrocités commises par le régime d'Augusto Pinochet provoquent de vives protestations aux États-Unis, y compris au sein du Congrès, le gouvernement des États-Unis demande à la Banque de reporter une discussion sur l'octroi d'un prêt au Chili de manière à éviter l'opposition du Congrès. Cette demande est rejetée par le Président de la Banque, Barber Conable, dans une lettre adressée à James Baker, vice-secrétaire du Trésor, le 29 octobre 1986. On peut supputer que la demande du gouvernement des États-Unis n'était qu'une concession de façade à l'égard de l'opinion publique de manière à apparaître sensible aux préoccupations démocratiques exprimées, sachant que, dans une répartition bien huilée des rôles, le président de la Banque allait maintenir le cap politique préconisé par le gouvernement. Tout le monde y trouve son compte.

- Le Vietnam

Des années 1960 jusqu'à la fin de la guerre du Vietnam en 1975, les États-Unis poussent avec succès la Banque via sa branche AID à octroyer de manière régulière des prêts au régime sud-vietnamien allié des États-Unis. Après la fin de la guerre et la défaite des États-Unis, la Banque mondiale envoie deux missions d'étude successives qui concluent que les autorités vietnamiennes, bien que ne menant pas une politique économique tout à fait satisfaisante, remplissent les conditions pour recevoir des prêts concessionnels. Shahid Husain, directeur de la mission de la Banque, précise que les performances économiques du Vietnam ne sont pas inférieures à celles du Bangladesh ou du Pakistan eux-mêmes aidés par la Banque.

Malgré cela, la direction de la Banque, sous pression des États-Unis, suspend les prêts au Vietnam et son président, Robert McNamara, affirme dans l'hebdoma-

---

28 Catherine Gwin, in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century*, volume 2, op. cit., p. 256-57.

29 International Bank for Reconstruction and development, Summary Proceedings of the 1972 Annual Meetings of the Boards of Governors (Washington, 1972), p.55.

daire *Newsweek* (20 août 1979) que la suspension a été déterminée sur la base du rapport négatif de la mission. Cette affirmation est fausse dans les faits, comme le souligne Catherine Gwin : *« Les conclusions de la mission, à la différence de ce que McNamara a dit publiquement dans* Newsweek*, étaient qu'il n'y avait pas de fondement solide pour stopper les prêts au Vietnam »*[30].

Conclusion concernant les cas précis de pays

La direction de la Banque mondiale justifie l'octroi ou non de prêts par des raisons purement économiques. Mais nous avons montré qu'en réalité, la politique d'octroi des prêts est avant tout déterminée par l'intervention du gouvernement des États-Unis auprès de la Banque sur la base d'objectifs principalement politiques.

Cela ne veut pas dire que les objectifs économiques n'ont aucune importance mais ils sont subordonnés ou complémentaires à des choix politiques et stratégiques. Catherine Gwin, qui défend le bilan globalement positif de l'influence des États-Unis sur la Banque mondiale, du point de vue des États-Unis, adopte une démarche rigoureuse où elle ne cache pas les aspects contradictoires de la politique tant des États-Unis que de la direction de la Banque. A ce titre, la remarque suivante prend un relief particulièrement intéressant: *« Certes, il n'est pas impératif de mettre en cause l'évaluation faite par la Banque quant à la situation économique du Chili d'Allende, du Vietnam ou du Nicaragua sous les Sandinistes, mais il est quand même intéressant de remarquer que des jugements tout aussi négatifs auraient pu être portés à l'égard du Nicaragua de Somoza, des Philippines sous Marcos ou du Zaïre de Mobutu, autant de régimes qui étaient des alliés importants des États-Unis dans le contexte de la guerre froide »*[31].

L'influence des États-Unis en matière de prêts sectoriels

A partir des années 1970, les États-Unis usent systématiquement de leur influence pour tenter de convaincre la Banque de ne pas octroyer de prêts destinés à faciliter la production de marchandises qui entreraient en compétition avec celles produites par les États-Unis. C'est ainsi que les États-Unis s'opposent régulièrement à la production d'huile de palme[32], d'agrumes et de sucre. Les États-Unis obtiennent de la Banque qu'elle réduise drastiquement en 1987 les prêts accordés à l'industrie sidérurgique en Inde et au Pakistan. En 1985, les États-Unis s'opposent avec succès à un projet d'investissement de la part de la Société financière internationale (SFI - groupe Banque mondiale) dans la sidérurgie au Brésil et plus tard à un prêt de la Banque pour soutenir la restructuration du secteur sidérurgique du Mexique. Ils ont aussi menacé d'utiliser leur droit de veto à un prêt pour la

30 Catherine Gwin, in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century,* volume 2, p. 258

31 Idem, p. 258

32 Les différents exemples concernant les prêts sectoriels proviennent de Catherine Gwin, Ibid. p. 223-224 et 259-263.

sidérurgie chinoise dans les années 1980. Ils ont bloqué également un prêt de la SFI à une compagnie minière pour l'extraction de minerais de fer au Brésil. Ils ont fait de même envers un investissement de la SFI dans l'industrie du cuivre au Chili.

Les États-Unis ont également influencé activement la banque dans sa politique à l'égard du secteur pétrolier. Le gouvernement nord-américain est favorable à des prêts pour favoriser le forage pétrolier mais pas le raffinage. Cela se passe de commentaires.

Cas de convergences entre les États-Unis et une autre puissance (la Grande-Bretagne en l'occurrence)

A plusieurs reprises, les intérêts des États-Unis ont coïncidé avec ceux d'autres puissances, l'attitude adoptée par la Banque est alors la résultante de concertations étroites entre les États-Unis, la ou les autres puissances concernées et la Banque. Deux exemples: celui de l'attitude de la Banque concernant le projet de construction du barrage d'Assouan sous le régime de Gamal Abdel Nasser en Egypte et celui de l'Irak depuis l'occupation de son territoire par les troupes des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de leurs alliés à partir de mars 2003.

- Le projet du barrage d'Assouan en Egypte

Le projet de construction du barrage d'Assouan sur le Nil précède l'accession du colonel Nasser au pouvoir en 1952 mais il prend une forme définitive au cours de l'année 1952 et, en janvier 1953, le ministre des Finances égyptien écrit à Eugène Black, président de la Banque mondiale, pour lui proposer de cofinancer ce gigantesque projet. Bien que cette réalisation d'infrastructure corresponde aux priorités de la Banque, la direction est réticente à s'engager pleinement dans la mesure où la Grande-Bretagne, à ce moment-là deuxième puissance en droits de vote au sein du Conseil des gouverneurs de la Banque, considère le régime des militaires progressistes comme une menace pour ses intérêts stratégiques. En effet, les militaires égyptiens au pouvoir remettent en cause l'occupation du canal de Suez par les troupes britanniques. Le président Eugène Black en personne visite l'Egypte et discute le projet; la Banque envoie des ingénieurs, etc. Le projet prévoit un barrage dont la capacité de 130 milliards de mètres cubes aurait été quatre fois supérieure aux plus grands barrages artificiels déjà existants. L'ampleur des travaux offrait d'énormes perspectives aux entreprises de construction internationales.

Les négociations entre l'Egypte et la Grande-Bretagne pour le départ des troupes britanniques aboutissent à un accord, ce qui diminue les réticences de la Grande-Bretagne et les pressions qu'elle exerce sur la direction de la Banque pour ne pas octroyer les prêts. Dès lors, les gouvernements nord-américain et britannique donnent le feu vert à la direction de la Banque pour les négociations mais ils fixent des restrictions en divisant la réalisation du projet en deux phases: le financement de la première phase est garanti alors que le financement de la

deuxième phase dépendra de l'évolution politique des autorités égyptiennes. Bien sûr, cela n'est pas explicité dans les accords mais c'est ainsi que le gouvernement égyptien l'interprète. Les Egyptiens veulent faire démarrer les travaux en juillet 1957, ce qui implique de signer le contrat en juillet 1956. En conséquence, ils demandent à la Banque de confirmer le plus rapidement possible l'octroi du financement.

En décembre 1955, la réunion des directeurs exécutifs de la Banque donne le feu vert à Eugène Black pour aller plus loin dans la négociation avec les Egyptiens sur la base des conditions définies par les gouvernements nord-américain et britannique. Les Egyptiens accueillent froidement les conditions de la Banque. Entre temps, les autorités britanniques apprennent que les Egyptiens ont signé un accord commercial avec l'Union soviétique en vue d'échanger du coton contre des fournitures d'armes[33]. Les historiens Mason et Asher commentent l'entrée en scène de l'Union soviétique de la manière suivante: *« Ces manœuvres avaient augmenté le désir des puissances occidentales d'être associées elles-mêmes au barrage »*[34]. Eugène Black, avant de se rendre au Caire pour finaliser l'accord avec les Egyptiens, prend contact avec le gouvernement des États-Unis qui confirme son feu vert. En chemin pour Le Caire, il rencontre également le Premier ministre britannique à Londres. Après dix jours de négociations au Caire, un point fondamental de désaccord subsiste: les Egyptiens n'acceptent pas les conditions fixées par les États-Unis et la Grande-Bretagne. A son retour à Washington, Eugène Black propose de poursuivre la négociation car il veut aboutir à un accord. Par contre, du côté de Washington et surtout de Londres, les réticences grandissent suite à l'orientation nationaliste arabe du régime égyptien. L'opposition des Britanniques augmente encore lorsque le roi de Jordanie renvoie le 1er mars 1956 tout le commandement britannique de la région. Eugène Black se retrouve dès lors de plus en plus isolé mais les gouvernements le laissent poursuivre les négociations, laissant entendre qu'elles pourraient aboutir alors qu'il apparaît aux historiens de la Banque que leur décision de refus est déjà prise.

Début juillet 1956, grâce à sa volonté de négociation, Eugène Black obtient de Gamal Abdel Nasser, le Premier ministre égyptien, qu'il déclare accepter les conditions fixées par les puissances occidentales. Néanmoins quand l'ambassadeur d'Egypte fait savoir officiellement le 19 juillet 1956 que l'Egypte donne son accord, on lui répond que le gouvernement des États-Unis, dans les circonstances présentes, décide de ne pas participer au financement du barrage d'Assouan. Le

---

33 Selon Mason et Asher, il ne semble pas que le Premier ministre Nasser ait voulu activement le soutien des Soviétiques pour le financement du barrage avant qu'il n'ait constaté le retrait des offres des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Après ce retrait, il s'est écoulé dix-sept mois avant que ne soit signé un accord avec les Soviétiques pour financer la première phase de construction du barrage. (MASON Edward S. et ASHER, Robert E. 1973. *The World Bank since Bretton Woods*, The Brookings Institution, Washington, D.C., p. 642)

34 Idem, p. 636

20 juillet, le Parlement britannique est informé que le gouvernement britannique se retire du projet. Mason et Asher précisent que le Département d'État n'a communiqué à la Banque sa décision de se retirer du projet qu'une heure environ avant que la communication officielle soit faite à l'ambassadeur égyptien. Ils ajoutent que dans cette communication, les États-Unis se retranchent derrière un jugement négatif de la Banque justifié par des raisons économiques. Alors que la version imprimée de ce texte circule déjà dans les chancelleries, le président de la Banque obtient du gouvernement états-unien qu'il retire cet argument du texte communiqué à la presse.

Pour revenir aux conséquences politiques fondamentales, nous recourons à nouveau au jugement de Mason et Asher*: « La suite dramatique est connue. Le 26 juillet 1956, le Premier ministre Nasser annonce que le gouvernement nationalisait et prenait le contrôle des opérations de la Compagnie du Canal de Suez. Le 29 octobre, après une série d'incidents de frontière, les troupes israéliennes envahissaient l'Egypte, et le 2 décembre, commençait l'action militaire franco-britannique contre l'Egypte, soi-disant avec pour objectif de protéger la zone du canal mais, aux yeux de beaucoup d'observateurs, en réalité, pour le renversement du Premier ministre Nasser »*[35].

L'affaire du barrage d'Assouan montre que le gouvernement des États-Unis peut joindre ses efforts à un autre gouvernement pour exercer une influence sur les décisions de la Banque mondiale quand leurs intérêts coïncident. Elle montre là encore que les États-Unis peuvent se retrancher derrière un soi-disant refus de la Banque pour aller à l'encontre d'un projet tout en lui faisant porter le chapeau de l'échec.

Dans un nombre de cas limité, le gouvernement des États-Unis a laissé d'autres puissances tirer avantage de leurs moyens d'influence sur la Banque. Cela s'est passé lorsque les intérêts stratégiques des États-Unis n'étaient pas directement concernés. C'est ainsi que la France a pu user de son influence sur la Banque pour l'amener à adopter une politique conforme aux intérêts *« français »*, par exemple, en ce qui concerne la Côte d'Ivoire.

- L'occupation et la reconstruction de l'Irak

L'intervention militaire de mars 2003 contre l'Irak de Saddam Hussein, suivie de l'occupation de son territoire, se fait sans l'accord de l'ONU et contre l'opinion de plusieurs grandes puissances dont la France, l'Allemagne, la Russie et la Chine. Les États-Unis, à la tête de la coalition qui a lancé l'attaque contre l'Irak, bénéficient de l'appui actif de trois autres membres du G7 (la Grande-Bretagne, le Japon et l'Italie) et de puissances moyennes telles que l'Espagne et l'Australie.

Dès le mois d'avril 2003, les États-Unis prennent l'initiative de négocier au G7

35 Ibid., p. 641.

et dans le cadre du Club de Paris une réduction substantielle des dettes contractées par le régime de Saddam Hussein. Il s'agit d'alléger le fardeau de cette dette afin que le nouvel Irak, allié des États-Unis, soit en mesure d'en contracter de nouvelles et de les rembourser. Complémentairement à cette démarche que nous avons analysée ailleurs[36], le gouvernement des États-Unis met sous pression la Banque mondiale et le FMI afin que ces deux institutions prêtent aux nouvelles autorités irakiennes qui sont directement sous leur contrôle via l'administrateur civil de l'Irak, le ressortissant états-unien Paul Bremer. Au travers de plusieurs déclarations entre fin mars et fin mai 2003, il apparaît clairement que tant le président de la Banque mondiale que le directeur du FMI sont très réticents. Les conditions préalables à l'octroi de prêts ne sont pas réunies. Quels sont les problèmes ?

1°) La légitimité des autorités à la tête de l'Irak n'est pas reconnue d'autant qu'elles n'exercent pas réellement de souveraineté vu le rôle joué par Paul Bremer et les autorités d'occupation.

2°) En principe, la Banque mondiale et le FMI respectent la règle suivante: ils n'accordent pas de nouveaux prêts à un pays qui est en défaut de paiement sur sa dette souveraine. La pression exercée par les États-Unis, tant sur la Banque et le FMI que sur les puissances opposées à la guerre, lève progressivement les obstacles dans la mesure où le Conseil de sécurité de l'ONU, lors de sa réunion du 22 mai 2003, confie aux États-Unis et à leurs alliés la gestion du pétrole irakien et lève l'embargo contre l'Irak. Le Conseil de sécurité ne reconnaissait pas la guerre mais il reconnaît le fait accompli de l'occupation. Les États-Unis et leurs alliés obtiennent de la Banque mondiale et du FMI qu'ils participent activement à la conférence des donateurs pour la reconstruction de l'Irak tenue à Madrid le 23 octobre 2003.

Le cas de l'Irak montre que les États-Unis peuvent constituer une alliance pour déterminer l'orientation de la Banque et du FMI malgré la réticence de leurs dirigeants principaux, James Wolfensohn et Horst Kölher[37]. En octobre 2004, les États-Unis obtiendront que les pays membres du Club de Paris (dont ils font partie) annulent en trois tranches[38] 80% des 38,9 milliards de dollars qu'ils réclamaient à l'Irak[39].

---

36 TOUSSAINT, Eric. 2004. *La Finance contre les peuples. La Bourse ou la Vie*, CADTM-Liège/CETIM-Genève/Syllepse-Paris, p. 435-451.

37 Horst Kölher a démissionné de son poste le 4 mars 2004 afin d'être en position d'accepter le mandat de président de l'Allemagne que lui proposait l'opposition social-chrétienne allemande. Une fois dégagé de ses responsabilités au FMI, il a fait des déclarations dans lesquelles il critiquait l'occupation américaine de l'Irak. Rodrigo Rato qui a été désigné le 4 mai 2004 par le Conseil des gouverneurs pour lui succéder, était jusqu'en mars 2004 ministre des Finances et de l'Economie dans le gouvernement de José Maria Aznar, fidèle allié des États-Unis et amphitryon de la conférence des donateurs d'octobre 2003.

38 Plus précisément: a) une annulation immédiate d'une partie des intérêts de retard représentant 30% du stock de dette au 1er janvier 2005. Le stock de dette non annulé est différé jusqu'à la date d'approbation d'un programme standard avec le FMI. Cette réduction aboutit à une annulation de 11,6 milliards de dollars; b) lorsque le programme avec le FMI sera approuvé, une réduction de 30% du stock de dette sera mise en œuvre. Le stock restant de dette sera rééchelonné sur une période de 23 ans dont 6 ans de grâce. Cette étape réduira le stock de dette de 11,6 milliards de dollars portant le taux d'annulation totale à 60 % ;c) une réduction supplémentaire de dette représentant 20% du stock initial lorsque la dernière revue du programme standard du FMI de trois ans aura été approuvée par le conseil d'administration du FMI. Cette réduction portera sur 7,8 milliards de dollars.

39 L'accord a été confirmé et signé une année plus tard le 27 octobre 2005.

Divergences entre la direction de la Banque mondiale et les États-Unis

Au début des années 1970, des divergences apparaissent entre l'exécutif des États-Unis et la direction de la Banque. Cela provient du fait que Robert McNamara, président de la Banque depuis 1968, est directement en phase avec le parti démocrate: il est entré en politique grâce au président John F. Kennedy qui l'a appelé à ses côtés comme conseiller en 1961; il a poursuivi sa carrière sous un second président démocrate Lyndon B. Johnson (en tant que secrétaire d'État à la Défense) dont l'administration l'a fait désigner comme président de la Banque à partir de 1968. En 1969, la situation change avec l'accession à la présidence du républicain Richard Nixon alors que le mandat de Robert McNamara a toujours cours. Des escarmouches entre l'administration Nixon et la direction de la Banque se déroulent au cours de l'année 1971. Par exemple, l'exécutif enjoint au directeur exécutif représentant les États-Unis de voter contre un prêt que la Banque a décidé d'accorder au Guyana. En 1972, il s'agit de renouveler le mandat de Robert McNamara (un mandat dure cinq ans) ou de le remplacer. Les républicains étaient favorables en principe à la désignation d'un de leurs collègues au poste mais finalement, l'exécutif reconduit Robert McNamara sans enthousiasme.

Au cours de son second mandat, les tensions augmentent fortement. C'est ainsi que le gouvernement contrecarre une initiative dans laquelle Robert McNamara s'est fortement engagé: il a négocié avec les pays membres de l'OPEP la constitution d'un nouveau fonds de financement du développement alimenté par les pétrodollars. Le gouvernement, qui veut casser le cartel constitué par l'OPEP, étouffe l'initiative dans l'œuf. Au cours de cet épisode de tension, c'est le secrétaire d'État Henry Kissinger qui mène l'offensive contre Robert McNamara. Comme alternative à la création d'un fonds spécial alimenté par l'OPEP, Henry Kissinger propose d'augmenter les fonds disponibles pour la Société financière internationale et la Banque mondiale[40].

Les relations entre Robert McNamara et l'exécutif s'améliorent à nouveau substantiellement avec l'accession d'un nouveau président démocrate à la Maison blanche, Jimmy Carter. Au point que Robert McNamara est invité à participer aux réunions du Conseil de sécurité nationale pour discuter de l'augmentation des moyens financiers destinés à l'AID.

La fin du mandat de Robert McNamara est assez mouvementée à cause de l'accession à la présidence d'un nouveau président républicain en janvier 1981, Ronald Reagan. Ronald Reagan et les républicains avaient mené campagne en faveur d'un changement radical dans la politique extérieure des États-Unis avec des conséquences immédiates pour la Banque mondiale. Ronald Reagan proposait de réduire fortement l'aide multilatérale, et donc l'apport des États-Unis à l'AID,

---

40 Ces faits sont relatés par Catherine Gwin, in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century,* volume 2, p. 213.

au profit de l'aide bilatérale en augmentant notamment fortement l'assistance militaire.

La proposition de loi que présente en janvier 1981 David Stockman, directeur du Bureau de la Gestion et du Budget *(Office of Management and Budget)* est significative de l'état d'esprit du camp de Ronald Reagan. Son adoption aurait signifié l'arrêt des contributions des États-Unis à l'AID et aux Nations unies, et l'augmentation des dépenses d'assistance militaire. David Stockman résume en 1986 de la manière suivante le sens de sa proposition présentée conjointement avec le parlementaire Phil Gramm au Congrès en janvier 1981: *« Le plan de budget déposé par Gramm et Stockman avait proposé de fortes réductions dans l'aide économique étrangère sur une base principielle purement idéologique. Gramm et moi, nous croyions que les organes de l'aide internationale et du soi disant développement du Tiers-monde étaient infestés d'erreurs socialistes. La bureaucratie de l'aide internationale amenait les pays du Tiers-monde vers le bourbier de l'inefficacité auto-imposée en les enterrant sous des montagnes de dettes qu'ils ne seraient jamais en état de payer »*[41].

La situation s'améliore nettement avec la désignation d'un nouveau président à la Banque. L'administration choisit Alden W. Clausen, jusque là président de la Bank of America. Il entre en fonction le 1er juillet 1981. Plusieurs néolibéraux durs font leur entrée dans le staff de la Banque, dont Anne Krueger qui est engagée le 10 mai 1982 en tant qu'économiste en chef et vice-présidente de la Banque mondiale. En lisant plus loin la lettre du président Reagan au leader républicain du congrès, on aura la preuve du changement d'attitude favorable de l'exécutif à l'égard de la Banque.

L'influence des États-Unis vue par l'Exécutif

Un rapport du Trésor des États-Unis datant de 1982 se félicite de la prééminence des États-Unis au sein des institutions financières multilatérales: *« Si la structure et la mission de la Banque mondiale sont aussi étroitement liées au marché, c'est essentiellement grâce à l'influence des États-Unis (...). C'est nous également qui en avons fait une entité structurée fonctionnant au scrutin qualifié, dirigée par un conseil de haut niveau favorable aux États-Unis et administrée par un personnel compétent. En tant que membre fondateur et actionnaire principal de la Banque, les États-Unis jouissent du droit unique de disposer d'un siège permanent au CA de la Banque (...) D'autres partenaires importants – direction, donateurs et bénéficiaires de premier ordre – ont reconnu que les États-Unis ont un poids prépondérant auprès des banques (de développement multilatéral). L'expérience leur a appris que nous disposons de leviers financiers et politiques susceptibles d'in-*

41 David A. Stockman, *The Triumph of Politics: How the Reagan Revolution Failed,* Harper and Row, 1986, pp. 116-19 (cité par Catherine Gwin, op. cit., p. 229).

fléchir les objectifs politiques des banques et que nous sommes prêts à nous en servir » [42]. Selon Walden Bello, un autre passage de ce document du Trésor précise que *« les États-Unis ont pu imposer leur façon de voir dans douze cas sur les quatorze qui ont suscité des débats au sein de la Banque – qu'il s'agisse de bloquer le statut d'observateur accordé à l'OLP ou de mettre un terme aux aides fournies par la Banque au Vietnam et à l'Afghanistan – »* [43].

Une partie d'un autre rapport du Trésor datant de la même année est également consacrée à la Banque mondiale et aux autres banques de développement: *« Dans l'ensemble, les politiques et programmes de la Banque mondiale ont été conformes aux intérêts des États-Unis. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne le choix des pays aidés et en matière de problèmes politiques sensibles. Le caractère international de la Banque, sa structure d'entreprise, la force de son équipe de gestion, et la structure de la répartition des votes au sein de la Banque a assuré une large coïncidence entre ses politiques et pratiques et les objectifs politiques et économiques à long terme des États-Unis »*[44]. Ailleurs dans le même rapport, on lit: *« En promouvant le développement économique et social dans le Tiers-monde, en encourageant des politiques économiques orientées vers le marché et en préservant une réputation d'impartialité et de compétence, les banques multilatérales de développement encouragent les PED à participer plus fortement à un système international basé sur la libéralisation du commerce et des flux de capitaux. (...) Cela représente des opportunités croissantes pour les exportations, les investissements et la finance des États-Unis »*[45].

Dans une lettre du président Ronald Reagan à Robert Michel, leader républicain à la Chambre des Représentants lui demandant de soutenir l'accroissement du capital de la Banque mondiale en 1988, on trouve une liste très utile de pays à moyen revenu qui constituent les alliés stratégiques des États-Unis et qui sont appuyés par la Banque. Voici un extrait de cette lettre: *« La Banque consacre la plus grande majorité de ses moyens au soutien des projets d'investissement spécifiques dans les PED à moyen revenu. Ce sont principalement des pays (tels les Philippines, l'Egypte, le Pakistan, la Turquie, le Maroc, la Tunisie, le Mexique, l'Argentine, l'Indonésie et le Brésil) qui sont importants stratégiquement et économiquement pour les États-Unis »*[46].

---

42 Department of the Treasury, Assessment of US participation in the multilateral Development Banks in the 1980s, Washington DC, 1982, chapitre 3, cité par Walden Bello, 2002, *Deglobalization. Ideas for a new world economy*, Zedbooks, London - New York, p 59-60

43 BELLO, Walden. 2002. *Deglobalization. Ideas for a new world economy*, Zedbooks, London - New York, p. 60

44 Department of the Treasury, United States Participation in Multilateral Development Banks, 1982, p. 59. (cité par Catherine Gwin, in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century,* volume 2, p. 270)

45 Department of the Treasury, United States Participation in Multilateral Development Banks, 1982, pp. 48, 52 (cité par Catherine Gwin, Idem, p. 271)

46 Letter from President Ronald Reagan to representative Robert Michel, 10 juin 1988, p. 1. (cité par Catherine Gwin, Ibid., p. 271)

Les bénéfices financiers que retirent les États-Unis de l'existence de la Banque mondiale et de leur influence sur elle

Catherine Gwin[47] réalise une estimation de ce que la Banque et ses activités ont rapporté aux États-Unis entre 1947 et 1992. Il faut distinguer d'abord deux apports: *primo*, les revenus perçus par les citoyens des États-Unis détenteurs de bons émis par la Banque (selon elle, cela représente 20,2 milliards de dollars pour la période mentionnée); *secundo,* les dépenses de fonctionnement de la Banque sur le territoire des États-Unis (cela représente 11 milliards de dollars pour la même période). Ensuite, écrit-elle, il faut surtout prendre en compte l'effet de levier de l'investissement des États-Unis dans la Banque mondiale et dans l'AID. Depuis la création de la Banque mondiale, les États-Unis auraient fait, en tout et pour tout, une dépense minime: 1,85 milliard de dollars alors que la Banque mondiale a octroyé des prêts pour un montant total de 218,21 milliards de dollars (c'est plus du centuple). Ces prêts ont généré d'importantes commandes pour les entreprises des États-Unis. Elle ne fournit pas d'estimation concernant le montant des commandes (ce que dans le jargon de la Banque on appelle le *flow-back*). Dans le cas de l'AID, les États-Unis ont dépensé une somme plus importante que pour la Banque mondiale: 18 milliards de dollars pour financer les prêts de l'AID qui se sont élevés à 71 milliards.

L'influence des milieux d'affaire et du grand capital des États-Unis sur la Banque mondiale

Le fait que la Banque mondiale se procure depuis le début de son existence l'essentiel de ses moyens financiers en émettant des titres la maintient dans un rapport permanent et privilégié avec les grands organismes financiers privés des États-Unis. Ceux-ci comptent parmi les principaux acquéreurs des titres de la Banque et ils exercent une influence considérable.

Le lien entre les milieux d'affaires, le grand capital des États-Unis et la Banque mondiale est également immédiatement perceptible quand on se penche sur les carrières des dix citoyens américains qui se sont succédés à la tête de la Banque jusqu'à nos jours.

Eugene Meyer, le premier président, n'a tenu que huit mois, il était l'éditeur du *Washington Post* et ancien banquier. Le second, John J. McCloy, était un grand avocat d'affaires de Wall Street et a été désigné par la suite Commissaire en chef des alliés en Allemagne puis chairman de la Chase Manhattan Bank. Le troisième, Eugene R. Black, était vice-président de Chase National Bank et devint par la suite Conseiller spécial du président Lyndon B. Johnson. Le quatrième, George D. Woods, banquier lui aussi, était président de la First Boston Corporation. Robert S. McNamara avait été PDG de la Ford Motor Company puis secrétaire d'État à

47 Catherine Gwin, Idid., p. 271-272

la Défense sous John F. Kennedy et Lyndon B. Johnson. Son successeur, Alden W. Clausen, était président de la Bank of America (une des principales banques des États-Unis très fortement engagées dans la crise de la dette du Tiers Monde), qu'il réintégra à son départ de la Banque. En 1986, lui succède Barber Conable, ancien membre républicain du Congrès. Puis Lewis T. Preston arrive en 1991, ancien chairman du Comité exécutif de la banque JP Morgan. James D. Wolfensohn, président depuis 1995, était banquier à Wall Street chez Salomon Brothers. A la fin de sa présidence en mai 2005, il entre dans la direction de la Citibank-Citigroup, principal groupe bancaire mondial. Paul Wolfowitz était sous-secrétaire d'État à la Défense jusqu'à sa prise de fonction en tant que dixième président de la Banque mondiale en mai 2005.

En résumé, généralement, un lien étroit s'est formé entre le pouvoir politique états-unien, le milieu des affaires (ou si l'on veut, le noyau dur de la classe capitaliste états-unienne) et la présidence de la Banque.

Tableau. Les dix présidents de la Banque mondiale

Nom	Durée du mandat	Antécédents
Meyer	juin 1946-décembre 1946	Banquier d'affaire à Wall Street, éditeur du Washington Post
McCloy	mars 1947-juin 1949	Dirigeant de la Chase National Bank (devenue ensuite Chase Manhattan)
Black	juillet 1949-décembre 1962	Vice-président de la Chase Manhattan Bank
Woods	janvier 1963-mars 1968	Président de la First Boston
McNamara	avril 1968-juin 1981	Dirigeant de la Ford, puis secrétaire d'Etat à la Défense
Clausen	juillet 1981-juin 1986	Président de la Bank of America
Conable	juillet 1986-août 1991	Membre du Congrès et de la Commission bancaire du Congrès
Preston	septembre 1991-mai 1995	Président de la J-P Morgan and Co
Wolfensohn	juin 1995- mai 2005	Banque H Schroder, puis Banque Salomon Brothers, ensuite président de James D. Wolfensohn Inc.
Wolfowitz	juin 2005	Sous secrétaire d'Etat à la Défense

Chapitre 6

Le soutien de la Banque mondiale et du FMI aux dictatures

Après la seconde guerre mondiale, dans une partie croissante du Tiers Monde, les politiques mises en place tournent le dos aux anciennes puissances coloniales. Cette orientation rencontre l'opposition ferme des gouvernements des grands pays capitalistes industrialisés qui ont une influence déterminante sur la Banque mondiale et le FMI. Les projets de la Banque ont un fort contenu politique: endiguer le développement de mouvements qui remettent en cause la domination exercée par les grandes puissances capitalistes. L'interdiction de prendre en compte les considérations « politiques » et « non économiques » dans les opérations de la Banque, l'une des plus importantes conditions de ses statuts, est contournée systématiquement. La partialité politique des institutions de Bretton Woods est démontrée par le soutien financier apporté notamment aux dictatures qui ont sévi au Chili, au Brésil, au Nicaragua, au Congo-Kinshasa et en Roumanie.

La fronde anti-coloniale et anti-impérialiste du Tiers Monde

Après 1955, l'esprit de la Conférence de Bandoeng (Indonésie)[1] souffle sur une grande partie de la planète. Elle fait suite à la défaite française au Vietnam (1954) et précède la nationalisation du canal de Suez par Nasser (1956). Viennent les révolutions cubaine (1959) et algérienne (1954-1962), la relance de la lutte d'émancipation au Vietnam... Dans une partie croissante du Tiers Monde, les politiques mises en place tournent le dos aux anciennes puissances coloniales. On note

1 La Conférence de Bandoeng tenue en 1955 a été convoquée par le président indonésien Soekarno. Elle est le point de départ du mouvement des non-alignés. Soekarno, Tito et Nehru étaient des dirigeants qui incarnaient l'espoir du Tiers Monde face à l'ancien système colonial de domination. Voici un extrait du discours de Soekarno lors de l'ouverture de la conférence : *« Le fait que les leaders des peuples asiatiques et africains peuvent se rencontrer dans un de leurs propres pays pour discuter et délibérer de leurs affaires communes constitue un nouveau départ dans l'histoire (...). Aucun peuple ne peut se sentir libre tant qu'une partie quelconque de sa patrie n'est pas libre. Comme la paix, la liberté n'est pas indivisible. (...) On nous dit souvent que le colonialisme est mort. Ne nous laissons pas illusionner, ou même endormir, par cette formule trompeuse. Je vous assure que le colonialisme est bien vivant. Comment peut-on affirmer le contraire quand de vastes régions d'Asie et d'Afrique ne sont pas libres ? (...) Le colonialisme moderne se présente aussi sous la forme du contrôle économique, du contrôle intellectuel et du contrôle physique, exercés par une communauté étrangère à l'intérieur de la nation. C'est un ennemi habile et décidé qui se manifeste sous divers déguisements ; il ne lâche pas facilement son butin. N'importe où, n'importe quand, et quelle que soit la forme sous laquelle il apparaisse, le colonialisme est un mal qu'il faut éliminer de la surface du monde. » (*Source : *Le Monde diplomatique,* « Les objectifs de la Conférence de Bandoeng », mai 1955, p.1).

une tendance à la substitution des importations et au développement des politiques tournées vers le marché intérieur. Cette orientation rencontre l'opposition ferme des gouvernements des grands pays capitalistes industrialisés qui ont une influence déterminante sur la Banque mondiale et le FMI. Une vague de régimes nationalistes bourgeois qui mènent des politiques populaires (Nasser en Egypte, Nehru en Inde, Peron en Argentine, Goulart au Brésil, Soekarno en Indonésie, Nkrumah au Ghana...) et de régimes à orientation explicitement socialiste (Cuba, Chine populaire) déferle.

Dans ce contexte, les projets de la Banque mondiale ont un fort contenu politique: endiguer le développement de mouvements qui remettent en cause la domination exercée par les grandes puissances capitalistes.

Pouvoir d'intervention de la Banque mondiale dans les économies nationales

Dès les années 1950, la Banque met en place un réseau d'influence qui lui servira grandement plus tard. Elle se met à créer, dans le Tiers Monde, une demande de ses services. L'influence dont elle jouit maintenant découle en grande partie des réseaux d'agences qu'elle a construits dans les États qui sont devenus ses clients et, par la même occasion, ses débiteurs. La Banque exerce une véritable politique d'influence pour soutenir son réseau de prêts.

A partir des années 1950, un des premiers buts de la politique de la Banque est la « construction d'institutions« qui prend le plus souvent la forme de créations d'agences para-gouvernementales à l'intérieur des pays clients de la Banque[2]. De telles agences sont intentionnellement fondées de sorte qu'elles soient relativement indépendantes financièrement de leurs gouvernements et hors du contrôle des institutions politiques locales, notamment les parlements nationaux. Elles constituent des relais naturels de la Banque à laquelle elles doivent beaucoup, à commencer par leur existence, voire dans certains cas leur financement.

La création de telles agences a été l'une des stratégies les plus importantes de la Banque mondiale pour s'insérer dans les économies politiques des pays du Tiers Monde.

Opérant selon leurs propres règles (fréquemment élaborées selon les suggestions de la Banque), étoffées de technocrates sympathisants poussés et soutenus par la Banque, ces agences servent à créer une source stable et digne de confiance pour ce dont la Banque a besoin: des propositions de prêts « viables ». Elles fournissent aussi à la Banque des bases de pouvoir parallèle à travers lesquelles elle a été capable de transformer les économies nationales, en fait des sociétés

2 Bruce Rich cite comme exemples d'agences fondées grâce à la Banque mondiale: en Thaïlande, la *Industrial Finance Corporation of Thailand* (IFCT), le *Thai Board of Investment* (BOI), *the National Economic and Social Development Board* (NESDB) et la *Electrical Generating Authority of Thailand* (EGAT) ; en Inde, le *National Thermal Power Corporation* (NPTC), le *Northern Coal Limited* (NCL)… (voir Bruce RICH, 1994. *Mortgaging the earth*, p.13 et 4

entières, sans la procédure exigeante du contrôle démocratique et des débats contradictoires.

La Banque fonde, en 1956, avec un important soutien financier des Fondations Ford et Rockefeller, l'Institut de Développement Economique *(Economic Development Institute)* qui offre des stages de formation de six mois à des délégués officiels des pays membres. *« Entre 1956 et 1971, plus de 1 300 délégués officiels étaient passés par l'Institut, un certain nombre d'entre eux avait atteint la position de Premier ministre, de ministre de la Planification ou des Finances»*[3].

Les implications de cette politique sont inquiétantes: l'étude par le *International Legal Center* (ILC) à New York de l'action de la Banque en Colombie entre 1949 et 1972 conclut que les agences autonomes établies par la Banque ont un impact profond sur la structure politique et sur l'évolution sociale de la région tout entière, affaiblissant *« le système des partis politiques et minimisant les rôles du législatif et du judiciaire »*.

On peut considérer que, dès les années 1960, la Banque a établi des mécanismes uniques et nouveaux en vue d'une intervention continuelle dans les affaires internes des pays emprunteurs. Pourtant, la Banque nie vigoureusement que de telles interventions soient politiques: au contraire, elle insiste sur le fait que sa politique n'a rien à voir avec les structures de pouvoir et que les affaires politiques et économiques existent séparément.

La politique de prêt de la Banque mondiale est influencée par des considérations politiques et géostratégiques

L'art. IV section 10 stipule: *« La Banque et ses responsables n'interféreront pas dans les affaires politiques d'un quelconque membre et il leur est interdit de se laisser influencer dans leurs décisions par le caractère politique du membre ou des membres concernés. Seules des considérations économiques peuvent influer sur leurs décisions et ces considérations seront soupesées sans parti pris, en vue d'atteindre les objectifs (fixés par la Banque) stipulés dans l'art. I »*.

Malgré cela, l'interdiction de prendre en compte les considérations « politiques » et « non économiques » dans les opérations de la Banque, l'une des plus importantes conditions de ses statuts, est contournée systématiquement. Et ce, dès le début de son existence. Comme mentionné dans le chapitre précédent, la Banque refuse de prêter à la France après la libération tant que les communistes sont au gouvernement (quelques jours après leur départ du gouvernement en mai 1947, le prêt demandé et bloqué jusque là est accordé).

---

3 RICH, Idem, p. 76. Voir également : STERN Nicholas et FERREIRA Francisco. 1997. « The World Bank as 'intellectual actor' » in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century*, Volume 2, p.583-585.

La Banque agit de manière répétée en contradiction avec l'article IV de ses statuts. En effet, la Banque opère régulièrement des choix en fonction de considérations politiques. La qualité des politiques économiques menées n'est pas l'élément déterminant dans son choix. La Banque prête régulièrement de l'argent aux autorités d'un pays en dépit de la mauvaise qualité de leur politique économique et d'un haut niveau de corruption: l'Indonésie et le Zaïre en sont deux cas emblématiques. Plus précisément, les choix de la Banque relatifs à des pays qui représentent un enjeu politique majeur aux yeux de ses principaux actionnaires sont régulièrement liés aux intérêts et à l'orientation de ceux-ci, à commencer par les États-Unis.

Les choix de la Banque et de son jumeau, le FMI, de 1947 jusqu'à l'effondrement du bloc soviétique[4], sont largement déterminés par les critères suivants:

- éviter le maintien de modèles autocentrés;
- soutenir financièrement de grands projets (Banque mondiale) ou des politiques (FMI) qui permettent d'augmenter les exportations des principaux pays industrialisés;
- refuser d'aider des régimes considérés comme des menaces par le gouvernement des États-Unis et d'autres actionnaires importants;
- tenter de modifier la politique de certains gouvernements des pays dits socialistes afin d'affaiblir la cohésion du bloc soviétique. C'est dans ce cadre qu'un soutien a été apporté à la Yougoslavie qui s'est retirée du bloc dominé par Moscou à partir de 1948 ou à la Roumanie à partir des années 1970 au moment où Ceausescu exprimait des velléités d'éloignement à l'égard du Comecon et du Pacte de Varsovie;
- soutenir des alliés stratégiques du bloc capitaliste occidental, des États-Unis en particulier (exemples: l'Indonésie de 1965 à aujourd'hui, le Zaïre de Mobutu de 1965 à 1997, les Philippines sous Marcos, le Brésil de la dictature à partir de 1964, le Nicaragua du dictateur Somoza, l'Afrique du Sud de l'Apartheid);
- tenter d'éviter ou de limiter, autant que faire se peut, un rapprochement des gouvernements des PED avec le bloc soviétique ou la Chine: essayer par exemple d'éloigner l'Inde et l'Indonésie du temps de Soekarno de l'URSS;
- tenter, à partir de 1980, d'intégrer la Chine dans le jeu d'alliances des États-Unis.

Pour mener cette politique, la Banque mondiale et le FMI appliquent une tactique généralisée: ils sont plus souples à l'égard d'un gouvernement de droite (moins exigeants en termes d'austérité antipopulaire) s'il est confronté à une forte opposition de gauche qu'à l'égard d'un gouvernement de gauche confronté à une forte opposition de droite. Concrètement, cela signifie que ces institutions vont

4 Ce qui coïncide avec la période de la guerre froide.

mener la vie dure à un gouvernement de gauche confronté à une opposition de droite de manière à l'affaiblir et à favoriser l'accession de la droite au pouvoir. Selon la même logique, elles seront moins exigeantes à l'égard d'un gouvernement de droite confronté à une opposition de gauche afin d'éviter de l'affaiblir et d'empêcher la gauche d'accéder au pouvoir. L'orthodoxie monétariste est à géométrie variable: les variations dépendent bien de facteurs politiques et géostratégiques.

Quelques cas concrets - le Chili, le Brésil, le Nicaragua, le Zaïre et la Roumanie - illustrent ce qui vient d'être avancé: ils traitent à la fois des choix de la Banque et du FMI puisque ces choix sont déterminés *grosso modo* par les mêmes considérations et soumis aux mêmes influences.

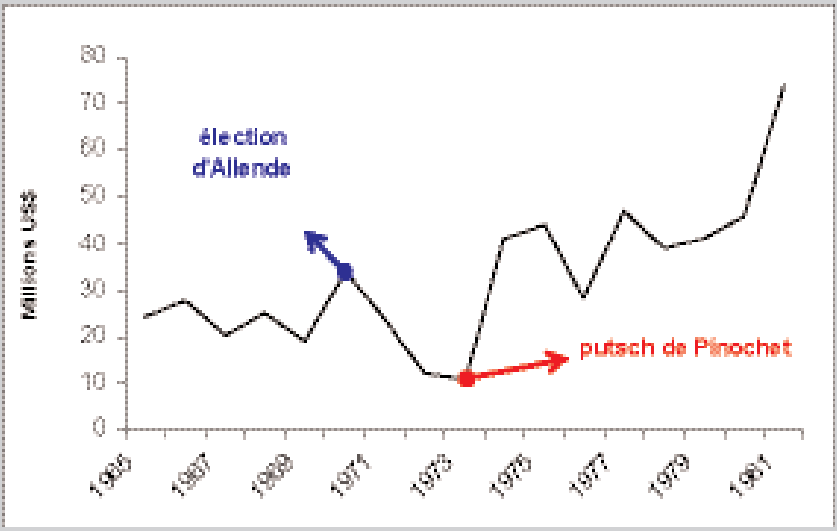
Le FMI et la Banque mondiale n'hésitent pas à appuyer des dictatures quand ils (et d'autres grandes puissances capitalistes) le trouvent opportun. Les auteurs du *Rapport mondial sur le développement humain* réalisé par le PNUD (édition 1994) l'écrivent noir sur blanc: *« De fait, l'aide versée par les États-Unis pendant les années 1980 est inversement proportionnelle au respect des droits de l'homme. Les donateurs multilatéraux ne semblent pas non plus encombrés de telles considérations. Ils semblent en effet préférer les régimes autoritaires, considérant sans ciller que ces régimes favorisent la stabilité politique et sont mieux à même de gérer l'économie. Lorsque le Bangladesh et les Philippines ont mis fin à la loi martiale, leur part respective dans l'ensemble des prêts de la Banque mondiale a diminué »*[5].

5 PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain,* 1994, p.81.

La partialité politique des Institutions financières internationales (IFI) : exemples de soutien financier aux dictatures

Soutien à la dictature du général Augusto Pinochet au Chili

Graphique 1. CHILI : les déboursements multilatéraux



Source : *Banque mondiale, CD-Rom GDF, 2001*

Le Chili, sous le gouvernement démocratiquement élu de Salvador Allende (1970 -1973), ne reçoit pas de prêts de la Banque mais sous le gouvernement Pinochet, après le coup militaire de 1973, le pays devient subitement crédible. Pourtant, aucun dirigeant de la Banque et du FMI n'ignore le caractère profondément autoritaire et dictatorial, pour tout dire criminel, du régime Pinochet. Le lien entre la politique de prêts et le contexte géopolitique est ici patent. Un des collaborateurs principaux de Robert McNamara, Mahbub ul Haq, rédige en 1976, dans un mémorandum, une note très critique intitulée « Les erreurs de la Banque mondiale au Chili »[6] afin de modifier l'orientation de la Banque. On peut y lire: *« Nous avons échoué à appuyer les objectifs fondamentaux du régime d'Allende, que ce soit dans nos rapports ou publiquement* ». Robert McNamara décide d'ignorer[7].

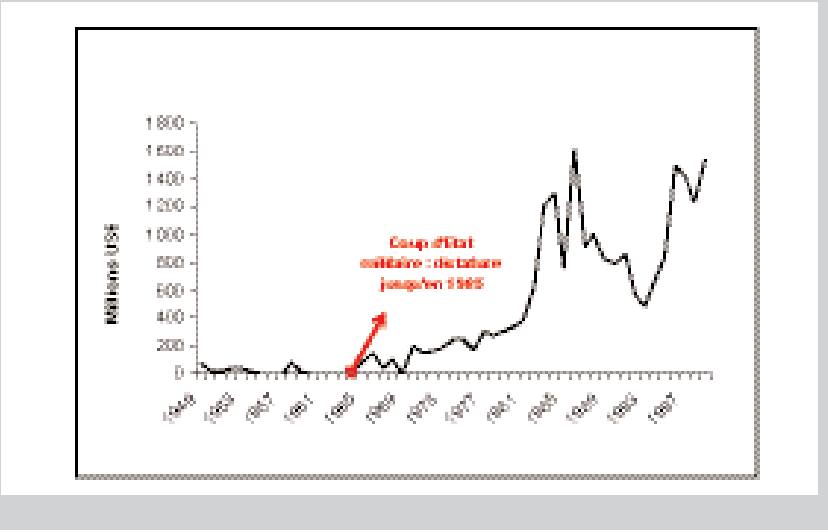
6 MAHBUB UL HAQ, *« The Bank's mistakes in Chile »*, April 26, 1976.

7 KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century,* Volume 1, p. 301

Mahbub ul Haq essaie, sans succès, de convaincre la direction de la Banque de suspendre les prêts à Pinochet car il est *« en train de restaurer une société économiquement élitiste instable»*. Il ajoute que la politique de Pinochet *« a aggravé l'inégalité de distribution de revenu dans le pays »* [8].

Soutien à la junte militaire au Brésil après le renversement du président Joao Goulart

Graphique 2. BRESIL : déboursements de la Banque mondiale



Source : *Banque mondiale, CD-Rom GDF, 2001*

Le régime démocratique du président Joao Goulart est renversé par les militaires en avril 1964. Les prêts de la Banque et du FMI qui ont été suspendus pendant trois années reprennent très peu de temps après[9].

Résumé succinct des événements: en 1958, le président brésilien Kubitschek doit entrer en négociation avec le FMI afin de recevoir un prêt de 300 millions de dollars de la part des États-Unis. Finalement, Kubitschek refuse les conditions imposées par le FMI et se passe du prêt des États-Unis. Cela lui vaut une grande popularité.

8 Memorandum, Mahbub ul Haq to Robert S. Mcnamara, « Chile Country Program Paper – Majority Policy Issues« , July 12, 1976.

9 On trouve une analyse des faits résumés ci-après dans: PAYER, Cheryl. 1974. *The Debt Trap: The International Monetary Fund and the Third World,* Monthly Review Press, New York and London, p. 143-165.

Son successeur, Joao Goulart, annonce qu'il va mettre en pratique une réforme agraire radicale et qu'il va procéder à la nationalisation des raffineries de pétrole: il est renversé par les militaires. Le lendemain du coup, les États-Unis reconnaissent le nouveau régime militaire. Quelque temps après, la Banque et le FMI reprennent la politique de prêts suspendue. De leur côté, les militaires abolissent les mesures économiques critiquées par les États-Unis et le FMI. A noter que les institutions financières internationales considèrent que le régime militaire prend de saines mesures économiques *(sound economic measures)*[10]. Pourtant le PIB baisse de 7% en 1965 et des milliers d'entreprises tombent en faillite. Le régime organise une forte répression, interdit les grèves, provoque une forte chute des salaires réels, supprime les élections au suffrage direct, décrète la dissolution des syndicats et recourt régulièrement à la torture.

Depuis son premier voyage effectué en mai 1968, Robert McNamara se rend régulièrement au Brésil où il ne manque pas de rencontrer le gouvernement des militaires. Les rapports publics de la Banque font systématiquement les louanges de la politique de la dictature en ce qui concerne la réduction des inégalités[11]. En interne, cependant, les discussions peuvent tourner à l'aigre. Lorsque le sous-directeur du département Projet, Bernard Chadenet, déclare que l'image de la Banque va se dégrader suite au soutien qu'elle apporte au gouvernement répressif du Brésil, Robert McNamara reconnaît qu'il y a une répression très forte (*« a tremendous amount of repression »*). Mais il ajoute que *« ce n'était pas nécessairement très différent de ce qui avait lieu lors des gouvernements antérieurs et ça ne semblait pas bien pire que dans d'autres pays membres de la Banque. Est-ce que le Brésil était pire que la Thaïlande? »*[12]. Quelques jours plus tard, Robert McNamara poursuit: *« Il ne semblait pas y avoir la possibilité d'une alternative viable au gouvernement des généraux »*[13]. La Banque mondiale se rend bien compte que les inégalités ne diminuent pas et que ses prêts dans l'agriculture renforcent les grands propriétaires. Elle décide néanmoins de poursuivre les prêts car ce qu'elle veut absolument, c'est mettre le gouvernement sous influence. Or, à ce niveau, elle rencontre un échec patent : les militaires font preuve d'une méfiance profonde face à la volonté de la Banque d'augmenter sa présence. Finalement, à la fin des années 1970, ils profitent d'une profusion de prêts des banquiers privés internationaux octroyés à un taux d'intérêt inférieur à ceux de la

10 En 1965, le Brésil signe un *Stand-by Agreement* avec le FMI, reçoit de nouveaux crédits et voit sa dette extérieure restructurée par les États-Unis, plusieurs pays créanciers d'Europe et le Japon. Après le coup militaire, les prêts passent de zéro à une moyenne de 73 millions de dollars US par an pour le reste des années 1960 et atteignent un niveau de presque un demi milliard de dollars US par an au milieu des années 1970.

11 Détails dans KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century*, Volume 1, p. 274-282

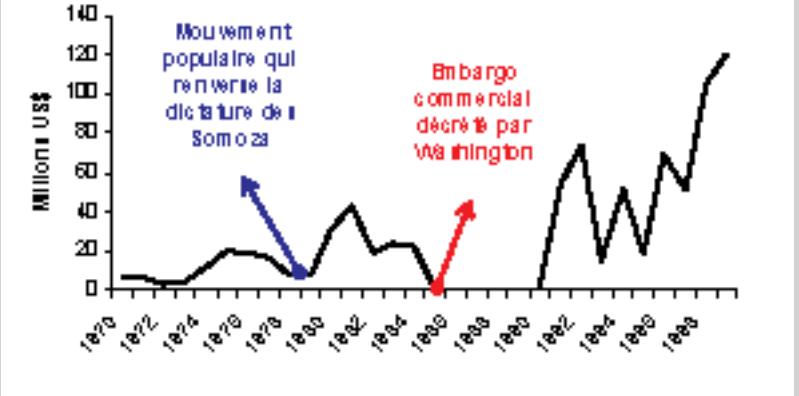
12 WORLD BANK, « Notes on Brazil Country Program Review, December 2, 1971« in Détails dans KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century*, Volume 1, p. 276.

13 KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century*, Volume 1, p. 27

Banque.

Après avoir soutenu la dictature d'Anastasio Somoza, la Banque mondiale met fin aux prêts après l'élection du sandiniste Daniel Ortega à la présidence du Nicaragua

Graphique 3. NICARAGUA : déboursements de la Banque mondiale



Source : *Banque Mondiale, CD-ROM GDF, 2001*

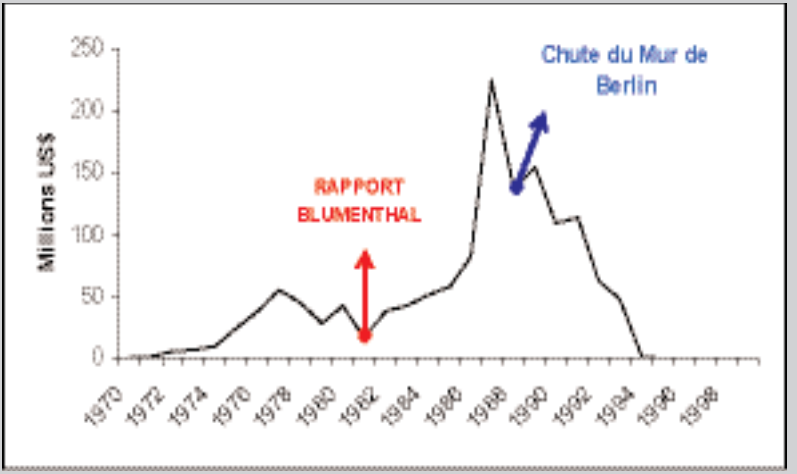
Alors que le clan des Somoza est au pouvoir au Nicaragua depuis les années 1930 grâce à une intervention militaire des États-Unis, un puissant mouvement populaire triomphe de la dictature le 19 juillet 1979 et provoque la fuite du dictateur Anastasio Somoza. Les Somoza, détestés du peuple, ont accaparé une très grande partie des richesses du pays et ont favorisé l'implantation de grandes entreprises étrangères, surtout états-uniennes. La dictature d'Anastasio Somoza a bénéficié de nombreux prêts de la Banque mondiale. A la chute de la dictature, un gouvernement d'alliance se met en place regroupant l'opposition démocratique traditionnelle (dirigée par des chefs d'entreprise) et les révolutionnaires sandinistes qui ne cachent ni leur sympathie pour Cuba ni leur disposition à entreprendre certaines réformes (réforme agraire, nationalisation de certaines entreprises étrangères, confiscation des terres appartenant au clan des Somoza, programme d'alphabétisation…). Washington, qui a soutenu Anastasio Somoza jusqu'au bout, considère que ce nouveau gouvernement fait peser une menace de contagion communiste en

Amérique centrale. L'administration Carter, en poste au moment du renversement de la dictature, n'adopte pourtant pas immédiatement une attitude agressive. Mais les choses changent immédiatement quand Ronald Reagan entre à la Maison blanche. Il annonce (1981) sa volonté de faire tomber les Sandinistes; il soutient financièrement et militairement une rébellion composée des anciens membres de la garde nationale (*« Contrarevolucionarios »* ou *« Contras »*). L'aviation des États-Unis mine plusieurs ports nicaraguayens. Face à cette hostilité, la politique du gouvernement à majorité sandiniste se radicalise… Lors des élections de 1984 qui se déroulent de manière démocratique pour la première fois depuis un demi-siècle, le sandiniste Daniel Ortega est élu président avec 67% des suffrages. L'année suivante, les États-Unis décrètent un embargo commercial contre le Nicaragua, qui isole le pays par rapport aux investisseurs étrangers. La Banque mondiale, quant à elle, stoppe ses prêts à partir de la victoire sandiniste aux élections présidentielles. Comme indiqué dans le chapitre précédent, les Sandinistes tentent alors activement de convaincre la Banque mondiale de reprendre les prêts[14]. Ils sont même disposés à appliquer un plan d'ajustement structurel draconien. La Banque décide cependant de ne pas donner suite et elle ne reprend les prêts qu'après la défaite électorale des Sandinistes aux élections de février 1990 qui voient la victoire de Violeta Barrios de Chamorro, candidate conservatrice sou-

14 Déclaration de David Knox, vice-président de la Banque mondiale pour l'Amérique latine: *« Un de mes cauchemars était ce que nous ferions si les Nicaraguayens commençaient à mettre en place des politiques que nous pourrions soutenir. Je craignais que la pression politique et pas seulement de la part des États-Unis soit si forte qu'elle nous empêcherait d'aider le pays »* in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. The World Bank, Its First Half Century, Volume 1: History, note 95 p. 1058

tenue par les États-Unis.

Graphique 4. CONGO-KINSHASA (ZAÏRE SOUS MOBUTU) : déboursements de la Banque mondiale



Source : *Banque Mondiale, CD-ROM GDF, 2001*

Soutien à la dictature de Mobutu

Déjà en 1962, un rapport du secrétaire général des Nations unies informe que Mobutu a détourné plusieurs millions de dollars, destinés à financer les troupes. En 1982, un fondé de pouvoir du FMI, Erwin Blumenthal, banquier allemand, ancien responsable du département des Affaires étrangères de la Bundesbank, réalise un rapport accablant sur la gestion du Zaïre de Mobutu. Il avertit les créanciers étrangers qu'ils ne doivent pas s'attendre à être remboursés tant que Mobutu est au pouvoir.

Entre 1965 et 1981, le gouvernement zaïrois a emprunté environ 5 milliards de dollars à l'étranger et entre 1976 et 1981, sa dette extérieure fait l'objet de quatre restructurations au Club de Paris pour un montant de 2,25 milliards de dollars.

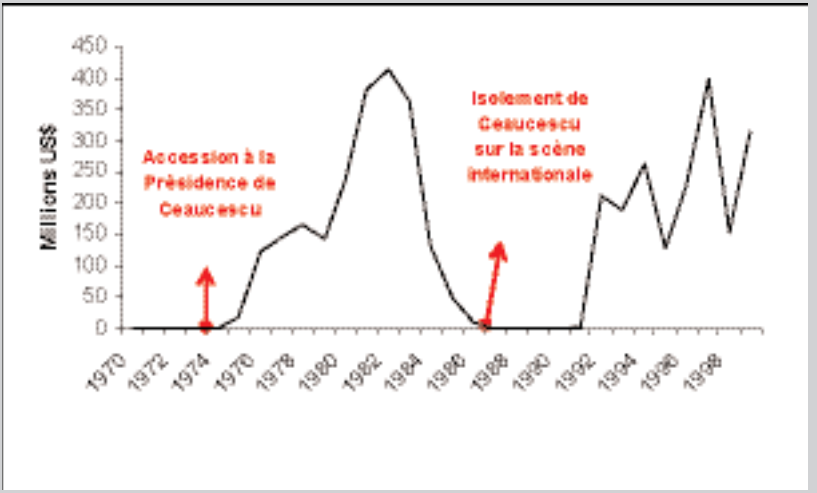
La très mauvaise gestion économique et le détournement systématique par Mobutu d'une partie des prêts n'ont pas amené le FMI et la Banque mondiale à arrêter l'aide au régime dictatorial de Mobutu. Il est frappant de constater qu'après la remise du rapport Blumenthal, les déboursements effectués par la Banque

15 Les historiens de la Banque écrivent qu'en 1982: *« Séduits par la ruse de Mobutu et ses promesses de réformes et par les pressions des États-Unis, de la France et de la Belgique, la Banque s'est aventurée au Zaïre dans un programme d'ajustement structurel ambitieux. »* in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century*, Volume 1: History, p. 702

augmentent[15] (ceux du FMI également mais ils ne sont pas repris dans le graphique). Manifestement, les choix de la Banque et du FMI ne sont pas déterminés principalement par le critère de la bonne gestion économique. Le régime de Mobutu est un allié stratégique des États-Unis et d'autres puissances influentes au sein des institutions de Bretton Woods (par exemple, la France et la Belgique) tant que dure la guerre froide. A partir de 1989-1991, avec la chute du Mur de Berlin suivie plus tard de l'implosion de l'Union soviétique, le régime de Mobutu perd de son intérêt. D'autant que dans beaucoup de pays d'Afrique (dont le Zaïre) se déroulent des conférences nationales qui mettent en avant la revendication démocratique. Les prêts de la Banque commencent à diminuer pour cesser complètement au milieu des années 1990.

Soutien de la Banque à la dictature de Ceausescu en

Graphique 5. ROUMANIE : déboursements de la Banque mondiale



Source : *Banque Mondiale, CD-ROM GDF, 2001*

Roumanie

A partir de 1947, la Roumanie s'intègre au bloc soviétique. En 1972, la Roumanie est le premier pays du glacis soviétique à rejoindre la Banque.

Ceausescu est depuis 1965 secrétaire général du Parti Communiste au pouvoir; en 1968, il critique l'intervention de l'URSS en Tchécoslovaquie et les troupes de la Roumanie n'interviennent pas avec celles du Pacte de Varsovie. Cette prise de

16 VAN DE LAAR, Aart. 1980. *The World Bank and the Poor*, Martinus Nijhoff Publishing, Boston/The Hague/London, p.40.

distance par rapport à Moscou décide visiblement Washington, via la Banque mondiale, à envisager des relations étroites avec le régime roumain.

La Banque entreprend dès 1973 de négocier avec Bucarest le début d'une politique de prêts qui atteint très vite un volume tout à fait appréciable. En 1980, la Roumanie devient le huitième en importance sur la liste des emprunteurs de la Banque. Un des historiens de la Banque, Aart van de Laar, raconte une anecdote significative qui remonte à 1973. Il assistait début 1973 à une réunion de la direction de la Banque qui avait à son agenda le début de l'octroi de prêts à la Roumanie. Devant l'incrédulité de certains dirigeants qui critiquaient l'absence de rapport fouillé sur la Roumanie, Robert McNamara aurait déclaré qu'il avait une grande confiance dans la moralité financière des pays socialistes en terme de remboursement de la dette. Ce à quoi un des vice-présidents de la Banque, présent à la réunion, aurait répondu que *« le Chili d'Allende n'était peut-être pas encore devenu assez socialiste »*[16]. Robert McNamara serait resté de glace.

Le choix de la Banque ne repose pas sur des critères économiques convaincants. En effet, *primo,* alors que la Banque a régulièrement refusé de prêter à un pays qui n'avait pas réglé d'anciennes dettes souveraines, elle commence à prêter à la Roumanie sans que celle-ci soit arrivée à mettre fin à un litige portant sur d'anciennes dettes. *Secundo,* l'essentiel des échanges économiques de la Roumanie est réalisé à l'intérieur du Comecon en devises inconvertibles: comment pourrait-elle rembourser les prêts en devises fortes? *Tertio,* la Roumanie refuse au départ de communiquer des informations économiques requises par la Banque. Ce sont donc manifestement des considérations politiques qui décidèrent la Banque à entamer des relations étroites avec la Roumanie. Il s'agit de déstabiliser l'URSS et le bloc soviétique dans le contexte de la guerre froide en entretenant des relations étroites avec la Roumanie. Le manque de démocratie interne et la répression policière systématique n'ont pas l'air de dissuader davantage la Banque dans ce cas comme dans d'autres.

Au contraire, la Roumanie devient un des plus gros clients de la Banque qui finance des grands projets (mines de charbon à ciel ouvert, centrales électriques thermiques) dont les effets négatifs en terme de pollution sont facilement décelables. Pour l'exploitation des mines de charbon à ciel ouvert, les autorités roumaines déplacent des populations qui, jusque là, étaient actives dans l'agriculture. Dans un autre domaine, la Banque soutient la politique de planification des naissances qui vise à augmenter le taux de natalité.

En 1982, quand la crise de la dette éclate à l'échelle internationale, le régime roumain décide d'imposer à la population une thérapie de choc. La Roumanie réduit très fortement ses importations afin de dégager des surplus en devises de manière à rembourser la dette extérieure à rythme forcé. Les conséquences sont terribles pour les populations. Mais comme l'écrivent les auteurs du livre com-

---

17 KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century*, Volume 1: History, p. 702

mandité par la Banque pour commémorer son premier demi-siècle d'existence: *« La Roumanie était en un sens un débiteur 'modèle', du moins du point de vue des créanciers »*[17].

Conclusion

Contrairement à la section 10 de l'article 4 des statuts de la Banque mondiale, cette dernière et le FMI ont systématiquement prêté à des États afin d'influencer leur politique. Les exemples repris dans cette étude montrent que les intérêts politiques et stratégiques des grandes puissances capitalistes sont déterminants dans leurs choix. Ces grandes puissances ont soutenu et aidé financièrement des régimes dont la politique économique ne répondait pourtant pas aux critères officiels des institutions financières internationales (IFI) et bien qu'ils ne respectent pas les droits humains. Par ailleurs, des régimes considérés hostiles aux intérêts des grandes puissances ont été privés des prêts sous prétexte qu'ils ne respectaient pas les critères économiques définis par les IFI.

Il ne faudrait pas croire que cette politique des institutions de Bretton Woods a été abandonnée à la fin de la guerre froide, elle se poursuit jusqu'à nos jours: prêts à la Russie de Boris Eltsine, à l'Indonésie de Mohammed Suharto jusqu'à sa chute en 1998, au Tchad de Idriss Déby, à la Chine populaire, à l'Irak sous occupation étrangère…

Chapitre 7

La Banque mondiale et les Philippines

L'indépendance des Philippines concédée par les États-Unis en 1946 ouvre une période de prospérité pour le pays. En raison d'enjeux géostratégiques, après la seconde guerre mondiale, Washington permet au gouvernement philippin de mener une politique qu'il interdit ailleurs.

Le gouvernement philippin peut donc se permettre la mise en place de politiques indépendantes, favorables au développement de l'économie du pays. Cette situation finit par incommoder les États-Unis, et avec le soutien du FMI et de la Banque mondiale, les Conservateurs, majoritaires au Congrès philippin suite aux élections de 1959, imposent à partir de 1962 des politiques très différentes, qui vont provoquer hémorragie des capitaux, surendettement, dévaluation et perte de revenus pour la population. C'est dans ce contexte de crise que Ferdinand Marcos proclame la loi martiale en 1972. La Banque mondiale applaudit le dictateur qui mène une politique conforme aux vœux de Washington. La corruption massive accroît le mécontentement et finit par provoquer en 1986 la chute de Ferdinand Marcos au profit de Corazón Aquino, leader de l'opposition démocratique mais intimement liée aux grands propriétaires des plantations. Corazón Aquino mène une politique économique néo-libérale intransigeante, dans la meilleure tradition de la Banque mondiale et déçoit profondément le peuple.

Les Philippines reviennent aux États-Unis dont ils ont pris le contrôle après leur victoire militaire contre l'Espagne en 1898 (au cours de seconde guerre mondiale c'est le Japon qui occupera ce pays). Les Philippines obtiennent leur indépendance à l'égard des États-Unis en 1946 mais ceux-ci imposent certaines conditions: taux de change fixe entre le peso philippin et le dollar américain afin de prémunir les entreprises états-uniennes contre les effets d'une dévaluation, accords de libre échange, etc. Au début, cela se passe sans trop de heurts car les États-Unis procurent beaucoup de dollars aux Philippines, notamment via une forte présence militaire.

Mais à partir de 1949, le flux des dollars se tarit. Le gouvernement philippin instaure alors un fort contrôle sur le change de monnaie afin d'éviter une hémorragie de devises. On interdit aux firmes privées d'emprunter à l'étranger. Le gouvernement des États-Unis et le FMI tolèrent cette mesure pour préserver leurs bonnes relations avec leur allié philippin. L'introduction du contrôle des changes, des mouvements de capitaux et des importations ouvre une période de vaches

grasses pour l'économie philippine avec un développement de l'industrialisation du pays. Cela dure douze ans, jusqu'au moment où les États-Unis, le FMI et la Banque mondiale obtiennent l'abandon de ces mesures de contrôle en 1962[1].

Au cours de la décennie 1950, le secteur manufacturier connaît une croissance annuelle de 10 à 12%, l'inflation ne dépasse pas 2% par an, les Philippines accumulent des réserves de change et la dette externe est très faible. Mais cela ne fait pas que des heureux: les entreprises états-uniennes et autres se plaignent de devoir réinvestir tous leurs bénéfices dans l'économie du pays. En effet, les capitalistes exportateurs, qu'ils soient philippins ou étrangers, doivent remettre leurs revenus d'exportation en dollars à la banque centrale qui leur rend des pesos à un taux désavantageux. Cela procure d'importants revenus à l'État. Le gouvernement philippin, fort de son succès, exige des États-Unis en 1954 qu'ils modifient les règles du jeu imposées lors de l'indépendance de 1946. Washington accepte et cela consolide la position des autorités philippines.

Bien sûr, il ne faut pas idéaliser le succès philippin: la société est restée capitaliste, elle est marquée par de profondes inégalités, l'industrialisation se fait surtout dans l'assemblage. Cependant, en comparaison de ce qui arrive depuis 1962, on ne peut s'empêcher de penser que la situation des années 1950 était prometteuse. C'est bien cela qui provoque une offensive conjointe des États-Unis, du FMI et de la Banque mondiale en alliance avec les secteurs les plus conservateurs des classes dominantes philippines pour forcer l'abandon de l'expérience.

Les conservateurs, majoritaires au Congrès philippin suite aux élections de 1959, imposent à partir de 1962 l'abandon du contrôle sur les mouvements de capitaux. Le FMI et le gouvernement des États-Unis applaudissent et un prêt de 300 millions de dollars est immédiatement accordé.

L'abandon du contrôle entraîne une hémorragie de capitaux vers l'étranger qui est jugulée à coups d'emprunts extérieurs. La dette externe est multipliée par sept entre 1962 et 1969: elle passe de 275 millions à 1 880 millions de dollars!

Les exportateurs philippins de produits agricoles et de matières premières ainsi que les transnationales exultent car leurs profits explosent. En contrepartie, le secteur manufacturier travaillant pour le marché intérieur décline rapidement. En 1970, il faut dévaluer très fortement le peso. Les salaires et les revenus des petits producteurs s'effondrent.

C'est dans ce cadre de crise des politiques soutenues par les États-Unis, le FMI, la Banque mondiale et les conservateurs que Ferdinand Marcos instaure en 1972 une dictature dont le but ultime est la consolidation par la force de la politique néolibérale.

Un an plus tard, de l'autre côté du Pacifique, Augusto Pinochet prend le pou-

1 Précisément, à la même époque, Washington imposait un contrôle strict sur les sorties de capitaux et sur le change. Faites ce que je vous dis de faire, pas ce que je fais...

voir au Chili avec les mêmes objectifs, les mêmes maîtres et les mêmes appuis!

Le rôle de la Banque mondiale

Les premiers prêts de la Banque mondiale aux Philippines remontent à 1958 mais jusqu'à l'arrivée de Robert McNamara à la présidence de la Banque en 1968, ceux-ci restent très faibles. Robert McNamara considère que les Philippines, où se trouvent des bases militaires des États-Unis, tout comme l'Indonésie et la Turquie, représentent un tel enjeu stratégique qu'il faut à tout prix renforcer leurs liens avec la Banque mondiale. Prêter de l'argent est un moyen de pression. Les historiens de la Banque mondiale n'hésitent pas à écrire: *« McNamara et son équipe étaient préoccupés par les réformes politiques faites par le Parlement philippin. Les Philippines représentaient alors un cas où la loi martiale avait déclenché un grand volume de prêts de la Banque. Marcos a écarté le Parlement et a commencé à gouverner par décrets présidentiels en août 1972. McNamara et les fonctionnaires de la banque ont salué ce changement »*[2] . Un des premiers actes posés par Ferdinand Marcos après avoir instauré la dictature consiste à supprimer le plafond d'endettement public que le Parlement philippin a instauré en 1970. La réglementation abrogée fixait à un milliard de dollars la marge d'endettement du gouvernement avec un plafond annuel de 250 millions de dollars. Ferdinand Marcos fait sauter ce verrou, ce qui ravit la Banque mondiale[3]. Robert McNamara annonce que la Banque mondiale est disposée à multiplier au moins par deux les montants prêtés[4]. Il est trop tard pour augmenter les prêts pour 1973 au grand dam de Robert McNamara. Qu'à cela ne tienne: la Banque met les bouchées doubles et en 1974, elle multiplie par 5,5 le montant de 1973 (165 millions au lieu de 30)[5].

La Banque mondiale et le FMI sont à ce point publiquement derrière la dictature qu'ils organisent leur assemblée annuelle en 1976 à Manille. Cette année-là, Bernard Bell, vice-président de la Banque pour l'Asie de l'Est et le Pacifique, déclare: *« Le risque pris en prêtant aux Philippines est inférieur à celui pris à l'é-*

---

2 D. Kapur, J. Lewis, R. Webb, 1997, vol. 1., p. 558.

3 Voir Cheryl Payer, 1991, p. 82

4 Les historiens de la Banque mondiale rendent public un compte-rendu interne d'une réunion au plus haut niveau entre McNamara et ses collègues: *« Une réunion plutôt surprenante! En effet, il n'y a plus été question des critiques des premières années relatives à la politique, à la corruption et à l'inégalité des revenus mais elle a plutôt montré un sentiment généralisé d'assentiment pour l'augmentation des prêts. Et l'équipe du département qui avait préparé un document prudent concernant les Philippines (Country Program P) était sidérée. L'ordre du jour de la réunion est de travailler à l'intérieur du système. (La politique du gouvernement philippin n'est pas nécessairement pire qu'en Thaïlande mais elle fait l'objet de plus de publicité). Nous devons avoir pour objectif de prêter en moyenne 120 millions de dollars par an pour les prochaines années de 1974 à 1978, 50% de plus que ce qui était prévu ».* World Bank, « Notes on the Philippines Country Program Review, July 28, 1972, prepared by H. Schulmann on August 15, 1972, cité par D. Kapur, J. Lewis, R. Webb, 1997, vol. 1., p. 303) (…) *« Un miracle s'est produit aux Philippines. Il est cependant philosophiquement gênant que ce miracle se soit produit sous les auspices d'une dictature militaire. Monsieur Cargill a dit qu'il ne pensait pas que le miracle allait continuer 'mais tant que c'est le cas et seulement tant que c'est le cas, continuons à le soutenir'. lança McNamara ».* Memorandum, Alexis E. Lachman to John Adler, December 27, 1973, with attachment, Philippines Country Program Review, December 19, 1973, cite par D. Kapur, J. Lewis, R. Webb, 1997, vol. 1., p. 304

5 En 1980, la Banque mondiale prêta 400 millions.

gard de la Malaisie ou de la Corée »[5]. A noter également que la Banque mondiale, en collaboration avec les Fondations Ford et Rockfeller, a implanté aux Philippines un des trois centres de recherche de la révolution verte.

Pourtant, Ferdinand Marcos ne mène pas exactement la politique économique voulue par la Banque. La Banque mondiale est désappointée car elle entretient d'excellentes relations avec le dictateur et les universitaires dont il s'est entouré, certains d'entre eux devenant plus tard des fonctionnaires de la Banque tel Gerardo Sicat, ministre de la Planification puis président de la Philippines National Bank, la principale banque du pays.

La Banque mondiale n'exprime aucun désaccord à l'égard de la politique répressive du régime. Par contre, elle s'inquiète de la lenteur à appliquer des réformes structurelles visant à remplacer ce qui reste du modèle d'industrialisation par substitution d'importation par le modèle de promotion d'exportation qu'elle prône. Pour peser davantage sur le gouvernement philippin, elle décide d'accorder deux importants prêts d'ajustement structurel en 1981 et en 1983, visant notamment la promotion des exportations. Elle sait parfaitement que ces prêts vont finir en grande partie sur les comptes en banque de Ferdinand Marcos et de ses généraux, mais elle considère que c'est de fait un dessous de table nécessaire à payer au personnel politique dirigeant pour qu'il accélère la contre réforme néolibérale.

Sur ces entrefaites, une crise bancaire éclate aux Philippines en 1981 suite à une énorme affaire de corruption touchant à la fois les capitalistes et l'appareil d'État. De proche en proche, la crise s'étend à tout le système financier philippin et les deux plus grandes banques publiques sont au bord de la faillite. La crise s'étend de 1981 à 1983-1984. Elle est exacerbée par la crise de la dette externe qui éclate internationalement en 1982. Les banques privées étrangères stoppent tout crédit aux Philippines. C'est un échec patent pour la Banque mondiale et ses bons amis, Ferdinand Marcos, Gerardo Sicat et le premier ministre Cesar Virata.

Le mécontentement populaire monte abruptement. Des secteurs importants des classes dominantes entrent en conflit avec le régime Marcos. Cela s'accentue avec l'assassinat d'un membre de l'oligarchie foncière opposée à Ferdinand Marcos: le sénateur Benigno Aquino, exilé aux États-Unis, est abattu dès son retour à l'aéroport de Manille en août 1983.

En dépit de la montée de l'opposition à Ferdinand Marcos, la Banque mondiale décide de maintenir son soutien au dictateur. En dérogation avec ce qu'elle a planifié, elle augmente fortement ses prêts: 600 millions de dollars en 1983, soit plus du double de l'année précédente (251 millions de dollars en 1982). Les historiens de la Banque mondiale écrivent qu'elle agit loyalement à l'égard d'un vieil

5 cité par D. Kapur, J. Lewis, R. Webb, 1997, vol. 1., p. 304

ami[6].

Les mobilisations populaires se radicalisent et avec l'aide des États-Unis, représentés à Manille par Paul Wolfowitz[7], qui a pourtant accompagné le régime de Marcos jusqu'au bout, le secteur d'opposition des classes dominantes et de l'armée se débarrasse de Ferdinand Marcos et le pousse à l'exil[8]. Corazón Aquino, leader de l'opposition bourgeoise et foncière, veuve de Benigno Aquino, prend la direction du gouvernement en 1986.

La Banque mondiale hésite alors sur la conduite à suivre. Le vice-président de la Banque mondiale pour l'Asie de l'Est et le Pacifique, Attila Karaosmanoglu (voir la partie sur la Turquie), écrit une note interne qui n'a rien d'enthousiasmant sur le nouveau régime démocratique: *« Nous nous attendons à ce que le processus de décision soit plus compliqué que par le passé, à cause de la nature plus collégiale de la nouvelle équipe, du rôle renforcé du législatif et des tendances populistes du nouveau gouvernement* »[9].

Finalement, la Banque mondiale, le FMI et les États-Unis considèrent qu'il faut faire contre mauvaise fortune bon cœur en misant sur la présidente Corazon Aquino car elle s'engage à maintenir son pays dans le bon camp et même à approfondir l'agenda néolibéral. La Banque mondiale prête 300 millions de dollars en 1987 et 200 millions en 1988: il s'agit de mettre de l'huile dans les rouages de la privatisation des entreprises publiques. Entre 1989 et 1992, la Banque mondiale prête 1 324 millions de dollars pour poursuivre l'ajustement structurel. Les États-Unis menacent de bloquer ces prêts si les Philippines mettent à exécution le projet de fermeture des bases militaires des États-Unis sur leur territoire.

En ce qui concerne la réforme agraire mise en avant par le puissant mouvement populaire qui a provoqué l'éviction de Ferdinand Marcos et s'est encore renforcé en 1987, Corazon Aquino choisit le camp de l'oligarchie foncière dont elle est issue. Entre 1986 et 1990, l'État n'acquiert que 122 hectares[10]!

Finalement, le gouvernement Corazon Aquino fait mieux que Ferdinand Marcos en termes d'application de la panoplie de mesures néolibérales, à la grande satisfaction de la Banque mondiale.

---

6 D. Kapur, J. Lewis, R. Webb, 1997, vol. 1., p.563.

7 Paul Wolfowitz est devenu président de la Banque mondiale en 2005.

8 Ferdinand. Marcos fut transféré par l'armée des États-Unis à Honolulu où il vécut jusqu'en 1989.

9 Cité par D. Kapur, J. Lewis, R. Webb, 1997, vol. 1, note 102 p. 565.

10 En 1987, suite à la radicalisation des luttes paysannes, une équipe de la Banque mondiale dirigée par Martin Karcher envisagea la possibilité d'une réforme agraire radicale à l'image de celles qui furent réalisées au Japon, en Corée du Sud et à Taiwan, après la seconde guerre mondiale. Le document produit en mars 1987 par cette équipe prévoyait de limiter la propriété de la terre à sept hectares, ce qui impliquait de s'en prendre directement aux grands planteurs de canne à sucre (dont Corazon Aquino). Cette étude de la Banque mondiale proposait que les sans terre obtiennent les terres en s'acquittant d'une somme unique de 600 pesos (environ 30 dollars de l'époque). Il va sans dire que cette étude ne déboucha jamais sur des mesures concrètes.

Chapitre 8

Le soutien de la Banque mondiale à la dictature en Turquie

La stratégie de la Banque mondiale en Turquie rappelle très clairement celle qui a été mise en place à l'égard de la dictature de Ferdinand Marcos aux Philippines à partir de 1972 et celle d'Augusto Pinochet au Chili à partir de 1973. A nouveau, les raisons géopolitiques sont déterminantes: charnière entre l'Europe et l'Asie, la Turquie est un pion fondamental sur l'échiquier du Proche et du Moyen Orient. Il faut donc assurer sa soumission aux intérêts de Washington en favorisant un régime autoritaire et en lui apportant un appui enthousiaste. C'est à cette tâche que s'emploie la Banque mondiale en promouvant, avec les militaires au pouvoir, un programme économique néolibéral qui ouvre toute grande la porte aux investissements des sociétés transnationales et réprime à la fois les syndicats et les partis d'extrême gauche. Cette politique consolide le rôle de la Turquie comme tête de pont des États-Unis à l'heure d'une nouvelle donne historique.

La Banque mondiale commence mal avec la Turquie dans les années 1950. Son fondé de pouvoir, le Néerlandais Pieter Lieftinck, est expulsé par les autorités d'Ankara pour cause d'interventionnisme trop marqué.

L'importance géostratégique de la Turquie, pays chéri des États-Unis, amène la Banque mondiale sous la présidence de Robert McNamara à multiplier les démarches pour améliorer les relations. Quelques mois après être entré en fonction, Robert McNamara visite la Turquie en juillet 1968. Il connaît bien ce pays qui est un allié militaire des États-Unis. En tant que secrétaire à la Défense jusqu'en 1967, il entretenait des rapports étroits avec les autorités d'Ankara. Afin de ne pas répéter l'expérience de Pieter Lieftinck, la Banque mondiale se donne beaucoup de mal dans les années 1970 pour ne pas avoir l'air de trop s'immiscer dans les affaires intérieures turques[1]. A la fin de cette décennie, la Banque augmente progressivement la pression sur le gouvernement turc notamment en 1978 quand le nationaliste de gauche, Bülent Ecevit, devient Premier ministre. La Banque s'efforce notamment d'obtenir une augmentation des tarifs d'électricité.

Le coup d'État des militaires de septembre 1980 qui instaure une dictature jusqu'en mai 1983, arrange très bien la Banque car les militaires marquent leur accord pour maintenir le plan radicalement néolibéral qu'elle a concocté avec

1 KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 1: History*, p. 547

Süleyman Demirel[2] et Turgut Ozal[3].

Turgut Ozal avait été nommé sous-secrétaire d'État chargé de la coordination de l'économie par le Premier ministre de l'époque, Süleyman Demirel. C'est donc ce duo qui lance le programme économique néolibéral en janvier 1980. Mais sa mise en œuvre est rendue difficile par l'agitation syndicale, le sentiment d'insécurité dû aux affrontements entre les étudiants de droite et de gauche, les manœuvres du parti islamiste qui, au Parlement, marchande durement son soutien au gouvernement minoritaire de Süleyman Demirel… et la soif de pouvoir des militaires qui déstabilisent le gouvernement en sous-main avec le soutien des Américains. Pourtant, le régime militaire, qui a dissout le Parlement et emprisonné Süleyman Demirel en septembre 1980, accepte de nommer Turgut Özal comme ministre chargé de l'économie avec les pleins pouvoirs. Celui-ci gère donc le programme néolibéral sans entrave pendant deux ans, jusqu'au crash financier qui le pousse dehors.

La Banque mondiale soutient de manière enthousiaste la politique des militaires et de Turgut Özal car elle permet *« l'augmentation des incitants à l'exportation; l'amélioration de la gestion de la dette externe (...); l'élimination du déficit budgétaire; (...) la réduction du niveau de l'investissement public »*[4].

Les historiens de la Banque mondiale écrivent: *« Le programme turc devint un prototype pour les prêts d'ajustement structurel »*[5].

Tout cela a été facilité par plusieurs facteurs:

1) Le lien étroit entre hommes politiques turcs et hauts fonctionnaires turcs de la Banque mondiale. Outre les noms déjà cités, il faut mentionner ceux de Attila Karaosmanoghu[6] et Munir Benjenk[7], par excellence des hommes de la Banque[8].

2) En 1977, la Turquie, fortement endettée, est entrée en crise et à la différence d'autres pays endettés, elle a reçu une aide importante des puissances occidentales (États-Unis, Allemagne), de la Banque mondiale et du FMI afin de ne pas sombrer[9].

Le tournant néo-libéral de la Turquie n'a pas été simple à effectuer car la

---

2 Süleyman Demirel (1924-) a été plusieurs fois Premier ministre (1965-1971; 1975-1978; 1979-1980). Il est redevenu chef du gouvernement en 1991 puis a été président de la République de 1993 à 2000.

3 Turgut Ozal (1927-1993) a été ensuite Premier ministre de 1983 à 1989, puis président de la république de 1989 jusqu'à sa mort en 1993. Par ailleurs, Turgut Ozal avait travaillé deux ans à la Banque à Washington en 1971-1973.

4 Idem, note 60 p. 548

5 Ibid., p. 548

6 Attila Karaosmanoglu est devenu un peu plus tard, au milieu des années 1980, le vice-président de la Banque mondiale pour l'Asie de l'Est et le Pacifique. Attila Karaosmanoglu qui avait été embauché par Turgut Ozal à la DTP (direction de la planification) en 1960, a été vice Premier ministre au début après le coup d'état de 1971.

7 Munir Benjenk a été vice-président de la Banque mondiale pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord tout au long de la décennie 1970. Munir Benjenk conseillait directement Robert McNamara en ce qui concerne la Turquie.

8 C'est devenu plus tard une tradition avec notamment Kemal Dervis, ex-vice président de la Banque mondiale, devenu ministre turc des Finances de mars 2001 à août 2002. En 2005, Kemal Dervis est devenu le directeur du PNUD.

9 Cela s'est poursuivi dans les années 1990 et au début des années 2000.

Constitution héritée du début des années 1960 prévoit que le pays mène une politique d'industrialisation par substitution d'importation, qu'il applique pour ce faire un fort protectionnisme et un fort investissement public.

Le coup d'État militaire de septembre 1980 a donc toute la sympathie de la Banque mondiale. Il est probable que Robert McNamara ait été au courant des préparatifs du coup d'État car il était en relations étroites avec l'administration du Président Carter.

L'exemple de la Turquie montre à nouveau que la politique de la Banque mondiale est profondément déterminée par des intérêts géostratégiques, en particulier par ceux des États-Unis.

Les historiens de la Banque mondiale ne le cachent pas: *« Personnellement, en tant qu'homme d'État global, McNamara n'était pas aveugle devant l'importance géopolitique de la Turquie »*[10]. Face au danger représenté par la révolution iranienne de 1979 qui s'en prend à la politique des États-Unis, il faut assurer la stabilité de la Turquie en favorisant un régime autoritaire et en lui apportant un appui[11]. Le coup d'État militaire en Turquie est préparé avec l'aide des États-Unis.

Dans l'Irak voisin, le coup d'État de Saddam Hussein de 1979 contre le régime pro-soviétique entre dans cette même convergence d'intérêt stratégique. Par la suite, celui-ci sert directement les intérêts des États-Unis et des puissances d'Europe occidentale en se lançant dans la guerre contre l'Iran en 1980.

Cela, les historiens de la banque mondiale ne l'écrivent pas. Par contre, ils notent clairement, pour revenir à la Turquie, que *« La Banque a paru se donner beaucoup de mal pour attribuer des motivations bienveillantes aux militaires turcs et éviter de montrer de la contrariété pour leurs interventions. Les commentaires formels de la Banque sur le fait que le coup d'État de 1980 ne changerait rien à ses intentions de prêts étaient extrêmement polis »*[12] .

Lorsque les militaires rendent le pouvoir aux civils, Turgut Ozal et son parti de la Mère Patrie occupent la direction du gouvernement.

Dans les années qui suivent, la Turquie reçoit cinq prêts d'ajustement structurel (jusqu'en 1985). En 1988, la Banque mondiale écrit: *« Parmi les clients de la Banque, la Turquie représente l'une des plus spectaculaires réussites »* [13].

Cette expression d'autosatisfaction mérite un commentaire. Si l'on s'en tient à l'un des objectifs les plus importants affichés par la Banque, à savoir la réduction de l'inflation, on peut affirmer qu'elle n'a pas de quoi pavoiser: le taux d'inflation

---

10 Ibid., note 62, p. 549.

11 Au moment où le coup d'État a lieu, la tension entre les États-Unis et le régime iranien était extrême car une centaine d'otages américains étaient retenus à Téhéran. Le sujet était au centre de la campagne électorale dans laquelle s'opposaient Ronald Reagan et Jimmy Carter, qui briguait un deuxième mandat.

12 Ibid, p. 547.

13 Ibid, p. 550

annuel avant l'ajustement structurel oscillait à la fin des années 1970 entre 40 et 50%; sous la dictature militaire qui met en place l'ajustement, l'inflation atteint 46% en 1980-1983, 44% en 1984-1988, 60% en 1989. Elle oscilla autour des 70% en moyenne dans la décennie suivante avec des pics allant jusqu'à 140%.

Bref, l'objectif de réduction de l'inflation n'a absolument pas été atteint. Il en va de même avec la dette publique interne qui explose et avec la dette externe qui poursuit sa croissance.

Maintenant, si l'on prend l'agenda caché de la Banque, celle-ci peut effectivement crier victoire au cours des années 1980:

1) la Turquie reste dans le camp des solides alliés des puissances occidentales;

2) elle a abandonné totalement le modèle d'industrialisation par substitution d'importation qui impliquait un niveau élevé de protectionnisme et d'investissement public;

3) elle a adopté un modèle tourné vers l'exportation en augmentant sa compétitivité, en écrasant les salaires réels et en dévaluant sa monnaie dans des proportions considérables;

4) le mouvement syndical, la gauche réformiste ou révolutionnaire ont été fortement réprimés grâce à la dictature.

En effet, entre fin 1979 et 1994, la valeur du dollar face à la lire turque est multipliée par 900; le processus a commencé par une dévaluation de 30% en 1980. Au cours des années 1970, les salaires réels ont fortement augmenté, vu le renforcement des syndicats et la conquête par l'extrême gauche d'une place politique très importante dans la jeunesse et la classe ouvrière. Le coup militaire de 1980 permet l'interdiction des syndicats et des grèves, une réduction radicale des salaires et une explosion des profits.

La Turquie devient un paradis pour les investissements des transnationales. Turgut Ozal est récompensé et élu président de la Turquie de 1989 à 1993.

La Banque mondiale soutient fortement le régime des militaires et le régime qui lui succède en prêtant près d'un milliard de dollars par an.

En 1991, la Turquie prête ses services aux États-Unis et leurs alliés dans la première guerre du Golfe et bénéficie, en échange, de réparations de la part de l'Irak vaincu.

On peut affirmer que la stratégie de la Banque mondiale en Turquie rappelle très clairement celle qui a été mise en place à l'égard de la dictature de Ferdinand Marcos aux Philippines à partir de 1972 et celle d'Augusto Pinochet au Chili à partir de 1973.

Ajoutons qu'en 1999-2001, la Turquie passe par une situation de crise financière extrême comparable à celle de l'Argentine. Là encore, la géostratégie joue: le FMI lâche l'Argentine en décembre 2001 en refusant au président de la Rua un

nouveau prêt, tandis que, dans le même temps, il poursuit sa politique de prêts à la Turquie afin d'éviter de puissants troubles sociaux et une déstabilisation d'un pion fondamental sur l'échiquier du Proche et du Moyen Orient.

Mais, comme partout ailleurs, l'aide du FMI et de la Banque mondiale augmente la dette des pays qui en « bénéficient » et les citoyens turcs sont parfaitement en droit, aujourd'hui ou demain, de refuser de continuer à rembourser les institutions de Bretton Woods. La dette contractée à l'égard du FMI et de la Banque mondiale est parfaitement odieuse.

Chapitre 9

La Banque en Indonésie: une intervention emblématique

La politique de la Banque mondiale à l'égard de l'Indonésie est emblématique à plusieurs égards. Elle combine l'ingérence dans les affaires intérieures d'un pays, le soutien à un régime dictatorial responsable de crimes contre l'humanité, l'appui à un régime responsable d'une agression contre un pays voisin (annexion de Timor oriental en 1975) et le développement de méga-projets qui implique à la fois des transferts massifs de population, une déprédation des ressources naturelles au profit des transnationales et des agressions contre les populations natives.

En 1997, l'Indonésie subit de plein fouet la crise du Sud-Est asiatique au cours de laquelle les remèdes de la Banque mondiale et du FMI aggravent la crise économique et provoquent des désastres sociaux. Lors du drame du tsunami, la Banque ne révèle pas un autre visage. Les créanciers maintiennent la pression pour le remboursement des dettes indonésiennes et imposent une dose supplémentaire d'ajustement néolibéral.

En 1947, la Banque mondiale octroie un prêt de 195 millions de dollars aux Pays-Bas. C'est le deuxième prêt de l'histoire de la Banque. Deux semaines avant l'approbation de ce prêt, les Pays-Bas ont lancé l'offensive contre les nationalistes indonésiens qui exigent l'indépendance. Au cours des deux années qui suivent, les troupes hollandaises d'occupation s'élèvent à 145 000 hommes: il s'agit donc d'une action d'envergure difficile à cacher. Des voix s'élèvent au sein de l'ONU et aux États-Unis pour critiquer la politique hollandaise en Indonésie et mettre en cause la Banque mondiale. Elle répond que son prêt était destiné à des dépenses à réaliser aux Pays-Bas. Les voix critiques rétorquent qu'étant donné le caractère fongible de l'argent, le gouvernement hollandais a de toute façon profité de ce prêt pour soutenir son effort militaire en Indonésie[1].

Les États-Unis mettent la pression sur les Pays-Bas à qui ils accordent 400 millions de dollars au titre du Plan Marshall pour qu'ils octroient l'indépendance à l'Indonésie. Leur but est d'ouvrir un nouveau champ d'investissement et de commerce pour leurs entreprises. Le 27 décembre 1949, le transfert de souveraineté est signé. L'Indonésie se transforme en une République et le nationaliste

1 Voir Bruce Rich, *Mortgaging the Earth,* Londres, Earthscan, 1994.

Soekarno est élu Président. Il s'attache à maintenir un équilibre entre les différentes factions du pays, avec le pouvoir personnel comme objectif. Suite aux premières élections, en 1955, pour asseoir sa légitimité, Soekarno décide de collaborer avec le parti communiste (PKI). Le PKI a remporté 16% des voix et le parti de Soekarno, le PNI, 25%.

Sur le plan extérieur, Soekarno s'emploie habilement à utiliser les deux blocs en guerre froide et il arrive là aussi à maintenir un équilibre jusqu'en 1963, moment où les États-Unis, excédés par l'aide de l'URSS à l'Indonésie, lui demandent explicitement de choisir son camp. C'est le FMI qui joue les intermédiaires en proposant une aide financière strictement conditionnée à une coopération étroite. Dès mars 1963, les négociations sur les prêts sont entamées avec les États-Unis, le FMI et des pays membres de l'OCDE, mais tout bascule en septembre 1963 lorsque la Fédération de Malaisie est proclamée par les Britanniques sans consultation. Soekarno y perçoit une manœuvre de déstabilisation et il répond en nationalisant les entreprises britanniques, ce qui entraîne l'annulation des accords conclus avec le FMI. Malgré tout, l'ONU avalise la création de la Malaisie et Soekarno, n'obtenant pas gain de cause, claque la porte onusienne en 1965.

C'est l'apogée de la guerre froide et Soekarno nationalise toutes les entreprises privées étrangères (sauf les compagnies pétrolières). L'Indonésie quitte le FMI et la Banque mondiale en août 1965 et le gouvernement de Soekarno décide de prendre en main le pays de manière indépendante. C'est alors qu'intervient militairement, le 30 septembre 1965, le général Mohamed Suharto, soutenu par Washington. A la tête de l'armée, il lance une répression massive contre les partis de gauche en prenant pour cible principale le PKI: entre cinq cents mille et un million de civils sont assassinés pour la seule raison d'appartenance au PKI ou de sympathies envers lui. En mars 1966, Suharto obtient finalement de Soekarno que celui-ci lui transfère officiellement le pouvoir. Six jours plus tard, le gouvernement des États-Unis annonce qu'il ouvre une ligne de crédit à l'Indonésie pour un montant de 8,2 millions de dollars afin qu'elle achète du riz états-unien[2]. Le 13 avril 1966, l'Indonésie rejoint la Banque mondiale[3]. En 1966 toujours, Lyndon B. Johnson, président des États-Unis, se déplace pour visiter ses troupes au Vietnam et insiste, dans un de ses discours, sur le modèle indonésien[4].

Ce modèle, « l'Ordre Nouveau » de l'ère Suharto, utilise régulièrement la terreur et l'élimination physique, et aligne en fait sa politique sur celle des États-Unis.

---

2 Voir Cheryl Payer, *The Debt Trap: The International Monetary Fund and the Third World,* Monthly Review Press, 1974.

3 Voir Devesh Kapur, John P. Lewis, Richard Webb, *The World Bank, Its First Half Century,* Volume 1 : History, Brookings Institution Press, Washington, 1997.

4 ARTE, Les mercredis de l'histoire : Massacre en Indonésie, Australie, France, Thirteen WNET New York, Arte France,YLE TV2 Documentaires, Australian Film Finance Corporation, Hilton Cordell/Vagabond films production, BFC Productions, c.2001.

La Banque mondiale et la dictature de Suharto

Quand Robert McNamara arrive à la présidence de la Banque en avril 1968, il constate que l'Indonésie (avec la Chine de Mao) est le seul pays très peuplé avec lequel la Banque n'a pas de relation importante. Il faut rattraper le retard et son premier déplacement en tant que président de la Banque mondiale est pour l'Indonésie, dès juin 1968. Il n'y est pas dépaysé: le dictateur Suharto s'est entouré d'économistes formés aux États-Unis grâce à la Fondation Ford[5].

Les relations entre eux sont idylliques: *« McNamara et le président Suharto se portaient une admiration réciproque. »*[6]; *« Lorsqu'ils s'engageaient au quotidien dans des discussions politiques, la Banque et le gouvernement se comportaient comme un couple de vieux copains. »*[7]; *« Aux yeux du président, l'Indonésie était le joyau de la couronne des opérations de la Banque »*[8].

En outre, les historiens de la Banque admettent que: *« Le président Suharto (qui était entré en poste en 1967), était un général et son gouvernement était en bonne partie un gouvernement de généraux dont la plupart étaient corrompus »*[9]. L'Indonésie a regagné officiellement les rangs du FMI en février 1967 et la récompense ne se fait pas attendre: les pays occidentaux accordent immédiatement une aide de 174 millions de dollars afin de résorber la crise indonésienne. Par la suite, au début des années 1970, les bonnes relations entre l'Indonésie, les États-Unis et les institutions financières se manifesteront par une forte réduction de la dette.

En effet, à la fin de 1966, 534 millions de dollars doivent être remboursés au titre du service de la dette (intérêts, principal et arriérés), ce qui représente 69 % des gains d'exportation estimés. Sans un rééchelonnement, l'effet de l'aide financière serait anéanti par le service de la dette. Les pays créanciers occidentaux acceptent jusqu'en 1971 un moratoire[10] sur le remboursement du principal et des intérêts de la dette à long terme contractée avant 1966. Mais les effets d'un moratoire ne sont que temporaires et, en 1971, les remboursements doivent reprendre. Dès lors, les créanciers signent l'accord le plus favorable jamais octroyé à cette époque à un pays du Tiers Monde[11]: la dette d'avant 1966 (contractée sous Soekarno) doit être repayée en 30 annuités sur une période qui s'étale entre 1970

---

5 KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century,* Volume 1: History, p. 467-471

6 Idem, p. 469.

7 Ibid., p.470.

8 Ibid , p. 493.

9 Ibid , p. 469.

10 Plus de la moitié de la dette indonésienne a été contractée auprès de l'URSS, et en accordant un moratoire sur leur dette, les créanciers occidentaux se portent garants du remboursement de la dette soviétique. Afin d'éviter tout flux de capitaux en direction de l'URSS, ils accordent ce régime de faveur à condition que les Soviétiques en fassent autant. Ceux-ci acceptent, car ils craignent de ne pas être remboursés du tout en cas de refus de leur part.

11 Ce nouveau contrat inclut la clause de la nation la plus favorisée, qui impliquait de rembourser la dettte soviétique à une cadence plus rapide.

et 1999. Les créanciers acceptent que les remboursements à effectuer par l'Indonésie ne dépassent pas 6% des revenus d'exportation[12]. L'opération revient à annuler 50% de la dette[13].

Réduction de la dette, mais aussi coupable complaisance face à la corruption. Dès que la Banque mondiale revient en force en Indonésie pour soutenir la dictature militaire, ses représentants prennent conscience de l'ampleur de la corruption. Mais Robert McNamara et l'énorme staff de la Banque qui s'installe de manière permanente à Djakarta[14] décident de ne pas en faire une raison de rupture. Ils sont donc clairement complices.

Le fondé de pouvoir de la Banque, Bernard Bell, revient sur la question des énormes détournements de fonds dus à la corruption au plus haut niveau gouvernemental. Le 11 février 1972, il décrit à Robert McNamara une corruption *« inacceptable aux yeux d'une partie certes limitée mais potentiellement importante du public »*. Et cela ne fait que commencer. En effet, le Rapport mondial sur la Corruption 2004 de Transparency International fait état d'un détournement par Suharto et son entourage estimé entre 15 et 35 milliards de dollars. La Banque mondiale elle-même alimentait la corruption puisque qu'un de ses propres rapports fait mention du fait que 20 à 30% des budgets liés au fonds de développement sont détournés[15]. La Banque poursuit ses prêts tout en sachant parfaitement qu'ils font l'objet de détournements.

L'affaire Pertamina

Dans les années 1970, les revenus pétroliers explosent, les détournements au profit des généraux corrompus également. Et en 1975, une crise majeure éclate entre les États-Unis et l'Indonésie. L'invasion et l'annexion de Timor oriental par l'Indonésie cette année-là n'y sont pour rien.

Les généraux indonésiens ont très fortement développé l'entreprise publique pétrolière Pertamina au point qu'en février 1975, elle est devenue la plus grande entreprise asiatique (Japon non compris)! Non seulement le conglomérat Pertamina extrait et raffine les hydrocarbures, mais il possède une chaîne d'hôtels et des bateaux tankers. Pertamina améliore les infrastructures portuaires du pays, construit des routes et des hôpitaux. Cette entreprise publique est active dans le domaine des assurances avec des bureaux à Hong Kong, Los Angeles, Singapour, Tokyo. Elle joue un rôle clé dans une stratégie d'industrialisation par substitution d'importation que les États-Unis et, à leur suite la Banque mondiale, apprécient de moins en moins.

---

12 www.infid.be/Statement-Debt-Swap-Germany.pdf

13 www.asia-pacific-action.org/statements/infid_beyondmoratorium_110105.htm

14 « Une équipe sur place anormalement étoffée » in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century*, Volume 1: History, p. 495.

15 Banque mondiale, *« Summary of RSI Staff Views Regarding the Problem of 'Leakage' from the World Bank Project Budget »*, Août 1997

Pour tout dire, Pertamina gêne le développement des grandes sociétés pétrolières des États-Unis. En conséquence, aux yeux des États-Unis, il faut affaiblir voire démanteler Pertamina. Mis sous pression, Suharto obéit durant l'été 1975. Robert McNamara lui écrit alors: *« J'applaudis l'approche globale et systématique que vous avez adoptée pour rétablir les priorités qui s'imposaient »*[16]. En compensation, Robert McNamara ajoute qu'il va faire en sorte que la Banque mondiale augmente ses prêts.

Ce n'est qu'à l'occasion de sa dernière visite en Indonésie, le 15 mai 1979, que Robert McNamara, en privé, s'emporte: « Il était également nécessaire de mettre l'accent sur la réduction de la corruption. On en parlait beaucoup en dehors de l'Indonésie et le monde avait l'impression, à tort ou à raison que cette corruption était peut-être bien plus importante que dans n'importe quel pays… C'était comme un cancer qui dévorait la société »[17] .

Pourtant, à la fin des années 1980 encore, la Banque mondiale appuie toujours l'Indonésie de Suharto à tel point qu'elle octroie, à cette époque, un prêt sans respecter (imposer) les conditions habituelles. De la même façon, la Banque veut tellement maintenir de bonnes relations avec la Chine qu'elle ne prend même pas ses distances après la répression du printemps chinois de 1989![18]

Le silence de la Banque quant à l'annexion du Timor oriental

Trente ans après l'invasion de Timor par l'Indonésie, certaines archives des États-Unis ont été rendues publiques. Elles établissent sans contestation possible ce dont on se doutait depuis longtemps: c'est avec la complicité des gouvernements américain, britannique et australien que l'Indonésie a envahi, en décembre 1975, le Timor-oriental qui allait subir vingt-quatre ans d'occupation sanglante et de violations systématiques des droits de l'Homme. Selon ces documents, dès mars 1975, le Département d'État, alors dirigé par Henry Kissinger, averti des préparatifs indonésiens, estime que les États-Unis *« ont des intérêts considérables en Indonésie et aucun à Timor »*. Mis au courant des opérations spéciales précédant l'invasion, le même Henry Kissinger lance à ses collaborateurs: *« Puis-je présumer que vous allez vraiment fermer vos gueules à ce sujet? »* Sa crainte est que le Congrès ne décrète un embargo sur les livraisons d'armes à l'Indonésie, alliée de Washington dans la guerre froide[19].

---

16 KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century*, Volume 1: History, p. 491

17 Extrait de Memorandum, Jean Baneta, to files « Meeting with President Suharto, 15 mai 1979 » May 22 1979 « *L'autre pays pourrait être le Zaïre »*, écrivent les historiens de la Banque mondiale p. 492

18 KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century*, Volume 1: History, p. 538.

19 Quotidien *Libération*, Paris, 26 janvier 2006.

On comprend mieux que la Banque mondiale, à l'époque, n'ait fait aucune allusion, n'ait émis aucune critique à l'égard de l'invasion et de l'annexion de Timor oriental! Soumission aux intérêts des États-Unis et de ses alliés, la Grande-Bretagne et l'Australie, et complicité à l'égard de la dictature sont des constantes dans le comportement de la Banque.

Le soutien de la Banque mondiale au programme de transmigration[20]

La Banque mondiale collabore activement au sinistre projet de transmigration dont certaines facettes constituent des crimes contre l'humanité. Il s'agit du déplacement – dans certains cas, forcé - de millions de personnes des îles de Java et de Sumatra vers d'autres îles de l'archipel et de la dépossession des indigènes de ces îles.

La Banque mondiale est, surtout pendant les quinze années de l'âge d'or du programme (1974–1989), sa principale source de financement extérieur. Les historiens reconnaissent cette responsabilité de la Banque: *« Au milieu et à la fin des années 1970, la Banque a soutenu et a prêté son assistance au programme controversé du gouvernement qui consistait au déplacement officiel et subventionné des familles de Java vers d'autres îles »*[21]. Cette contribution ne se limite pas seulement à un appui financier et technique. Elle apporte aussi son appui politique à ce projet.

Entre 1950 et 1974, le nombre de personnes déplacées par le gouvernement dans le cadre de la transmigration atteint 664 000. Mais, à partir de 1974, avec le soutien de la Banque mondiale, ce sont 3,5 millions de personnes qui sont déplacées et assistées, et environ 3,5 millions de personnes qui migrent de leur propre chef. La Banque mondiale contribue directement aux déplacements et réinstallations, ses prêts permettant d'une part de couvrir dans leur presque totalité les migrations « officielles » de 2,3 millions de personnes et d'autre part de « cataliser » la réinstallation de quelque 2 millions de transmigrants spontanés.

Bien que la Banque mondiale qualifie la transmigration de *« plus grand programme au monde de réinstallation volontaire »*, très vite il apparaît que le programme sert aussi à débarrasser Java des habitants indésirables. Ainsi, dans les principales villes javanaises, les « non-conformistes », les personnes âgées, les malades (y compris les lépreux), les mendiants et les vagabonds se voient forcés ou

---

20 Cette partie s'inspire largement du mémoire de licence d'Alice Minette, *Anthropologie d'un malentendu. Analyse du projet de développement « Transmigration » en Indonésie et de ses conséquences sur les îles périphériques de l'archipel en général, et sur la Papouasie Occidentale en particulier*. Université de Liège. Voir également Damien MILLET, Eric TOUSSAINT. 2005. *Les tsunamis de la dette*, chap. 3.

21 KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century*, Volume 1: History, p. 489 (voir à la note 60 la référence à une décision du Board à ce propos en janvier 1979).

bien de disparaître dans la campagne (où ils avaient peu de chances de survivre) ou bien de rejoindre la transmigration. Ils sont alors chargés, la nuit, dans des camions de l'armée et amenés dans des « camps de transit » où ils sont formés en vue de leur réinstallation[22]. Le mariage est un critère obligé de sélection: les autorités organisent des mariages forcés entre les personnes célibataires avant leur départ. Notons que la Banque mondiale participe grandement aux missions de recrutement de sans-abri et de prisonniers politiques en vue de les envoyer dans les sites de transmigration les plus lointains et les moins prisés.

Les projets liés à la transmigration les plus soutenus par cette institution sont ceux dans lesquels interviennent directement des firmes privées nationales ou étrangères susceptibles d'alimenter le commerce extérieur et d'attirer de plus ambitieux investissements transnationaux (projets de plantations industrielles notamment).

L'exploitation étrangère effrénée des ressources des îles extérieures s'effectue au profit du gouvernement central et des firmes exploitantes, mais au grand dam des populations locales dont une grande partie de l'habitat et des moyens de subsistance est détruite à jamais. Les terres des îles périphériques sont considérées comme « vides » car les indigènes qui y vivent depuis des millénaires ne possèdent pas de certificats de propriété. Ces terres sont alors déclarées « au service de l'État » et confisquées de force, la plupart du temps sans compensation. La Banque mondiale soutient par ailleurs le gouvernement dans ses actes d'expropriations des terres appartenant aux indigènes, bien qu'elle ne l'avoue jamais officiellement.

La transmigration hérite des terrains qui ne sont pas réservés aux concessions forestières et dont la caractéristique commune est d'être très peu productifs. Car, pour les agents du gouvernement chargés de repérer les sites à défricher, peu importe que ces sites soient cultivables ou pas. Ils doivent rapporter, sur une carte, les informations relatives à l'accès aux sites, à la quantité d'hectares à défricher et à la quantité de familles pouvant y être installées.

La forêt – ressource vitale des autochtones dans tous ses aspects - disparaît peu à peu sous l'action des entreprises d'exploitation forestière et de plantations commerciales d'une part, et des équipes gouvernementales chargées de défricher des espaces destinés à l'agriculture et à l'installation des migrants de l'autre. Par ailleurs, les entreprises minières (voir le cas de la compagnie minière états-unienne Freeport McMoran[23]) détruisent des pans entiers de montagne et déversent quo-

22 L'un de ces camps est une petite île au large de Java dont il était impossible de s'échapper, et où les dits « indésirables » se voient inculquer les techniques de l'agriculture et l'idéologie de l'État.

23 Damien MILLET, Eric TOUSSAINT. 2005. *Les tsunamis de la dette*, pp. 114-115.

tidiennement dans les rivières des tonnes de déchets de minerais, les polluant irrémédiablement. Cette eau constituant la seule source des autochtones, cela provoque de grandes catastrophes sanitaires. L'extraction de pétrole le long des côtes porte également un grand préjudice à la faune et la flore marines, autre source d'alimentation des populations indigènes.

Les véritables responsables sont ceux qui ont conçu, fait exécuter et financer le projet. Ce sont d'abord les pouvoirs publics indonésiens et les institutions internationales (dont la Banque mondiale au premier chef). Mais aussi certains gouvernements occidentaux (États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, Israël…) et les entreprises nationales et étrangères qui sont impliqués dans la réalisation concrète du projet. Tant le développement et la prolifération des exploitations intensives de ressources naturelles que l'accroissement accéléré des surfaces destinées aux plantations commerciales découlent des programmes financés par les prêts internationaux. Et ces prêts sont toujours conditionnés par l'ouverture des marchés à tous les niveaux – disparition des barrières douanières, attraction des capitaux étrangers, priorité aux monocultures d'exportation, libéralisation et privatisation des secteurs de distribution de biens et services, etc.

A la fin des années 1980, de nombreuses et virulentes critiques, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'archipel, se multiplient, accusant la Banque mondiale de participer à un projet de domination géopolitique multipliant les bavures sociales et écologiques et ne respectant pas les droits humains dans ses procédés[24]. La Banque mondiale a en effet joué un rôle capital dans ce projet dont les conséquences sont néfastes et irréversibles: contrôle sur les populations indigènes des îles extérieures et viol de leur droit de propriété du sol; coût exorbitant des déplacements (7 000 dollars par famille selon les estimations de la Banque mondiale[25]) en regard des résultats puisque selon une étude de la Banque mondiale de 1986, 50% des familles déplacées vivaient en dessous du niveau de pauvreté et 20% vivaient en dessous du niveau de subsistance; problèmes de densité subsistants à Java; déforestation massive des îles extérieures…

La Banque mondiale, pointée du doigt de toutes parts, décide de cesser le financement destiné à l'installation de nouveaux sites de transmigration et à la couverture du voyage des transmigrants. Elle concentre ses prêts, néanmoins, sur le ren-

---

24 Parmi les critiques faites à la Banque au sujet des dommages et du non-respect des droits humains causés par son soutien aux actions du gouvernement en Papouasie Occidentale, les plus connues sont la lettre adressée en 1984 au président de la Banque A.W. Clausen par le Minority Rights Group (New York); la condamnation par le World Council of Indigenous People lors de son meeting régional en 1984; une pétition adressée à l'Inter-Governmental Group of Indonesia en 1984-85 par l'Australian Council For Overseas Aid et par de nombreuses associations de défense des droits des indigènes. Ces plaintes ne furent prises en compte ni par le gouvernement indonésien, ni par la Banque, qui maintint son soutien aux abus des droits des indigènes en Papouasie.

25 Banque mondiale, *Indonesia Transmigration Sector Review*, cité dans Bruce Rich, Ibid.

forcement des villages déjà existants[26] et sur le maintien des plantations commerciales, n'abandonnant donc que très partiellement sa participation au programme.

La Banque mondiale dément bien évidemment toutes les allégations portées par les observateurs critiques. Elle décide de réaliser, en 1994, une étude d'évaluation[27] interne des projets qu'elle a financés, afin de déterminer ses éventuelles responsabilités. Dans ce rapport, la Banque mondiale admet une part minime de responsabilité, à savoir que le projet à Sumatra *« a eu des effets négatifs et probablement irréversibles »* sur la population Kubu, population nomade dont la survie repose sur la culture en jachère, la chasse et la cueillette dans la forêt. L'audit met en évidence que *« bien que l'existence des Kubu dans les zones du projet soit connue depuis la planification du projet, peu d'efforts furent portés pour éviter des problèmes »*.

Les prêts de la Banque mondiale pour le programme transmigration correspondent en tous points à la constitution d'une dette odieuse: ils ont été contractés par un régime despotique qui a pu les utiliser à des fins de répression; ils n'ont pas servi au bien-être de la population. En conséquence, cette dette est nulle et non avenue: elle doit être annulée. Mais il serait insuffisant d'en rester là. On l'a vu, le projet transmigration que la Banque mondiale a soutenu impliquait le déplacement forcé de certaines populations. La Banque mondiale ne peut pas simplement affirmer qu'elle ne le savait pas. Elle a également été complice de la violation des droits des peuples indigènes qui habitaient les zones colonisées par le projet transmigration. Ces actes très graves ne doivent pas rester impunis.

La crise de 1997-1998 en Indonésie et ses suites

A partir des années 1980, et surtout dans la première moitié des années 1990, la Banque mondiale et le FMI ont obtenu du gouvernement indonésien qu'il libère les entrées et sorties de capitaux. Cela a finalement mis l'Indonésie (à l'instar des Philippines, de la Thaïlande, de la Malaisie et de la Corée du Sud) à la merci de la spéculation internationale.

Dans le rapport annuel du FMI pour l'année 1997, on peut lire les compliments qu'il décerne aux autorités indonésiennes: *« Les administrateurs ont félicité les autorités pour les résultats économiques de l'Indonésie au cours des dernières années, en particulier la réduction appréciable de la pauvreté et l'amélioration de nombreux indicateurs sociaux (...) »*[28]. Plus loin, les administrateurs du FMI complimentent les autorités indonésiennes pour *« l'importance accordée au maintien*

---

26 Ce renforcement, appelé *« Second Stage Development »*, consiste en l'amélioration des infrastructures et des conditions générales de vie dans les villages de transmigration, ainsi qu'en la réhabilitation des sites ayant connu un large taux de désertion de la part des transmigrants.

27 « *Indonesia Transmigration Program : a review of five Bank-supported projects* », 1994; *« Impact Evaluation Report : Transmigration I, Transmigration II, Transmigration III »,* 1994.

28 FMI. 1997. *Rapport annuel 1997*, p. 90.

de la libre circulation des capitaux »[29] alors que, un peu avant, ils en notaient eux-mêmes les dangers: *« de fortes entrées de capitaux ont posé d'importants défis pour les pouvoirs publics ».* Ils poursuivent leur analyse en exprimant des louanges aux autorités, laissant entendre que celles-ci sont à même de maîtriser la situation: *« La souplesse avec laquelle les autorités ont adapté le dosage des mesures économiques en fonction de l'évolution de la situation a été l'un des ingrédients de leur réussite et demeurera un atout essentiel pour relever ces défis ».*

En 1997, une gigantesque crise économique et financière survient en Asie du Sud-Est. Initiée en Thaïlande dès février 1997, elle s'étend, à partir de juillet 1997, à la Malaisie, à l'Indonésie et aux Philippines. Ces quatre pays, cités auparavant par le FMI, la Banque mondiale et les banques privées comme des modèles à suivre en raison de leur grand degré d'ouverture au marché mondial, de leur faible taux d'inflation et de leur taux de croissance élevé, sont incapables de résister aux attaques des spéculateurs. Entre le 2 juillet 1997 et le 8 janvier 1998, la roupie indonésienne se déprécie de 229% par rapport au dollar US.

Après avoir été encensées par la Banque mondiale et le FMI notamment, les autorités indonésiennes sont durement critiquées pour avoir laissé trop de pouvoir aux mains de l'État; un État qui, par ailleurs, aurait accepté à tort que les institutions financières et industrielles privées s'endettent démesurément et spéculent.

La crise du sud-est asiatique de 1997 frappe durement l'Indonésie. En l'espace de moins d'un an, les capitaux étrangers se retirent du pays. Un chômage de masse se développe. Fin 1998, selon les données du gouvernement, 50% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, estimé en Indonésie à 0,55$ par jour pour les villes et 0,40$ pour les campagnes.

Le FMI impose ses mesures de « choc » pour résoudre la crise de 1997. Elles aggravent la situation notamment en provoquant la faillite d'une grande partie du secteur bancaire et de nombreux entrepreneurs. Le FMI et la Banque mondiale poussent le gouvernement à transformer la dette privée des banques en dette publique. La dette publique indonésienne qui représentait 23% du produit national brut (PNB) avant la crise (1997) explose littéralement en conséquence des politiques imposées par le FMI et la Banque. En effet, en 2000, la dette publique s'élève à 93% du PNB.

De leur côté, les salaires réels plongent: alors qu'ils avaient connu une augmentation de 46% entre 1990 et 1996, ils perdent 25,1% de leur valeur en 1998[30].

La population qui a subi de plein fouet l'effet de ces mesures commence à protester vigoureusement. Le 5 mai 1998, dans le cadre des accords signés avec le

29 Idem, p. 91.
30 CNUCED. 2000, p. 65-66

FMI, Suharto élimine les subventions sur les produits de base de sorte que le prix du kérosène, de l'électricité et de l'essence augmente de 70 %. Cela amplifie l'immense mobilisation populaire qui avait débuté plusieurs mois auparavant. Quinze jours plus tard, lâché par Washington et dénoncé par le peuple, Suharto doit se retirer du pouvoir après 32 ans de régime dictatorial.

La plus grosse part du budget de l'État est consacrée au remboursement de la dette. En 1999 et 2000, 50 % et 40 % respectivement ont été consacrés au service de la dette. En 2004, le chiffre est proche de 28 %. Selon les projections du ministre indonésien des Finances, le remboursement de la dette publique externe augmentera en 2006 et atteindra un pic en 2008 pour se maintenir à un niveau élevé ensuite[31].

Après le drame provoqué par le tsunami qui a entraîné la mort de 150 000 personnes dans la province indonésienne de Aceh, la Banque mondiale et les gouvernements des pays créanciers avaient affirmé qu'ils feraient preuve de générosité. La réalité est bien différente: l'aide très médiatisée au début a été fournie de manière chaotique et de façon éphémère. Alors qu'on feint d'offrir des moyens financiers pour la reconstruction, les créanciers regroupés dans le Club de Paris (qui dirigent par ailleurs la Banque mondiale et le FMI) ont décidé de prélever des intérêts de retard sur la partie du service de la dette qui n'est pas versée en 2005[32]. Le moratoire accordé par le Club de Paris n'est donc qu'un simulacre de générosité, puisque les États qui l'acceptent feront payer leurs populations jusqu'au dernier centime. Le gouvernement indonésien, sous pression des créanciers, a imposé une forte augmentation (+29 %) du prix du combustible le 1er mars 2005, ce qui a provoqué un profond mécontentement populaire. Le revenu fiscal qui résulte de cette hausse a été destiné principalement à combler le déficit budgétaire et à rembourser la dette[33].

En ce qui concerne le développement humain, de nombreux indicateurs sont particulièrement inquiétants:

31 INFID, *Achieving Social Justice Through Poverty Eradication, Debt Cancellation and Civilian Supremacy in Post-Tsunami Indonesia,* Jakarta, November 16th-19th, 2005, p. 4.

32 Voir la décision du Club de Paris diffusée le 10 mars 2005 sur www.clubdeparis.org

33 *Financial Times*, 1er mars 2005.

Part de la population vivant avec moins de 2$ par jour	52,4 %
Espérance de la vie à la naissance	66,6 %
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	45 pour mille
Part des accouchements assistés par un personnel qualifié	64 %
Part de la population souffrant de malnutrition	6 %
Part de la population privée d'accès à un point d'eau aménagé	22 %
Taux net de scolarisation dans le primaire	92 %
Enfants atteignant la 5e année d'école (% élèves de 1ère année)	89 %
Taux d'alphabétisation des adultes (de plus de 15 ans)	87,9 %

Source: PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain,* 2004

En guise de conclusion

Le peuple indonésien s'est vu ravir, avec le coup d'État militaire de 1965, la possibilité de déterminer lui-même son avenir. Pourtant l'Indonésie, avec la conférence de Bandoeng de 1955, avait commencé à s'affirmer sur la scène internationale. C'est la menace de voir un des pays les plus peuplés de la planète jouer un rôle clé dans la mise en place d'un nouvel ordre mondial qui a amené les États-Unis et les institutions de Bretton Woods à soutenir activement la dictature de Suharto.

Les choix de ces institutions ont été déterminés par des facteurs politiques et géostratégiques. Leur soutien financier a permis à Suharto de mener à bien des politiques contraires aux droits humains. Suharto servait les intérêts des grandes puissances occidentales dans la région et il permettait aux sociétés transnationales des pays industrialisés de puiser sans retenue dans les ressources naturelles du pays. La Banque mondiale et le FMI ont été des complices actifs de ces politiques. La classe dominante locale a soutenu Suharto et n'a pas cherché à investir dans le développement du pays. Elle a préféré se faire complice de la déprédation des ressources naturelles du pays par les transnationales.

A partir de la crise de 1997, les mesures imposées par le FMI et la Banque mondiale ont aggravé la situation économique et provoqué une forte augmentation de la dette publique interne et externe. Le bilan historique de l'intervention du FMI et de la Banque mondiale en Indonésie est un désastre. En conséquence, les créances qu'ils détiennent sur ce pays devraient être annulées entièrement. De

plus, la Banque mondiale et le FMI devraient rendre des comptes devant la justice pour leur complicité avec le régime de Suharto et pour des projets comme celui de transmigration qui constituent à plusieurs égards un crime contre l'humanité.

Les dettes bilatérales sont en possession de pays qui ont soutenu directement la dictature de Suharto, elles doivent être également annulées tout comme celles dues à des entreprises privées étrangères qui ont participé à la corruption du régime indonésien, au pillage des ressources naturelles et à l'exploitation des travailleurs.

Le bilan financier de l'endettement de l'Indonésie est entièrement négatif à l'aune du développement humain.

Entre 1970 et 2003, l'Indonésie a reçu 139 milliards de dollars US sous forme de prêts destinés aux pouvoirs publics et elle en a remboursé 164, soit beaucoup plus. Et pourtant, la dette publique externe de l'Indonésie a été multipliée par 20[34]. Entre 1970 et 2003, le total des remboursements de la dette représente 46 fois le montant du stock de dette de départ. Depuis 1985, chaque année l'Indonésie a remboursé plus que ce qu'elle ne recevait sous la forme de prêts. C'est la preuve irréfutable que le système d'endettement est un mécanisme fatal de pompage des richesses du pays.

34 Calculs de l'auteur sur la base de World Bank, *Global Development Finance,* 2005

Chapitre 10

Les idées de la Banque en matière de développement

La Banque mondiale prétend que pour progresser, les PED[1] doivent recourir à l'endettement extérieur et attirer des investissements étrangers. Cet endettement sert principalement à acheter des équipements et des biens de consommation aux pays les plus industrialisés. Les faits démontrent jour après jour, depuis des décennies, que cela ne marche pas. Les modèles qui ont influencé la vision de la Banque aboutissent logiquement à une forte dépendance des PED à l'égard des apports extérieurs de capitaux, notamment sous la forme de prêt, avec l'illusion d'atteindre un niveau de développement autosoutenu. Les prêts sont considérés par les bailleurs de fonds publics (gouvernements des pays les plus industrialisés et Banque en particulier) comme un puissant moyen d'influencer les pays qui s'endettent. Les actions de la Banque ne se résument donc pas à une succession d'erreurs ou de mauvais coups. Au contraire, elles participent d'une vision cohérente, théorisée, conceptualisée que l'on enseigne doctement dans la plupart des universités. Des centaines de livres d'économie du développement la distillent. La Banque a produit une véritable idéologie du développement. Lorsque les faits démentent la théorie, la Banque ne remet pas en cause la théorie. Au contraire, elle cherche à déformer la réalité pour continuer à protéger le dogme.

Au cours des dix premières années de son existence, la Banque produit très peu de réflexions concernant le type de politique économique à soutenir à l'égard des pays en développement. Plusieurs raisons l'expliquent: 1) cela ne fait pas encore partie des priorités de la Banque. En 1957, la majorité des prêts de la Banque (52,7%) est encore octroyée aux pays industrialisés[2]; 2) la matrice théorique des économistes et des dirigeants de la Banque est d'inspiration néoclassique. Or la théorie néoclassique n'attribue pas de place spécifique aux PED[3];

1 voir note 2 p.19

2 *« La période pendant laquelle la Banque avait une vision solide de la nature du processus de développement mais a peu fait pour l'atteindre s'est étendue grosso modo jusqu'à la fin des années 1950 et a concordé avec une phase dans les prêts de la Banque où la majorité de ceux-ci allait encore aux pays développés (en 1957, 52,7% de son financement allait encore à ces pays »* Nicholas Stern et Francisco Ferreira. 1997. « The World Bank as «intellectual actor » in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century*, Vol. 2, p.533.

3 *« Les instruments de l'analyse néoclassique s'appliquent de manière générale, sans spécificité aucune, aux questions que pose le sous-développement. Le sous-développement ou le blocage du développement ne fait pas l'objet d'une analyse systématique dans la théorie néoclassique »*, Azoulay, Gérard. 2002. *Les théories du développement*, Presses Universitaires de Rennes, p.38.

3) la Banque ne s'est dotée d'un instrument spécifique pour octroyer des prêts à bas taux d'intérêt aux pays en développement qu'en 1960 (création de l'Association internationale de développement (AID) – voir chapitre 3).

La Banque élabore peu mais cela ne l'empêche pas d'exprimer des critiques à l'égard des autres. C'est ainsi qu'en 1949, la Banque critique un rapport de la commission des Nations unies pour l'emploi et l'économie, qui plaide pour un investissement public dans l'industrie lourde des PED. La Banque déclare que les pouvoirs publics des PED ont assez à faire avec la réalisation de bonnes infrastructures, et qu'ils doivent laisser la responsabilité de l'industrie lourde à l'initiative privée locale et étrangère[4].

Selon les historiens de la Banque, Mason et Asher, l'orientation de la Banque part du postulat selon lequel les secteurs public et privé doivent jouer des rôles différents. Le secteur public doit assurer le développement planifié d'une infrastructure adéquate: chemins de fer, route, centrales électriques, installations portuaires et moyens de communication en général. Au secteur privé reviennent l'agriculture, l'industrie, le commerce et les services personnels et financiers, car dans tous ces domaines, l'initiative privée est supposée plus performante que le secteur public[5]. En réalité doit être cédé au privé tout ce qui est susceptible d'entraîner un profit. Par contre, les infrastructures sont du ressort du public car il d'agit d'en socialiser les coûts afin de venir en aide au secteur privé. En bref, la Banque mondiale recommande la privatisation des bénéfices combinée à la socialisation des coûts de ce qui n'est pas directement rentable.

Une vision du monde conservatrice et ethnocentrique

La vision de la Banque est marquée par différents préjugés conservateurs. Dans les rapports et discours des quinze premières années de son existence, il est fait régulièrement référence aux régions arriérées et sous-développées, c'est déjà tout un programme. Sur les causes du sous-développement, la Banque adopte une vision ethnocentrique. On peut lire dans le huitième rapport annuel de la Banque que: « *Les raisons pour lesquelles certaines régions du monde ne sont pas plus développées sont nombreuses et complexes. Bien des cultures par exemple ont accordé peu de place au progrès matériel et en effet, certaines l'ont considéré comme incompatible avec des objectifs plus désirables pour la société et pour l'individu* » [6]. L'absence de désir ou de volonté de progrès matériel et de moder-

4 STERN Nicholas et FERREIRA Francisco. 1997. « The World Bank as «intellectual actor » in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century*, Volume 2, p.533

5 MASON, Edward S. et ASHER, Robert E. 1973. *The World Bank since Bretton Woods*, The Brookings Institution, Washington, D.C., p.458-459.

6 WORLD BANK (IBRD). 1953. 8th annual report 1952-1953, Washington DC, p. 9

nisation de la société est présentée comme une des causes de l'arriération. Le profond respect des Hindous pour les vaches devient un raccourci pour comprendre le caractère arriéré de l'Inde. A propos de l'Afrique, Eugene Black président de la Banque déclare en 1961: « *Aujourd'hui encore le gros des plus de 200 millions d'habitants de l'Afrique est seulement en train de commencer à prendre part à la société mondiale* »[7]. Le caractère réactionnaire de la vision de la Banque mondiale n'a pas du tout disparu au fil des années. Elle écrit dans son Rapport sur le développement dans le monde de 1987: « *Dans ses principes d'Economie politique (1848), John Stuart Mill évoque les avantages qui résultent du 'commerce étranger'. Bien que plus d'un siècle se soit écoulé, ses observations restent aussi valables aujourd'hui qu'en 1848* ». Mill parlant des avantages indirects du commerce déclare: « *... un peuple peut être dans un état léthargique, indolent, inculte, toutes ses aspirations étant soit satisfaites, soit en sommeil, et il peut ne pas mettre en œuvre toutes ses forces productives faute d'objet à désirer. L'aventure du commerce extérieur, en lui faisant connaître de nouveaux objets ou en lui offrant la tentation d'acquérir des objets qu'il ne pensait pas pouvoir se procurer antérieurement ... encourage ceux qui se satisfaisaient de peu de confort et de peu de travail à travailler plus dur pour satisfaire leurs goûts nouveaux, voire même pour économiser et accumuler du capital...* »[8]. Le retour en force des néo-conservateurs dans l'administration Bush en place depuis 2001 a approfondi son caractère profondément matérialiste et réactionnaire. La nomination de Paul Wolfowitz, un des principaux néocons à la présidence de la Banque en 2005, a bétonné cette orientation.

Ce qui est frappant dans les documents de la Banque et dans la littérature en vogue en matière de développement dans les années 1950 jusqu'aux années 1970, c'est la place occupée par la planification de la croissance et du développement (tant dans les économies industrialisées que dans les PED). Jusqu'à la fin des années 1970, la présence de la planification renvoie à plusieurs éléments: 1) la volonté de planification (le planisme) a émergé au cours de la dépression prolongée des années 1930 comme réponse au chaos provoqué par le laisser-faire; 2) il est nécessaire d'organiser la reconstruction de l'Europe et du Japon; 3) on est dans la période des « trente glorieuses », caractérisée par une croissance économique soutenue qu'il s'agissait de diriger et de planifier; 4) les succès avérés ou présumés de la planification soviétique exercent incontestablement un pouvoir d'attraction réel, y compris sur les ennemis jurés dudit « bloc communiste ». La planification est un thème qui a été complètement évacué à partir du début des années

7 Eugene Black, « *Tale of Two Continents* », Ferdinand Phinizy Lectures, delivered at the University of Georgia, April 12 and 1 , 1961 in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 1,* p. 145. Eugene Black a présidé la Banque de 1949 à 1962.

8 BANQUE MONDIALE. 1986. *Rapport sur le développement dans le monde* 1987, Washington DC, p. 4.

1980, lors du retour en force de l'idéologie et des politiques néolibérales.

Une autre préoccupation fortement présente au début et qui a été également évacuée à partir des années 1980 fut le choix fait par une série de pays d'Amérique latine de recourir à la substitution d'importation et la possibilité (perçue comme un danger par la majorité des dirigeants des pays les plus industrialisés) que d'autres pays nouvellement indépendants s'engagent dans la même voie.

Passons en revue plusieurs apports d'économistes qui ont eu une influence directe sur et dans la Banque.

Le modèle HOS (Heckscher – Ohlin – Samuelson)

La théorie des avantages comparatifs de Ricardo a été renforcée dans les années 1930 par l'analyse des économistes suédois Heckscher et Ohlin, à laquelle s'est associé plus tard Samuelson (la synthèse produite par ce dernier est connue comme le modèle HOS). Le modèle HOS parle de « dotation en facteurs de production » (ces facteurs sont: travail, terre et capital) et déclare que tout pays a intérêt à se spécialiser dans la production et l'exportation de biens qui utilisent le plus intensément le facteur de production le plus abondant dans le pays – qui est aussi celui dont le prix est le plus bas. Grâce au libre-échange, l'égalisation de la rémunération des facteurs dans tous les pays pratiquant entre eux le libre-échange se réalisera (le facteur abondant – exporté – devient plus rare et donc se renchérit; le facteur rare - importé – augmente et donc son prix diminue). La spécialisation établira une allocation optimale de facteurs sur un marché mondial devenu homogène. Dans cette optique, la recherche de l'intégration maximale au marché mondial serait pour toutes les économies un pari gagnant et un jeu à somme positive pour tous les partenaires commerciaux. Différentes recherches effectuées plus tard notamment par Paul Krugman[9] pour vérifier la pertinence du modèle HOS ont démontré que celui n'était pas confirmé par la réalité.

Les cinq étapes de la croissance économique selon Walt W. Rostow

En 1960, Walt W. Rostow[10] recense cinq étapes du développement dans son livre *Les étapes de la croissance économique, un manifeste non-communiste*[11].

---

9 Le constat de la prédominance des échanges entre économies ayant des dotations de facteurs similaires (échanges de produits similaires entre les économies les plus industrialisées) est réalisé par les travaux de P. Krugman et E. Helpman durant les années 1980.

10 Walt. W. Rostow est un économiste influent. Il a été également un conseiller politique de tout premier plan, il est devenu conseiller de Robert McNamara pendant la guerre du Vietnam. On trouve sur la toile certaines des notes qu'il a remises à McNamara et qui portent sur la stratégie politico-militaire à suivre à l'égard des Nord-Vietnamiens et de leurs alliés en 1964. Une note intitulée « Dispositif militaire et signaux politiques » datant du 16 novembre 1964 est particulièrement intéressante (www.mtholyoke.edu/acad/intrel/pentagon3/doc232.htm). Il est important de le signaler pour pointer le lien entre politique économique et stratégie militaire

11 ROSTOW, Walt W. 1960. *Les Etapes de la croissance économique: un manifeste non communiste*, Le Seuil, Paris, 1970.

Pour lui, toutes les sociétés peuvent être rangées dans une de ces cinq catégories et elles doivent suivre cet itinéraire.

La première étape est la société traditionnelle caractérisée par la prédominance de l'activité agricole. Le progrès technique est nul, il n'y a quasiment pas de croissance du produit et les mentalités n'envisagent pas de changement.

Ensuite, l'étape préalable au décollage voit naître le développement des échanges et des techniques, une évolution des mentalités qui rompt avec le fatalisme et une augmentation du taux d'épargne. C'est en fait l'évolution des sociétés européennes du XVe au début du XVIIIe siècle.

La troisième étape est le décollage *(take-off)*, étape cruciale correspondant à un saut qualitatif, avec l'augmentation significative des taux d'épargne et d'investissement et le passage à une croissance cumulative[12].

La quatrième étape est qualifiée de « marche vers la maturité »: le progrès technique s'impose dans toutes les activités et la production se diversifie.

Enfin, l'ère de la consommation de masse coïncide avec la cinquième et dernière étape[13].

Selon Walt W. Rostow, au stade du décollage, l'apport de capitaux extérieurs (sous forme d'investissements étrangers ou de crédit) est indispensable.

Le modèle de Rostow est marqué par un schématisme caricatural. Il présente le stade de développement atteint par les États-Unis de l'après seconde guerre mondiale à la fois comme l'objectif à atteindre et le modèle à reproduire. De même, il considère le mode de décollage de l'Angleterre où se sont succédé révolution agricole et révolution industrielle comme devant se reproduire ailleurs. Ce n'est pas tenir compte de l'histoire concrète traversée par les autres pays. Rien ne prouve que chaque pays devra passer par les cinq étapes décrites.

Insuffisance de l'épargne et nécessité de recourir au financement extérieur

Selon l'approche néoclassique, l'épargne est préalable à l'investissement et est insuffisante dans les PED. Dès lors la pénurie d'épargne est un facteur explicatif fondamental du blocage du développement. Un apport de financement extérieur

10 Walt. W. Rostow est un économiste influent. Il a été également un conseiller politique de tout premier plan, il est devenu conseiller de Robert McNamara pendant la guerre du Vietnam. On trouve sur la toile certaines des notes qu'il a remises à McNamara et qui portent sur la stratégie politico-militaire à suivre à l'égard des Nord-Vietnamiens et de leurs alliés en 1964. Une note intitulée « Dispositif militaire et signaux politiques « datant du 16 novembre 1964 est particulièrement intéressante car elle dénote une maîtrise de l'art de la guerre et de la négociation assez impressionnante (www.mtholyoke.edu/acad/intrel/pentagon3/doc232.htm). Il est important de le signaler pour pointer une fois de plus les enjeux politiques de l'intervention du FMI et de la Banque mondiale dans les pays de la Périphérie. Il faut donc prendre en considération l'économie notamment sous l'aspect des motivations (leviers) politiques.

11 ROSTOW, Walt W. 1960. Les Etapes de la croissance économique: un manifeste non communiste, Le Seuil, Paris, 1970.

12 A noter que selon W.W. Rostow, l'Argentine avait déjà atteint la phase du décollage avant 1914.

13 Toujours selon W.W. Rostow, les États-Unis ont atteint définitivement l'étape de la consommation de masse juste après la seconde guerre mondiale, suivis dans les années 1959 par l'Europe occidentale et le Japon. Quant à l'URSS, elle est techniquement prête à l'atteindre mais elle devra passer par un ajustement préalable.

est nécessaire. Paul Samuelson, dans *Economics*[14], se base sur l'histoire de l'endettement des États-Unis aux XIXe et XXe siècles pour déterminer quatre étapes différentes menant à la prospérité: nation endettée jeune et emprunteuse (de la guerre révolutionnaire de 1776 à la guerre civile de 1865); nation endettée mûre (de 1873 à 1914); nouvelle nation créancière (de la première guerre mondiale à la seconde); nation créancière mûre (années 1960). Samuelson et ses émules ont plaqué sur la centaine de pays qui ont constitué le tiers-monde après la seconde guerre mondiale le modèle de développement économique des États-Unis de la fin du XVIIIe siècle jusqu'à la seconde guerre mondiale comme si l'expérience des États-Unis était purement et simplement imitable par tous ces pays[15].

En ce qui concerne la nécessité d'avoir recours à l'apport de capitaux étrangers (sous forme d'emprunts et d'investissements étrangers), un des associés de Walt W. Rostow, Paul Rosenstein-Rodan, emploie la formule suivante: *« Les capitaux étrangers renforceront la formation du capital national, c'est-à-dire qu'ils seront entièrement investis; l'investissement entraînera une augmentation de la production. La fonction principale de l'entrée de capitaux étrangers est d'aider la formation du capital national à atteindre un taux qui pourra être maintenu sans aide extérieure supplémentaire »*[16]. Cette affirmation est en contradiction avec la réalité: il n'est pas vrai que les capitaux étrangers renforcent la formation du capital national et sont entièrement investis. Une grande partie des capitaux étrangers quittent rapidement les pays vers lesquels ils se sont dirigés temporairement (fuite des capitaux, rapatriement des profits).

Autre erreur monumentale, Paul Rosenstein-Rodan, qui est directeur adjoint (*« assistant director »*) du département économique de la Banque entre 1946 et 1952, fait des prédictions concernant la date à laquelle une série de pays arrivera à la croissance auto-soutenue. Selon Paul Rosenstein-Rodan, la Colombie doit atteindre ce stade en 1965, la Yougoslavie en 1966, l'Argentine et le Mexique entre 1965 et 1975, l'Inde au début des années 1970, le Pakistan trois ou quatre ans après l'Inde, les Philippines après 1975. Baliverne!

A noter que cette définition de la croissance auto-soutenue est communément utilisée par la Banque mondiale. Voici la définition qu'en donne en 1964 Dragoslav Avramovic, alors directeur du département économique: « On définit la croissance auto-soutenue comme impliquant un taux de croissance des revenus de l'ordre de 5% l'an financé par des fonds générés à l'intérieur des frontières ainsi que par des capitaux étrangers…»[17].

La planification du développement vue par la Banque mondiale et l'establish-

14 SAMUELSON, Paul. 1980. *Economics,* 11e édition, McGraw Hill, New York, p. 617-618.

15 PAYER, Cheryl. 1991. *Lent and Lost. Foreign Credit and Third World Development,* p.33-34.

16 ROSENSTEIN-RODAN, Paul. (1961). 'International Aid for Underdeveloped Countries', *Review of Economics and Statistics,* Vol.43, p.107.

17 Avramovic, Dragoslav et a. 1964. *Economic Growth and External Debt,* Johns Hopkins Press for the IBRD, Baltimore, p.193

ment universitaire aux États-Unis débouche sur une imposture pseudo-scientifique basée sur des équations mathématiques qui visent à donner une légitimité et une crédibilité à la volonté de faire dépendre les PED du recours au financement extérieur. En voici un exemple, formulé très sérieusement par Max Millikan et Walt Whitman Rostow en 1957: *« Si le taux initial d'investissement domestique dans un pays représente 5% du revenu national, si les capitaux étrangers arrivent à un taux constant équivalent à un tiers du niveau initial de l'investissement domestique, si 25% de tout revenu supplémentaire sont épargnés et réinvestis, si le ratio capital/produit est de 3 et si le taux d'intérêt de la dette extérieure et les dividendes rapatriés sont équivalents à 6% par an, le pays sera en état de se passer de l'emprunt net extérieur après quatorze ans et il pourra maintenir un taux de croissance de 3% sur la base de ses propres revenus »*[18]. Autre baliverne!

Le modèle à double déficit de Chenery et Strout

Au milieu des années 1960, l'économiste Hollis Chenery, qui deviendra quelques années plus tard économiste en chef et vice-président de la Banque[19], élabore avec son collègue Alan Strout un nouveau modèle appelé « modèle à double déficit »[20]. Chenery et Strout mettent en avant deux contraintes : une insuffisance d'épargne intérieure d'abord et une insuffisance de devises ensuite. Charles Oman et Ganeshan Wignarja résument le modèle Chenery – Strout de la manière suivante: *« Par essence, les hypothèses du modèle à double déficit sont que: tandis que dans les tout premiers stades de la croissance industrielle, une épargne insuffisante peut constituer la contrainte principale sur le taux de formation du capital domestique, une fois que l'industrialisation est bien en route, la contrainte principale peut ne plus être l'épargne domestique en elle-même, mais la disponibilité en devises requise pour importer des biens d'équipement, des biens intermédiaires et peut-être même des matières premières utilisées comme inputs industriels. Le déficit en devises peut ainsi surpasser le déficit d'épargne comme la principale contrainte de développement »*[21]. Pour résoudre ce double déficit, une réponse simple est proposée: emprunter des devises et/ou s'en procurer en aug-

---

17 Avramovic, Dragoslav et a. 1964. *Economic Growth and External Debt,* Johns Hopkins Press for the IBRD, Baltimore, p.193.

18 MILLIKAN, Max et ROSTOW, Walt Whitman. 1957. *A proposal: Keys to An Effective Foreign Policy,* Harper, New York, p. 158.

19 Hollis Chenery est devenu en 1970 conseiller du président de la Banque, Robert McNamara. Ensuite, en 1972, le poste de vice-président lié à celui d'économiste en chef a été créé pour Hollis Chenery par Robert McNamara. Par la suite, c'est entré dans la tradition. Chenery a exercé les fonctions d'économiste en chef et de vice-président de la Banque de 1972 à 1982. Chenery est jusqu'à aujourd'hui l'économiste qui est resté le plus longtemps au poste d'économiste en chef, les prédécesseurs et les successeurs sont restés en poste entre 3 et 6 ans selon les cas. Source: STERN Nicholas et FERREIRA Francisco. 1997. « *The World Bank as 'intellectual actor' »* in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 2,* p.538.

20 CHENERY Hollis B. et STROUT Alan. 1966. « Foreign Assistance and Economic Development », American Economic Review, n°56, p.680-733.

21 OMAN Charles et WIGNARJA Ganeshan. 1991. *The Postwar Evolution of Development Thinking,* OCDE, cité par TREILLET, Stéphanie. 2002. *L'Économie du développement,* Nathan, Paris, p.53.

mentant ses exportations.

Le modèle Chenery – Strout est très mathématisé. C'était dans l'air du temps. Cela a l'avantage pour ses partisans de donner une crédibilité et une apparence de rigueur scientifique à une politique qui vise principalement à inciter les PED d'une part à recourir massivement à l'emprunt extérieur et aux investissements étrangers, d'autre part, à faire dépendre leur développement des exportations. Plusieurs critiques ont été adressées à l'époque au modèle. Nous citerons celle de Keith Griffin et de Jean Luc Enos, qui affirment que le recours à des apports extérieurs va limiter l'épargne locale: *« Aussi longtemps que le coût de l'aide (par exemple, le taux d'intérêt sur les prêts extérieurs) est inférieur à l'accroissement marginal du capital et de la production, un pays aura intérêt à emprunter autant que possible et à substituer les emprunts étrangers à l'épargne domestique. En d'autres mots, étant donné un objectif à atteindre en termes de taux de croissance dans un pays en développement, l'aide extérieure va permettre davantage de consommation et limitera l'épargne domestique à la différence entre l'investissement souhaité et le montant d'aide extérieure disponible. Dès lors, les fondements des modèles du type Chenery-Strout sont faibles dans la mesure où l'on s'attendrait en théorie à trouver une relation inverse entre l'aide extérieure et l'épargne domestique »*[22].

La volonté de pousser les PED à recourir à l'aide extérieure en tant que moyen de les influencer

La politique d'aide bilatérale et celle de la Banque sont directement reliées aux objectifs politiques que les États-Unis poursuivent en matière d'affaires extérieures.

Pour Hollis Chenery: *« L'objectif principal de l'aide extérieure, tout comme d'autres instruments de politique étrangère, est de produire à l'échelle mondiale le type d'environnement politique et économique dans lequel les États-Unis peuvent poursuivre au mieux leurs propres buts sociaux »*[23] .

Dans un livre intitulé *Les Nations émergentes: leur croissance et les États-Unis,* Max Millikan[24] et Donald Blackmer, tous deux collègues de Walt W. Rostow, décrivent clairement en 1961 certains objectifs de la politique extérieure des États-Unis: *« Il est dans l'intérêt des États-Unis de voir émerger du processus de transition des nations dotées de certaines caractéristiques. Premièrement, elles doivent être capables de maintenir leur indépendance, spécialement à l'é-*

22 GRIFFIN, Keith B. et ENOS, Jean Luc. 1970. 'Foreign Assistance: Objectives and consequences', Economic Development and Cultural Change, n°18, p.319-20.

23 H.B. Chenery. 1964. 'Objectives and criteria of Foreign Assistance', in *The United States and the Developing Economies,* ed. G. Ranis, W.W. Norton, New York, p.81.

24 Max Millikan, qui a été membre de l'Office of Strategic Services (OSS) puis de la Central Intelligence Agency (CIA) qui lui a succédé, était directeur du CENIS (Center for International Affairs at the Massachusetts Institute for Technology), directement relié au Département d'État.

gard des pouvoirs hostiles ou potentiellement hostiles à l'égard des États-Unis. (...) Quatrièmement, elles doivent accepter le principe d'une société ouverte dont les membres sont invités à échanger des idées, des marchandises, des valeurs et des expériences avec le reste du monde; cela implique que leurs gouvernements doivent être disposés à s'impliquer dans des dispositions de contrôle social, politique et économique nécessaires au fonctionnement d'une communauté internationale interdépendante »[25] sous le *leadership* des États-Unis bien sûr.

Plus loin dans le livre, ils indiquent explicitement en quoi l'aide est utilisée comme levier pour orienter la politique des pays aidés: « Pour que l'aide en capitaux atteigne une puissance de levier optimale dans le but de persuader les pays sous-développés de suivre une voie compatible avec les intérêts des États-Unis et du monde libre les montants offerts doivent être suffisamment importants et les conditions suffisamment souples pour persuader le pays récipiendaire que le jeu en vaut la chandelle. Cela signifie que nous devons investir des ressources substantiellement plus importantes qu'auparavant dans nos programmes de développement économique »[26] (C'est moi qui souligne).

Nous verrons plus loin que le volume des prêts aux PED a augmenté à un rythme croissant au cours des années 1960 et 1970, comme la conséquence d'une politique délibérée des États-Unis, des autres gouvernements des pays les plus industrialisés ainsi que des institutions de Bretton Woods destinée à influencer la politique menée au Sud.

Privilégier les exportations

Chenery et Strout affirment dans une de leurs principales contributions que le recours à la substitution d'importation constituait un moyen admissible afin de réduire le déficit en devises[27]. Ils ont abandonné cette position par la suite, à un moment où le maintien des politiques de substitution d'importation pratiquées par certains PED devenait un des principaux thèmes des critiques adressées par la Banque, le FMI, l'OCDE et les gouvernements des principaux pays industrialisés.

C'est ainsi que d'autres travaux d'économistes directement associés à la Banque s'attachent à mesurer les taux effectifs de protection des économies et les biais qui en résultent en termes d'utilisation des ressources productives et de rentabilité des investissements. Ils préconisent une réorientation des stratégies en direction des exportations, un abandon des tarifs protectionnistes, et, d'une façon

25 Max MILLIKAN et Donald BLACKMER, ed. 1961. *The Emerging Nations: Their Growth and United States Policy,* Little, Brown and Company, Boston, pp. x-xi.

26 Idem, p.118-119

27 CHENERY Hollis B. et STROUT Alan. 1966. « Foreign Assistance and Economic Development », *American Economic Review,* n°56, p.682, 697-700.

générale, une politique davantage fondée sur les mécanismes de marché pour la fixation des prix. Bela Balassa, Jagdish Bhagwati et Anne Krueger[28] systématisent cette approche et leurs analyses marqueront l'évolution des institutions internationales et constitueront le socle théorique des mesures d'ouverture commerciale préconisées durant les décennies 1980 et 1990. Anne Krueger[29] écrit: *« Un régime de promotion d'exportations peut libérer l'économie du pays du joug du sous-emploi keynésien car, contrairement au régime de substitution d'importation, il peut disposer d'une demande effective virtuellement infinie pour ses produits sur les marchés internationaux, et donc, il peut toujours se rapprocher du plein emploi, à moins qu'il y ait une récession mondiale. Une petite économie orientée vers l'exportation sera capable de vendre n'importe quelle quantité de biens qu'elle produit; autrement dit, la capacité d'offre du pays sera la seule contrainte »*[30]. Encore de la poudre aux yeux.

Trickle›Dow**ou effet de ruissellement**

L'effet de ruissellement, c'est une métaphore triviale qui a guidé l'action de la Banque mondiale depuis le début. L'idée est très simple: les retombées positives de la croissance ruissellent en bénéficiant d'abord aux plus riches mais en bout de course elles atteignent aussi les plus pauvres. Ceux-ci ont donc intérêt à ce que la croissance soit la plus forte possible, les gouttelettes de richesse qui leur parviennent en dépendent. En effet, si la croissance est faible, les riches gardent une part plus grande que si la croissance est forte.

Quelles sont les conséquences pour la conduite de la Banque? Il faut favoriser à tout prix la croissance afin qu'en bout de course les pauvres en profitent. Toute politique qui freine la croissance au nom de la redistribution des richesses (ne fût-elle que partielle) ou au nom de la défense de l'environnement réduit l'effet de ruissellement et porte préjudice aux pauvres. L'action des dirigeants de la Banque est conduite en pratique par cette métaphore quels que soient les discours plus sophistiqués que certains experts peuvent tenir. D'ailleurs les historiens de la Banque consacrent une vingtaine de pages aux discussions sur le *trickle down*[31] et reconnaissent que *« Cette croyance a justifié des efforts durables pour persuader les débiteurs des avantages de la discipline, du sacrifice, de la confiance dans le marché et de ce fait de la nécessité de garder le cap contre la tentation poli-*

---

28 Bela BALASSA. 1971. Development Strategies in Some Developing Countries: A Comparative Study, John Hopkins University Press for the World Bank, Baltimore; Jagdish BHAGWATI. 1978. Anatomy and Consequences of Exchange Control Regime, Ballinger for the National Bureau of Economic Research, Cambridge; Anne KRUEGER. 1978. Foreign Trade Regimes and Economic Development: Liberalization Attempts and Consequences, National Bureau of Economic Research, New York.

29 Anne Krueger est devenue économiste en chef et vice-présidente de la Banque en 1982 (quand Chenery a été remercié par le président Ronald Reagan, qui a fait rentrer à la Banque les partisans de son orientation néolibérale) et l'est restée jusque 1987.

30 KRUEGER, Anne. 1978. Trade and Development: export promotion vs Import substitution, cité par TREILLET, Stéphanie. 2002. L'Économie du développement, Nathan, Paris, p.37.

31 KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume1,* p. 215-233

tique »[32]. Ils affirment que cette croyance est tombée en disgrâce progressivement à partir de 1970 sous les coups de boutoirs d'une quantité impressionnante de recherches concernant la situation tant aux États-Unis que dans les PED[33]. Cependant ils relèvent qu'en pratique, cela n'a pas changé grand-chose[34], d'autant qu'à partir de 1982, le *trickle-down* a fait un retour en force à la Banque[35]. Evidemment la question du *trickle-down* est inséparable de celle des inégalités que nous abordons maintenant.

La question des inégalités dans la distribution des revenus

A partir de 1973, la question de l'inégalité de la répartition des revenus dans les PED comme élément influant sur les possibilités de développement commence à être étudiée par la Banque. L'équipe économique dirigée par Hollis Chenery y consacre une énergie certaine. Le livre majeur consacré par la Banque à ce sujet est coordonné par Chenery lui-même et s'intitule *Redistribution et Croissance*[36]. Il paraît en 1974. Chenery est conscient que le type de croissance induit par la politique de prêt de la Banque est générateur d'une augmentation des inégalités. La préoccupation de la Banque a été exprimée à plusieurs reprises de manière très nette par Robert McNamara: si on ne réduit pas les inégalités, si on ne réduit pas la pauvreté, on assistera à des explosions sociales à répétition et celles-ci porteront préjudice aux intérêts du monde libre, dont le *leadership* est assuré par les États-Unis.

Chenery ne partageait pas le point de vue émis par Simon Kuznets[37] au cours des années 1950 selon lequel après une phase nécessaire d'augmentation des inégalités lors du décollage économique, celles-ci se résorbent dans un deuxième temps. La nécessité de voir monter les inégalités était très ancrée à la Banque. Pour preuve, les paroles du president de la Banque, Eugene Black, en avril 1961: *« Les inégalités de revenus découlent nécessairement de la croissance économique (qui) donne la possibilité aux gens d'échapper à une existence dans la pauvreté »*[38]. Pourtant, les études empiriques réalisées par la Banque du temps de

---

32 Idem, p. 218

33 Voir notamment James P. Grant, « Development: The End of Trickle down », Foreign Policy, Vol. 12 (Fall 1973), pp.43-65

34 Parlant de la période 1974-1981, ils écrivent *« D'investissements visant directement les pauvres, l'attention de la Banque a commencé à se porter sur un renforcement des bénéfices indirects visant ceux-ci par l'augmentation de l'emploi dans les villes. En effet, cette stratégie a eu recours à l'approche du ruissellement »* . in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century,* Volume1, p. 264.

35 Ils écrivent à propos du tournant de 1981-1982: *« La réduction de la pauvreté allait désormais dépendre de la croissance et de l'effet de ruissellement »* in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume1,* p. 336.

36 CHENERY Hollis B. et al. 1974. *Redistribution with Growth,* Oxford University Press for the World Bank and the Institute of Development Studies, London.

37 KUZNETS Simon. 1955. « Economic Growth and Income Inequality », *American Economic Review,* n°49, mars 1955, p.1-28.

Chenery ont infirmé les affirmations de Kuznets.

Néanmoins, après le départ de Chenery en 1982 et son remplacement par Anne Krueger, la Banque abandonne complètement la préoccupation relative à l'augmentation ou au maintien des inégalités au point qu'elle décide de ne plus publier de données à ce propos dans le *Rapport mondial sur le développement dans le monde*. Anne Krueger (nous le verrons plus loin) n'hésite pas à reprendre à son compte la courbe de Kuznets, en faisant de la montée des inégalités une condition du démarrage de la croissance au motif que l'épargne des riches est susceptible de nourrir les investissements. Il faut attendre l'arrivée de François Bourguignon au poste d'économiste en chef en 2003 pour assister à un renouvellement de l'intérêt de la Banque pour cette question[39]. En 2006, le rapport de la Banque mondiale sur le développement dans le monde intitulé *Equité et développement* revient sur l'inégalité comme frein au développement[40]. Son approche est considérée au mieux comme du bon marketing par James Wolfensohn (président de la Banque entre 1996 et 2005) et par son successeur Paul Wolfowitz.

38 Cité par KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century,* Volume 1, p. 171.

39 François Bourguignon. 2004. « The Poverty-Growth-Inequality Triangle », Paper presented at the Indian Council for Research on International Economic Relations, New Delhi, February 4, 2004, 30 p.

40 Banque mondiale. 2005. *Rapport sur le développement dans le monde* 2006. Equité et développement, Washington DC, 2005
http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2006/Resources/477383-1127230817535/WDR2006overview-fr.pdf

Chapitre 11

Corée du Sud: le miracle démasqué

La prétendue réussite de la Corée du Sud a été obtenue grâce à une politique opposée au modèle proposé par la Banque mondiale. Loin d'une accumulation vertueuse reposant sur les bienfaits du marché libre, le développement économique de la Corée du Sud a été permis par *« une accumulation primitive brutale reposant sur les méthodes les plus coercitives pour fabriquer la "vertu" par la force »* (J-P. Peemans). La Corée a atteint les résultats que l'on connaît sous le joug d'un régime dictatorial et particulièrement répressif protégé par les États-Unis dans le contexte de la lutte contre les régimes dits socialistes. La Corée a adopté un modèle productiviste particulièrement peu respectueux de l'environnement. La voie coréenne n'est ni recommandable ni reproductible. Mais elle mérite d'être étudiée.

Selon la Banque mondiale, la Corée du Sud constitue une indéniable réussite.

Si l'on s'en remet à la version de la Banque, les autorités du pays auraient recouru aux emprunts extérieurs de manière efficace, auraient attiré les investissements étrangers et les auraient utilisés pour mettre en place un modèle de développement réussi, basé sur la substitution des exportations. Le modèle d'industrialisation par substitution des exportations constitue l'alternative de la Banque mondiale (et d'autres) au modèle d'industrialisation par substitution d'importations (qui implique de fabriquer sur place les produits auparavant importés). La Corée, plutôt que de produire ce qu'elle importait, aurait adapté ses activités exportatrices à la demande du marché mondial tout en réussissant à favoriser les industries qui fournissent un pourcentage élevé de valeur ajoutée. Elle aurait remplacé des exportations de produits à peine transformés (ou des matières premières) par des marchandises dont la fabrication aurait requis une technologie avancée. Selon la Banque, l'État coréen serait intervenu de manière modeste pour soutenir l'initiative privée et garantir le libre jeu des forces du marché. En réalité, la voie coréenne à l'industrialisation et à la croissance soutenue contredit très largement la version de la Banque.

Je précise d'emblée que je ne considère pas du tout la Corée comme un modèle à suivre, et ce pour des raisons éthiques, économiques et sociales. La Corée a atteint les résultats que l'on connaît sous le joug d'un régime dictatorial et particulièrement répressif protégé par les États-Unis dans le contexte de la lutte contre les

régimes dits socialistes. La Corée a adopté un modèle productiviste particulièrement peu respectueux de l'environnement. La voie coréenne n'est ni recommandable ni reproductible. Mais elle mérite d'être étudiée.

La prétendue réussite coréenne a été obtenue grâce à plusieurs facteurs. Les principaux sont une très forte intervention de l'État (celui-ci a dirigé le processus d'une main de fer), un soutien financier (sous la forme de dons) et technique très important des États-Unis, la réalisation dès le départ d'une réforme agraire radicale, l'application d'un modèle d'industrialisation par substitution d'importation pendant 25 ans se muant progressivement en substitution d'exportation (le second n'aurait pas été possible sans le premier), l'utilisation permanente de la répression à l'égard du mouvement ouvrier (interdiction de syndicats indépendants), la surexploitation des paysans et des ouvriers, le contrôle de l'État sur le secteur bancaire, l'application d'une planification autoritaire, un contrôle strict sur les changes et sur les mouvements de capitaux, la fixation des prix par l'État pour une large gamme de produits, la bienveillance des États-Unis qui ont toléré de la part de la Corée ce qu'ils refusaient à d'autres pays. L'État coréen a aussi réalisé un important effort en terme d'éducation, ce qui a permis de fournir aux entreprises une main d'œuvre très qualifiée.

Ajoutons que la pauvreté en ressources naturelles a paradoxalement favorisé le développement de la Corée du Sud car le pays a évité la convoitise des transnationales et celle des États-Unis. Ceux-ci considéraient la Corée comme une zone stratégique du point de vue militaire face au bloc dit communiste, pas comme une source cruciale d'approvisionnement (ce qui est le cas du Venezuela, du Mexique ou des pays du Golfe persique). Si la Corée avait été dotée de fortes réserves de pétrole ou d'autres matières premières stratégiques, elle aurait été considérée comme une zone d'approvisionnement et n'aurait pas bénéficié de la même marge de manœuvre pour se doter d'un puissant appareil industriel. Les États-Unis ne sont pas prêts à favoriser délibérément l'émergence de concurrents puissants dotés à la fois de grandes réserves naturelles et d'industries diversifiées.

Le contexte politique et géostratégique

Un accord américano-nippon signé en 1905 définit les zones d'influence respectives du Japon et des États-Unis en Asie de l'Est. Les Philippines reviennent aux États-Unis qu'ils contrôlent dès 1898. Taiwan (annexée dès 1895) et la Corée reviennent notamment au Japon. En 1910, le Japon annexe la Corée. Le Japon fit de la Corée un grenier agricole, puis une sorte d'annexe à tout faire de l'industrie japonaise. Lorsque l'impérialisme japonais est défait à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, il abandonne en Corée des installations modernes en matière de transports et d'électricité, une industrie relativement importante, allant du textile à l'armement en passant par la chimie et la construction mécanique, ainsi qu'un système bancaire complet. Mais l'industrie en Corée ne constitue pas un ensem-

ble cohérent car elle a été construite pour répondre aux besoins du Japon. L'industrialisation concerne principalement le nord de la Corée (la future Corée du Nord) tandis que le sud est à dominante agraire. La bourgeoisie est particulièrement peu développée car la domination japonaise ne lui a laissé que très peu de place. En comparaison de l'Argentine à la même époque, la Corée est un pays qui est nettement défavorisé en terme de développement industriel.

En vertu des accords de Yalta de février 1945 entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'URSS, et en particulier la partie qui fixait les conditions d'entrée en guerre de l'Union soviétique contre le Japon, la Corée devait être occupée par les troupes soviétiques et par celles des États-Unis. Les troupes soviétiques arrivent les premières, en août 1945, et sont accueillies en libératrices. Elles sont accueillies par un vaste mouvement de libération anti-japonais doté d'un réseau de comités populaires qui constituent la base du nouvel appareil d'État. Cet État réalisa rapidement une série de réformes nationales, démocratiques et anticapitalistes. Parmi les mesures qui rencontrèrent un puissant écho populaire figurait une réforme agraire radicale. L'évolution ultérieure du régime de la Corée du Nord et sa dégénérescence bureaucratique et autoritaire ne doit pas faire oublier les succès économiques du début.

Au sud du pays, les choses se déroulent différemment. Alors que ses troupes n'ont pas encore atteint la Corée, Washington prend une décision unilatérale (sans concertation avec Moscou) en se mettant d'accord avec les Japonais pour qu'ils présentent leur capitulation aux troupes américaines juste au Sud du 38e parallèle[1]. Cela provoque de fait la partition de la Corée en deux parties, ce qui n'avait pas été prévu dans les accords de Yalta. Les troupes américaines ne débarquent que le 8 septembre 1945, deux jours après la proclamation à Séoul (qui se trouve au sud du 38e parallèle), par une assemblée nationale des comités populaires anti-japonais, d'une république populaire de Corée. Ce nouveau pouvoir avait déjà, avant l'arrivée des troupes américaines, désarmé les Japonais, libéré les prisonniers politiques et arrêté les collaborateurs. Cependant quand les nationalistes se présentent à l'état-major américain pour proposer leur collaboration, leur pétition affronte une fin de non recevoir. Le 9 septembre est mis en place le Gouvernement militaire des États-Unis en Corée (U.S. Military Government in Korea - USAMGIK) qui constituera l'autorité principale jusqu'en 1948. En février 1946, l'état-major américain met en place un gouvernement civil coréen sous tutelle du Gouvernement militaire des États-Unis en Corée. Ce gouvernement civil est présidé par Syngman Rhee, homme politique de droite revenu en Corée en octobre 1945, après avoir passé 39 des 41 années précédentes aux États-Unis. Comme

1 Bong-young Choy, *A History of the Korea Reunification Movement: Its Issues and Prospects*.Bradley University, Peoria, 1984

force politique coréenne, Washington préfère placer au pouvoir gouvernemental le Parti démocratique coréen (KDP), un parti anti-communiste formé légalement durant l'occupation japonaise, pour représenter les intérêts des classes possédantes coréennes. Bientôt, le KDP subit un ravalement de façade hâtif sous le nom de Parti libéral. Aux côtés de Syngman Rhee, on trouve donc d'anciens collaborateurs des occupants japonais et l'appareil du nouvel État conserve en grande partie les cadres du temps de la colonie, notamment en ce qui concerne les forces répressives. Une CIA coréenne est créée et porte de manière significative le nom de KCIA (Korean Central Intelligence Agency).

Le régime mis en place par les États-Unis est très impopulaire. En 1946 et en 1948, la protestation prend la forme de soulèvements populaires très durement réprimés. Le Conseil général des syndicats coréens (GCKTU), dirigé par les militants du Parti communiste, compte plusieurs centaines de milliers de membres et est à la tête des manifestants. Il subit de plein fouet la répression et finit par être interdit en 1948. La répression se poursuit après 1948, la commission des Nations unies sur la Corée signale en août 1949 que dans les huit mois précédant le 30 avril 1949, 89.710 personnes ont été détenues en vertu du « Décret pour la protection de la paix nationale ». Les pertes en vies humaines se chiffrent en milliers, voire en dizaines de milliers. Plusieurs leaders historiques de la lutte anti-japonaise n'ayant pas d'attache avec les communistes sont assassinés par le régime de Syngman Rhee.

Lorsqu'en 1948, la division du pays est institutionnalisée avec la création de la République de Corée au sud du 38e parallèle, une très large majorité des forces politiques du pays y est opposée. Quand éclate la guerre de Corée en juin 1950, l'avancée rapide des forces nord-coréennes au sud n'est que très partiellement due à des raisons militaires. C'est en partie la conséquence logique de l'absence de soutien populaire réel au régime de Syngman Rhee. Selon l'histoire officielle de la guerre de Corée de l'armée américaine, l'armée sud-coréenne « s'est désintégrée »[2]. On assiste à des désertions en masse.

La guerre fait rage pendant trois ans et met le monde au bord d'une troisième guerre mondiale. L'armée des États-Unis intervient massivement avec l'appui de ses alliés occidentaux, 300 000 soldats occidentaux sur mandat de l'Organisation des Nations unies[3] combattent aux côtés de l'armée sud-coréenne. Ils affrontent l'armée nord-coréenne et un fort contingent chinois (les estimations varient entre 500 000 et 850 000 hommes). Le bilan en vies humaines: trois millions de morts dans la population coréenne. Au cours de la guerre, le régime de Syngman Rhee

2 Roy E. Applemanb, *South to the Naktong, North to the Yalu,* Washington, 1961, p. 18.

3 Les États-Unis obtiennent un mandat de l'ONU pour intervenir contre la Corée du Nord. Le corps expéditionnaire commandé par Washington comprend des soldats de 16 pays. Comment se fait-il que le Conseil de sécurité de l'ONU en arrive là alors que la Chine et l'Union soviétique en sont membres permanents avec droit de veto? Depuis que la Chine populaire a été exclue du Conseil de Sécurité et des Nations unies après la victoire de la révolution chinoise, c'est le représentant du régime anticommuniste de Taiwan dirigé par le général Tchang Kaï Chek qui obtient le droit de représenter la Chine de 1949 à 1971. Il vote au Conseil de Sécurité pour l'intervention en Corée. L'Union soviétique, elle, dans le contexte de la guerre froide, a décidé de mener la politique de la chaise vide, elle ne participe pas au Conseil de Sécurité et ne peut donc pas exercer son droit de veto contre l'intervention en Corée.

recourt à une répression féroce contre la gauche sud-coréenne. Certaines sources mentionnent le chiffre de 100 000 exécutions ou assassinats de militants opposés au régime[4]. L'armistice du 27 juillet 1953 ramène les troupes des deux camps pratiquement à leur point de départ, de part et d'autre du 38e parallèle.

Bourgeoisie coréenne sous tutelle de l'État

Laissé en possession d'une industrie arriérée et d'un système financier autrefois aux mains des Japonais[5], le gouvernement de Syngman Rhee s'en sert, avec la bénédiction du Gouvernement militaire des États-Unis en Corée (USAMGIK), pour récompenser et consolider la loyauté de la couche de possédants qui constituent sa clientèle politique. Les nouveaux industriels prospèrent, non pas grâce à leurs propres investissements, car ils n'ont guère de capitaux propres, mais grâce aux revenus de l'impôt et surtout aux subsides des États-Unis que la dictature leur redistribue largement. Une politique rigoureusement protectionniste les met de surcroît à l'abri de la concurrence étrangère. Plus tard, la dictature de Park Chung Hee (1961-1979) créera des conglomérats industriels et financiers, les *chaebols*.

Premier constat: la bourgeoisie coréenne se développe à l'ombre de l'État. Celui-ci la tient en tutelle et la protège.

L'aide financière extérieure en provenance des États-Unis

Fait totalement escamoté par la Banque mondiale, la Corée n'a pas du tout recouru à l'emprunt extérieur durant les dix-sept années qui ont suivi la seconde guerre mondiale et, par la suite, elle n'a emprunté que très modérément jusqu'en 1967.

Entre 1945 et 1961, la Corée n'emprunte pas et ne reçoit aucun investissement étranger. Selon les critères de la Banque et de la pensée néoclassique, une telle situation constitue une anomalie.

Par contre, pendant la même période, elle reçoit sous forme de dons de la part des États-Unis plus de 3100 millions de dollars[6]. Cette somme représente tout l'apport extérieur reçu. Le montant est tout à fait considérable: c'est plus du double de ce que le trio Belgique/Luxembourg/Pays-Bas a reçu pendant le Plan Marshall, un tiers de plus que ce que la France a reçu, 10% de plus que la Grande-Bretagne. Pour reprendre la comparaison du chapitre 4 sur une période plus longue, les dons reçus par la Corée entre 1945 et 1961 sont supérieurs au total des

---

4 Le chiffre de 100.000 morts est tiré du livre de Gregory Henderson, à l'époque diplomate en Corée, *The Politics of the Vortex,* Harvard, 1968.

5 Avant 1945, plus de 90% de l'investissement total dans l'économie coréenne, agriculture mise à part, étaient détenus par les Japonais.

6 Mahn-Je Kim, « The Republic of Korea's successful Economic Development and the World Bank ». in Kapur, Devesh, Lewis, John P., Webb, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century,* Volume 2: Perspectives, Brookings Institution Press, Washington, D.C., p. 25. Voir également US Overseas Loans and Grants (Greenbook) http://qesdb.cdie.org/gbk/index.html

prêts effectués par la Banque mondiale à l'ensemble des pays en développement ayant accédé à l'indépendance (colonies non comprises).

A partir de 1962, la Corée emprunte mais modérément. Entre 1962 et 1966, les dons des États-Unis constituent encore 70% du total des capitaux entrés dans le pays, les emprunts représentant 28% et les investissements étrangers 2%. Ce n'est qu'à partir de 1967 que les entrées de capitaux prennent principalement la forme d'emprunts à l'égard des banques étrangères, principalement japonaises. Et les investissements étrangers ne deviennent importants qu'à partir de la fin des années 1980 alors que la Corée a déjà réussi son industrialisation.

Deuxième constat : l'industrialisation initiale de la Corée n'a pas du tout dépendu des emprunts extérieurs et des investissements étrangers.

Réforme agraire et action coercitive de l'État sur les paysans

A l'issue de la seconde guerre mondiale, la partie sud de la Corée est encore un pays fondamentalement agraire. La population rurale représente 75% de la population totale jusqu'au début des années 1950.

Les autorités militaires états-uniennes d'occupation procèdent alors à une réforme agraire radicale afin de contrer l'influence communiste[7]. Les grands domaines fonciers expropriés sans indemnisation aux Japonais[8] et avec indemnisation aux grands propriétaires terriens coréens sont démantelés et la masse des paysans se retrouve propriétaire de modestes parcelles de terre[9] (la propriété ne pouvait dépasser 3 hectares par famille![10]). L'État est intervenu de manière active et coercitive. La rente que les paysans versaient autrefois aux grands propriétaires a été remplacée par des taxes et des impôts à verser à l'État. En fait, l'État met la main sur le surplus agricole que s'appropriaient auparavant les propriétaires fonciers. L'État impose aux paysans un volume de production à atteindre pour certains produits. Cette quantité doit être fournie aux organismes étatiques à un prix fixé par les autorités. Le prix est très bas, souvent il est inférieur au coût de revient[11]. On estime que « *le prix d'achat du riz, jusqu'en 1961, ne permettait pas aux paysans de couvrir l'ensemble de leurs coûts de production et qu'ils sont restés largement inférieurs aux prix du marché jusqu'en 1970. Jusqu'en 1975, les*

---

7 *« La réforme a également éliminé le dernier problème sur lequel la gauche aurait pu se baser pour espérer un soutien important des populations rurales de Corée ».* Cole, David C. and Princeton N. Lyman. 1971. *Korean Development, The Interplay of Politics and Economics,* Cambridge, Havard University Press, p. 21 cité par Krueger, Anne O. 1979, p. 21.

8 40% des terres cultivées étaient en possession des Japonais.

9 Le même type de réforme a été appliqué à Taiwan.

10 Krueger, Anne O. 1979. Studies in the modernization of the Republic of Korea: 1945-1975. The Development Role of the Foreign Sector and Aid, Council on East Asian Studies Harvard University, Cambridge, Massachusetts and London, England, p. 20. Voir également: Sarah Sugarman, « Land Rights and Establishing Desirable Production and Consumption Outcomes for Agricultural Households », October 2, 2002

www.reed.edu/-sugarmas/ LandRights &desirable.pdf

11 Pour augmenter leurs revenus, les paysans accroissent fortement leur productivité et le volume de la production notamment vers des produits dont les prix restaient libres, (fruits par exemple).

offices de commercialisation publics contrôlaient au moins 50% des quantités de riz mises sur le marché et ce montant atteignait 90% pour l'orge »[12].

En résumé, en échange de l'accès à la propriété de la terre, la paysannerie coréenne libérée des grands propriétaires fonciers a dû travailler pour l'État.

Troisième constat: l'État est intervenu de manière despotique en imposant une réforme agraire radicale basée notamment sur l'expropriation sans indemnisation des grands propriétaires japonais. La réforme agraire a été entreprise pour couper l'herbe sous les pieds des communistes. Les paysans se sont retrouvés soumis à une très forte contrainte de la part de l'État.

Utilisation du surplus agricole au profit des villes et de l'industrialisation

L'État qui fixe les prix à l'achat (aux paysans) et à la vente (aux consommateurs) fournit les aliments à prix subventionné –donc bas– (à commencer par le riz) à des secteurs sociaux qu'il considère comme stratégiques, notamment l'énorme bureaucratie d'État.

Par ailleurs, mettre le bol de riz à la portée de la population urbaine et notamment du prolétariat industriel naissant permet de maintenir des coûts salariaux à un niveau plancher.

En outre, les impôts et taxes payés par les paysans sont utilisés par l'État pour des investissements dans les infrastructures de communications, l'électricité et l'industrie.

Comme le dit Jean-Philippe Peemans, à propos de l'effort imposé aux paysans: « *Il ne s'est agi en rien d'une accumulation vertueuse reposant sur les vertus du marché, mais bien d'une accumulation primitive brutale reposant sur les méthodes les plus coercitives pour fabriquer la "vertu" par la force* »[13].

Quatrième constat: l'État ne permet pas le libre jeu des forces du marché pour fixer les prix, il les fixe d'autorité.

Cinquième constat: l'État fait peser une très lourde charge fiscale sur les paysans. Les néolibéraux dénoncent habituellement la « rage taxatoire » de l'État. La Corée du Sud en offre un bon exemple.

L'utilisation de l'aide financière extérieure

Deux sources principales alimentent les caisses de l'État coréen: les taxes et impôts (principalement en provenance des paysans) et l'aide extérieure fournie par les États-Unis. Il faut préciser que jusqu'en 1961, une partie de celle-ci est fournie en nature au gouvernement de Séoul et est constituée de surplus agricoles des États-Unis (cela représente environ 40% de l'aide). Cette partie ne rentre évi-

12 Voir Peemans, Jean-Philippe. 2002. *Le développement des peuples face à la modernisation du monde*, Academia- Bruylant/L'Harmattan, Louvain-la-Neuve/Paris, p. 373.

13 Voir Peemans, Jean-Philippe. 2002, p. 374.

demment pas dans les caisses de l'État. Le reste alimente en cash les caisses de l'État et est utilisé pour payer les importations achetées aux États-Unis. Une partie de ces importations est constituée de biens d'équipement qui servent à l'industrialisation du pays. 71% des investissements effectués par l'État sont financés jusqu'en 1961 grâce à l'aide des États-Unis[14]. Il convient également de prendre en compte une part non négligeable de l'aide militaire qui représente plus de 1 500 millions de dollars[15]. Une grande partie a servi à la construction de routes, de ponts et d'autres infrastructures qui étaient utilisées pour la production industrielle. Enfin, il faut ajouter les commandes du corps expéditionnaire états-unien au Vietnam - au début des années soixante-dix, celles-ci représentaient à elles seules 20 % des exportations sud-coréennes.

Sixième constat: la Corée du Sud a bénéficié d'une aide extérieure massive de la part des États-Unis. Seuls quelques autres pays ont reçu le même type de traitement : Taiwan en particulier et Israël.

Industrialisation par substitution d'importation

Le développement industriel des années 1950 est essentiellement organisé autour de la production de biens de substitution aux importations, afin de satisfaire les besoins du marché intérieur, notamment dans l'agro-alimentaire et le textile. Ces deux secteurs représentent 55% de la production industrielle en 1955. L'industrie était centrée sur la transformation du coton et la production sucrière et de farine de riz. Le secteur manufacturier ne représentait encore que 10% du PNB en 1955.

Septième constat: la Corée applique une politique d'industrialisation par substitution d'importation dans les années 1950 qui sera renforcée dans les années 1960.

La politique économique de la dictature militaire de Park Chung Hee (1961-1979) [16]

La dictature corrompue de Syngman Rhee fut renversée par le soulèvement urbain initié en avril 1960 par les étudiants. Un profond courant de centralisation politique se développa rapidement au sein des masses urbaines mobilisées sous le

---

14 Bank of Korea, National Accounts (1987) cité par Mahn-Je Kim, « The Republic of Korea's successful Economic Development and the World Bank » in Kapur, Devesh, Lewis, John P., Webb, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 2: Perspectives,* Brookings Institution Press, Washington, D.C., p. 25.

15 Selon Mahn-Je Kim, entre 1953 et 1961, l'aide militaire des États-Unis sous forme de dons s'est élevée à 1561 millions de dollars. Selon US Overseas Loans and Grants (Greenbook) http://qesdb.cdie.org/gbk/index.html, le montant atteint 1785 millions de dollars.

16 Pour une analyse du régime de Park Chung Hee, voir notamment Paik Nak-chung, discours à l'occasion de l'ouverture de la conférence internationale des Etudes coréennes tenue à l'Université de Wollongong, Australie, 10-13 novembre 2004 sur le thème « *L'ère Park : une nouvelle évaluation après 25 ans* ». La conférence de Paik Nak-chung est disponible en français, en anglais et en coréen : http://www.korea-is-one.org/article.php3?id_article=2291
Voir aussi le site de la maison d'édition Changbi: http://www.changbi.com/english/html/intro.asp
Paik Nak-chung, directeur de la maison d'édition coréenne Changbi a été victime de la répression durant la dictature de Park. Changbi a été fermée sous la dictature du général Chun Doo Hwan, de 1980 à 1987.

mot d'ordre central de « l'unification pacifique de toute la Corée » lancé et mis en avant par le mouvement étudiant depuis la fin 1960.

Le coup d'arrêt des mobilisations est porté par le coup d'État du général Park Chung Hee qui met en place une dictature militaire. Celle-ci renforce encore l'intervention étatique dans l'économie. Le nouveau régime nationalise l'ensemble du système financier, des plus grandes banques à la plus petite compagnie d'assurance, pour en faire le bras séculier de son intervention dans l'économie.

A partir de 1962, le financement extérieur évolue progressivement mais les dons restent la source principale jusqu'en 1966. Les États-Unis poussent la Corée à renouer des relations économiques avec le Japon. Le Japon passe un accord de dix ans (1965-1975) qui prévoit une aide économique de 500 millions de dollars dont 300 millions sous forme de dons.

La Corée contracte son premier prêt auprès de la Banque mondiale en 1962 et signe un premier accord avec le FMI en 1965 (sous pression des États-Unis). La volonté de collaboration de la dictature coréenne avec la Banque repose sur des objectifs plus politiques qu'économiques. A posteriori, Mahn-Je Kim, qui a été vice-Premier ministre, ministre des Finances et ministre de la Planification économique sous la dictature de Chun Doo Hwan dans les années 1980[17] et qui est devenu ensuite président d'une entreprise sidérurgique (POSCO), se félicite des bonnes relations avec la Banque mondiale et tire un bilan positif du régime militaire. Il écrit sans détour que la Banque a aidé le dictateur Park à gagner du soutien tant sur le plan international que national: « *Une telle reconnaissance par la Banque – la principale autorité parmi les organisations internationales de développement – a eu une influence positive sur les relations internationales de la Corée mais plus encore au niveau national. En effet, cette reconnaissance a pleinement justifié l'existence d'un gouvernement dictatorial aux yeux de l'opinion publique coréenne puisqu'il était au service du développement économique* »[18]. On ne peut être plus clair sur la complicité de la Banque mondiale avec la dictature.

Le général Park Chung Hee cherche à gagner de l'autonomie à l'égard de Washington en matière de politique économique. Le recours aux prêts de la Banque mondiale à partir de 1962, puis surtout à l'égard des banques étrangères privées à partir de 1967, fait partie de cette volonté de diminuer progressivement la dépendance de la Corée à l'égard du financement provenant du gouvernement des États-Unis. Cela arrange également Washington qui, à partir de 1963, prend des mesures pour limiter les sorties de dollars des États-Unis.

Huitième constat: la Banque mondiale soutient la dictature de Park Chung Hee qui utilise cet appui à des fins internes et externes pour consolider sa position.

---

17 Il a également occupé des fonctions ministérielles dans les années 1990 pendant la présidence de Kim Young Sam.

18 Mahn-Je Kim, « The Republic of Korea's successful Economic Development and the World Bank » in Kapur, Devesh, Lewis, John P., Webb, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century,* Volume 2: Perspectives, Brookings Institution Press, Washington, D.C., p. 46.

Le général Park Chung Hee met en place une politique d'industrialisation accélérée sous la direction d'une planification autoritaire. Le premier plan quinquennal est lancé en 1962. La Corée applique un protectionnisme strict tant à l'égard de sa production agricole (interdiction d'importation de riz) qu'industrielle. A la moitié de la décennie 1960, la Corée est déjà dotée d'industries légères qui alimentent le marché intérieur et gagnent des parts de marché à l'extérieur. Il s'agit essentiellement de produits réalisés par une industrie qui utilise beaucoup de main d'œuvre à bas coût et qui transforme ou assemble des biens importés. La dictature veut modifier radicalement la situation en consolidant l'industrialisation. Elle renforce d'abord le modèle d'industrialisation par substitution d'importation. La Corée va tenter de produire elle-même ce qu'elle importait. Pour ce faire, à partir de la fin des années 1960, elle se dote d'une industrie lourde de production d'acier et de biens d'équipement (machines outils, chaîne de montage, turbines) ainsi que d'une industrie pétrochimique. Le régime de Park ne s'arrête pas là, il veut également tourner la production vers l'exportation.

L'État favorise le développement de *chaebols*, vastes conglomérats, créés à partir d'un nombre limité de sociétés privées sélectionnées par Park pour constituer le fer de lance de la nouvelle industrie.

Ces chaebols sont connus aujourd'hui dans le monde entier : Samsung, Hyundai, Lucky Goldstar, Daewoo[19], Kia, etc. Les *chaebols* ont bénéficié année après année d'apports financiers de l'État considérables et pratiquement gratuits. Les emprunts effectués (au taux du marché) par le régime ou par ses banques, essentiellement auprès des banques américaines, avant que le Japon prenne la première place dans les années 1970, fournirent aux *chaebols* des sources de capitaux frais quasi inépuisables, à des taux d'intérêt défiant toute concurrence, voire parfois à fonds perdus. A tout cela vinrent s'ajouter les subventions directes de l'État. Celui-ci, dans les faits, prit en main la direction de l'économie, par l'intermédiaire d'un Bureau de la planification économique. Et il dirigea d'une main de fer tous les choix de développement faits par les *chaebols*.

Les plans quinquennaux se succèdent. Au cours du premier plan quinquennal (1962-1966), la priorité est donnée au développement de l'énergie, des engrais, du textile, du ciment. Le second (1967-1971) met l'accent sur les fibres synthétiques, la pétrochimie et l'appareillage électrique. Le troisième (1972-1976) est centré sur la sidérurgie, les équipements de transport, l'électroménager, la construction navale.

Neuvième constat: l'État planifie d'une main de fer le développement économique du pays. D'une certaine manière, c'est lui qui crée la classe capitaliste coré-

19 Pierre Rousset décrit en 1984 l'évolution fulgurante du groupe Daewoo: « Il emploie à lui seul 70 000 employés, alors qu'il n'a été formé que voilà 17 ans à partir d'une petite entreprise textile. Grâce au soutien de Park Chung Hee, Kim Woochong a constitué un empire dans le commerce, la construction navale, le bâtiment, l'automobile, le textile, la finance, les télécommunications, l'électronique, l'habillement. Il possède à Pusan la plus grande usine textile du monde et à Oskpo un chantier naval ultramoderne. Il ouvre des chantiers considérables au Moyen-Orient. Il investit aujourd'hui dans les semi-conducteurs », Rousset, Pierre. « La Corée du Sud, second Japon ? » in *Croissance des jeunes nation*s, numéro 265, Paris, octobre 1984.

enne.

Les réticences de la Banque mondiale

Au départ, la Banque mondiale considère que la volonté de la Corée de se doter d'une industrie lourde est prématurée[20] et elle tente d'en dissuader les autorités, sans succès. Face à l'insistance de Séoul et soucieuse de garder une influence dans le pays, elle change son fusil d'épaule et appuie la politique d'industrialisation par substitution d'importation. A cette époque, Robert McNamara est devenu président de la Banque (1968) et son économiste en chef, Hollis Chenery, ne s'oppose pas à ce que les PED recourent à la substitution d'importation[21].

Les arguments des Coréens sont les suivants: 1) il faut se doter d'une industrie lourde (métal, pétrochimie) et fabriquer les biens d'équipement afin d'alimenter nous-mêmes notre industrie légère, réduire nos importations et améliorer notre balance des paiements; 2) sur le marché mondial, des nations concurrentes peuvent rapidement gagner des parts de marchés à notre place car elles peuvent produire les mêmes marchandises que nous à moindre coût en utilisant une main d'œuvre moins payée que la nôtre. C'est pourquoi il faut que nous nous dotions d'une industrie lourde pour diversifier nos exportations vers des produits à plus grande valeur ajoutée incorporant plus de composants réalisés par nous-mêmes. Les autres nations auront beaucoup de difficultés à nous concurrencer dans ce domaine; 3) outre le développement de l'industrie lourde, nous allons faire un gros effort en matière de technologie et nous allons investir de manière croissante dans l'éducation supérieure et dans la recherche; 4) au départ, notre industrie lourde ne sera pas compétitive face à des concurrents étrangers qui auraient accès à notre marché intérieur, il faut donc que nous protégions nos industries naissantes et fermions nos frontières aux concurrents étrangers; 5) l'État doit utiliser l'argent public pour financer et contrôler tout cela.

Au milieu des années 1970, alors que la Corée réussit à se doter d'une puissante industrie lourde, la Banque mondiale recommence à émettre des doutes sur la stratégie suivie. La Banque considère que la Corée est trop ambitieuse et elle suggère de réduire l'effort dans ce secteur[22]. Ces recommandations ne seront pas suivies par les autorités coréennes.

L'exemple le plus spectaculaire de cette politique fut le programme de développement des industries lourdes de 1977-1979. Pendant deux ans, 80 % de tous les investissements de l'État y furent consacrés. Son financement fut assuré par un accroissement colossal de l'endettement de l'économie, celui de l'État comme

20 Mahn-Je Kim, « The Republic of Korea's successful Economic Development and the World Bank » in Kapur, Devesh, Lewis, John P., Webb, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century,* Volume 2: Perspectives, p. 33

21 Voir chapitre précédent « Le développement selon la Banque mondiale ».

22 Mahn-Je Kim, « The Republic of Korea's successful Economic Development and the World Bank » Idem, p. 35

celui des banques et des entreprises privées, mais également par le gel de tous les fonds de retraite et l'utilisation forcée d'une partie de l'épargne privée[23].

Mahn-Je Kim décrit en langage diplomatique, non sans une certaine ironie, l'attitude des économistes de la Banque: *« Il faut souligner la souplesse des économistes de la Banque mondiale. C'étaient des économistes néoclassiques typiques mettant en avant la suprématie du marché et ils ont grandement contribué à convaincre les représentants du pouvoir coréen du bien-fondé des idéaux de l'économie de marché. En général, ce n'étaient pas des économistes dogmatiques et ils savaient comment faire coïncider la doctrine avec les contraintes du monde réel »* [24]. Mahn-Je Kim se réfère à la période qui va jusqu'au début des années 1980.

Dixième constat: La Corée du Sud refuse de suivre les recommandations de la Banque mondiale.

Transformations sociales de 1960 à 1980

Au cours de la dictature de Park Chung Hee, la société coréenne du Sud change profondément. La population urbaine passe de 28% en 1960 à 55% en 1980. La population de la capitale Séoul a doublé entre 1964 et 1970, passant de 3 à 6 millions d'habitants. En 1980, elle frôle les 9 millions. La structure de la population active est radicalement modifiée. En 1960, 63% travaillent dans l'agriculture, 11% dans l'industrie et les mines et 26% dans les services. Vingt ans plus tard, les proportions sont modifiées de la manière suivante : 34% dans l'agriculture, 23% dans l'industrie et les mines et 43% dans les services. En 1963, le pays compte 600.000 travailleurs dans l'industrie; en 1973, ils sont 1,4 million et en 1980, plus de 3 millions dont la moitié sont des ouvriers qualifiés. Ils sont soumis à un degré d'exploitation extrême: en 1980, le coût salarial de l'ouvrier coréen représente le dixième du coût salarial de l'ouvrier allemand, 50% du coût salarial de l'ouvrier mexicain, 60% de l'ouvrier brésilien. Un des ingrédients du miracle coréen, c'est la surexploitation de la main d'œuvre industrielle. La semaine de travail de l'ouvrier coréen en 1980 est la plus longue dans le monde entier. Il n'y a pas de salaire minimum légal. Après l'écrasement du syndicat Conseil général des syndicats coréens (GCKTU) entre 1946 et 1948, les salariés n'ont plus droit à un véritable syndicat. Le régime de Syngman Rhee a créé en 1946 avec le soutien des États-Unis (et de la centrale syndicale américaine AFL-CIO) la Fédération coréenne des syndicats (FKTU), seule confédération syndicale légale en Corée du Sud jusque dans les années 1990. La FKTU est une simple courroie de transmission de la dictature et du patronat. La classe ouvrière est largement muselée, en tout cas

23 Voir *Lutte de Classe,* N°26, Mars 1997, « Corée du Sud - Du mythique « miracle économique » aux traditions de lutte de la classe ouvrière »

24 Mahn-Je Kim, « The Republic of Korea's successful Economic Development and the World Bank » in Kapur, Devesh, Lewis, John P., Webb, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century,* Volume 2: Perspectives, p. 35

jusqu'aux années 1980.

En plus de la classe ouvrière d'usine, d'autres acteurs sociaux s'affirment. En 1980, il y a 100 000 ingénieurs, 130 000 techniciens. La population de l'enseignement supérieur a explosé: près d'un million d'étudiants dans ce type d'enseignement en 1980.

Onzième constat: La structure sociale entre 1960 et 1980 a profondément changé et s'est rapprochée de celle des pays industrialisés.

Douzième constat: La dictature empêche la classe ouvrière de se doter de syndicats et la réprime durement. Un des ingrédients du « miracle » coréen est la surexploitation des ouvriers.

De la dictature de Park Chung Hee à celle de Chun Doo Hwan

Tout au long de la dictature de Park, malgré la répression, de grands mouvements de protestation éclatent chroniquement dans lesquels les étudiants jouent un rôle de premier plan. C'est notamment le cas des grandes manifestations en 1965 contre la signature du traité entre le Japon et la Corée et en 1972 contre la proclamation de la loi martiale et la nouvelle Constitution qui permet au dictateur de rester en poste jusqu'à sa mort.

Des manifestations étudiantes durement réprimées dans la ville de Pusan, en octobre 1979, déclenchent une crise de régime qui se solde par l'assassinat de Park Chung Hee, le 26 octobre. Park tombe sous les balles de son collaborateur le plus proche, Kim Jae Kyu, alors directeur de la KCIA (Agence centrale de renseignement sud-coréenne). Une grande manifestation étudiante dans la cité industrielle de Pusan, le 16 octobre, a dégénéré en affrontement avec la police le lendemain. Le gouvernement Park a aussitôt proclamé l'état d'urgence dans cette ville, envoyant une division d'infanterie. Malgré cette mesure, les manifestations s'étendent à d'autres villes comme Masan, une autre ville industrielle, où se trouvent de nombreuses entreprises exportatrices. De nombreux ouvriers se sont engagés dans des actions de rue. Park déclare aussi l'état de siège à Masan. Pendant les quatre jours d'affrontement, ce sont 4 207 personnes qui sont arrêtées. Les manifestations étudiantes s'étendent à la capitale, Séoul[25]. Le chef de la KCIA juge qu'en se débarrassant de Park, il est possible de sauver la situation.

Au lendemain de la mort du général Park, l'armée est divisée: un secteur laisse miroiter la perspective d'une certaine « libéralisation » du régime. Les mobilisations se poursuivent. Début décembre 1979, la plupart des détenus politiques (dont certains purgeaient de très longues peines de prison) sont libérés. Le 12 décembre, coup de théâtre, le major-général Chun Doo Hwan réussit un putsch au sein de l'armée, il fait arrêter son principal rival le général Ching et prend le

25 Voir Jun Yasaki « La crise du régime sud-coréen et le soulèvement de Kwangju » in *Inprecor* n° 80, 26 juin 1980, p. 25

contrôle total de l'armée. Les mobilisations se poursuivent. Le 14 avril 1980, Chun Doo Hwan qui conserve ses fonctions de chef de l'armée est nommé directeur de la KCIA par le chef de l'État. Les mobilisations se poursuivent.

Le retour à la dictature militaire ouverte a lieu le 18 mai 1980. Une répression brutale est déclenchée : tous les dirigeants de l'opposition sont arrêtés. Cela provoque de grandes explosions sociales dont l'insurrection urbaine de Kwangju est le point culminant.

Immédiatement après la proclamation d'une nouvelle loi martiale, le 18 mai 1980, plusieurs milliers d'étudiants de l'université de Chonam à Kwangju descendent dans la rue. Des régiments de parachutistes sont envoyés et assassinent des manifestants, dont des jeunes filles, à la baïonnette. Le lendemain, plus de 50 000 personnes commencent à affronter les soldats. Au cours des combats, plus de 260 d'entre elles sont tuées. Après quatre jours de lutte acharnée, le nombre des insurgés atteint 200 000 dans une ville dont la population est d'environ 750 000. Ils prennent finalement le contrôle de la ville toute entière. Les stations de radio sont incendiées par les manifestants rendus furieux par le fait qu'aucune information n'a été donnée sur leur lutte en raison de la censure imposée par la loi martiale. Les insurgés se saisissent des armes abandonnées par les troupes repliées à l'extérieur et s'organisent en comités de contrôle et d'administration de la ville. Le 23 mai, c'est la province de Cholla au sud de la Corée qui est toute entière aux mains des étudiants et de la population insurgée. Les étudiants de Kwangju s'emparent de bus et de camions et, les armes à la main, se rendent d'une ville à l'autre permettant ainsi l'extension du mouvement. Alors que de nouvelles troupes gouvernementales approchent de Kwangju, les insurgés constituent un comité de crise afin de négocier avec les autorités chargées d'imposer la loi martiale. Ils exigent de ces autorités qu'elles présentent des excuses au peuple de Kwangju pour les atrocités commises, qu'elles versent des indemnités pour les blessés et les morts, qu'elles n'exercent pas de représailles après les événements, que les chefs militaires ne déplacent pas les troupes avant qu'un règlement n'intervienne. Malgré ces négociations, les troupes, environ 17 000 hommes, prennent d'assaut la ville à l'aube du 27 mai et l'occupent. Le nombre des morts du côté des étudiants et des habitants de la ville dépasse plusieurs centaines[26]. La répression s'est faite avec la bénédiction de l'armée américaine et de Washington[27]. Dans les mois qui suivent, la répression touche tout le pays. Selon un rapport officiel daté du 9 février 1981, plus de 57 000 personnes ont été arrêtées à l'occasion de la « Campagne de purification sociale » engagée depuis l'été 1980. Près de 39 000 d'entre elles ont été

26 Les chiffres concernant le nombre de pertes en vie humaines du côté des manifestants varient fortement. L'estimation la plus faible, celle des autorités, mentionne le chiffre de 240 morts. D'autres sources mentionnent de mille à deux mille morts. Le *New York Times* du 28 mai 1980 affirme que 50 parachutistes ont été tués au cours d'un seul combat (voir Kim Chang Soo « Le Soulèvement de Kwangju », in *Inprecor* n° 97, 16 mars 1981, p. 35-39).

27 Jun Yasaki « La crise du régime sud-coréen et le soulèvement de Kwangju », in *Inprecor* n° 80, 26 juin 1980, p. 25 et Kim Chang Soo « Le Soulèvement de Kwangju », in *Inprecor* n° 97, 16 mars 1981, p. 35-39.

envoyées dans des camps militaires pour une « rééducation physique et psychologique »[28]. En février 1981, le dictateur Chun Doo Hwan est reçu à la Maison blanche par le nouveau président des États-Unis, Ronald Reagan[29].

Treizième constat: Un puissant mouvement social anti-dictatorial avec à sa tête les étudiants affronte la dictature. Après l'assassinat de Park (octobre 1979) et

Washington a permis les massacres de mai 1980

Les forces armées de la République de Corée sont placées sous le commandement conjoint américano-coréen, lui-même sous le contrôle du commandant en chef des forces US en Corée du Sud. Seuls le commandement de la garnison de la capitale et un secteur des parachutistes placés sous l'autorité directe du président échappent à cette règle. Le gros des forces armées de la République de Corée ne peut être mobilisé sans la permission du commandant en chef des forces états-uniennes. Au moment du soulèvement de Kwangju, au mois de mai 1980, les troupes de la garnison de la capitale étaient utilisées pour le maintien de l'ordre à Séoul et les unités de parachutistes étaient envoyées à Kwangju. S'il y avait alors eu de nouveaux soulèvements – d'ampleur analogue ou supérieure à celui de Kwangju – le gouvernement n'aurait pu y faire face : il n'avait plus de forces en réserves placées sous son autorité directe.

C'est pour cela que le gouvernement des États-Unis, en réponse à une demande du gouvernement sud-coréen, a rapidement rendu disponible une partie des troupes placées sous le commandement conjoint. L'envoi à Kwangju de la 31e division, le 19 mai, ne fut possible qu'ainsi. Et, au moment de l'assaut final, quatre régiments - soit 7 800 hommes – furent soustraits au commandement conjoint pour être envoyées à Kwangju. De plus, le porte-avions américain *Coral Sea*, qui faisait route vers le Moyen-Orient, reçut l'ordre de cingler vers la péninsule coréenne.

Quand les étudiants de Kwangju envoyèrent un message désespéré au président démocrate Jimmy Carter[30] pour lui demander d'intervenir en défense de leurs droits, les États-Unis ont ignoré cet appel sous prétexte qu' « *il n'avait pas été transmis par les canaux officiels* ». Mais qu'est ce que des « canaux officiels » dans le cas d'une ville assiégée? Le *Washington Post* du 1er juin 1980, rapporte qu'un important fonctionnaire américain a déclaré: « *Ce n'est pas une question de droits de l'homme. C'est une question qui relève de l'intérêt national des États-Unis dans la réalisation et le maintien de la stabilité en Asie du Nord-Est.* »

A souligner que le gouvernement japonais se rangea, lui aussi, aux côtés de Chun Doo Hwan, contre le peuple coréen.

---

28 Kim Chang Soo « Le Soulèvement de Kwangju », in *Inprecor* n° 97, 16 mars 1981, p. 35

29 Ronald Reagan a présidé les États-Unis de 1981 à 1988.

30 Jimmy Carter a été président des États-Unis de 1977 à 1980. Au cours de son mandat, plusieurs alliés de Washington tombent ou sont déstabilisés: le Shah s'enfuit en février 1979 devant une révolte populaire, le dictateur Anastasio Somoza est renversé en juillet 1979 par la révolution sandiniste, la dictature coréenne est déstabilisée d'octobre 1979 à mai 1980. C'en était trop, il fallait à tout prix garder cet allié stratégique. Pourtant, Jimmy Carter se faisait le chantre des droits humains en politique internationale.

un court intermède démocratique, une nouvelle dictature féroce s'installe en déclenchant une répression sanglante en mai 1980 soutenue par Washington et par Tokyo.

La politique économique du dictateur Chun Doo Hwan (1980-1987)

Après l'assassinat du dictateur Park Chung Hee en 1979 et la mise en place de la dictature du général Chun Doo Hwan, l'orientation économique ne change pas fondamentalement. La Corée qui s'est endettée fortement au cours des années 1970 auprès des banques étrangères, principalement japonaises, subit plus durement que les autres PED le choc de la hausse brutale des taux d'intérêt car elle a largement emprunté à taux variables. En 1983, la Corée du Sud est quatrième sur la liste des pays les plus endettés en chiffres absolus (43 milliards de dollars), elle n'est précédée que par le Brésil (98 milliards), le Mexique (93 milliards) et l'Argentine (45 milliards). Mais, encore une fois, sa position géostratégique lui donne droit à un traitement différent de celui des autres pays en développement. Le Japon vient à la rescousse en versant à la Corée 3 milliards de dollars (au titre des réparations de guerre) que celle-ci utilise pour maintenir le remboursement de la dette à l'égard des banquiers japonais. Cela lui évite de devoir faire appel au FMI et de se plier à ses conditions draconiennes[31]. De son côté, le gouvernement japonais évite ainsi la faillite de certaines de ses banques et obtient de la Corée du Sud de plus grandes facilités d'investissement.

Quatorzième constat: Contrairement à la version de la Banque mondiale, le recours massif à l'endettement externe auprès des banques privées a failli coûter très cher à la Corée du Sud. Si celle-ci n'avait pas occupé une place géostratégique de toute première importance aux yeux des États-Unis et du Japon, elle aurait pu connaître le sort de pays comme l'Argentine, le Brésil et le Mexique qui ont dû se soumettre aux conditions du FMI. Comme on le verra dans la suite, elle a pu continuer à suivre une voie partiellement indépendante de développement jusqu'aux années 1990.

La Corée est aussi affectée par le second choc pétrolier de 1979 (hausse du prix du pétrole provoquée par la révolution iranienne et le renversement du Shah) mais encaisse le coup. Le contrôle autoritaire sur l'économie est maintenu: le gouvernement impose aux industries de fabriquer tel produit plutôt que tel autre. Il décide de restructurer l'industrie de production de véhicules de transport et charge deux *chaebols* de produire des automobiles.

---

31 *« La Corée du Sud a également bénéficié d'une aide spéciale du gouvernement japonais au motif formel de réparations. Le fait que le traité mis sur pied après la guerre était resté lettre morte pendant de nombreuses années ne tracassait aucune des deux parties. Le gouvernement japonais savait très bien qu'un don de trois milliards de dollars à la Corée pour lui permettre de continuer à rembourser sa dette extérieure élevée bénéficierait à long terme aux intérêts des entreprises japonaises qui avaient des investissements dans le pays et des participations dans des entreprises coréennes. Alors que la crise de la dette s'étendait, le gouvernement coréen n'a jamais eu besoin de négocier avec les banquiers étrangers ou le FMI »* in Strange Susan, *Rival States, Rival Firms, Competition for World Trade Shares,* CSRI, 1991, p. 46.

La Banque mondiale s'oppose à cette orientation et recommande au contraire à la Corée d'abandonner la production de véhicules finis en se concentrant sur la production de pièces détachées destinées à l'exportation. La Banque explique que les voitures coréennes ne se vendront pas.

Les autorités coréennes tiennent tête. Résultat: au milieu des années 1980, la firme coréenne Hyundai (contrôlée à 100% par du capital privé coréen soutenu par les pouvoirs publics) réussit à exporter ses voitures aux États-Unis et à y conquérir de substantielles parts de marché!

A l'époque, la Banque a définitivement tourné la page des concessions à l'égard du modèle d'industrialisation par substitution d'importation. En 1981, sous l'administration Reagan, les derniers économistes favorables à une intervention de l'État sont remplacés par des néolibéraux purs et durs avec Anne Krueger comme économiste en chef. Celle-ci a écrit quelques années auparavant un livre sur la Corée pour démontrer la supériorité de la substitution d'exportation sur la substitution d'importation[32]. La volonté de Séoul de produire des automobiles pour l'exportation s'inscrit dans une démarche agressive de substitutions d'exportation et, en principe, elle devrait être fermement soutenue par la Banque. Ce n'est pas le cas car la décision de Séoul menace l'industrie automobile des États-Unis. La limite de la grande flexibilité des économistes de la Banque est vite atteinte lorsque les intérêts des États-Unis sont en jeu.

Quinzième constat: Le régime de Chun Doo Hwan refuse une nouvelle fois de suivre les recommandations de la Banque mondiale et gagne son pari contre elle. La Banque maintient cependant son soutien à la dictature car elle veut à tout prix tenter de l'influencer. De leur côté, les États-Unis commencent à se méfier de l'appétit des entreprises sud-coréennes.

Vers la fin de la dictature de Chun Doo Hwan (1980-1987)

En 1979-1980, dans de nombreuses entreprises, des ouvriers cherchent à se doter de syndicats. L'enjeu est la formation de nouveaux syndicats « indépendants », défiant ouvertement la politique de collaboration de la direction de la FKTU, tout en étant obligés de s'y affilier conformément à la loi. Suite à la répression déclenchée par Chun Doo Hwan, une centaine de sections locales de la FKTU sont dissoutes, 191 permanents sont licenciés et certains sont envoyés dans des camps.

Dans ce mouvement de création des syndicats indépendants, le rôle moteur a été joué par des jeunes, ouvriers ou étudiants contestataires, qui ont choisi de s'établir en usine pour poursuivre la lutte politique entamée à l'université.

Le mouvement étudiant a commencé à relever la tête en 1983-1984 et connaît un processus non seulement de radicalisation mais aussi de politisation en profon-

32 Krueger, Anne O. 1979. *The Development Role of the Foreign Sector and Aid,* Council on East Asian Studies Harvard University, Cambridge, Massachusetts and London, England, 256 p.

deur. De début 1986 à mai 1986, 166 000 étudiants ont participé à des manifestations[33]. L'importance du mouvement dans les universités[34] est reflétée par le fait que ce sont les étudiants qui constituent la grande majorité des prisonniers politiques (800 étudiants sur 1 300 détenus politiques).

Dans les usines, les ouvriers reprennent le combat à partir de 1985. Pour la première fois, une grève importante éclate dans un *chaebol*, l'entreprise Daewoo Motors. Elle est couronnée de succès et un nouveau syndicat indépendant est créé.

Le 12 février 1986, une campagne de pétition est lancée à Séoul par le Nouveau Parti démocratique de Corée (NKDP) pour changer la Constitution (l'objectif est de permettre l'élection par suffrage direct du président et non par un collège électoral). Dans les mois suivants, une série de rassemblements mobilisent des dizaines de milliers de personnes dans les grandes villes du pays. Les étudiants participent de manière autonome au mouvement démocratique en mettant en avant des mots d'ordre radicaux tels que '*A bas la dictature militaire*', '*Contre la présence dans le pays des 40.000 soldats US*' et pour une '*Constitution populaire*'.

Le 29 novembre 1986, le régime fait investir la ville de Séoul par 50 000 policiers afin d'empêcher la tenue d'un rassemblement du NKDP. Le régime applique la force de l'État contre l'opposition mais cette politique échoue car une lame de fond traverse toutes les couches de la société pour les revendications démocratiques. Les négociations entre dictature et opposition sur les procédures électorales n'aboutissent pas. Le gouvernement est affaibli par les suites politiques de l'assassinat d'un étudiant dans un commissariat. Dans cette situation, toutes les forces d'opposition, dont la nouvelle coalition issue d'une scission du NKDP, appellent à une manifestation le 10 juin 1987. La veille, la police a interpellé 3 000 personnes, mis en résidence surveillée 140 dirigeants de l'opposition, déployé des dizaines de milliers de policiers. Rien n'y fait: le 10 juin et les jours suivants, la protestation s'étend à tout le pays, des affrontements massifs atteignent un tel niveau que le régime commence à reculer: les élections présidentielles directes sont acquises[35]. Cette fois-ci, Washington a fini par mettre la pression sur la dictature pour qu'elle lâche du lest.

Du côté des usines, le mouvement ne se limite pas à la perspective des urnes.

Les travailleurs sud-coréens s'engouffrent dans la brèche ouverte par la victoire du mouvement de masse de juin 1987 dont le fer de lance fut constitué par les étudiants.

L'été 1987 voit la Corée du Sud secouée par une vague de grèves sans précédent. Entre le 17 juillet et le 25 août, on dénombre 1 064 conflits du travail[36] alors

33 Chiffres annoncés par Kang Min Chang, chef de la police nationale. Cité dans Korea Communiqué Bulletin, numéro spécial juillet 1986.

34 Prise d'assaut du campus de Konkuk, le 31 octobre 1986 par exemple.

35 David Cameron, « La classe ouvrière prend la relève » in *Inprecor* n° 248, 7 septembre 1987, Paris, pp 4-5

que la moyenne annuelle des dix années précédentes s'établit à 200 conflits[37]. Tous les secteurs de l'économie sont touchés, y compris les *chaebols* (24 000 ouvriers des chantiers navals de Hyundai, 15 000 mineurs de charbon, etc.). Les luttes sont marquées par une forte combativité: occupation des entreprises et même des locaux de direction, blocage des voies ferrées et occupation des gares, refus de la tactique du lock-out patronal… Les conflits aboutissent à des augmentations de salaire significatives et la reconnaissance de syndicats indépendants et démocratiques.

En 1988, on compte déjà 2 799 syndicats démocratiques. En 1989, on dépasse les 7 000. En janvier 1990 est fondé le Congrès des syndicats coréens, qui devient quelques années plus tard la Confédération des syndicats coréens (KCTU). Pourtant, jusque dans les années 2000, la création d'une confédération syndicale est un acte illégal.

Sur le plan politique, en 1988, des élections au suffrage universel sont organisées pour la première fois en Corée. Mais l´opposition est divisée et présente trois candidats différents, « les trois Kim »: Kim Youngsam, Kim Daejung et Kim Jongpil. Le général Roh Taewoo, candidat soutenu par le président sortant et qui était à ses côtés lors du putsch de 1979 et lors du massacre de Kwangju en mai 1980, est élu.

Seizième constat: Pressé de toutes parts par des mouvements de contestation, dans un contexte de montée en puissance d'une classe ouvrière jeune et combative, la dictature lâche du lest face à l'opposition et organise les premières élections libres. Washington a fini par mettre la pression. Face à la division de l'opposition, le candidat de la dictature remporte les élections mais les luttes se développent dans les usines.

Le tournant des années 1990

Des années 1980 à la moitié des années 1990, la Corée accumule les succès en terme de conquêtes de position dans la production industrielle: de la construction de bulldozers au matériel informatique en passant par les chantiers navals (elle devient dans les années 1980 le deuxième constructeur mondial de navires, devancé seulement par le Japon). La Corée réussit à concurrencer les transnationales des États-Unis et d'Europe dans plusieurs domaines.

Pendant la même période, la Chine est devenue un partenaire de Washington, elle a arrêté depuis longtemps son soutien aux mouvements qui, dans différents pays, menaçaient la stabilité des alliés des États-Unis et est entrée à la Banque mondiale en 1980. De son côté, Moscou sous Gorbatchev a passé des accords géostratégiques à la fin des années 1980 avec Washington, le Mur de Berlin est ren-

36 Chiffres du ministère du Travail cités dans *International Herald Tribune*, 26 août 1987

37 « De juillet à septembre 1987, le nombre de grèves atteindra 3.372 », Hermann Dirkes, « Le nouveau mouvement syndical » in *Inprecor* n° 281, 6 février 1989.

versé en 1989 et l'URSS implose en 1991. La guerre froide prend fin.

La situation politico-militaire internationale héritée de la seconde guerre mondiale, de la victoire de la révolution chinoise de 1949 et de la guerre de Corée de 1950-1953 a fondamentalement changé. Washington considère qu'il vaut mieux dorénavant ne pas s'entêter à soutenir des dictatures affirmées confrontées à de puissants mouvements d'opposition et à la fronde sociale. Face à des mobilisations qui sont prêtes à aller jusqu'au bout, il vaut mieux lâcher du lest (comme en juin 1987) et sauver l'essentiel : des rapports privilégiés avec le régime qui remplace la dictature. En outre, il est plus efficace d'avoir un gouvernement démocratique pour appliquer l'agenda néolibéral car cela évite d'affronter une jonction entre opposition démocratique et mouvement social opposé au néolibéralisme.

En 1992, à la suite d´une fusion entre le parti au pouvoir et de deux partis de l´opposition, Kim Youngsam, l'ancien opposant modéré, est élu avec le soutien de Roh Taewoo. Kim Youngsam est le premier président civil depuis 32 ans, mais il dépend du soutien des militaires et se range résolument du côté de Washington[38]. Enfin, son agenda est clairement néolibéral.

La Corée occupe toujours une place militaire stratégique mais le gouvernement des États-Unis, qui maintient dans le pays 37 000 soldats, ne considère plus nécessaire de laisser autant de marge de manœuvre à l'appétit économique de la Corée du Sud. Il faut ramener ses prétentions à une dimension modeste. Washington met la pression sur la Corée et utilise différents instruments parmi lesquels des protections tarifaires aux États-Unis contre les produits coréens. Washington demande à la Corée de suivre les recommandations de la Banque mondiale et du FMI et obtient partiellement gain de cause. En témoigne, le rapport de la mission envoyée en Corée par le FMI en novembre 1996 et le procès-verbal qui en résulte à la suite d'un débat entre dirigeants du FMI. En voici des extraits.

1) De la suppression des barrières douanières ou d'autres formes de limites aux importations: « *Depuis 1994, les autorités ont progressivement démantelé les obstacles à l'importation et réduit les droits de douane conformément à l'accord de l'*Uruguay Round[39]. *L'octroi de licences d'importation est désormais automatique sauf pour un petit nombre de produits risquant de men-*

38 En octobre 1995 éclate en Corée le plus gros scandale que ce pays a connu depuis la fin de la guerre, il éclabousse trois présidents successifs. Sur l´accusation d´un parlementaire de l´opposition, l´ancien président de la République Roh Taewoo (1987-1993) est arrêté pour avoir reçu 369 millions de dollars en pots-de-vin. Son prédécesseur Chun Toowhan (1980-1987) connaît le même sort. Kim Youngsam se trouve dans une situation embarrassante: il a en effet été élu grâce au soutien de Roh Taewoo. Il a reconnu avoir touché de l´argent lors de sa campagne électorale. Le monde industriel n´est pas en reste: la plupart des *chaebols* sont mouillés d´une manière ou d´une autre par ce scandale.

39 Le dernier cycle de négociation du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) est appelé Uruguay Round. Il a donné lieu notamment à la mise en place de l'OMC qui a remplacé le GATT à partir de 1995. Le GATT avait été créé en 1948 après le sabordage de l'Organisation Internationale du Commerce (créée sur papier en 1947 lors de la conférence de La Havane) par les États-Unis.

acer la santé ou la sécurité publique »[40].

2) De la privatisation: « *Au cours des dix dernières années, les autorités ont partiellement appliqué deux programmes de privatisation des entreprises publiques. Le programme mis en place en décembre 1993 prévoyait, pendant la période 1994-1998, la privatisation de 58 des 133 entreprises publiques. Au milieu de 1996, 16 entreprises avaient été privatisées* »[41].

3) De la libéralisation des mouvements de capitaux: « *Les administrateurs du FMI se sont aussi félicités de la libéralisation récente des mouvements de capitaux. Bien que quelques administrateurs aient souscrit à la démarche progressive en ce domaine, un certain nombre d'autres estiment qu'une libéralisation rapide et intégrale offre de nombreux avantages au stade de développement économique où se trouve la Corée* ».

Dix-septième constat: Washington a progressivement modifié sa politique à l'égard des dictatures alliées à partir de la deuxième moitié des années 1980 dans un contexte de fin de guerre froide. Ce tournant a été appliqué au Brésil dans la deuxième moitié des années 1980, aux Philippines en 1986, en Corée du Sud en 1987, il sera également appliqué au cours de la décennie suivante en Afrique du Sud en 1994, progressivement au Chili, en Indonésie en 1998. Du point de vue des États-Unis, le bilan est positif, les intérêts essentiels ont été sauvegardés. En effet, que serait-il arrivé si Washington s'était entêté à soutenir jusqu'au bout toutes les dictatures alliées secouées par des mouvements de masse? Ce tournant de Washington n'est pas général. A l'égard des pays arabes, Washington maintient son appui aux dictatures à commencer par l'Arabie saoudite.

La crise économique asiatique de 1997 et ses suites

Entre 1990 et 1996, par leurs luttes, les travailleurs sud-coréens ont obtenu une augmentation de 66% de leur salaire réel[42]. Impressionnant. L'agenda néolibéral rencontre en Corée du Sud, comme ailleurs, une résistance des ouvriers. Le 26 décembre 1996 éclate la première grève générale qu'ait connue le pays depuis 1948. Les travailleurs s'opposent à une réforme du code du travail visant à faciliter les licenciements. Après 24 jours de grève, ils obtiennent un succès. La réforme du code du travail est reportée. La KCTU sort renforcée du conflit.

Les succès importants des travailleurs sont remis en cause à la faveur de la crise qui éclate en 1997. Le patronat prend sa revanche.

De plus, ce que les États-Unis et les autres puissances industrielles ont obtenu par la négociation jusqu'en 1996 est approfondi par la crise de 1997 provoquée par une vague spéculative d'attaques contre les monnaies du Sud Est asiatique et de la Corée. Cette spéculation est facilitée par les mesures de libéralisation des

---

40 Fonds Monétaire International. 1997. *Rapport annuel 1997,* Washington DC, p. 60.

41 Idem. p. 61.

42 CNUCED, 2000c, p 65-66 cité par Eric Toussaint. 2004. *La Finance contre les Peuples.* Chapitre 17, p. 477.

mouvements de capitaux mentionnées plus haut. Arrivant des pays du Sud-Est asiatique (la Thaïlande est la première à avoir été touchée en juillet 1997), la crise frappe brutalement la Corée du Sud à partir de novembre 1997. Entre novembre 1997 et le 8 janvier 1998, la monnaie coréenne, le won, se déprécie de 96,5% par rapport au dollar américain. En décembre 1997, le gouvernement de Séoul se soumet aux conditions imposées par le FMI (tandis que la Malaisie s'y refuse)[43].

Un véritable réaménagement structurel est mis en œuvre: fermeture de nombreux établissements financiers, licenciements massifs, autonomisation de la banque centrale par rapport au gouvernement, augmentation brutale des taux d'intérêt (ce qui plonge l'industrie locale et les travailleurs dans la récession), abandon de grands projets d'investissements, démantèlement de certains *chaebols*, ventes de certaines entreprises aux transnationales des pays les plus industrialisés. La modification du code du travail coréen qui avait été reportée suite à la grève générale de janvier 1996 est adoptée. Elle permet de recourir à des licenciements massifs. La cure néolibérale imposée à la Corée est radicale. Le pays est plongé dans une récession profonde (chute de 7% du PIB en 1998).

Les prêts accordés par le FMI, la Banque mondiale et les banques privées comprennent tous une prime de risque. Ces institutions engrangent donc de plantureux revenus lors des remboursements. Les dizaines de milliards de dollars prêtés à la Corée ont été immédiatement utilisés pour rembourser les banques. Tous les participants au « plan de sauvetage » sont remboursés grâce aux revenus d'exportations et aux coupes claires dans les dépenses publiques. Une partie croissante des recettes fiscales sert à payer la dette extérieure. La dette publique de la Corée croît de manière spectaculaire à cause de la prise en charge par l'État des dettes des entreprises privées. La dette publique qui représentait 12% du Produit intérieur brut avant la crise a quasi doublé en pourcentage, passant à 22,2% fin 1999.

L'augmentation de la dette publique sert de prétexte pour mener de nouvelles coupes claires dans les dépenses sociales et pour pousser plus loin le programme des privatisations et d'ouverture au capital étranger.

Les mesures imposées visent également à imposer une défaite aux travailleurs coréens dont les organisations s'étaient renforcées dans les années antérieures. Le salaire réel du travailleur coréen a baissé de 4,9% en 1998 suite à la crise.

Les mesures d'ouverture commerciale renforcée touchent également de plein fouet les paysans sud-coréens qui multiplient les résistances dans le pays et entreprennent d'envoyer régulièrement des délégations de manifestants à l'étranger lors des sommets de l'Organisation mondiale du commerce (OMC): Cancun en

---

43 J'ai analysé la crise asiatique de 1997-1998 en détail dans Eric Toussaint. 2004. *La Finance contre les Peuples.* Chapitre 17, « Tempête en Asie : les tigres domptés reprennent-ils du poil de la bête ? » p. 461 – 479.

septembre 2003, Hong-Kong en décembre 2005.

Pour la Banque mondiale, la Corée est aujourd'hui un pays développé. Mais tant de luttes restent encore à mener.

Au moment où ces lignes sont écrites, début mars 2006, la KCTU, forte de 800.000 adhérents, dirige une grève générale qui demande l'abrogation d'une loi renforçant la précarisation des travailleurs à temps partiel[44].

44 Pour des infos sur l'action de la KCTU et les luttes sociales en général, voir : www.kctu.org

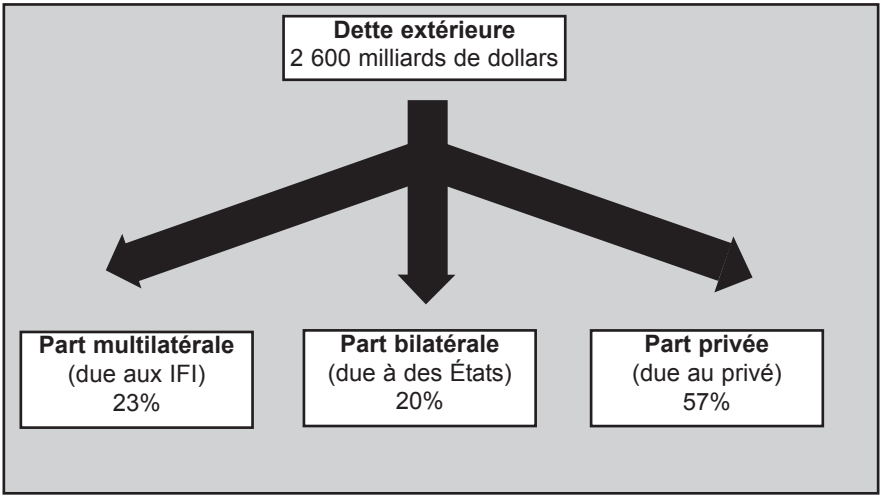
Chapitre 12

Le piège de l'endettement

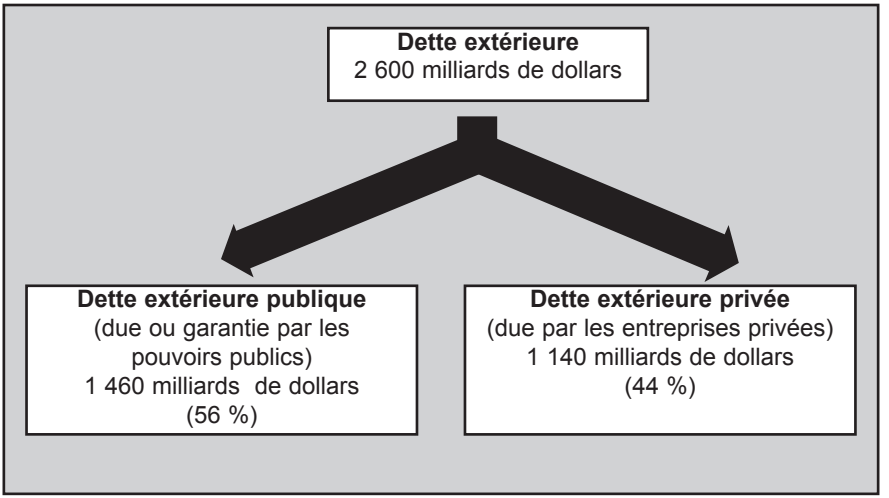
Dans les années 1970, les PED s'endettent de plus en plus car les conditions d'emprunt leur sont apparemment favorables. La Banque mondiale, les banques privées et les gouvernements des pays les plus industrialisés les y encouragent. A partir de fin 1979, la hausse des taux d'intérêts, imposée par le Trésor des États-Unis dans le cadre du virage néolibéral, et la chute du cours des matières premières vont changer radicalement la donne. Les flux s'inversent alors et, durant les années 1980, les créanciers font de juteux profits sur la dette. Depuis la crise financière en Asie du Sud-Est et en Corée qui a éclaté en 1997, les transferts nets sur la dette en faveur des créanciers (y compris la Banque mondiale) s'accroissent de manière importante, tandis que dans le même temps, la dette continue sa course folle vers des sommets jamais atteints auparavant.

Commençons par étudier l'architecture de la dette extérieure des PED du point de vue des créanciers (nous avons arrondi les chiffres fournis par la Banque mondiale concernant l'endettement des PED en 2004):

Le tableau porte sur la période 1970 – 2004. C'est une longue période qui



et du point de vue des débiteurs :



TOTAL PAYS EN DEVELOPPEMENT

(en milliards US$)

	Dette extérieure totale		Dette extérieure publique		Dette à l'égard de la Banque mondiale	
Années	Stock total de la dette	Transfert net sur la dette	Stock total de la dette	Transfert net sur la dette	Stock total de la dette	Transfert net sur la dette
1970	70	4	46	4	6	0,3
1971	81	7	53	5	7	0,5
1972	95	10	61	6	9	0,7
1973	113	10	74	8	10	0,9
1974	141	20	92	12	11	1,3
1975	171	27	113	20	13	1,9
1976	209	29	139	20	17	2,0
1977	263	51	177	24	20	2,0
1978	358	39	231	28	23	1,8
1979	427	44	278	31	27	2,6
1980	541	51	339	29	32	3,0
1981	629	41	383	26	38	4,1
1982	716	21	442	30	45	4,6
1983	782	-14	517	17	53	4,9
1984	826	-21	571	9	54	5,0
1985	929	-27	672	-5	71	4,4
1986	1.020	-25	782	-5	91	3,7
1987	1.166	-13	920	-2	116	2,7
1988	1.172	-24	932	-10	116	0,6
1989	1.238	-22	982	-16	120	0,4
1990	1.337	-8	1.039	-14	137	2,4
1991	1.414	-3	1.080	-14	147	-0,8
1992	1.480	31	1.099	-6	149	-2,8
1993	1.632	45	1.193	9	158	-0,8
1994	1.792	0	1.290	-16	174	-2,6
1995	1.972	61	1.346	-16	184	-2,1
1996	2.046	27	1.332	-24	180	-0,9
1997	2.110	4	1.309	-24	179	1,9
1998	2.323	-54	1.395	-7	192	1,6
1999	2.347	-98	1.405	-30	198	0,9
2000	2.283	-127	1.363	-52	199	-0,4
2001	2.261	-114	1.326	-65	202	-0,5
2002	2.336	-87	1.375	-67	212	-7,3
2003	2.554	-41	1.460	-81	223	-7,0
2004	2.597	-19	1.469	-26	222	-6,1

Source : World Bank, *Global Development Finance,* 2005

inclut la crise de 1982 ainsi que celles qui la suivent.

La colonne 2 présente l'évolution du stock de la dette extérieure **totale** de l'ensemble des PED pour lesquels la Banque mondiale fournit des données[1] (dettes à court et à long terme, dette **due et garantie par les pouvoirs publics** des PED ainsi que la dette due par les entreprises privées des PED). Intitulée « dette extérieure publique », la colonne 4 présente l'évolution du stock total de la dette extérieure seulement due et/ou garantie par les pouvoirs publics des PED. La colonne 6 intitulée « dette à l'égard de la Banque mondiale » présente l'évolution du stock de la dette extérieure des PED seulement **due à la Banque mondiale** (BIRD et IDA).

Les colonnes 3, 5 et 7 présentent le transfert net sur la dette sur les trois types de stocks que l'on vient d'évoquer.

Qu'est-ce que le transfert net sur la dette? C'est la différence entre ce qu'un pays reçoit sous forme de prêts et ce qu'il rembourse (capital et intérêt). Si le montant est négatif, cela signifie que le pays a remboursé plus que ce qu'il a reçu.

Interprétation du tableau

De 1970 à 1982, les PED augmentent fortement leurs emprunts. La dette extérieure totale (publique et privée) exprimée en dollars courants est multipliée par 10 (elle passe de 70 à 716 milliards de dollars). La dette extérieure publique est également multipliée par 10 (elle passe de 45 à 442 milliards de dollars). La dette extérieure publique à l'égard de la Banque mondiale est multipliée par 7,5. Durant cette période, les transferts nets sur la dette sont chaque année positifs: cela signifie que les PED empruntent plus qu'ils ne remboursent. Ils sont encouragés à s'endetter car les taux d'intérêt réels sont fort bas. De plus, les revenus d'exportation avec lesquels ils remboursent leur dette sont en augmentation car les prix des matières premières sont élevés. En conséquence, les PED n'éprouvent généralement pas trop de problèmes de remboursement[2].

Le tableau n'enregistre pas immédiatement la détérioration qui a commencé fin 1979 avec l'augmentation brutale des taux d'intérêt imposée unilatéralement au monde par le gouvernement des États-Unis. Les taux d'intérêt réels explosent début des années 1980: 8,6% en 1981, 8,7% en 1982 contre -1,3% (taux négatif) en 1975, 1,1% en 1976, 0,3% en 1977[3]. A cette augmentation des taux qui entraîne une augmentation des montants à rembourser, s'ajoute au même moment une chute des prix des matières premières (sauf le pétrole dans un premier temps). Quand cette chute entraînera celle du prix du pétrole, les principaux pays endettés

1 Parmi les pays pour lesquels la Banque mondiale ne fournit pas de données: Cuba, Irak, Libye, Corée du Nord, Corée du Sud.

2 Néanmoins, le nombre de pays endettés qui accusent des arriérés de paiement à l'égard de la Banque mondiale ou/et qui recherchent une renégociation de leur dette multilatérale est passé de trois à dix-huit entre 1974 et 1978!

3 Voir Eric Toussaint. 2004. *La Finance contre les peuples. La Bourse ou la Vie.* CADTM/Syllepse/Cetim, Liège-Paris-Genève, p. 197-198. Le chapitre 8, p. 187-200 présente une analyse de la crise de la dette qui explose en 1982. Voir aussi Damien Millet et Eric Toussaint. 2002. *50 Questions/50Réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale*, CADTM/Syllepse, Liège-Paris, Question 8, p. 59-62.

producteurs de pétrole tel le Mexique entreront en crise de paiement. C'est ce qui se passera à partir de 1982[4].

Retournons vers le tableau pour nous apercevoir que les PED entrent alors dans une période de crise de paiement de la dette qui se manifeste par un transfert net négatif sur la dette totale publique et privée entre 1983 et 1991 (neuf années consécutives de transfert net négatif).

Remarquons que, bien que les PED remboursent plus qu'ils n'empruntent, leur dette extérieure totale ne diminue pas. Entre 1983 et 1991, elle s'accroît de 632 milliards de dollars, soit 81% d'augmentation. Explication: les PED, en difficulté à cause des revenus en baisse et des taux d'intérêt élevés, empruntent principalement pour pouvoir rembourser. A ce moment-là, les conditions d'emprunt sont fort onéreuses (taux élevés et primes de risque élevées[5]).

Il faut relever également que le transfert net sur la dette extérieure publique vire au négatif avec un décalage de deux ans. Comment expliquer qu'en 1983 et en 1984, le transfert sur la dette extérieure publique soit encore positif? C'est clair: les pouvoirs publics empruntent beaucoup (notamment auprès du FMI et de la Banque mondiale) afin de commencer à assumer des dettes initialement contractées par le secteur privé que le gouvernement accepte de prendre à sa charge. Ces emprunts massifs que les pouvoirs publics commencent à rembourser quelques années plus tard se traduisent à partir de 1985 par un transfert net négatif. C'est notamment le cas de l'Argentine où 12 milliards de dettes privées sont mises à charge de l'État par la junte militaire (sous l'action de son serviteur Domingo Cavallo[6]).

Entre 1982 et 1984, la dette extérieure publique augmente de 129 milliards de dollars (passant de 442 à 571 milliards, voir colonne 4) tandis que la dette extérieure privée baisse de 19 milliards de dollars (passant de 274 à 255 milliards)[7].

Si on prend la période de 1982 à 1988, la dette publique augmente de plus de 100% (passant de 442 à 932 milliards de dollars – voir colonne 4) tandis que la dette extérieure privée diminue (passant de 274 à 240 milliards). Les capitalistes des PED se désendettent en faisant payer la facture au Trésor public de leur pays, c'est-à-dire aux salariés, aux petits producteurs et aux pauvres qui contribuent proportionnellement beaucoup plus à l'impôt que les capitalistes. De plus, on verra dans un chapitre ultérieur qu'une très grande proportion des emprunts réalisés durant cette période par les capitalistes des PED repart immédiatement vers les pays créanciers par l'évasion des capitaux. Les capitalistes des PED renvoient au

---

4 Les pays d'Amérique latine qui ont emprunté principalement à des banques privées à taux variables sont particulièrement affectés par la hausse des taux d'intérêt qui se combine à l'effet négatif de la chute de leurs revenus d'exportation.

5 Sur les primes de risque, voir Eric Toussaint. 2004. *La Finance contre les peuples. La Bourse ou la Vie.* CADTM/Syllepse/Cetim, Liège-Paris-Genève, p. 214-216.

6 Idem, p. 424 et 426.

7 Pour obtenir le montant de la dette extérieure due par le secteur privé des PED, on soustrait la dette publique (colonne 4) du montant total de la dette (colonne 2).

Nord une partie importante des capitaux qu'ils empruntent.

Si nous prêtons attention à la colonne 5, sur la période 1985-2004, nous constatons qu'à partir de 1985, le transfert net sur la dette extérieure publique est systématiquement négatif sauf en 1993. En vingt ans, le transfert négatif au détriment des finances publiques est très lourd: 471 milliards de dollars (soit l'équivalent de cinq plans Marshall offerts par les gouvernements des PED à leurs créanciers). Si on regarde la période 2000-2004 dans le bas de cette colonne 5, on remarque que le transfert négatif annuel s'accroît. Entre 2000 et 2004, le transfert net négatif sur la dette extérieure publique représente 291 milliards de dollars. Rien qu'en cinq ans, les PED ont offert l'équivalent de trois plans Marshall à leurs créanciers.

Selon le raisonnement dominant dans la pensée économique, au bout de vingt années de transferts négatifs, les pouvoirs publics devraient s'être désendettés. En effet, s'ils remboursent chaque année plus que ce qu'ils empruntent, le stock de leur dette devrait diminuer, voire être ramené à zéro. Or, la lecture du tableau dévoile le contraire: la dette extérieure publique des PED a plus que doublé entre 1985 et 2005, passant de 672 à 1459 milliards de dollars[8].

Nous arrivons à l'essentiel des enseignements de ce tableau :

La gestion de l'endettement extérieur des PED s'est traduite par la mise en place d'un puissant mécanisme de transfert de capitaux des pays endettés vers les différents créanciers (privés et publics).

Malgré des remboursements massifs et continus, la dette totale ne diminue pas.

Au cours des années 1960 et 1970, les pays en développement ont été encouragés à s'endetter de plus en plus, jusqu'au moment où le piège s'est refermé sur eux. Comme nous l'avons mentionné plus haut, le tournant est pris en 1979 avec l'augmentation brutale des taux d'intérêt et le début de la chute des prix des matières premières (affectant d'abord les produits non pétroliers puis le pétrole lui-même à partir de 1981).

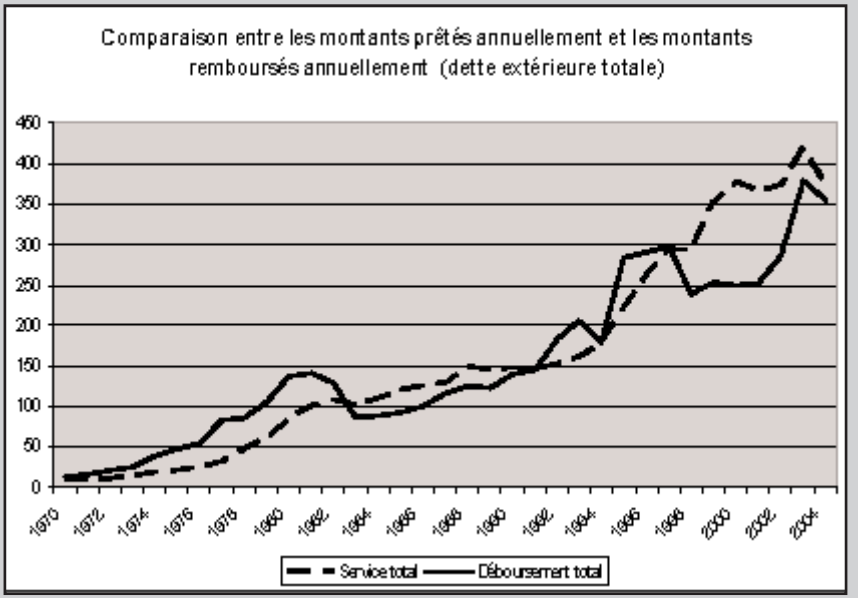
Le soi-disant cercle vertueux du recours à l'endettement extérieur pour générer du développement et du bien-être et débouchant sur une croissance auto-soutenue[9] ne fonctionne pas : il s'est transformé en cercle vicieux d'endettement permanent avec des transferts massifs au profit des créanciers.

---

8 Pendant ce temps, les Trésors publics ont reçu 2402 milliards de dollars sous forme de prêts et ont remboursé 2873 milliards, soit un transfert net négatif de 471 milliards au détriment des pouvoirs publics. Source: World Bank, Global Development Finance, 2005

9 Voir chapitre 10.

<u>Graphique 1</u>. Comparaison entre les montants prêtés annuellement et les montants remboursés annuellement (dette extérieure totale)



Source : World Bank, *Global Development Finance,* 2005

Commentaire : entre 1983 et 1991, les PED remboursent plus que ce qu'ils empruntent. Idem de 1998 à 2004.

Si nous retournons au tableau du début du chapitre en focalisant la colonne 3 de 1983 à 2004, nous constatons que les transferts nets sont négatifs jusqu'en 1991 inclus, puis redeviennent positifs entre 1992 et 1997. A partir de 1998, ils sont fortement négatifs avec un creux profond en 2000 (transfert net négatif de 127 milliards de dollars cette année-là). Comment interpréter cette évolution?

Au cours des années 1980, les flux sont négatifs jusqu'en 1989, à la fois pour les entreprises privées des PED et pour les pouvoirs publics de ces mêmes pays. Comme nous l'avons indiqué plus haut: 1) le secteur privé se désendette en transférant une partie de sa dette au secteur public et en remboursant une partie du reste; 2) le secteur public continue de s'endetter pour reprendre une partie des dettes privées et payer une grande partie de la facture totale. A partir de 1990, le secteur privé, qui s'est partiellement désendetté, recourt à nouveau à des emprunts qui deviennent massifs de 1992 à 1997 (la dette extérieure du secteur privé passe de 381 à 801 milliards de dollars, soit une augmentation de 110%). Les prêts au secteur privé des PED sont temporairement supérieurs aux remboursements qu'il effectue. Le creux de 1994 correspond à la crise mexicaine qui voit une sortie

massive de capitaux.

La situation se retourne à partir de 1998 et correspond à la crise du Sud-Est asiatique (Thaïlande, Malaisie, Philippines, Indonésie) et de la Corée du Sud, suivie de la crise en Russie, au Brésil en 1999, en Argentine et en Turquie à partir de 2001. Les remboursements de la part du secteur privé et du secteur public sont de nouveau massifs. Le transfert net négatif atteint un creux historique en 2000-2001.

En 2003 et 2004, le transfert est toujours négatif mais se réduit car le secteur privé et les pouvoirs publics des PED empruntent massivement en « profitant » de conditions temporairement favorables:

- les taux d'intérêt sont relativement bas;
- les primes de risque ont fortement diminué;
- les revenus d'exportation augmentent car le prix des matières premières a augmenté (pétrole, gaz ...).

Au lieu de profiter de cette bonne conjoncture pour se désendetter radicalement, la plupart des PED à moyen revenu, encouragés par les différents créanciers, recourent à de nouveaux emprunts. Ceux qui, comme la Thaïlande, le Brésil et l'Argentine, remboursent de manière anticipée le FMI[10] ou ceux qui, comme la Russie ou le Brésil, remboursent le Club de Paris, remplacent ces dettes à l'égard des créanciers publics par de nouvelles dettes à l'égard de créanciers privés (qui offrent temporairement des conditions avantageuses). Ces pays augmentent également fortement leur dette publique interne.

Les deux dernières colonnes du tableau concernent la dette des PED à l'égard de la Banque mondiale. Elles nous permettent de constater que cette dette augmente constamment à l'image de celle à l'égard de l'ensemble des créanciers. Ce qui diverge, c'est la dernière colonne, celle du transfert net sur la dette. En effet, jusqu'en 1990, le transfert net reste positif par rapport à la Banque mondiale alors qu'il devient négatif à partir de 1983 sur la dette totale (colonne 3) et à partir de 1985 sur la dette extérieure publique (colonne 5). C'est notamment dû au fait qu'au cours des années 1980, la Banque mondiale prête aux PED pour qu'ils soient en mesure de rembourser les banquiers privés du Nord menacés de faillite en cas de non-remboursement. C'est bien sûr le FMI qui joue le rôle principal à ce niveau mais la Banque l'accompagne.

A partir de 1990, les transferts à l'égard de la Banque mondiale deviennent négatifs jusqu'en 1996. Positifs de 1997 à 1999, ils redeviennent négatifs et atteignent un creux historique en 2002, 2003 et 2004. Rien que pour la période 2000 – 2004, le transfert négatif cumulé représente -21,3 milliards de dollars, somme tout à fait considérable au vu du montant des sommes prêtées par la Banque chaque année (moins de 20 milliards de dollars).

Plus grave, ce transfert négatif imposant, loin de correspondre à un désendettement, débouche lui aussi sur une augmentation de la dette à l'égard de la Banque

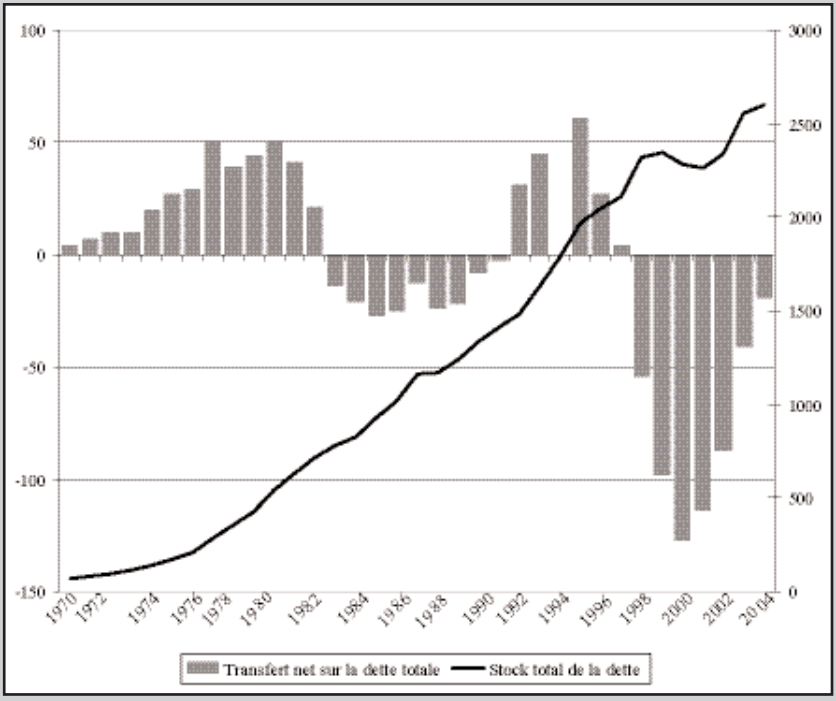
10 La Thaïlande l'a fait en 2003, le Brésil et l'Argentine l'ont fait en janvier 2006.

mondiale.

C'est dire là tout le cynisme de ce puissant mécanisme, débouchant sur une dette au montant artificiellement gonflé, sans commune mesure avec les sommes réellement injectées dans l'économie de ces pays.

Echelle de gauche: Transfert net sur la dette extérieure totale (publique +

Graphique 2. Comparaison entre l'évolution du stock total de la dette extérieure et le transfert net sur la dette



Source : World Bank, *Global Development Finance,* 2005

privée) de l'ensemble des PED (en milliards de dollars)

Echelle de droite: Evolution de la dette totale extérieure totale (publique + privée) des PED (en milliards de dollars)

Ce graphique permet de visualiser ce que contiennent les colonnes 2 et 3 du tableau en début du chapitre.

On constate que le transfert net est positif de 1970 à 1982, année où éclate la crise de la dette. Il devient négatif en 1983 jusque 1991 inclus. De 1992 à 1997, il est à nouveau positif sauf en 1994, année de la crise mexicaine. De 1998 (crise du Sud-Est asiatique et de la Corée), il est négatif jusqu'en 2004. Pendant toute la

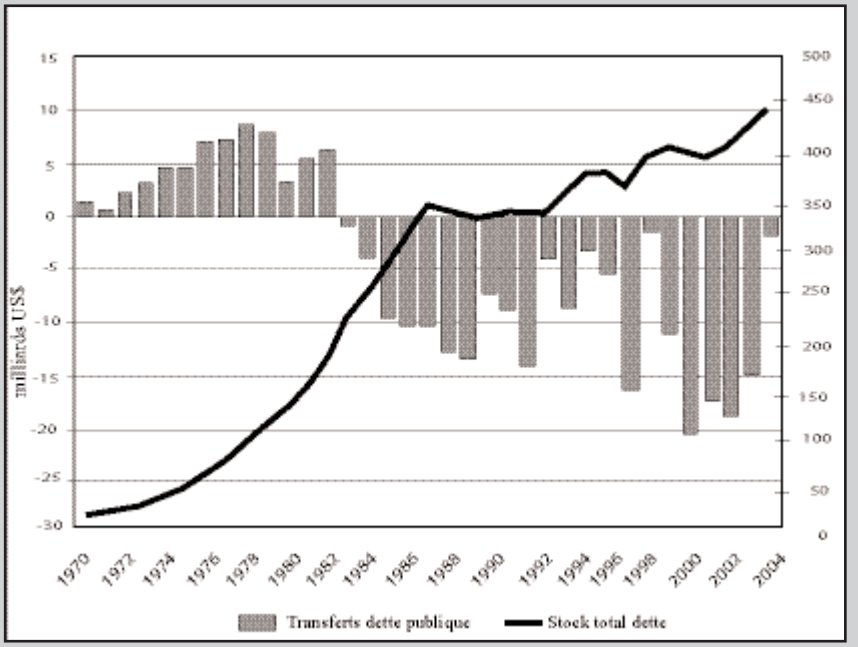
période 1970-2004, le stock de la dette poursuit son ascension passant de 70 milliards de dollars en 1970 à 2597 milliards en 2004.

A partir d'ici, nous présentons des graphiques relatifs à la dette extérieure publique des grandes régions de la planète.

Echelle de gauche: Transfert net sur la dette extérieure publique de l'Amérique latine et de la Caraïbe (en milliards de dollars)

Echelle de droite: Evolution de la dette totale extérieure publique de l'Amérique latine et de la Caraïbe (en milliards de dollars)

Graphique 3. Comparaison entre l'évolution du stock total et les transferts nets sur la dette extérieure publique de l'Amérique latine et de la Caraïbe.



Source : World Bank, *Global Development Finance,* 2005

Commentaire: les transferts nets sur la dette publique deviennent négatifs dès l'année 1983 et le restent jusque 2004.

Population de l'Amérique latine et de la Caraïbe en 2004: 540 millions

Liste des pays[11]: (Antigua-et-Barbuda), Argentine, Barbade, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, (Cuba), Dominicaine Rép., Dominique, Équateur, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique,

11 Les pays entre parenthèses ne sont pas pris en compte dans le système statistique de la Banque mondiale lié à la dette.

Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Ste-Lucie, St-Kitts-et-Nevis, St-Vincent et Grenadines, Salvador, (Suriname), Trinité et Tobago, Uruguay, Venezuela.

Montant de la dette extérieure publique en 1970: 16 milliards de dollars

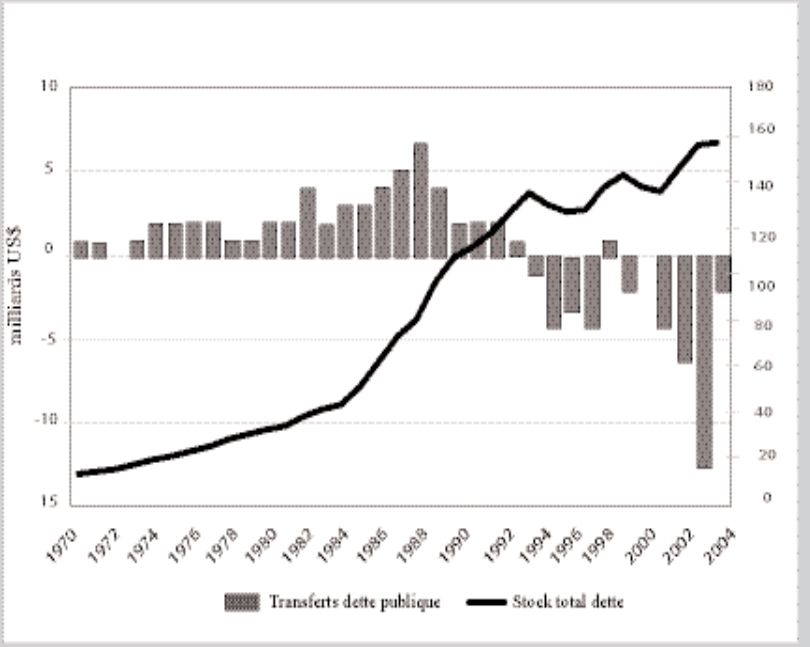
Montant de la dette extérieure publique en 2004: 442 milliards de dollars

L'ensemble constitué par l'Amérique latine et la Caraïbe constitue la région emblématique de la crise de la dette et de sa gestion en faveur des créanciers.

Un aperçu rapide (voir graphiques 4 à 8) des cinq autres grandes régions en développement du point de vue de l'évolution de la dette publique et des transferts nets sur celle-ci, permet de voir que la crise de la dette de 1982 qui a éclaté en Amérique latine, a progressivement affecté toutes les autres régions. Au-delà de différences évidentes, ce qui est frappant, c'est que les transferts nets deviennent partout négatifs à la fin des années 1990. Cela indique qu'à aucun endroit de la planète, la crise n'a été résolue. Cela montre également que l'endettement constitue encore plus un obstacle à surmonter au début du 21e siècle que dans les années 1980.

Echelle de gauche: Transfert net sur la dette extérieure publique de l'Asie du Sud (en milliards de dollars)

<u>Graphique 4.</u> Comparaison entre l'évolution du stock total et les transferts nets sur la dette extérieure publique de l'Asie du Sud



Source : World Bank, *Global Development Finance*, 2005

Echelle de droite: Evolution de la dette totale extérieure publique de l'Asie du Sud (en milliards de dollars)

Commentaire: les transferts deviennent négatifs à partir de 1994 et le stock de la dette poursuit son augmentation.

Population de l'Asie du Sud en 2004: 1 450 millions

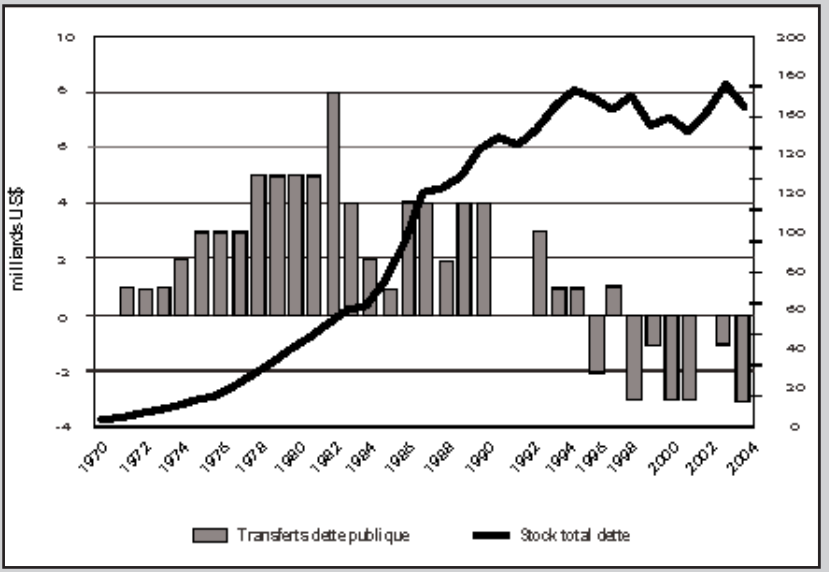
Liste des pays[12]: (Afghanistan), Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka

Montant de la dette extérieure publique en 1970: 12 milliards de dollars

Montant de la dette extérieure publique en 2004: 156 milliards de dollars

Echelle de gauche: Transfert net sur la dette extérieure publique de l'Afrique subsaharienne (en milliards de dollars)

Graphique 5. Comparaison entre l'évolution du stock total et les transferts nets sur la dette extérieure publique de l'Afrique subsaharienne



Source : World Bank, *Global Development Finance*, 2005

Echelle de droite: Evolution de la dette totale extérieure publique de l'Afrique subsaharienne (en milliards de dollars)

Commentaire: les transferts deviennent négatifs à partir de 1998 et le stock de

12 Le pays entre parenthèses, l'Afghanistan, n'est pas pris en compte dans le système statistique de la Banque mondiale lié à la dette.

la dette qui a suivi une ligne ascendante se réduit un peu en 2004.

Population de l'Afrique subsaharienne en 2004: 720 millions

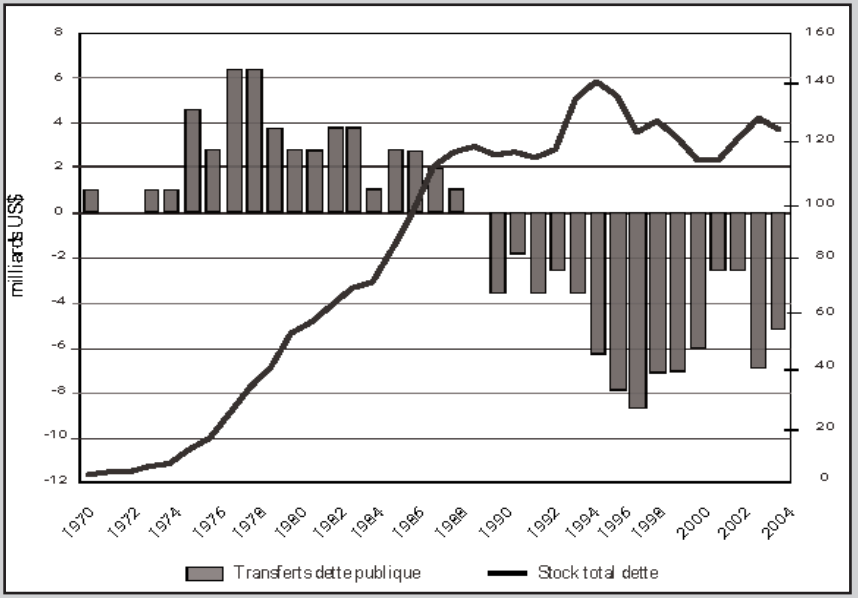
Liste des pays[13]: Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Centrafrique, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, (Namibie), Niger, Nigeria, Ouganda, République démocratique du Congo, Rwanda, São Tomé et Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe.

Montant de la dette extérieure publique en 1970 : 6 milliards de dollars

Montant de la dette extérieure publique en 2004 : 165 milliards de dollars

Echelle de gauche: Transfert net sur la dette extérieure publique de l'Afrique du Nord et du Moyen Orient (en milliards de dollars)

<u>Graphique 6.</u> Comparaison entre l'évolution du stock total et les transferts nets sur la dette extérieure publique de l'Afrique du Nord et du Moyen Orient



Source : World Bank, *Global Development Finance*, 2005

13 Le pays entre parenthèses, la Namibie, n'est pas pris en compte dans le système statistique de la Banque mondiale lié à la dette.

Echelle de droite: Evolution de la dette totale extérieure publique de l'Afrique du Nord et du Moyen Orient (en milliards de dollars)

Commentaire: les transferts deviennent négatifs à partir de 1990. Malgré ces remboursements massifs, la dette ne diminue pas de manière conséquente.

Population de l'Afrique du Nord et du Moyen Orient en 2004: 290 millions

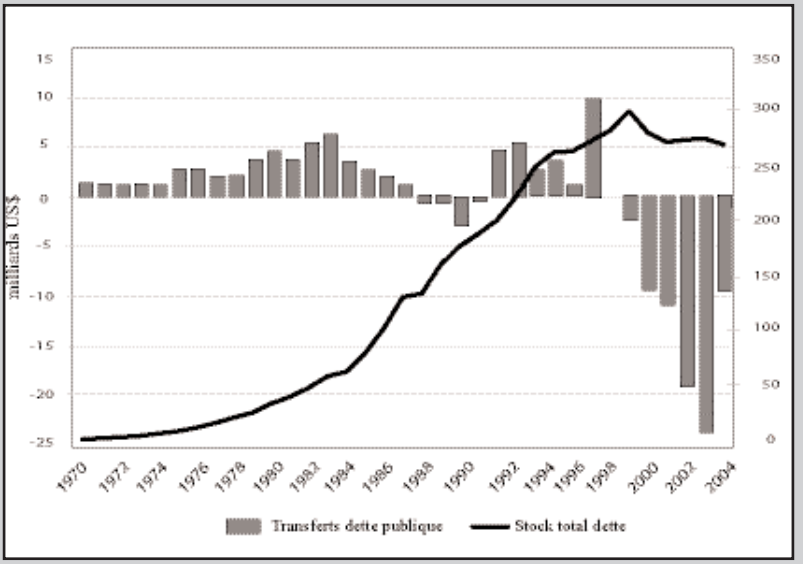
Liste des pays[14]: Algérie, (Arabie Saoudite), Djibouti, Égypte, (Irak), Iran, Jordanie, Liban, (Libye), Maroc, Oman, Syrie, Tunisie, Yémen

Montant de la dette extérieure publique en 1970: 4 milliards de dollars

Montant de la dette extérieure publique en 2004: 126 milliards de dollars

Commentaire: les transferts ont été négatifs entre 1988 et 1991 puis le sont redevenus de manière massive à partir de 1999, année où la dette publique a for-

<u>Graphique 7.</u> Comparaison entre l'évolution du stock total et les transferts nets sur la dette extérieure publique de l'Asie de l'Est et du Pacifique



Source : World Bank, *Global Development Finance*, 2005

Echelle de gauche: Transfert net sur la dette extérieure publique de l'Asie de l'Est et du Pacifique (en milliards de dollars)

Echelle de droite: Evolution de la dette totale extérieure publique de l'Asie de l'Est et du Pacifique (en milliards de dollars)

14 Les pays entre parenthèses ne sont pas pris en compte dans le système statistique de la Banque mondiale lié à la dette.

tement augmenté en conséquence de la prise en charge de dettes privées par les pouvoirs publics et de lourds emprunts de « sauvetage » auprès du FMI. Malgré ces transferts négatifs très importants, la dette ne se réduit pas.

Population des PED de l'Asie de l'Est et du Pacifique en 2004: 1870 millions

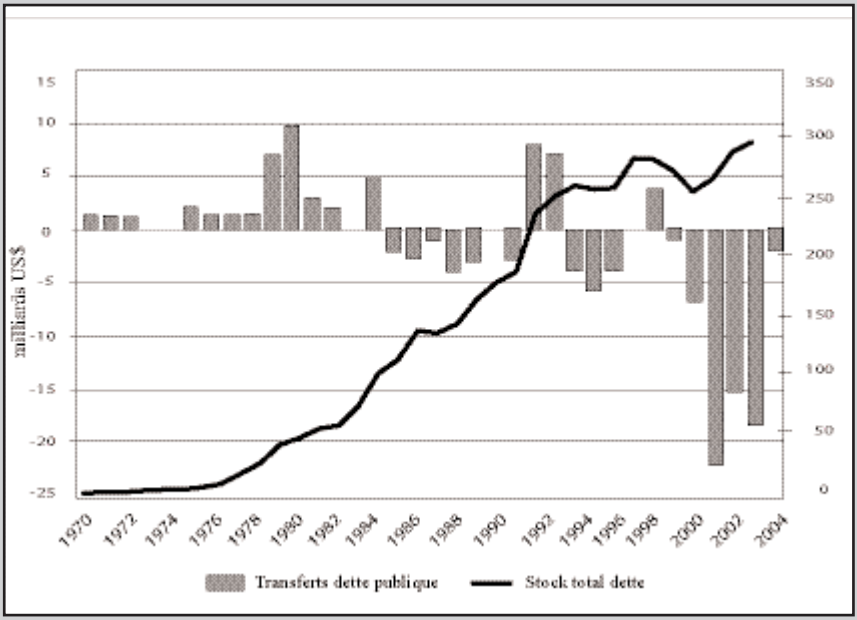
Liste des pays[15]: Cambodge, Chine, (Corée du Nord et Corée du Sud[16]), Fidji, Indonésie, (Kiribati), Laos, Malaisie, Mongolie, Myanmar, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Salomon (Iles), Samoa, Thaïlande, (Timor Oriental), Tonga, Vanuatu, Vietnam

Montant de la dette extérieure publique en 1970: 5 milliards de dollars

Montant de la dette extérieure publique en 2004: 262 milliards de dollars

Echelle de gauche: Transfert net sur la dette extérieure publique de l'Europe de l'Est et Asie centrale (en milliards de dollars)

<u>Graphique 8.</u> Comparaison entre l'évolution du stock total et les transferts nets sur la dette extérieure publique de l'Europe de l'Est et Asie centrale



Source : World Bank, *Global Development Finance*, 2005

15 Les pays entre parenthèses ne sont pas pris en compte dans le système statistique de la Banque mondiale lié à la dette.

16 Depuis 2003, la Corée du Sud n'est plus considérée par la Banque mondiale comme un pays en développement car le revenu annuel par habitant dépasse le plafond fixé, soit actuellement 9.385 dollars. Elle est dorénavant rangée dans les pays développés.

Echelle de droite: Evolution de la dette totale extérieure publique de l'Europe de l'Est et Asie centrale (en milliards de dollars)

Commentaire: les transferts deviennent négatifs à partir de 1985 et le restent jusque 2004 (à l'exception des années 1992-1993 et 1998). Les transferts négatifs sont très importants entre 2000 et 2003 et pourtant la dette extérieure publique augmente.

Population de l'Europe de l'Est et Asie centrale en 2004: 470 millions

Liste des pays: Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Bosnie Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Estonie, Géorgie, Hongrie, Kazakhstan, Kirghize Rép., Lettonie, Lituanie, Macédoine, Moldavie, Ouzbékistan, Pologne, Roumanie, Russie, Serbie-Monténégro, Slovaquie, Slovénie, Tadjikistan, Tchèque (Rép.), Turkménistan, Turquie, Ukraine

Montant de la dette extérieure publique en 1970: 3 milliards de dollars

Montant de la dette extérieure publique en 2004: 310 milliards de dollars

Chapitre 13

La Banque mondiale voyait venir la crise de la dette

Dès 1960, la Banque mondiale identifie le danger d'éclatement d'une crise de la dette sous la forme d'une incapacité des principaux pays endettés à soutenir les remboursements croissants. Les signaux d'alerte se multiplient au cours des années 1960 jusqu'au choc pétrolier de 1973. Tant les dirigeants de la Banque mondiale que les banquiers privés, la Commission Pearson, la Cour des Comptes des États-Unis (le *General Accounting Office* – GAO -) publient des rapports qui mettent l'accent sur les risques de crise. A partir de l'augmentation du prix du pétrole en 1973 et du recyclage massif des pétrodollars par les grandes banques privées des pays industrialisés, le ton change radicalement. La Banque mondiale ne parle plus de crise. Pourtant le rythme de l'endettement s'emballe. La Banque mondiale entre en concurrence avec les banques privées pour octroyer un maximum de prêts le plus vite possible. Jusqu'à l'éclatement de la crise en 1982, la Banque mondiale tient un double langage. L'un destiné au public et aux pays endettés dit qu'il n'y a pas de quoi s'inquiéter outre mesure; si des problèmes surgissent, ils seront de courte durée. C'est le discours tenu dans les documents publics officiels. Le deuxième discours est tenu à huis clos. Dans un mémorandum interne, on peut lire que si les banques perçoivent que les risques augmentent, elles réduiront les prêts et *« nous pourrions voir une grande quantité de pays se retrouver dans des situations extrêmement difficiles »* (29 octobre 1979) [1].

A partir de 1960, les signaux d'alerte n'ont pas manqué.

Dès 1960, Dragoslav Avramovic et Ravi Gulhati, deux économistes éminents de la Banque mondiale[2], publient un rapport qui pointe clairement le danger de voir les PED atteindre un niveau insoutenable d'endettement en raison des sombres perspectives en terme de revenus d'exportation: *« On prévoit que dans les prochaines années, les remboursements de la dette vont augmenter dans plusieurs grands pays endettés dont la plupart ont déjà atteint un taux de service de la dette fort élevé. (...) Dans certains cas, l'incertitude concernant les perspectives d'exportation et un lourd service de la dette constituent un sérieux obstacle à de nouveaux emprunts importants »*[3].

Ce n'est que le début d'une série continue d'avertissements qui apparaissent

1 D. Kapur, J. Lewis, R. Webb, 1997, vol. 1. p. 599

2 Le Yougoslave Dragoslav Avramovic est économiste en chef de la Banque mondiale en 1963-1964. Trente ans plus tard, il devient gouverneur de la Banque centrale yougoslave (1994-1996) à l'époque du gouvernement de Miroslav Milosevic.

3 Avramovic, Dragoslav and Gulhati, Ravi. 1960. *Debt Servicing Problems of Low-Income Countries 1956-58,* Johns Hopkins Press for the IBRD, Baltimore, p.56 et 59

dans différents documents successifs de la Banque mondiale jusqu'en 1973.

Dans le *Rapport annuel* de la Banque mondiale de 1963-64, on lit à la page 8: *« Le lourd fardeau de la dette qui pèse sur un nombre croissant de pays membres constitue un souci permanent pour le groupe de la Banque mondiale. (...) Les directeurs exécutifs ont décidé que la Banque pouvait modifier certaines conditions de prêt pour alléger le service de la dette dans les cas appropriés »*[4].

Le 20e Rapport annuel publié en 1965 contient un long développement sur la dette

Le rapport souligne que les exportations de produits agricoles croissent plus vite que la demande dans les pays industrialisés, d'où une chute des prix[5]: *« la croissance des matières premières agricoles destinées à l'exportation a eu tendance a être plus rapide que la croissance de la demande des pays industrialisés. Par conséquent, les pays en développement ont souffert d'une chute importante des prix de leurs exportations agricoles entre 1957 et 1962 ».* Exemple: alors que les exportations de café ont augmenté de 25% en volume entre 1957 et 1962, les revenus d'exportation qu'elles procurent ont baissé de 25% [6]. Il y a baisse des prix également pour le cacao et le sucre. Le rapport montre que les exportations des PED sont essentiellement des matières premières pour lesquelles la demande du Nord évolue lentement et irrégulièrement. Les prix des matières premières baissent[7]. Le rapport indique que les flux financiers vers les PED sont insuffisants tant en prêts et dons qu'en investissement étranger car ce qui repart en remboursement de la dette et en rapatriement de profits sur les investissements étrangers est très élevé.

Le rapport relève que la dette a augmenté à un rythme annuel de 15% entre 1955 et 1962 pour ensuite accélérer, passant à 17% entre 1962 et 1964. Une douzaine de pays concentrent un peu plus de 50% de la dette. Tous sont de gros clients de la Banque (Inde, Brésil, Argentine, Mexique, Egypte, Pakistan, Turquie, Yougoslavie, Israël, Chili, Colombie).

Le rythme de croissance de la dette extérieure publique des PED est très élevé. Entre 1955 et 1963, la dette a augmenté de 300%, passant de 9 milliards à 28 milliards de dollars. Entre 1963 et 1964, en une seule année donc, la dette a augmenté de 22% pour atteindre 33 milliards de dollars. Le volume du service de la dette a été multiplié par 4 pendant la même période (1955-1964).

En 1955, le service de la dette représentait 4% des revenus d'exportation. En 1964, le pourcentage a triplé (12%). Et dans le cas de certains pays, il représente près de 25%!

Le rapport met l'accent sur la nécessité de définir correctement les conditions

4 World Bank, *Annual Report* 1963-4, p.8.

5 World Bank, *Annual Report* 1965, p. 54

6 Idem, p. 55

7 Remarquons que pendant ce temps, la Banque mondiale dirige ses prêts vers les cultures d'exportations et les activités exportatrices de matières premières.

auxquelles la Banque mondiale et les autres créanciers octroient des prêts. Quel est le raisonnement?

Plus les termes (les conditions) seront durs, plus les remboursements seront élevés. Plus les remboursements sont élevés, plus le montant (le volume) de l'aide doit être élevé. En conséquence, la dureté ou la souplesse/douceur des conditions est aussi importante que le volume de l'aide. Deux facteurs clés déterminent la dureté ou la douceur: a) la part des dons, b) le montant des taux d'intérêt et la durée des remboursements

Le rapport relève que la part des dons a baissé (principalement de la part des États-Unis). Les taux d'intérêt ont un peu baissé et la durée des remboursements a augmenté. Bref, on a augmenté la dureté d'un côté et baissé un peu de l'autre. A noter que l'URSS prête à un taux d'intérêt nettement inférieur à celui fixé par « l'Ouest »[8]. Le rapport plaide pour un adoucissement des termes des prêts.

Dans les 19 rapports qui ont précédé celui-ci, on ne trouve pas ce genre d'analyse. Comment expliquer le ton particulier et le contenu original de ce rapport?

En fait, ce rapport est écrit sous la pression des événements. De nombreux pays du Tiers Monde se sont organisés au sein du mouvement des non-alignés. Ils sont majoritaires au sein de l'Assemblée des Nations unies et ils ont obtenu en 1964 la création de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement. La CNUCED est la seule institution onusienne dirigée par des représentants des PED[9]. Ceux-ci critiquent fortement l'attitude des pays les plus industrialisés. La Banque mondiale elle-même compte alors 102 pays membres, soit une majorité de pays du Tiers Monde. La direction de la Banque est obligée de prendre en compte au niveau de l'analyse les récriminations du Sud.

Le 21e Rapport annuel publié en 1966 revient sur les conditions des prêts, plaide pour leur assouplissement et relève qu'on est dans une logique d'augmentation permanente de la dette: *« Alors que le fardeau croissant de la dette des pays en développement souligne la nécessité d'un assouplissement des conditions de prêt, (…) les conditions moyennes de l'aide bilatérale pourraient devenir bien moins favorables… (…) Cependant, un plus haut niveau d'aide à des conditions inadéquates peut rendre le problème de la dette extérieure encore plus difficile. Si l'aide n'est pas offerte à des conditions plus favorables, le volume brut de l'aide devra être augmenté en permanence et de façon considérable afin de maintenir un réel transfert des ressources »*[10].

En résumé, on peut estimer que la Banque mondiale avait détecté le danger

8 Ibid., p. 61

9 Pour une présentation synthètique de la création de la CNUCED et de son évolution ultérieure, voir Eric Toussaint. 2004. *La Finance contre les peuples. La Bourse ou la Vie.* CADTM/Syllepse/Cetim, Liège-Paris-Genève, p. 99-104. Voir également CETIM. 2005. *ONU. Droits pour tous ou loi du plus fort ?,* Cetim, Genève, 2005, p. 207 – 219 et Thérien, Jean-Philippe. 1990. *Une Voix du Sud: le discours de la Cnuced,* L'Harmattan, Paris.

10 World Bank, *Annual Report* 1966, p.45.

persistant d'éclatement d'une crise de la dette sous la forme d'une incapacité de soutenir les remboursements croissants. Les solutions envisagées par la Banque dans les citations reprises ci-avant consistent à augmenter le volume des prêts en proposant des conditions plus favorables: taux d'intérêt moins élevé, période plus longue pour le remboursement. En fait, la Banque ne perçoit le problème qu'en terme de flux: pour que les pays endettés puissent rembourser, il faut augmenter les montants prêtés en allégeant les conditions de remboursement. On est manifestement entré dans un cercle vicieux où les nouvelles dettes servent à rembourser les anciennes, tant au niveau du raisonnement que dans la réalité.

Dans les mêmes rapports, la Banque exprime sa confiance dans l'augmentation des flux de capitaux privés (investissements et prêts) vers les PED. L'augmentation des prêts privés est considérée comme un objectif à atteindre. Cette augmentation permettra d'alléger l'attente par rapport aux financements publics, selon le rapport déjà cité.

Dans le 20e Rapport annuel publié en 1965, on pouvait lire: *« Le groupe de la Banque mondiale et d'autres organisations internationales déploient des efforts considérables pour encourager et élargir les flux de capitaux privés vers les pays moins développés. Il n'y a pas de doute qu'on peut s'attendre à une augmentation de ces flux (…) accélérant ainsi la voie du développement et allégeant l'attente par rapport aux financements publics »*[11]. Dans celui publié en 1966, on pointe la nécessité de libérer les mouvements internationaux de capitaux: *« On peut espérer qu'il sera possible d'établir des conditions qui permettent un mouvement plus libre des capitaux privés sur le marché mondial »*[12].

Et, c'est remarquable, après un long développement sur les difficultés de remboursement de la dette, la Banque déclare qu'il ne faut pas diminuer le recours à l'emprunt: *« Rien de cela cependant ne doit être interprété comme impliquant que les pays en développement ne pourraient pas se permettre, voire devraient éviter, toute augmentation dans leurs obligations de remboursement »*[13].

La désignation de la Commission Pearson en 1968 par Robert McNamara, nouveau président de la Banque mondiale, s'inscrit dans les efforts déployés par les dirigeants états-uniens pour faire face à l'endettement croissant et aux revendications qui émanent du Sud. *Partners in Development* (Partenaires pour le déve-

---

11 World Bank, *Annual Report* 1965, p.62.

12 La situation est paradoxale: alors que la Banque argumente pour un mouvement plus libre des capitaux entre PED et pays développés, de son côté Washington, depuis 1963, a instauré des restrictions très fortes sur les sorties de capitaux des Etats-Unis. Ces restrictions accélèrent le développement en Europe du marché des eurodollars qui sont recyclés sous forme de prêts aux PED. Voir Eric Toussaint. 2004. *La Finance contre les peuples. La Bourse ou la Vie.* CADTM/Syllepse/Cetim, Liège-Paris-Genève, p. 189 et Norel, Philippe et Saint-Alary, Eric. 1988. p. 41 et svtes.

13 World Bank, Annual Report 1966, p.45.

loppement), le rapport de la commission Pearson publié en 1969, prédit que le poids de la dette augmentera pour atteindre une situation de crise dans la décennie suivante. Le pourcentage des nouveaux emprunts bruts utilisés pour assurer le service de la dette a atteint 87% en Amérique latine en 1965-67.

Voici ce qu'en 1969, Nelson Rockfeller, frère du président de la Chase Mahattan Bank, explique dans un rapport au Président des États-Unis à propos des problèmes auxquels l'Amérique Latine doit faire face: *« Le niveau considérable des montants empruntés par certains pays de l'hémisphère occidental afin de soutenir le développement est tel que le paiement des intérêts et l'amortissement absorbent une grande part des revenus d'exportations. (...) Beaucoup de pays sont amenés en effet à contracter de nouveaux emprunts pour disposer des devises nécessaires à payer l'intérêt et l'amortissement des anciens emprunts et ce, à des taux d'intérêt plus élevés »*[14].

De son côté, en 1969, le *General Accounting Office* (GAO, équivalent aux États-Unis de la Cour des Comptes) remet au gouvernement un rapport aussi alarmant: *« Beaucoup de nations pauvres ont déjà atteint un niveau d'endettement qui dépasse leurs possibilités de remboursement. (...) Les États-Unis continuent à accorder plus de prêts aux pays sous-développés que tout autre pays ou organisation et ils ont également le plus fort taux de pertes. La tendance à faire des prêts remboursables en dollars ne garantit pas que les fonds seront remboursés »*[15].

Quelques temps après, en 1970, dans un rapport au président des tats-Unis, Rudolph Peterson, président de la Bank of America, tire la sonnette d'alarme: *« Le poids de la dette de beaucoup de pays en développement constitue maintenant un problème urgent. Bien qu'annoncé depuis dix ans, on n'en a pas tenu compte. Les raisons sont multiples, mais quoi qu'il en soit, dans certains pays, les revenus d'exportation à venir sont tellement hypothéqués que cela compromet la poursuite des importations, des investissements et du développement »*[16].

En résumé, différentes sources influentes aux États-Unis, toutes reliées entre elles, considèrent dès la fin des années 1960 qu'une crise de la dette peut éclater quelques années plus tard.

Malgré la conscience des dangers...

De son côté, Robert McNamara, lui aussi, considère que le rythme de croissance de l'endettement du Tiers Monde constitue un problème. Il déclare: *« A la fin de 1972, la dette s'élevait à 75 milliards de dollars et le service annuel de la dette dépassait 7 milliards de dollars. Le service de la dette a augmenté de 18% en 1970*

14 Nelson Rockfeller. 1969. *Report on the Americas*, Quadrangle Books, Chicago, p. 87, cité par Payer, Cheryl. 1991. *Lent and Lost. Foreign Credit and Third World Development,* Zed Books, London, p.58.

15 Banking, November 1969, p. 45, cité par Payer, Cheryl. 1991. *Lent and Lost. Foreign Credit and Third World Development,* Zed Books, London, p. 69.

16 Task Force on International Development, *U.S. Foreign Assistance in the 1970s: a new approach,* Report to the President, Government Printing Office, 1970, Washington, p.10.

et de 20% en 1971. Le taux moyen d'augmentation de la dette depuis la décennie de 1960 a représenté presque le double du taux de croissance des revenus d'exportation avec lesquels les pays endettés doivent assurer ce service de la dette. Cette situation ne peut continuer indéfiniment »[17].

… à partir de 1973, la Banque mondiale est lancée dans la poursuite de l'augmentation des dettes en compétition avec les banques privées

Pourtant la Banque mondiale qu'il préside maintient la pression sur les pays de la Périphérie afin qu'ils accroissent leur endettement.

A partir de 1973, l'augmentation du prix des produits pétroliers et d'autres matières premières provoque une fuite en avant vers davantage d'endettement. Dans les publications de la Banque mondiale, du FMI et des banquiers, on trouve de moins en moins de pronostics pessimistes en ce qui concerne les difficultés de remboursement auxquelles les PED pourraient être confrontés.

Prenons le FMI. On peut lire dans son rapport annuel pour 1975, un message tout à fait serein: *« L'investissement des surplus des pays exportateurs de pétrole sur les marchés financiers nationaux et internationaux combiné à l'expansion du financement international (sous la forme des prêts bilatéraux et multilatéraux) a constitué une forme satisfaisante de transfert de fonds pour pallier le déficit de la balance des comptes courants des pays importateurs de pétrole »*[18].

Il faut souligner que ce diagnostic tranche tout à fait avec celui qui sera produit après l'éclatement de la crise. Dès que la crise de la dette surgit en 1982, le FMI en rend responsable les deux chocs pétroliers de 1973 et de 1979. Or ce qu'on peut déduire de la citation de 1975, c'est que pour le FMI, le recyclage des pétrodollars combiné aux prêts publics a largement résolu les problèmes des pays importateurs de pétrole.

Comment expliquer la volonté de la Banque mondiale de stimuler l'augmentation de l'endettement dans les années 1970?

La Banque mondiale voulait à tout prix augmenter son influence sur un nombre maximum de pays qui se rangeaient clairement dans le camp capitaliste ou qui, tout au moins, maintenaient (Yougoslavie) ou prenaient (Roumanie) leurs distances par rapport à l'URSS[19]. Pour conserver ou augmenter son influence, il lui fallait renforcer l'effet de levier en accroissant constamment les montants prêtés. Or les banques privées cherchaient elles-mêmes à augmenter leurs prêts et ce, à des taux qui pouvaient être inférieurs à ceux de la Banque mondiale[20]. Celle-ci était dès lors lancée dans une chasse aux projets susceptibles de faire l'objet de prêts.

---

17 McNamara, Robert S. 1973. *Cien países, Dos mil millones de seres,* Tecnos, Madrid, p.94.

18 International Monetary Fund, *Annual Report* 1975, p.3.

Entre 1978 et 1981, les montants prêtés par la Banque augmentent de 100%.

Robert McNamara affiche une grande confiance dans la deuxième moitié des années 1970. Il déclare en 1977, dans son allocution présidentielle annuelle: *« Les principales banques et les principaux pays emprunteurs agissent sur la base de prévisions qui concordent »* et il conclut: *« Nous sommes même plus confiants aujourd'hui qu'il y a un an: le problème de la dette est gérable »*[21].

Et certains grands banquiers privés font preuve également d'une grande sérénité[22]. Voici ce que dit la Citibank en 1980: *« Depuis la seconde guerre mondiale, les ruptures de paiement de la part des pays sous-développés, quand elles se produisent, ne provoquent pas de pertes importantes pour les banques prêteuses. Une rupture de paiement est généralement suivie d'un arrangement entre le gouvernement du pays endetté et ses créanciers étrangers en termes de rééchelonnement de la dette. (...) Dans la mesure où les taux d'intérêt et les différentiels sont généralement revus à la hausse quand un prêt est rééchelonné, la valeur de la décote est souvent supérieure à la valeur du crédit original »*[23]. Cette déclaration est à prendre avec la plus grande circonspection quant aux motivations de son auteur. En effet, la Citibank, une des banques les plus actives dans les années 1970 en terme de prêts au Tiers Monde, sent en 1980 que le vent est en train de tourner. Au moment où ces lignes sont écrites, elle prépare déjà sa retraite, elle n'accorde presque plus de nouveaux prêts.

Le texte est destiné aux banquiers plus petits, notamment les banques locales aux États-Unis, les *Saving and Loans,* que des entreprises comme la Citibank essayent de rassurer afin qu'elles accordent, elles, de nouveaux prêts. Dans le chef de la Citibank, l'argent que les *Saving and Loans* continuent d'envoyer vers les pays du Sud doit leur permettre de rembourser les grands banquiers. En d'autres mots, pour que les pays endettés puissent poursuivre le remboursement des grandes banques, il faut qu'existent d'autres prêteurs. Ils peuvent être privés (des petites ou moyennes banques moins bien informées que les grandes ou désinformées par celles-ci) ou publics (la Banque mondiale, le FMI, les agences publiques de

---

19 Dans ce cadre, la Banque mondiale fit de gros efforts pour convaincre la Chine de rentrer en son sein (au grand dam des autorités de Taiwan qui entre 1949 et 1979 avait occupé la place de la Chine au sein de la Banque). Le retour de la Chine populaire à la Banque se fit à la fin de la présidence de Robert McNamara.

20 En 1976-1977-1978, les banques commerciales prêtaient au Brésil à un taux moyen de 7,4% tandis que la Banque mondiale prêtait au taux de 8,7% (Kapur, Devesh, Lewis, John P., Webb, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 1*, p. 281 et tableau 15.5. p. 983)

21 Cité par Nicholas Stern et Francisco Ferreira. 1997. « The World Bank as 'intellectual actor' » in Kapur, Devesh, Lewis, John P., Webb, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century,* Volume 2, p.558.

22 A moyen terme, ils n'avaient pas tort. La vision exprimée dans la citation a été confirmée dans les années 1980 : les suspensions de paiement de dette ont été de courte durée, des rééchelonnements de paiement ont été concertés entre les grandes banques des Etats-Unis et les gouvernements des pays d'Amérique latine avec le soutien du FMI et de la Banque. Comme l'affirme la Citybank: *« les taux d'intérêt et les différentiels sont généralement revus à la hausse quand un prêt est rééchelonné »*. C'est exactement ce qui s'est passé. Comme indiqué dans les deux chapitres suivants, les grands banquiers ont fait d'énormes profits sur le dos des pays endettés.

23 Global Financial Intermediation and Policy Analysis (Citibank, 1980), quoted in 'Why the Major Players Allowed it to happen', *International Currency review,* May 1984, p.22, cité par Payer, Cheryl. 1991. *Lent and Lost. Foreign Credit and Third World Development,* Zed Books, London, p.72.

crédit à l'exportation, des gouvernements…). Il faut des prêteurs en dernier ressort pour que les grandes banques soient remboursées intégralement. A ce sujet, si des institutions telles que la Banque mondiale et le FMI se répandent en propos rassurants alors que la crise se prépare, elles se rendent complices des grands banquiers qui cherchent des prêteurs en dernier ressort. Les petites banques qui continuent à prêter des capitaux aux PED sont acculées à la faillite après l'éclatement de la crise de 1982 et le coût de leur sauvetage sera assumé par le Trésor des États-Unis, c'est-à-dire en réalité par les contribuables états-uniens.

Le tournant 1979 – 1981

Le deuxième choc pétrolier de 1979 (suite à la révolution iranienne) a été combiné à une réduction du prix des autres matières premières.

A partir de la fin de 1979, le coût de la dette est doublement augmenté par la très forte augmentation des taux d'intérêt et l'appréciation du dollar. Les tentatives du Sud de relancer la négociation sur un Nouvel ordre international échouent: le dialogue Nord-Sud à Cancun en 1981 n'aboutit à rien. Par ailleurs, l'austérité fiscale, exigée des pays du Sud, n'est pas appliquée par les États-Unis (réduction des taxes, augmentation des dépenses militaires, augmentation de la consommation).

Le tournant généralisé vers ce que la Banque mondiale a appelé « l'ajustement structurel » est annoncé dès le discours que prononce Robert McNamara à la conférence de la CNUCED de Manille en mai 1979.

Le double langage de la Banque mondiale

Jusqu'à l'éclatement de la crise en 1982, la Banque mondiale tient un double langage. L'un destiné au public et aux pays endettés dit qu'il n'y a pas de s'inquiéter outre mesure et que si des problèmes surgissent, ils seront de courte durée. C'est le discours tenu dans les documents publics officiels. Le deuxième discours est tenu à huis clos lors des discussions internes.

En octobre 1978, un vice-président de la Banque mondiale, Peter Cargill, responsable des Finances, adresse au président McNamara, un mémorandum intitulé « Degré de risque dans les actifs de la Banque mondiale » *(Riskiness in IBRD's loans portofolio)*. Dans ce texte, Peter Cargill presse Robert McNamara et l'ensemble de la Banque mondiale d'accorder beaucoup plus d'attention à la solvabilité des pays endettés[24]. Selon Peter Cargill, le nombre de pays endettés qui accusent des arriérés de paiement à l'égard de la Banque mondiale ou/et qui recherchent une renégociation de leur dette multilatérale est passé de trois à dix-huit entre 1974 et 1978! De son côté, Robert McNamara exprime sa préoccupa-

24 D. Kapur, J. Lewis, R. Webb, 1997, vol. 1. p. 598

tion en interne à plusieurs reprises, notamment dans un mémorandum daté de septembre 1979. Dans un autre mémorandum interne, on peut lire que si les banques perçoivent que les risques augmentent, elles réduiront les prêts et *« nous pourrions voir une grande quantité de pays se retrouver dans des situations extrêmement difficiles »* (29 octobre 1979) [25].

Le Rapport sur le développement dans le monde édité par la Banque mondiale en 1980 présente l'avenir de manière optimiste, prévoyant que les taux d'intérêt réels vont se stabiliser au niveau très bas de 1%. C'est totalement irréaliste. L'évolution réelle l'a montré. Ce qui est édifiant, c'est d'apprendre, grâce à des historiens de la Banque mondiale, que dans la première version non publiée du rapport, figure une deuxième hypothèse basée sur un taux d'intérêt réel de 3%. Cette projection montrait que la situation serait à terme intenable pour les pays endettés. Robert McNamara obtient qu'on retire ce scénario noir de la version à publier[26]!

Dans le Rapport sur le développement dans le monde publié par la Banque en 1981, on peut lire: *« Il semble très probable que les emprunteurs et les prêteurs vont s'adapter aux conditions changeantes sans précipiter une crise générale de confiance »*[27].

Le mandat de Robert McNamara à la présidence de la Banque mondiale se termine en juin 1981, un an avant que la crise n'éclate aux yeux de tous. Le président Ronald Reagan le remplace par Alden William Clausen, président de la Bank of America, un des principaux créanciers privés des PED. On place le renard au cœur du poulailler…

25 D. Kapur, J. Lewis, R. Webb, 1997, vol. 1. p. 599

26 Ce scénario, bien que plus proche de ce qui se passa réellement, était pourtant encore trop optimiste.

27 Cité par Nicholas Stern et Francisco Ferreira. 1997. « The World Bank as 'intellectual actor' » in Kapur, Devesh, Lewis, John P., Webb, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 2,* p.559

Chapitre 14

La crise de la dette mexicaine et la Banque mondiale

Robert McNamara et le président Luis Echeverria (1970-1976) s'entendent très bien. Le président mexicain a dirigé une répression féroce contre la gauche radicale. A partir de 1973, les revenus en devises du Mexique croissent rapidement grâce au triplement du prix du pétrole. Cette augmentation des revenus en devises devrait mettre le Mexique à l'abri de la nécessité de s'endetter. Pourtant le volume des prêts de la Banque mondiale au Mexique augmente fortement: il est multiplié par 4 entre 1973 et 1981 (passant de 118 millions de dollars prêtés en 1973 à 460 millions prêtés en 1981). Le Mexique s'endette également auprès des banquiers privés avec l'aval de la Banque mondiale. Le volume des prêts des banques privées au Mexique est multiplié par 6 entre 1973 et 1981. Les banques des États-Unis dominent largement, suivies dans l'ordre par les banques britanniques, japonaises, allemandes, françaises, canadiennes et suisses. Les montants prêtés par les banquiers privés sont plus de 10 fois supérieurs à ceux prêtés par la Banque mondiale. Quand la crise éclate en 1982, on dénombre 550 banques créancières du Mexique! Pour la Banque mondiale, en prêtant au Mexique, l'enjeu est de garder une influence sur les autorités mexicaines. En 1974-1976, la situation des finances publiques mexicaine se détériore gravement. La Banque mondiale pousse le Mexique à continuer à s'endetter alors que les signaux d'alerte clignotent.

Le 3 février 1978, la Banque mondiale fait la projection suivante: *« Le gouvernement mexicain est à peu près certain d'obtenir un accroissement important des ressources à sa disposition au début des années 1980. Nos projections les plus récentes font état d'un surplus de la balance des transactions courantes en 1982, d'un accroissement important des revenus d'exportation, principalement grâce au pétrole, ce qui devrait faciliter le problème de la dette extérieure et la gestion des finances publiques au début des années 1980. Le service de la dette extérieure qui représentait 32,6% des revenus d'exportation en 1976 augmentera progressivement jusqu'à 53,1% en 1978 et va par la suite décroître à 49,4% en 1980 et jusqu'à environ 30% en 1982 »*[1]*!* C'est le contraire qui se passe en réalité. L'entièreté du pronostic cité est contredit par les faits!

Au moment où, en octobre 1979, Paul Volcker, directeur de la Réserve fédérale des États-Unis, décrète la forte augmentation des taux d'intérêt qui va conduire

1 D. Kapur, J.Lewis, R. Webb, 1997, vol.1, p.499

inexorablement à la crise de la dette, déclenchée justement à Mexico, la Banque mondiale se veut rassurante. Le 19 novembre 1979, elle écrit: *« Tant l'accroissement de la dette extérieure du Mexique que l'augmentation du ratio du service de la dette par rapport aux exportations qui pourra s'élever jusqu'à 2/3 des exportations (...) donnent à penser qu'il s'agit là d'une situation très critique. En fait, c'est le contraire qui est vrai »* (c'est moi qui souligne) [2]. C'est littéralement ahurissant.

Le message émis par la Banque mondiale consiste à dire que même si tout suggère que tout va mal, il n'y a rien à craindre, la situation réelle est excellente et il faut continuer à s'endetter. Que dirions-nous d'un garde-barrière qui encouragerait les piétons à traverser la voie ferrée alors que le feu rouge indique l'arrivée imminente d'un train? Que ferait la justice si ce type de comportement avait entraîné mort d'homme?

Les banquiers privés du Nord augmentent d'une manière exponentielle les montants prêtés aux PED, à commencer par le Mexique.

Un des économistes de la Banque chargé de suivre la situation écrit un rapport très alarmant le 14 août 1981[3] . Il explique qu'il est en désaccord avec la position optimiste du gouvernement mexicain et de son représentant Carlos Salinas de Gortari, directeur général au ministère de la Programmation et du Budget[4] . La hiérarchie lui fait des ennuis très graves, au point qu'il décide d'intenter plus tard un procès à la Banque (qu'il gagne)[5]. En 1981, la Banque mondiale octroie au Mexique un prêt de 1,1 milliard de dollars (à débourser sur plusieurs années): de loin le plus gros prêt de la Banque depuis 1946. Début 1982, la Banque mondiale affirme que la croissance du produit intérieur brut mexicain atteindra annuellement 8,1% entre 1983 et 1985. Le 19 mars 1982, six mois avant que la crise n'éclate, le président de la Banque mondiale, Alden W. Clausen, envoie la lettre suivante au président du Mexique, José Lopez Portillo[6]: *« La rencontre que nous avons eue à Mexico avec vos principaux conseillers a renforcé la confiance que je place dans les dirigeants économiques de votre pays. Monsieur le président, vous pouvez être fier des réalisations de ces cinq dernières années. Peu de pays peuvent s'enorgueillir de tels taux de croissance ou d'autant d'emplois créés… Je voulais vous féliciter pour les nombreux succès déjà obtenus. Comme je l'ai dit lors de la rencontre, la régression récente de l'économie mexicaine ne peut être*

---

2 Idem p. 499

3 Memorandum to files, « Mexico: Present Economic Situation - Problems and Policies » , August 14, 1981.

4 Carlos Salinas de Gortari est devenu président du Mexique en 1988 après avoir organisé une fraude électorale massive pour ravir la victoire au candidat progressiste Cuauthémoc Cardenas. Il quittera la présidence en 1994, peu de temps après avoir signé l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Voir chapitre suivant.

5 Voici ce qu'en disent les historiens de la Banque mondiale: *« L'économiste (car il travaillait encore pour la Banque à cette époque) a une vision beaucoup plus préoccupante des perspectives macroéconomiques mexicaines pour 1981 et a fait connaître sa vision divergente sous forme de mémo ajouté aux dossiers. Sa carrière future s'en est trouvée compromise: après une bataille de plusieurs années, il a été réintégré dans son poste par une décision de justice. Pieter Bottelier, interview avec les auteurs, le 19 janvier 1993. »* in D. Kapur, J. Lewis, R. Webb, 1997, vol. 1., p. 603.

6 José Lopez Portillo a présidé le Mexique de 1977 à 1982.

que temporaire et nous serons heureux de vous aider pendant le processus de consolidation » (c'est moi qui souligne)[7].

Moins d'un an auparavant, Alden W. Clausen était encore président de la Bank of America et celle-ci prêtait à plein rendement au Mexique.

Le 20 août 1982, le Mexique après avoir, au cours des sept premiers mois de l'année, remboursé des sommes considérables, annonce qu'il n'est plus en mesure de continuer les paiements. Le Mexique décrète un moratoire (suspension de paiement) de six mois (août 1982 à janvier 1983). Il lui reste 180 millions de dollars en caisse alors qu'il est censé rembourser 300 millions le 23 août. Le Mexique avait prévenu le FMI dès le début du mois d'août que ses réserves de change n'atteignaient plus que 180 millions de dollars. Le FMI se réunit fin août avec la Réserve fédérale, le Trésor des États-Unis, la Banque des Règlements Internationaux (BRI) et la Banque d'Angleterre. Le directeur du FMI, Jacques de Larosière, annonce aux autorités mexicaines que le FMI et la BRI sont disposés à prêter des devises en décembre 1982 à la double condition que l'argent serve à rembourser les banques privées et que le Mexique applique des mesures de choc d'ajustement structurel. Le Mexique accepte. Il dévalue très fortement la monnaie, augmente radicalement les taux d'intérêt nationaux, sauve de la faillite les banques privées mexicaines en les nationalisant et décide d'assumer leurs dettes. En contrepartie, il saisit 6 milliards de dollars qu'elles ont en caisse. Le Président José Lopez Portillo présente au peuple mexicain cette dernière mesure comme un acte nationaliste. Il se garde bien de dire que les 6 milliards de dollars saisis serviront largement à rembourser les banquiers étrangers.

En fait, qui a provoqué la crise de la dette mexicaine? Est-ce le Mexique qui en a pris l'initiative?

En termes généraux, les causes sont claires: l'augmentation des taux d'intérêt décidée à Washington, la chute des revenus pétroliers et le surendettement colossal sont les causes structurelles. Les deux premiers facteurs constituent des chocs externes et le Mexique n'y est pour rien. Le troisième facteur, le surendettement, est le résultat du choix des dirigeants mexicains qui ont été encouragés à endetter leur pays par les banquiers privés et la Banque mondiale.

Au-delà des causes structurelles qui sont fondamentales, une analyse de l'enchaînement des faits montre que ce sont les banques privées des pays industrialisés qui ont provoqué la crise en réduisant de manière drastique les prêts octroyés au Mexique en 1982. Alertées par le fait que le Trésor public mexicain avait utilisé presque toutes les devises disponibles pour payer la dette, elles ont considéré

7 Letter, A. W. Clausen to His Excellency Jose Lopez Portillo, president, United Mexican States, March 19, 1982, in D.. Kapur, J. Lewis, R. Webb, 1997, vol. 1., p. 603

qu'il était temps de réduire fortement les prêts. Elles ont ainsi mis à genoux un des plus grands pays endettés. Voyant que le Mexique était confronté à l'effet combiné de la hausse des taux d'intérêt dont elles profitaient et à la baisse de ses revenus pétroliers, elles ont préféré prendre les devants et se retirer. Fait aggravant, les banquiers étrangers ont été complices des élites mexicaines (dirigeants d'entreprises, dirigeants du parti-État, le Parti Révolutionnaire Institutionnel) qui transféraient frénétiquement des capitaux à l'extérieur pour les placer en sécurité. On estime qu'en 1981-1982, pas moins de 29 milliards de dollars ont quitté le Mexique sous la forme de la fuite des capitaux[8]. Après avoir précipité la crise, les banquiers privés en ont ensuite profité. Ils laissent à d'autres le soin de payer les pots cassés. Voici la preuve en quelques tableaux.

Tableau 1. Prêts des banques étrangères sans garantie de l'Etat mexicain et les remboursements aux banques (en millions de dollars)

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	Total
Prêts des banques	931	1.565	2.450	3690	590	0	2.144	1.115	1.700	247	14.432
Remboursements	860	1.390	1.450	2090	2.890	1.546	4.630	3.882	3.490	2.453	24.681
Transfert net	71	175	1.000	1600	-2.300	-1.546	-2.486	-2.767	-1.790	-2.206	-10.249

Source: World Bank, *Global Development Finance* 2005

Ce tableau reprend l'évolution des prêts des banques privées étrangères ne bénéficiant pas de la garantie de l'État mexicain. On constate qu'après une énorme augmentation entre 1978 et 1981, les prêts chutent drastiquement en 1982. Par contre, les remboursements ne diminuent pas. Au contraire, ils augmentent de près de 40% en 1982. En 1983, les prêts bancaires sont totalement stoppés. Pourtant les remboursements se poursuivent. L'évolution du transfert net sur la dette qui a été positif jusqu'en 1981 devient très négatif à partir de 1982. Au total, entre 1978 et 1987, le transfert net négatif représente plus de 10 milliards de dollars au bénéfice des banquiers.

8 Morgan Guaranty Trust Co. Of New York, *World Financial Markets,* mars 1986, p. 15.

Tableau 2. Prêts des banques étrangères avec garantie de l'Etat mexicain et les remboursements aux banques (en millions de dollars)

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	Total
Prêts des banques	7.235	9.465	7.625	10.063	8.085	5.284	3.134	1.878	198	4.486	57.463
Remboursements	5.349	8.582	6.706	7.226	7.260	7.571	7.654	6.922	5.345	5.170	67.785
Transfert net	1.886	883	919	2.837	825	-2.287	-4.520	-5.044	-5.147	-684	-10.332

Source: World Bank, *Global Development Finance* 2005

Le tableau 2 montre l'évolution des prêts des banques privées étrangères qui bénéficient de la garantie de l'État mexicain. On constate une croissance des prêts entre 1978 et 1981. En 1982, les prêts diminuent de 20% tandis que les remboursements ne cessent pas, au contraire ils augmentent. Les prêts bancaires connaissent alors une très forte baisse jusqu'en 1986. Par contre, les remboursements de la part de l'État mexicain se poursuivent à un niveau très élevé. Le transfert net sur la dette publique garantie par l'État auprès des banques étrangères, qui a été positif de 1978 à 1982, devient très fortement négatif à partir de 1983. Au total, entre 1978 et 1987, le transfert net négatif représente là aussi plus de 10 milliards de dollars au bénéfice des banquiers.

Le cumul des transferts négatifs des deux tableaux atteint plus de 20 milliards de dollars. Les banquiers privés du Nord ont fait de juteux profits sur le dos de la population mexicaine.

Tableau 3. Prêts de la Banque mondiale au Mexique et remboursement de celui ci à la Banque (en millions de dollars)

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	Total
Prêts de la BM	167	326	422	460	408	360	682	840	1.016	983	5.664
Remboursements	184	220	255	283	328	399	485	597	819	1.072	4.642
Transfert net	-17	106	167	177	80	-39	197	243	197	-89	1.022

Source: World Bank, *Global Development Finance* 2005

Le tableau 3 montre l'évolution des prêts de la Banque mondiale au Mexique. On constate une augmentation forte des prêts de 1978 à 1981. La Banque était alors lancée dans une course effrénée avec les banques privées dans l'augmentation des prêts. En 1982 et 1983, on constate une baisse modérée de ses prêts. Ceux-ci augmentent fortement à partir de 1984. La Banque se comporte en prêteur de dernier ressort. Elle prête à l'État mexicain à condition que celui-ci rembourse les banquiers privés, en majorité nord-américains. Le transfert net reste positif car le Mexique utilise effectivement les prêts de la Banque mondiale pour rembourser les banques privées.

Tableau 4. Prêts du FMI au Mexique et remboursement de celui ci au FMI (en millions de dollars)

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	Total
Prêts du FMI	0	0	0	0	222	1.072	1.234	300	870	786	4.484
Remboursements	261	178	138	70	0	26	115	202	413	650	2.053
Transfert net	-261	-178	-138	-70	222	1.046	1.119	98	457	136	2.431

Source: World Bank, *Global Development Finance* 2005

Le tableau 4 montre l'évolution des prêts du FMI aux autorités mexicaines. Ces prêts sont inexistants entre 1978 et 1981. Par contre, pendant la même période, le Mexique rembourse au FMI d'anciens emprunts. A partir de 1982, le FMI prête massivement au Mexique à deux conditions: 1) celui-ci doit utiliser l'argent pour rembourser les banquiers privés; 2) le Mexique doit mettre en œuvre une politique d'ajustement structurel (réduction des dépenses sociales et d'infrastructures, programme de privatisation, augmentation des taux d'intérêt, augmentation des impôts indirects…). Le transfert net reste positif car le Mexique utilise effectivement les prêts du FMI pour rembourser les banques privées.

Le tableau 5 montre l'évolution des prêts octroyés par les États des pays les plus industrialisés. Comme les banquiers privés et la Banque mondiale, les États du Nord augmentent fortement leurs prêts au Mexique de 1978 à 1981. Puis ils font *grosso modo* la même chose que la Banque mondiale et le FMI. Alors que les banquiers privés réduisent leurs prêts, les États accompagnent le FMI et la Banque pour prêter au Mexique afin qu'il rembourse les banquiers privés et qu'il applique le programme d'ajustement structurel.

Tableau 5. Prêts des Etats du Nord au Mexique et les remboursements de celui-ci (en millions de dollars)

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	Total
Prêts des États	156	229	439	578	673	539	540	446	848	700	5 148
Remboursements	171	388	223	286	372	481	583	573	488	377	3 942
Transfert net	-15	-159	216	292	301	58	-43	-127	360	323	1 206

Source: World Bank, *Global Development Finance* 2005

Le tableau 6 montre l'évolution de la dette extérieure totale du Mexique. Elle a été multipliée par 3 entre 1978 et 1987. Pendant ce laps de temps, le total des remboursements représente 3,5 fois le montant de la dette de 1978. Le transfert net négatif total s'élève à plus de 26 milliards de dollars.

Tableau 6. Evolution de la dette mexicaine de 1978 à 1987 (en millions de dollars)

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	Total
Stock total de la dette	35.712	42.774	57.378	78.215	86.081	92.974	94.830	96.867	100.891	109.471	
Remboursement	7.423	11.595	10.962	14.340	15.684	14.825	16.960	15.293	12.944	12.087	132.113
Transfert net total	1.512	3.623	8.757	11.483	-1.799	-15.804	-12.144	-10.932	-6.648	-4.227	-26.179

Source: World Bank, *Global Development Finance* 2005

A partir de 1982, le peuple mexicain se saigne aux quatre veines au bénéfice des différents créanciers. En effet, le FMI et la Banque mondiale sauront se faire rembourser jusqu'au dernier centime ce qu'ils ont prêté au Mexique pour payer les banquiers privés. Le Mexique se retrouve implacablement soumis à la logique de l'ajustement structurel. Dans un premier temps, le choc imposé en 1982 a produit une forte récession, des pertes d'emplois massives et une forte chute du pouvoir d'achat. Ensuite les mesures structurelles ont entraîné la privatisation de centaines d'entreprises publiques. La concentration de la richesse et d'une grande partie du

patrimoine aux mains de quelques grands groupes industriels et financiers mexicains et étrangers est phénoménale [9].

Dans une perspective historique, il est clair que la route vers le surendettement dans les années 1960-1970, l'éclatement de la crise en 1982 et la gestion qui s'en est suivie ont marqué une rupture radicale et définitive avec les politiques progressistes menées entre le début de la révolution mexicaine en 1910 et les années 1940 sous la présidence de Lazaro Cardenas. De la révolution aux années 1940, les conditions de vie de la population se sont fortement améliorées et le Mexique a fortement progressé du point de vue économique. Il a adopté une politique internationale indépendante. Entre 1914 et 1946, le Mexique n'a pas payé la dette et, en fin de compte, il a obtenu une victoire éclatante sur les créanciers quand ceux-ci acceptèrent de renoncer à 90% du montant dû en 1914 et sans obtenir le paiement des intérêts dus. Depuis la crise de 1982, le Mexique a perdu le contrôle de son destin. C'était un objectif historique que les États-Unis poursuivaient depuis le 19e siècle.

En 1970, la dette publique externe du Mexique s'élève à 3,1 milliards de dollars. 33 ans plus tard, en 2003, elle est 25 fois plus élevée, elle atteint à 77,4 milliards (la dette externe publique et privée atteint 140 milliards). Pendant ce laps de temps, les pouvoirs publics mexicains ont remboursé 368 milliards de dollars (120 fois la somme due en 1970). Le transfert net négatif sur la période 1970 à 2003 s'élève à 109 milliards de dollars. Entre 1983 et 2003, sur 21 années, seules deux (1990 et 1995) ont connu un transfert net positif sur la dette externe publique.

Un jour prochain, c'est sûr, le peuple mexicain saura reconquérir la liberté de déterminer son destin.

9 J'ai analysé les effets des politiques d'ajustement structurel au Mexique dans la première édition en 1998, du livre *La Bourse ou la Vie. La Finance contre les peuples.* Chapitre 15, Etude de cas 2. « Le Mexique: endettement extérieur et crise politico-sociale » , p. 270 à 277..

Chapitre 15

Banque mondiale et FMI: huissiers des créanciers

En juillet 1981, Alden W. Clausen, président de la Bank of America, arrive à la tête de la Banque mondiale. La Bank of America est une des grandes banques états-uniennes fortement exposées en cas de non paiement de la dette par les PED. Ronald Reagan, en plaçant Alden W. Clausen à la présidence de la Banque mondiale, envoie un signal fort aux banques des États-Unis (et aux autres banquiers privés du monde): leurs intérêts seront dûment pris en compte.

Les banques états-uniennes étaient les plus exposées aux risques en comparaison des banques européennes et japonaises: proportionnellement, ce sont elles qui prêtaient le plus. La crise de 1982 touchait plus particulièrement l'Amérique latine, terrain de chasse privilégié des banques états-uniennes. Les montants prêtés comparés à leur capital étaient énormes et imprudents. Toutes les banques des États-Unis prises ensemble avaient prêté une somme correspondant à 152% de leurs capitaux propres. Parmi elles, les quinze plus grandes banques avaient prêté une somme équivalent à 160% de leur capital. Les neuf premières, dont la Bank of America, avaient engagé l'équivalent de 229% de leur capital.

Quand le Mexique, en août 1982, annonce qu'il n'est plus en mesure de rembourser, les grands argentiers publics se réunissent pour sauver la mise des banquiers privés. Le quatuor réuni pour mettre au point une stratégie était composé de Jacques de Larosière, directeur général du FMI, de Paul Volcker, président de la Réserve fédérale des États-Unis, de Gordon Richardson, dirigeant de la Banque d'Angleterre et de Fritz Lentwiler, président de la Banque des règlements internationaux (BRI). Le président de la Banque mondiale n'a pas été convié aux premières réunions.

La stratégie adoptée peut se résumer de la manière suivante:

- la crise doit être traitée comme résultant d'un problème de liquidités de courte durée à résoudre par le FMI et les grandes banques centrales;
- la priorité est donnée aux dettes des trois pays les plus endettés: Brésil, Mexique et Argentine;
- les dettes privées doivent être converties en dettes publiques des pays endettés;
- les créanciers doivent agir collectivement tandis que les pays endettés, traités séparément, doivent être mis dans l'impossibilité de présenter un front commun (diviser pour régner);
- les pays endettés doivent à tout prix maintenir le paiement des intérêts de la dette;
- les créanciers n'accordent pas d'annulation ou de réduction de taux d'intérêt,

on ne peut envisager que des rééchelonnements de paiements;

- de nouveaux prêts ne seront accordés par les banques privées qu'à la condition que les pays endettés concernés s'engagent à réaliser des politiques d'austérité dans le cadre d'un accord avec le FMI.

Cette stratégie est *grosso modo* maintenue au cours des années 1980 mais elle doit être amendée pour tenir compte de l'ampleur de la crise et du comportement des banques privées. Celles-ci, contrairement au dernier point de la stratégie mentionnée, arrêtent presque tous les prêts et se contentent d'engranger les remboursements, ce qui fait exploser leur profit! Les profits que Citibank retire du Brésil en 1983 et 1984 représentent à eux seuls 20% de ses profits totaux. Selon Karin Lissakers (qui devient plus tard la directrice exécutive des États-Unis au FMI), les dividendes distribués par les plus grandes banques états-uniennes en 1984 s'élèvent au double de ceux distribués en 1980[1] . En fait, le FMI et les autres argentiers publics mentionnés plus haut, auxquels la Banque mondiale s'est ensuite ajoutée, en adoptant une stratégie dure à l'égard des pays endettés afin de protéger les banques privées, se comportent comme les représentants authentiques de la grande finance privée internationale ou, en d'autres mots, du grand capital international. Ils sont devenus des huissiers de justice au service des banques privées.

Karin Lissakers relève elle-même: *« Le FMI était d'une certaine manière chargé par la communauté des créanciers de la mise sous pression des débiteurs pour éviter les ruptures de paiements* .

Jacques Polak, qui a été directeur de recherche au FMI puis directeur exécutif du FMI pour les Pays-Bas, écrit en se référant à la stratégie décrite plus haut: *« Dans la seconde moitié des années 1980, les banques commerciales ont commencé à exploiter cette approche. N'ayant plus peur de se retrouver victimes d'une crise généralisée de la dette, les banques ont commencé à prendre conscience qu'il pourrait leur être favorable de bloquer l'accès d'un pays aux crédits du FMI (et à d'autres crédits liés à un accord avec le FMI).. Le Fonds a alors commencé a être utilisé par les banques commerciales pour le recouvrement de leurs dettes »*[2] . Les propos concernant le FMI peuvent être étendus à la Banque mondiale qui s'est comportée exactement de la même manière.

Les banques des États-Unis se tirent très bien d'affaire. Les banques européennes aussi: en effet, elles obtiennent de fortes réductions d'impôts en réalisant de grosses provisions pour amortir des pertes éventuelles sur leurs créances. Par

---

1 LISSAKERS, Karin. 1991. *Banks, Borrowers and the Establishment*: *A Revisionist Account of the International Debt Crisis,* p. 194

2 KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century,* Volume 1: History, p. 636, note 132

ailleurs, les banques européennes et japonaises bénéficient de la dépréciation du dollar qui diminue dans leur portefeuille le poids de leurs créances en dollars sur les pays endettés.

Les autorités des pays endettés prennent à la charge du Trésor public (et en conséquence à la charge des citoyens) les dettes externes des entreprises privées de leur pays. Dans le cas emblématique de l'Argentine, les filiales des multinationales endettées auprès de leur maison mère obtiennent que leurs dettes soient payées par le Trésor public argentin[3] !

Ce faisant, les gouvernements des PED se soumettent aux pressions conjuguées des capitalistes locaux, des multinationales implantées dans le pays et des grands argentiers publics du Nord eux-mêmes au service des grandes banques privées du Nord.

Ces mêmes grands argentiers publics, en particulier le FMI et la Banque mondiale, remplacent progressivement les banques privées comme créanciers des pays les plus en difficulté. Là aussi les risques et les coûts sont transférés du secteur privé vers le secteur public. Le tableau suivant montre que les banques privées se désengagent des pays endettés qui éprouvent des difficultés de remboursement (leurs créances sur ces pays passent de 278 milliards en 1982 à 200 milliards en 1992, soit une réduction de 28%). Dans le même temps, les créanciers officiels (FMI, Banque mondiale, États) prennent le relais (leurs créances sont passées de 115 milliards à 252 milliards entre 1982 et 1992, soit une augmentation de 120%).

3 Les entreprises argentines endettées auprès de leur maison mère sont notamment: Renault Argentine, Mercedes-Benz Argentine, Ford Motor Argentine, IBanque Argentine, Citibank, First National Bank of Boston, Chase Manhattan Bank, Bank of America, Deutsche Bank. L'État argentin a remboursé les créanciers privés de ces entreprises (c'est-à-dire leur maison mère): Renault France, Mercedes Benz, City Bank, Chase Manhattan Bank, Bank of America, First national Bank of Boston, Crédit Lyonnais, Deutsche Bank, Société Générale. Bref, le contribuable argentin rembourse la dette contractée par les filiales des multinationales auprès de leurs maisons mères ou auprès des banquiers internationaux. On peut soupçonner les transnationales en question d'avoir créé une dette de leurs filiales argentines par simple jeu d'écriture. Les pouvoirs publics argentins ne se sont dotés d'aucun moyen de contrôle de ces comptes.

Tableau 1. Dette réelle des PED éprouvant des difficultés à faire face au service de leur dette 1982-1992 (en milliards de dollars US de 1982)

Années	Vis-à-vis des banques commerciales	Vis-à-vis des créanciers officiels	Part des créanciers officiels en pourcentage
1982	278	115	29.3
1984	286	143	33.3
1986	278	187	40.2
1988	254	232	47.7
1990	222	251	53.1
1992	200	252	55.7

Source: Michael Dooley (1994), *« A Retrospective on the Debt Crisis »*, paper prepared for the Fiftieth Anniversary of Essays in International Finance, Princeton University, table2[4]

Sur recommandation ou injonction du FMI et de la Banque mondiale, les pays endettés utilisent les prêts qu'ils reçoivent des créanciers publics (FMI, Banque mondiale, États) pour rembourser les banques privées qui se gardent bien de leur prêter à nouveau de l'argent. Elles attendent pour cela d'être d'abord entièrement remboursées.

Mais les prêts des créanciers publics, outre qu'ils augmentent le stock de la dette qu'il faudra de toute façon rembourser, sont bien insuffisants pour rembourser les dettes colossales dues aux banques, d'autant que les taux d'intérêt sont très élevés. A propos des taux d'intérêt exorbitants versés par les PED, le PNUD relève, dans le Rapport sur le Développement humain 1992: *« Pendant les années 1980, alors que le taux d'intérêt était de 4% dans les pays industrialisés, les pays en développement supportaient un taux d'intérêt effectif de 17%. Sur un encours de la dette de plus de mille milliards de dollars, cela représente une majoration de coût de 120 milliards de dollars qui viennent s'ajouter à des transferts nets au titre de la dette qui sont négatifs et atteignent 50 milliards de dollars en 1989 »*[5] .

La question des transferts nets négatifs mentionnée par ce rapport du PNUD est fondamentale, c'est pourquoi elle mérite un développement particulier.

---

4 2 KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century,* Volume 1: History, Tableau 11-5, p. 642

5 PNUD, 1992, p. 74

Le débat interne à la Banque mondiale sur le calcul du transfert net

En 1984, le débat sur cette question provoque un vrai remue-ménage dans la Banque mondiale. En effet, cette année-là, une équipe d'économistes de la Banque mondiale dirigée par Sidney Chernick et Basil Kavalsky produit un rapport qui remet en cause la manière dont la Banque présente les flux sur la dette extérieure[6]. Jusque là, la Banque ne prenait en compte que les flux nets sur la dette *(net flows on debt)* qu'elle définit comme la différence entre le capital prêté et le capital remboursé, sans y intégrer les intérêts... Cette équipe d'économistes adopte une autre position en déclarant qu'il faut inclure dans le calcul les intérêts remboursés afin d'établir une présentation du problème de la dette conforme à la réalité.

Le tableau suivant permet de comprendre l'enjeu du débat.

Il présente l'évolution du montant croissant de la dette externe totale des PED

Tous les PED	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
	en millions de dollars								
Total de la dette externe	427.424	540.923	628.610	715.788	781.947	826.434	929.186	1.020.49	1.166.248
Transfert net **sans** intérêts payés	67.298	94.821	96.739	83.194	45.366	42.397	38.208	36.327	48.037
Transfert net **avec** intérêts payés	44.247	51.359	40.708	20.341	-14.282	-21.744	-27.614	-24.846	-12.895

Source: World Bank, *Global Development Finance* 2005

entre 1979 et 1987. Si on s'en tient à l'approche traditionnelle de la Banque mondiale (sans inclure les intérêts donc), le transfert reste positif tout au long de la période prise en considération. Avec une telle présentation des transferts, comment se rendre compte qu'une crise de la dette a explosé en 1982 et s'est poursuivie par la suite?

Par contre, si on adopte l'approche défendue par cette équipe d'économistes de la Banque, le résultat est totalement différent. En effet, on s'aperçoit que le transfert est positif jusqu'en 1982 et qu'il devient négatif à partir de 1983. Il est tout à fait justifié de calculer le transfert net sur la dette, en défalquant des montants prêtés les montants remboursés au titre de l'amortissement du capital et des intérêts versés. D'ailleurs, dans la mesure où la crise a été provoquée par la hausse des taux d'intérêt, on ne peut pas la visualiser et la comprendre si on ne prend pas en compte le paiement des intérêts.

Dès que le rapport arrive à la direction de la Banque, les principaux dirigeants du staff réagissent négativement. Ernest Stern, un des principaux cadres supérieurs

6 IBRD, Operations Policy Staff, « Debt and Adjustment in Selected Developing Countries « , SecM84-698, 1984 in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 1*: History, p. 615.

de la Banque et vice président pour le département des Opérations de la Banque, envoie un fax dans lequel il déclare: *« Je ne suis pas d'accord de diffuser un document qui centre son analyse sur la question du transfert net »*[7]. Selon lui, il n'est pas question de présenter le paiement des intérêts comme un poids, il ne s'agit que d'une rémunération du capital prêté. Un point, c'est tout.

Sortant d'une réunion de la Réserve fédérale de New York à laquelle la Banque était invitée, Ernest Stern rédige un mémorandum destiné à la direction de la Banque dans lequel il déclare: *« La question des transferts nets a été soulevée et a fait l'objet d'une véritable avalanche de commentaires négatifs de certains gouverneurs ainsi que d'autres participants. La Banque a aussi été attaquée par certains intervenants pour avoir mis en avant cette question »*[8] . Pas question de toucher à ce tabou.

Cette levée de boucliers montre clairement que l'on touche un point particulièrement sensible et important. On ne peut prendre la mesure de ce qu'a représenté le remboursement de la dette que si on tient compte du remboursement des intérêts de la dette qui s'ajoute au remboursement du capital. Le tableau suivant reprend la démarche du précédent en l'appliquant à l'Amérique latine et à la Caraïbe. Si on s'en tient à tort à la présentation traditionnelle de la Banque, on ne constate qu'un léger problème de transfert négatif limité à l'année 1983. Tandis que si on prend en compte les intérêts payés, on mesure la situation réelle: les transferts sont massivement négatifs à partir de 1983.

Selon certains calculs, entre 1982 et 1985, les transferts de l'Amérique latine vers les créanciers ont représenté 5,3% du produit intérieur brut (PIB) du conti-

Amérique latine et Caraïbe	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
	en millions de dollars								
Total de la dette externe	197.472	242.835	295.301	333.142	361.668	376.004	387.807	406.881	442.010
Transfert net **sans** intérêts payés	35.901	45.710	54.261	37.893	-317	6.211	4.537	2.276	8.505
Transfert net **avec** intérêts payés	23.221	21.359	21.413	299	-34.971	-29.040	-30.204	-27.774	-19.814

Source: World Bank, *Global Development Finance* 2005

7 Fax message, Ernest Stern to Luis de Azcarate, director, CPDDR, May 15, 1984 in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 1*: *History,* p. 616

8 Memorandum, Ernest Stern to members of the Managing Committee, « Conference at the Federal Reserve Bank of New York, » May 11, 1984, p. 1 in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 1: History,* p. 616

nent. Le poids est énorme: comparativement, les réparations imposées à l'Allemagne par le Traité de Versailles s'élevaient à 2,5% du PIB allemand entre 1925 et 1932[9] .

Pour la direction de la Banque, le débat interne sur le transfert net affecte directement ses intérêts en tant que créancier. La Banque (tout comme le FMI) veut maintenir à tout prix son statut de créancier privilégié car, à ce titre, elle peut prétendre être remboursée avant les autres créanciers (créanciers privés ou bilatéraux). Ernest Stern explique, dans une note interne préparant un discours que le président de la Banque doit prononcer au Forum économique de Davos en janvier 1984, que l'on doit refuser de demander aux banques privées de maintenir des transferts nets positifs (en incluant le paiement des intérêts) car cela pourrait se retourner contre la Banque mondiale. En effet, cette exigence pourrait s'appliquer également à la Banque. Il faut donc noyer le poisson en ne parlant que de prêts nets (ou de flux nets sur la dette), c'est-à-dire en excluant du calcul le remboursement des intérêts. Voici un extrait de cette note interne: *« Si l'on tient les banques commerciales pour responsables dans le maintien de transferts nets ... on dit alors que ... la Banque mondiale elle-même pourrait être accusée de ne pas maintenir des transferts nets positifs. Ailleurs, nous mettons au contraire en avant que ce qui distingue la Banque mondiale des autres banques et justifie un traitement distinct en matière de rééchelonnement, c'est que nous garantissons des prêts nets - pas des transferts nets. Si nous acceptons l'argument des transferts nets dans un discours du Président, nous affaiblissons considérablement notre position qui consiste à rejeter des tentatives de nous imposer un rééchelonnement quand nos transferts nets deviendront négatifs »*[10].

La fin de l'extrait ci-dessus révèle deux points importants: 1) le dirigeant de la Banque mondiale prévoit déjà que le transfert net entre la Banque et ses clients va devenir lui aussi négatif; 2) il craint qu'en conséquence, la Banque ne puisse plus refuser le rééchelonnement des dettes qu'on lui doit.

Le tableau suivant porte sur le transfert sur les dettes dues à la Banque. Si on emploie la méthode que défend Ernest Stern, le transfert reste positif. Si on applique l'approche alternative, le transfert devient négatif à partir de 1985[11] .

Une raison supplémentaire motive la Banque dans son refus de parler de trans-

---

9 Andres Bianchi, Robert Devlin, and Joseph Ramos, « The Adjustment Process in Latin America 1981-1986 » paper prepared for World Bank-IMF Symposium on Growth-Oriented Adjustment Programs, Washington D.C., February 25-27, 1987, table 9 in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century,* Volume 1: History, note 105 p. 627

10 Memorandum, Ernest Stern to Munir Benjenk, « Draft Speech For Davos » , January 16, 1984, p. 2, in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century,* Volume 1: History, p. 616

11 Pour établir ce tableau, nous avons pris en compte les prêts octroyés par la branche BIRD de la Banque mondiale qui octroie des prêts aux pays à moyens revenus. Nous n'avons pas pris en compte les prêts octroyés par l'IDA aux pays à faibles revenus.

Tous les PED	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
	en millions de dollars								
Total de la dette externe	24.356	28.570	33.706	33.426	46.612	63.411	83.372	79.871	80.981
Transfert net sans intérêts payés	3.972	4.229	5.144	5.556	5.100	5.667	5.027	3.743	3.329
Transfert net avec intérêts payés	2.239	2.217	2.722	27.00	1.838	887	-767	-2.901	-2.738

Source: World Bank, *Global Development Finance* 2005

ferts nets négatifs. Dans les années 1980, les pays à moyens revenus comme le Mexique, le Brésil, l'Argentine, le Venezuela, la Yougoslavie, sont les principaux pays affectés par la crise de la dette. Ils sont aussi les principaux clients de la Banque mondiale. Ces pays la financent au travers du paiement des intérêts (qui s'ajoutent au remboursement du capital emprunté). En effet, la Banque mondiale réalise des résultats positifs grâce aux intérêts payés par les pays à moyens revenus qui ont recours à ses services. Les pays riches ne financent pas la Banque mondiale (la BIRD) car celle-ci emprunte sur les marchés financiers. La Banque mondiale, via sa branche IDA, prête aux pays pauvres. Bref, ce sont les pays endettés à moyens revenus qui permettent à la Banque de prêter aux pays pauvres à bas taux d'intérêt sans faire de perte. Il est vital pour la Banque de dissimuler cette réalité car sinon, les pays à moyen revenu pourraient exiger d'avoir un droit de regard sur la politique que la Banque mène à l'égard des pays les plus pauvres. Or la définition de cette politique est une prérogative des pays riches qui dirigent la Banque.

Terrorisme intellectuel à la Banque mondiale

Selon les historiens de la Banque mondiale, un système d'espionnage a été officiellement mis en place durant la présidence de Alden. W. Clausen afin de détecter les personnes déviantes par rapport à la ligne politico-économique de la direction de la Banque. Les historiens de la Banque racontent: *« Entre le début 1983 et 1986, le département du personnel de la Banque a informé les directeurs exécutifs que le département économique avait adopté un système de « renseignement » pour détecter les divergences du personnel par rapport aux positions de l'establishment, il classait les membres du personnel en fonction de leur appartenance à telle ou telle école de la pensée économique et favorisait ouvertement les « loyalistes », il recrutait sur base de contrats à durée déterminée pour accroître la dépendance des personnes engagées. Le personnel du département de recherche économique (ERS) était de plus en plus considéré selon la description du département du personnel comme une unité destinée à vendre une idéologie plutôt qu'à se destiner à la recherche objective »* [12].

Le terrorisme intellectuel et l'obscurantisme néolibéral sont tels que, pendant la période où Anne Krueger était vice-présidente et économiste en chef, sur 37 chercheurs au niveau de la direction du département Recherche, 29 s'en allèrent entre 1983 et 1986[13] . Plus grave pour le fonctionnement de l'institution: plus d'une dizaine de ces postes restèrent vacants pendant deux ans car personne dans les autres services ne souhaitait prendre la place des partants.

Les historiens de la Banque mondiale rendent compte d'une crise survenue entre la direction de la Banque mondiale, en particulier Anne Krueger, et le rédacteur en chef de la nouvelle revue de la Banque mondiale, *WB Economic Review,* Mark Leiserson. Celui-ci, appuyé par tout le comité de rédaction, avait décidé de publier en 1986 un article de Jeffrey Sachs écrit en 1985. La vice-présidente de la Banque mondiale, Anne Krueger, fit interdire la publication de l'article. Le rédacteur en chef démissionna en signe de protestation après avoir tenté de convaincre la direction de la Banque mondiale de respecter le comité de rédaction. Ce n'était pas un phénomène isolé puisque, quelques mois plus tard, le rédacteur en chef d'une autre revue de la Banque mondiale, *WB Research Observer,* démissionna également pour des raisons similaires.

Quand on sait que Jeffrey Sachs venait de mettre au point un plan d'ajustement structurel très dur en Bolivie, se situant donc ainsi dans le camp néolibéral de la Banque mondiale et du FMI, on peut mesurer le degré de terrorisme intellectuel et d'obscurantisme exercé par Anne Krueger, économiste en chef de la Banque, sur ceux qui, dans la Banque, essayaient prudemment de donner la parole à des gens externes à l'institution. Ce qui déplaisait à Anne Krueger, c'est que Jeffrey Sachs proposait que la Banque mondiale et le FMI demandent aux banques privées d'accorder des annulations de dette à l'égard de pays extrêmement endettés. Bref, Sachs proposait que le secteur privé fasse un effort, ce qui n'était pas acceptable pour Anne Krueger! Les historiens de la Banque reconnaissent que la censure s'exerçait également sur la publication la plus importante de la Banque, *World Debt Tables*[14].

Anne Krueger quitta ses fonctions en 1987. En 2000, elle devint n° 2 du FMI où elle sévit toujours. Il faut pourtant éviter de personnaliser l'affaire. Anne Krueger agit comme la représentante de l'administration des États-Unis. Elle n'est pas un accident malheureux dans l'histoire du FMI et de la Banque mondiale.

Changement radical de discours de la Banque mondiale à

12 KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. The World Bank, Its First Half Century, Volume 1: History, p. 1194

13 Idem, p. 1193, note 47

14 Ibid., p. 624

propos des PED et de leurs dirigeants

Jusqu'à l'éclatement de la crise, la Banque mondiale ne tarit pas d'éloge à l'égard des dirigeants des PED afin de les encourager à s'endetter et à mener les politiques qu'elle recommande. Quelque temps après l'éclatement de la crise, le ton change radicalement. La Banque critique les gouvernements des PED et les rend responsables de la crise. Elle évite à tout prix de faire preuve de la moindre autocritique.

Le changement est très clairement exprimé par les deux citations suivantes.

En 1982, juste avant que la crise n'éclate, la Banque écrit dans le *Rapport sur le développement dans le monde (World development Report 1982): « en dépit de l'augmentation du déficit de leur balance des transactions courantes, qui est passé de 40 milliards de dollars en 1979 à 115 milliards de dollars en 1981, les PED se sont beaucoup mieux adaptés à la nouvelle situation que les pays industrialisés »*[15].

Quatre ans plus tard, elle affirme le contraire *(World development Report 1986): « L'incapacité des pays en développement à s'adapter aux évènements externes depuis le début des années 1970 et l'ampleur des chocs externes sont à l'origine de leurs faibles performances et de leur endettement* [16] .

Lorsqu'un économiste de la Banque, Carlos Diaz-Alejandro produit en 1984 une analyse nuancée de l'attitude des PED dans la crise en soulignant qu'ils ont été soumis à de puissants chocs externes, Ernest Stern répond sèchement: *« Les pays qui ont emprunté 10 à 15 milliards de dollars par an jouent dans la cour des grands. Ils ont pensé en avoir la capacité - ils l'ont souvent dit. Ils avaient les yeux ouverts et étaient très fiers de ce qu'ils faisaient à ce moment là - et la plupart de ce qu'ils faisaient était sensé. Mais ils ont mal calculé. Cela peut arriver et le coût de cette erreur de jugement peut être élevé. Mais si ils veulent être des associés dans un système économique ouvert et interdépendant, il est temps qu'ils s'équipent correctement à cet égard et qu'ils n'imputent pas leur échec à d'autres qu'à eux mêmes. Je crois que c'est une vision qu'ils partagent également »*[17].

Cette attitude de la Banque poursuit plusieurs objectifs: 1) éviter d'être critiquée pour la politique d'endettement qu'elle a recommandée dans les décennies qui ont précédé la crise et en particulier dans les années 1970; 2) convaincre ses interlocuteurs qu'ils doivent appliquer des politiques d'austérité radicales dans le cadre de l'ajustement structurel sans revendiquer des gouvernements des pays riches qu'ils fassent un effort de solidarité.

Stanley Fisher, qui remplace Anne Krueger au poste d'économiste en chef de la Banque en 1987, écrit dans un mémorandum interne en 1990: *« Je ne veux sur-*

---

15 World Bank, *World Development Report 1982*, p. 7, in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century*, Volume 1: History, p. 617

16 World Bank, *World Development Report 1986,* p. 33, in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century*, Volume 1: History, p. 617

17 Letter, Ernest Stern to Carlos F. Diaz-Alejandro, September 10, 1984, pp.3-4, in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century,* Volume 1: History, p. 618

tout pas laisser croire aux pays en développement que la communauté internationale va les aider, j'insiste donc au contraire sur le fait qu'il leur faut se débrouiller seuls »[18].

Les historiens de la Banque mondiale soulignent: *« Tout un chacun qui se penche sur l'histoire de la crise de la dette ne peut qu'être frappé par la façon dont le débat intellectuel était dominé par des voix états uniennes alors que les pays qui en souffraient directement ne parvenaient pas à se faire entendre »*[19]. Les auteurs ajoutent plus loin que les analyses publiées par la Banque mondiale reflétaient les intérêts politiques de ses principaux actionnaires, en particulier les États-Unis, et, par extension, des banques privées.

Complicité entre banquiers du Nord et classes dirigeantes du Sud

Plusieurs études permettent d'identifier le lien entre l'endettement croissant des pays d'Amérique latine dans les années 1970 et 1980 et la fuite des capitaux du Sud vers le Nord. Une partie très importante des sommes prêtées par les banquiers du Nord revenaient dans leurs coffres sous la forme de dépôts.

Les historiens de la Banque écrivent à ce propos *« Entre 1978 et 1982, la part de la fuite des capitaux dans l'accroissement de la dette extérieure oscille entre 50 et 100% pour l'Argentine, le Mexique et le Venezuela. Pour le Brésil, elle était de l'ordre de 10% »*[20].

D'autres recherches aboutissent à des résultats qui concordent avec ce qui précède. En voici une présentée sous forme de tableau.

Les historiens de la Banque en tirent une conclusion tout à fait pertinente: *« La*

---

18 Memorandum, Stanley Fisher to Ibrahim Shibata, May 26, 1990 in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 1: History,* p. 618

19 KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century*,p. 626

20 Idem., p. 662. Pour écrire cela, ils se fondent sur: Estimates from Miguel A. Rodriguez, « Consequences of Capital Flight for Latin American Debtor Countries » in Donald Lessard and John Williamson, *Capital Flight and Third World Debt* (Washington D.C., Institute for International Economics, 1987), table 6.1, p. 130.

Argentine, Brésil, Colombie, Mexique, Pérou et Venezuela: fuite des capitaux de 1973 à 1987 (en millions de dollars et en pourcentage)

Pays	Fuites des capitaux (1973-1987)	Stock d'actifs à l'extérieur en 1987	Actifs extérieurs en % de la dette extérieur (1987)
Argentine	29.469	43.674	76.9
Brésil	1.556	20.634	18.3
Colombie	1.913	2.994	19.5
Mexique	60.970	79.102	73.3
Pérou	2.599	4.148	23.0
Venezuela	38.815	48.027	131.5

Source: IFRI, *Ramses 93*, Paris, 1992, p. 235
sur base de M. Pastor, « Capital flight from Latin America » , *World Development*, janvier 1990

fuite des capitaux a placé de plus en plus d'avoirs privés dans les paradis fiscaux, dans les mêmes banques qui détiennent des créances sur le pays. Les élites latino-américaines n'étaient de ce fait en rien favorable à un défaut de paiement de leur pays qui mettrait leurs avoirs privés en danger »[21]. Effectivement, les élites nanties des PED n'ont aucun intérêt à proposer la suspension du paiement de la dette extérieure de leur pays.

Pour conclure cette partie, je ne renonce pas au plaisir de reproduire le délicat échange de notes internes entre Stanley Fisher de la Banque mondiale et Jacob Frenkel, son collègue du FMI. Dans une étude, le FMI avait publié des projections optimistes concernant la fin de la fuite de capitaux et le retour de ceux-ci vers leur pays d'origine. Stanley Fisher écrit à son collègue du FMI: *«Le personnel de la Banque est préoccupé par les projections du Fonds sur l'ampleur massive du retour au pays de capitaux évadés et sur son impact dans l'analyse de la réduction du fossé financier de certains pays. Nous ne savons pas sur quelle analyse économique se basent de telles projections et nous pensons qu'il s'agit d'une prophétie qui ne se réalisera pas. Le fossé financier ne pourra pas être comblé par le retour au pays de capitaux qui ont pris la fuite alors que c'est la stabilité macroéconomique et financière qui est déterminante »*[22]. Jacob Frenkel répond *« le problème que vous soulevez concernant les projections sur le retour au pays des capi-*

21 Ibid., p. 678

taux évadés (dans l'analyse du fossé financier) comprend comme vous le savez des considérations autres que purement analytiques »[23] (c'est moi qui souligne). Bref, le FMI présente des projections optimistes pour des raisons politiques.

L'ajustement structurel tous azimuts

Dans un livre édité en 1974, l'économiste américaine Cheryl Payer, critique du FMI et de la Banque mondiale, résume les mesures que le FMI exige des PED qui font appel à ses services:

- abolition ou libéralisation du contrôle sur les changes et sur les importations;
- dévaluation de la monnaie;
- des politiques restrictives du point de vue monétaire pour contrôler l'inflation qui se déclinent de la manière suivante: a) hausse des taux d'intérêt et, dans certains cas, augmentation des réserves de change; b) contrôle du déficit public: diminution des dépenses; augmentation des taxes et des tarifs des services et entreprises publics; abolition des subventions aux produits de consommation; c) limitation de l'augmentation des salaires dans la fonction publique; d) démantèlement du contrôle des prix.
- une plus grande hospitalité pour les investissements étrangers.

Pour définir ces mesures, Cheryl Payer avait analysé la politique du FMI appliquée dans les années 1960 aux Philippines, en Indonésie, au Brésil, au Chili, en Inde, en Yougoslavie, au Ghana.

A partir de 1981-1982, quand éclate la crise de la dette, un nombre considérable de pays fait appel aux services du FMI (souvent sous la pression des principaux créanciers, qu'ils soient privés ou publics), pour trouver une solution à leur problème de balance des paiements. Le FMI dispose alors de pouvoirs plus importants pour généraliser les mesures économiques résumées plus haut. Le paquet de mesures sera de plus en plus connu sous le vocable: programme d'ajustement structurel.

Ironie amère de l'histoire, comme indiqué précédemment, lorsque le prix du pétrole augmente fortement en 1973, le FMI déclare qu'aucun ajustement structurel n'est requis. Pourtant, le choc pétrolier avait modifié considérablement la situation internationale, augmentant fortement les revenus en devises des pays exportateurs de pétrole et créant une forte demande de devises de la part des PED non producteurs de pétrole.

Dans un livre coordonné par John Williamson, et publié en 1983, on peut lire le témoignage d'un fonctionnaire du FMI qui explique: *« L'inquiétude à cette*

---

22 Memorandum, Stanley Fischer to Jacob A. Frenkel, « Coordination of Forecasts », June 27, 1989. in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 1: History,* note 45 p. 611

23 Memorandum, Jacob A. Frenkel to Stanley Fisher, « Coordination of Forecasts »,, July 14, 1989, pp. 1-2. in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 1: History,* note 45 p. 611

époque (c'est-à-dire au moment du choc pétrolier de 1973) était que les pays ne tentent de s'ajuster trop rapidement car une telle tentative si elle était réalisée collectivement pourrait conduire à un approfondissement non désiré de la récession globale »[24].

Quand la crise de la dette éclate comme conséquence de l'effet combiné de l'augmentation des taux d'intérêt décrétée par la Réserve fédérale des Etats-Unis et de la baisse des prix des matières premières, le FMI et la Banque mondiale modifient complètement leur version des faits. Ils imputent une grande part de la responsabilité de la crise au choc pétrolier. L'ajustement qui selon eux n'était pas nécessaire au milieu des années 1970 devient subitement incontournable.

La Banque mondiale a été pionnière dans le lancement en 1980 des premiers prêts d'ajustement structurel. C'est sous l'impulsion de Robert McNamara que la Banque initie ces nouveaux prêts. Robert McNamara justifie le lancement de cette politique sur la base de la prédiction suivante: suite au second choc pétrolier de 1979, l'augmentation du prix du pétrole continuera tout au long des années 1980 (ce qui a été contredit par les faits, c'est le contraire qui s'est passé) et il faut que les PED réalisent un ajustement structurel en conséquence[25] .

Le contenu de l'ajustement présenté par Robert McNamara correspond bien au résumé présenté plus haut. Entre 1980 et 1983, la Banque accorde 14 prêts d'ajustement structurel à 9 pays [26].

Au cours des années 1980, des tensions éclatent régulièrement entre la Banque et le FMI qui n'arrivent pas à intervenir d'une manière cohérente. Cela aboutit à un concordat entre les institutions en 1989[27] . L'année suivante, en 1990, naît le concept du Consensus de Washington[28] qui codifie les politiques à suivre dans le cadre de l'ajustement structurel en ajoutant aux mesures résumées plus haut par Cheryl Payer la dimension des privatisations massives et de la politique de recou-

---

24 DALE, William B. 'Financing and Adjustment of Payments Imbalances', in John Williamson, ed., *IMF Conditionality,* Institute for International Economics, Washington, 1983, p. 7.

25 Nicholas Stern et Francisco Ferreira. 1997. « The World Bank as « intellectual actor » in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 2,* p.540.

26 Idem, p.543.

27 Pour limiter les contradictions entre leurs recommandations (comme ce fut le cas en Argentine en 1988, la Banque ayant accordé son soutien à des conditions que le Fonds ne jugeait pas satisfaisantes), un partage général des responsabilités a été défini en 1989. Le terme « concordat » , qu'ils utilisent eux-mêmes, n'est pas anodin: il indique que les tensions et contradictions entre elles étaient de taille. Il a été convenu que le Fonds examinerait prioritairement les aspects globaux des politiques macroéconomiques, notamment en ce qui concerne le budget, les prix, la monnaie, le crédit, les taux d'intérêt et les taux de change. La Banque en revanche se concentrerait sur les stratégies de développement, les projets et les aspects sectoriels. Cette répartition nécessite une collaboration qui revêt diverses formes mais la concurrence entre les deux administrations reste intense. Cette concurrence institutionnelle se double de différences de culture d'entreprise.

28 Pour une présentation succincte du Consensus de Washington, voir ATTAC. 2004. *Le développement en question(s): vers une société solidaire et économe,* Fayard, Paris, chapitre 7. voir aussi: WILLIAMSON, John. « What Washington means by policy reform », 1989. in *Latin American Ajustment: How much has happened?*, Washington, Institut of International Economics.

vrement des coûts dans des secteurs comme l'éducation, la santé, la distribution d'eau… A noter que le Consensus de Washington n'implique pas seulement le FMI et la Banque mondiale, il faut y ajouter l'Exécutif des États-Unis représenté par le Trésor. L'apport nouveau du Consensus ne consiste pas tant dans les mesures économiques à appliquer que dans la proclamation publique d'un accord entre les institutions de Bretton Woods et l'Exécutif.

Par ailleurs, la Banque mondiale réalise un gros effort de publication d'études et de rapports qui visent à fonder en théorie et à codifier la politique d'ajustement structurel. Parmi ces nombreux rapports, il vaut la peine de souligner l'importance de celui qui, intitulé *Le développement accéléré en Afrique au Sud du Sahara,* sera réalisé sous la direction de l'économiste Elliot Berg. C'est le résultat d'une commande de Robert McNamara. Le Rapport constituera la ligne politique de la Banque mondiale sur une longue période. Il met l'accent sur l'insuffisance du soutien à l'initiative privée et sur la trop grande place prise par le secteur public. Il veut renforcer les aides aux cultures d'exportation en réduisant encore un peu plus les cultures vivrières. Pour Elliot Berg et son équipe, il ne fallait surtout pas viser l'autosuffisance alimentaire, affirmant que *« la plupart des pays africains ont un avantage comparatif très net dans le domaine des cultures d'exportation ».* Il valait mieux par exemple exporter des produits tropicaux et importer d'autres produits alimentaires, car *« une politique d'autosuffisance basée sur le sacrifice des cultures d'exportation serait coûteuse au plan du revenu »*[29]. Il reproche à l'aide extérieure d'avoir renforcé le secteur public!

Il rendait les dirigeants africains largement responsables des malheurs de l'Afrique en disculpant les institutions financières internationales et les pays du Nord! Le Rapport Berg était en quelque sorte la réponse de la Banque mondiale au Plan de Lagos de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) adopté en 1980. La direction de la Banque mondiale fut étonnée par les réactions négatives déclenchées par le rapport Berg d'autant que les responsables africains de la Banque avaient avalisé le rapport sans critiques. La direction de la Banque fut prise au dépourvu et demanda à deux experts externes de sonder les dirigeants africains pour savoir ce qu'ils pensaient de la Banque. Le résultat de l'enquête confirma les inquiétudes: l'image de la Banque était franchement mauvaise.

Les historiens de la Banque mondiale résument de manière forte le caractère de la production analytique de la Banque dans les années 1980 et la répartition des rôles entre elle et le FMI dans ce domaine: *« La Banque s'est positionnée comme le bastion, la source - certains, en blaguant à peine, disaient le Vatican - des politiques de développement orthodoxes. Il s'agissait de la principale autorité du ver-*

29 Banque Mondiale, *Le développement accéléré en Afrique au Sud du Sahara, Programme indicatif d'Action*, Washington, 1981, p. 151.

sant à long terme du « consensus de Washington » (le FMI représentant le versant à court terme) dictant les relations entre les Etats et les marchés, en ce compris les politiques économiques internationales et les interactions au niveau national »[30].

Timides tentatives de résistances de la part des PED

La stratégie établie à Washington dès l'éclatement de la crise consistant à diviser pour régner fonctionne à plein. Les gouvernements latino-américains n'ont pas la volonté de fonder réellement un front commun pour faire face à la crise et aux créanciers.

En janvier 1984 doit avoir lieu une réunion secrète à Cuzco au Pérou entre les ministres des finances d'Argentine, du Brésil, de Colombie, du Mexique et du Pérou. Il s'agit d'essayer d'adopter une stratégie commune. En dernière minute, elle est décommandée car le ministre péruvien Carlos Rodriguez Pastor, qui doit en être l'amphitryon, démissionne soudainement. La décision d'annuler la réunion est prise si tardivement qu'un des ministres invités arrive quand même sur le lieu de la réunion. Il n'avait pas été prévenu à temps[31].

Richard Webb, un des auteurs de l'histoire de la Banque mondiale, a été gouverneur de la Banque centrale du Pérou. Il raconte qu'en juin 1984, le Pérou se trouve face à un dilemme: soit continuer à payer le service de sa dette extérieure et supprimer des importations nécessaires pour la croissance; soit, afin de maintenir la croissance, ne pas renoncer aux importations nécessaires et dès lors suspendre partiellement le paiement de la dette. Le gouvernement venait d'échouer à réaliser les objectifs d'austérité budgétaire exigés par le FMI. En tant que gouverneur de la Banque centrale du Pérou, Richard Webb suggère alors que le Pérou déclare unilatéralement un moratoire partiel, ce qui provoque la panique au sein du gouvernement. Richard Webb est accusé par le Premier ministre de l'époque de *« poignarder le pays dans le dos »*. Une procédure de destitution est lancée contre lui. Il est accusé d'avoir ruiné le crédit du Pérou à l'étranger[32] .

Lorsque Alan Garcia, président du Pérou, annonce en 1985 que son pays ne consacrera dorénavant pas plus de 10% des revenus d'exportations au remboursement de la dette, la Banque mondiale étudie la question en interne et conclut que si Alan Garcia réalise effectivement ce plan, le Pérou pourrait fort bien s'en tirer s'il utilisait les sommes économisées pour des dépenses qui renforcent son économie. Evidemment, les résultats de cette étude n'ont pas été publiés[33] .

Les économistes argentins Alfredo Eric Calcagno et Alfredo Fernando Calcagno, présentent un résumé de l'expérience entreprise par le Pérou à partir

30 KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century,* Volume 1, p. 1193

31 Idem, p.620

32 Ibid., note 64 p. 615

33 Ibid., p.679

d'août 1985: *« En août 1985, le gouvernement du président Alan García a fait part de sa décision de ne plus payer que l'équivalent de 10% de ses revenus d'exportation en donnant la priorité aux organismes financiers multilatéraux. C'est ainsi que les transferts nets qui avaient été négatifs à hauteur de -488 millions de dollars en 1984 et de -595 millions en 1985 sont devenus positifs à hauteur de 112 millions de dollars en 1986 et de 89 millions dollars en 1987 et 90 millions de dollars en 1988. Le Pérou n'a pas été victime de représailles, ni de restriction commerciale et en 1986 et 1987, il a augmenté extraordinairement ses importations (de 44% et 18% respectivement) en dépit d'une chute de ses exportations de 15% en 1986 (elles ont légèrement remonté en 1987). Du côté du financement externe, le non paiement de la majorité de la dette a compensé largement l'interruption des prêts financiers privés et la réduction des prêts officiels et multilatéraux. En 1986 et 1987, le produit national brut a augmenté de 8,9% et de 6,5% soutenu par l'augmentation de la demande interne satisfaite par la capacité productive nationale et l'augmentation des importations, augmentation rendue possible par la diminution du paiement de la dette. Cependant cette période a manqué d'investissements importants et les facteurs dynamiques ont pris fin en 1988, année où le PNB a chuté de 7,5% et où l'inflation a augmenté de manière importante. De ce fait, la crise dont a souffert le Pérou dans les années suivantes était liée à des problèmes de politique économique interne qui ne découlaient ni de représailles commerciales externes ni de dommages qui auraient été provoqués par la limitation des paiements de la dette. Au contraire, les montants plus réduits destinés aux paiements externes ont ouvert une opportunité dont le gouvernement n'a pu ou n'a su tirer profit »*[34].

Au cours des années 1980, d'autres pays d'Amérique latine suspendent totalement ou partiellement le paiement de leur dette extérieure pour plusieurs mois[35] mais aucune stratégie commune n'est adoptée malgré l'importante campagne lancée par le gouvernement cubain en 1985. Cette campagne dirigée par Fidel Castro sur le thème *« La dette est impayable »* reçoit un écho de sympathie parmi les organisations sociales et les partis de gauche du continent mais l'accueil est réservé du côté des gouvernements.

L'initiative prise par Cuba en 1985 trouve toutefois un écho hors des frontières de l'Amérique latine. En Afrique subsaharienne, le jeune président burkinabè Thomas Sankara s'adresse dans ces termes à tous les chefs d'Etat africains présents à la 25e conférence de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) le 29 juillet 1987

---

34 CALCAGNO, Alfredo Eric et CALCAGNO, Alfredo Fernando. 1995. *El universo neoliberal: recuento de sus lugares comunes,* p. 378

35 C'est le cas du Brésil qui suspend le paiement de la dette extérieure à l'égard des banques de février 1987 à janvier 1988. Voir TOUSSAINT, Eric et ZACHARIE, Arnaud. 2000. *Le Bateau ivre de la mondialisation, Escales au sein du village planétaire,* CADTM- Bruxelles/Syllepse-Paris, p. 67-68.

à Addis Abéba[36]: *« La dette c'est encore le néo-colonialisme ou les colonialistes qui se sont transformés en « assistants techniques ». En fait, nous devrions dire en assassins techniques. Et ce sont eux qui nous ont proposé des sources de financement, des « bailleurs de fonds ». (...) Ces bailleurs de fonds nous ont été conseillés, recommandés. On nous a présenté des dossiers et des montages financiers alléchants. Nous nous sommes endettés pour cinquante ans, soixante ans et même plus. C'est-à-dire que l'on nous a amenés à compromettre nos peuples pendant cinquante ans et plus.*

La dette sous sa forme actuelle, est une reconquête savamment organisée de l'Afrique, pour que sa croissance et son développement obéissent à des normes qui nous sont totalement étrangères. Faisant en sorte que chacun de nous devienne l'esclave financier, c'est-à-dire l'esclave tout court, de ceux qui ont eu l'opportunité, la ruse, la fourberie de placer des fonds chez nous avec l'obligation de rembourser. (...)

Qui, ici, ne souhaite pas que la dette soit purement et simplement effacée ? Celui qui ne le souhaite pas peut sortir, prendre son avion et aller tout de suite à la Banque mondiale payer. Je ne voudrais pas que l'on prenne la proposition du Burkina Faso comme celle qui viendrait de la part de jeunes sans maturité, sans expérience. Je ne voudrais pas non plus que l'on pense qu'il n'y a que les révolutionnaires à parler de cette façon. Je voudrais que l'on admette que c'est simplement l'objectivité et l'obligation.

Je peux citer dans les exemples de ceux qui ont dit de ne pas payer la dette, des révolutionnaires comme des non-révolutionnaires, des jeunes comme des vieux. Je citerai par exemple: Fidel Castro. II a déjà dit de ne pas payer. Il n'a pas mon âge même s'il est révolutionnaire ».

Trois mois plus tard, l'impétueux Thomas Sankara est assassiné. Depuis lors, son pays est devenu un élève docile de la Banque mondiale, du FMI et du Club de Paris sous la conduite de Blaise Compaoré.

Jean-Philippe Peemans exprime très bien la relation complice entre la Banque mondiale, le FMI et les régimes dans les PED qui se comportent en bons élèves: *« En ce qui concerne le Sud, le rôle des institutions internationales comme le FMI et la Banque mondiale a été essentiel dans ce domaine, car les régimes qui réalisent cette tâche se voient garantir de manière permanente l'accès aux crédits multilatéraux. Ils peuvent ainsi avoir une garantie de s'insérer de manière permanente dans les flux globalisés, quelle que soit la contraction de la base économique nationale suite à l'ajustement. Ces flux extérieurs permettent aux détenteurs de capitaux de placer sans problème leurs avoirs à l'étranger, la dette croissant en proportion de leurs sorties de capitaux »*[37].

---

36 Voir texte complet reproduit dans MILLET Damien. 2005. *L'Afrique sans dette,* CADTM-Syllepse, Liège-Paris, 2005, p. 205.

Annuler des dettes ou pas ?

En octobre 1985, James Baker, nouveau secrétaire au Trésor des États-Unis, annonce un plan visant à résoudre les difficultés de 15 pays très endettés à moyens revenus[38] . Ce plan est annoncé à grands renforts d'effets médiatiques lors de l'assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale en octobre 1985 à Séoul[39]. Il n'était pas encore question d'annulation de dettes.

En interne, en tout petit comité, la Banque mondiale commence en 1988 à débattre de la nécessité d'annuler une partie de la dette de certains pays, notamment de l'Argentine, mais personne ne pouvait s'exprimer en public en faveur d'une telle éventualité. Dans le brouillon du *World Development Report 1988* figurait une phrase sur la nécessité d'annulation partielle de la dette concessionnelle. Elle a été retirée de la version publiée[40]. Parmi les arguments opposés à l'annulation, il en est un qui revient encore systématiquement dans les débats vingt ans plus tard: un pays qui a bénéficié d'une annulation aura plus difficilement accès au crédit par la suite. Cet argument était et reste totalement fallacieux car c'est exactement le contraire qui se passe. En général, dès qu'un pays obtient un allégement de dette, des banques privées se présentent pour prêter de l'argent car sa capacité ultérieure de rembourser est améliorée.

Stanley Fisher explique en 1992 que, durant une bonne partie de la décennie 1980, les gouvernements des États-Unis, britannique (Margaret Thatcher) et allemand (Helmut Kohl) empêchèrent toute discussion sur la possibilité d'annuler la dette[41] .

En 1988, lors du G7 tenu à Toronto, devant l'échec de toutes les politiques antérieures, le tournant pour des allégements (annulations partielles) de dette est pris: des annulations sont promises aux pays les plus pauvres[42] après que les États-Unis aient changé d'opinion sur le sujet. En 1990 à Houston, pour la première fois, le G7 étend la possibilité d'annulations partielles aux pays fortement endettés à moyens revenus comme le Mexique, l'Argentine, le Brésil, les Philippines. Ce virage a été initié par Washington en mars 1989 sous l'administration de

---

37 PEEMANS, Jean-Philippe. 2002. *Le développement des peuples face à la modernisation du monde,* Academia- Bruylant/L'Harmattan, Louvain-la-neuve/Paris, p.367.

38 Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Côte d'ivoire, Equateur, Mexique, Maroc, Nigeria, Pérou, Philippines, Uruguay, Venezuela et Yougoslavie, in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 1,* p. 626

39 Fait significatif à propos de ceux qui prennent les décisions importantes: le Trésor des Etats-Unis n'a prévenu la Banque mondiale de l'existence du « plan Baker » que quarante-huit heures avant qu'il soit rendu public.

40 Idem, p. 648

41 Letter, Stanley Fischer to Nicholas Stern, May 19, 1992, in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 1,* p. 1195

42 http://www.clubdeparis.org/fr/presentation/presentation.php?BATCH=B03WP01

Georges Bush père alors que Nicholas Brady était secrétaire au Trésor. Encore une fois, le gouvernement des États-Unis donne le ton. Le FMI, la Banque mondiale et le G7 ne font qu'accompagner le mouvement.

Le Plan Brady consista en une restructuration d'une partie de la dette d'une série de pays à moyens revenus via l'émission de nouveaux titres de la dette qui sont connus depuis comme des *« titres Brady »* A l'occasion de l'émission des titres Brady par les pays endettés, les banquiers du Nord acceptent une réduction de leur créance. En échange, ils se voient garantir une rémunération généreuse. Pour émettre des titres Brady, les pays concernés doivent commencer par acheter des titres du Trésor des États-Unis qui servent de garantie. Les pays endettés financent ainsi la politique d'endettement de la principale puissance mondiale.

Au début, le Plan Brady semble fonctionner. Le succès du Mexique et de son président Salinas de Gortari est cité en exemple au point que le très néolibéral hebdomadaire britannique *The Economist* proclame, en 1994, Carlos Salinas de Gortari comme un des grands hommes du XXe siècle. Quelques mois plus tard, le Mexique est frappé de plein fouet par la crise Tequila (décembre 1994) et entre dans sa plus grande récession depuis soixante ans! Quelques années plus tard, Carlos Salinas de Gortari et son frère Raul sont poursuivis et condamnés pour fraude et détournements massifs de fonds par la justice mexicaine. Raul Salinas de Gortari purgea sa peine de prison tandis que Carlos Salinas choisit l'exil en Irlande où il travaille pour la firme Dow Jones, propriétaire entre autres choses du *Wall Street Journal*. Les autorités judiciaires mexicaines ont obtenu de leurs homologues suisses qu'elles ordonnent aux banques helvétiques de rétrocéder au Mexique les sommes détournées par les frères Salinas et déposées dans leurs coffres.

Dès la seconde moitié des années 1990, il apparaît clairement que la crise de la dette de 1982 n'a pas été surmontée. Les mesures pour alléger la dette ont échoué. Les politiques d'ajustement structurel fragilisent les pays face à la spéculation financière. Cela débouche sur des crises financières à répétition pour les grands pays endettés. Après le Mexique touché à partir de la fin 1994, suivent en 1997-1998 les pays d'Asie du Sud -Est et la Corée, en 1998 la Russie, en 1999 le Brésil, en 2000-2001 l'Argentine et la Turquie. Quant aux pays les plus pauvres, les annulations partielles de dette concédées à quelques bons élèves parmi eux à partir du sommet du G7 de Toronto en 1988, poursuivies à Londres en 1991, à Naples en 1994, à Lyon en 1996 et à Cologne en 1999, n'apportent aucune solution durable.

Chapitre 16

Les présidents Barber Conable et Lewis Preston (1986-1995)

Le mandat de Barber Conable (1986-1991)

Le congressiste républicain Barber Conable succède au banquier Allan W. Clausen pour un mandat qui commence en juillet 1986 et se termine en août 1991. James Baker, le secrétaire d'État au Trésor, et Ronald Reagan l'ont choisi en raison de sa connaissance approfondie de toutes les arcanes du Congrès américain. En effet, l'Exécutif a fort à faire avec sa majorité parlementaire car de nombreux élus républicains remettent en cause l'importance de la Banque mondiale dans la politique extérieure des États-Unis (voir chapitre 5). Barber Conable a vingt ans d'expérience parlementaire et il a présidé la commission financière du Congrès. James Baker et Ronald Reagan souhaitent que Barber Conable amadoue les Républicains récalcitrants en les convainquant de laisser la Maison Blanche conduire le bateau de la Banque mondiale. L'affaire est compliquée et rapidement Barber Conable se trouve dans une situation très difficile à tenir. Alors qu'il souhaiterait développer l'activité de la Banque mondiale, la Maison Blanche fait des concessions aux récalcitrants, limite les moyens de la Banque et exige de Barber Conable qu'il réduise le train de vie de celle-ci. Il le fait et se met à dos une partie du staff de la direction de la Banque ainsi que l'ensemble du personnel. La réorganisation interne de la Banque tourne en une véritable partie de chaises musicales en 1987. Plusieurs hauts dirigeants du management remettent leur démission[1].

Barber Conable rencontre également d'autres difficultés. Plusieurs grands projets modèles de la Banque font l'objet d'une très forte contestation de la part des populations concernées et des mouvements de défense de l'environnement. Les trois projets qui suscitent les plus grandes protestations sont : le programme Polonoroeste en Amazonie brésilienne[2], les multiples barrages sur la rivière Narmada en Inde, le programme transmigration et le barrage Kedung Ombo en Indonésie[3]. La plus grande mobilisation se déroule en Inde où 50.000 manifestants venus de tout le pays défilent en septembre 1989 dans la ville de Harsud dans l'É-

1 Kapur, Devesh, Lewis, John P., Webb, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 1,* p. 1199-1201.

2 Chico Mendès, un des leaders de la protestation au Brésil, est assassiné en décembre 1988 par des tueurs à la solde des grands propriétaires terriens qui profitent des subventions de la Banque mondiale.

3 Rich, Bruce. 1994. *Mortgaging the Earth,* Earthscan, London, p. 145-170.

tat de Madhya Pradesh contre les barrages sur la rivière Narmada. Un quatrième programme de la Banque soulève également à l'époque de fortes critiques de la part d'organisations de défense des droits de l'Homme: il s'agit du projet hydro-électrique Ruzizi II qui concerne le Zaïre et le Rwanda et qui entraîne notamment le déplacement sans indemnisation conséquente de 2.500 agriculteurs[4]. Barber Conable promet que dorénavant, la Banque mondiale tiendra réellement compte de l'impact environnemental de ses projets et veillera à ce que les populations affectées par ceux-ci soient correctement indemnisées[5]. C'est un vrai travail de titan pour la Banque puisque rien qu'en Inde, entre 1978 et 1990, elle a financé 32 projets qui ont entraîné le déplacement forcé d'environ 600.000 personnes[6].

En 1988, l'assemblée annuelle de la Banque mondiale et du FMI qui se tient à Berlin Ouest est accueillie par 80.000 manifestants qui dénoncent leurs politiques antisociales. C'est la première grande protestation de masse contre les institutions de Bretton Woods.

Les émeutes qu'entraînent dans les pays concernés la politique d'ajustement structurel et la dégradation des conditions de vie des populations « ajustées » amènent la Banque mondiale à aborder, après de 10 ans de silence, le problème de la pauvreté. *Le Rapport sur le développement dans le monde* de l'année 1990 lui est entièrement consacré.

C'est aussi sous la présidence de Barber Conable que la Banque commence à parler systématiquement de « bonne gouvernance ». En 1990, il déclare aux quelques gouverneurs africains de la Banque: *« Permettez-moi d'être franc: l'incertitude politique et le règne de l'arbitraire dans tant de pays d'Afrique subsaharienne sont des obstacles majeurs à leur développement (...). En disant cela, je ne parle pas politique, mais je me fais le défenseur d'une transparence et d'une responsabilité accrues, du respect des droits de l'homme et de la loi. La gouvernabilité est liée au développement économique, et les pays donateurs indiquent de plus en plus qu'ils cesseront de soutenir des systèmes inefficaces qui ne répondent pas aux besoins élémentaires de la population »* [7]. Ce tournant de la Banque reflète celui pris par Washington à la fin des années 1980 et analysé dans le chapitre sur la Corée. La rhétorique de la Banque sur le respect des droits de l'homme et de la loi ne s'est jamais traduite dans les conditionnalités qu'elle a imposées aux pays sous ajustement structurel. En effet, son discours ne l'a pas empêchée de soutenir par exemple la dictature de Suharto en Indonésie jusqu'en 1998.

---

4 Rich, Bruce. 1994. *Mortgaging the Earth*, Earthscan, London, p. 150.

5 La politique de la Banque mondiale en matière d'environnement sera analysée dans mon prochain livre sur la Banque mondiale intitulé *L'horreur productiviste* à paraître en 2007.

6 Rich, Bruce. 1994. *Mortgaging the Earth*, Earthscan, London, p. 252.

7 Cité par George, Susan et Sabelli, Fabrizio. 1994. Crédits sans Frontières, col. Essais, La Découverte, Paris, p. 180.

Le mandat de Lewis Preston (1991-1995)

Avec la nomination de Lewis Preston à la direction de la Banque mondiale en 1991, le président George Bush met à nouveau à la tête de l'institution un banquier de premier ordre. Lewis Preston était jusque là président de la grande banque J-P Morgan and Co. Il avait réalisé un parcours remarqué à la tête de cette importante banque de New York lui permettant de tirer le meilleur profit de la crise de la dette qui avait éclaté en 1982.

Le mandat de Lewis Preston débute en juin 1991 avec l'énorme scandale politico-financier de la faillite de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) qui a failli éclabousser directement la Banque mondiale. La BCCI, spécialisée dans le blanchiment de l'argent du crime, a été fermée sur décision des autorités britanniques en juillet 1991. Sa banqueroute a causé une perte d'environ 20 milliards de dollars à 2 millions d'épargnants. La BCCI a été reconnue coupable des délits suivants: implication dans le blanchiment d'argent, corruption, soutien au terrorisme, trafic d'armes, vente de technologies nucléaires, participation à l'évasion fiscale et facilitation de celle-ci, contrebande, immigration illégale et achats illicites dans le secteur bancaire et l'immobilier. Active dans 78 pays où elle disposait de 400 agences, la BCCI était étroitement liée à la CIA[8]. Selon Bruce Rich, la Banque mondiale avait occasionnellement utilisé la BCCI pour débourser des prêts dans plusieurs pays africains. Toujours selon Rich, plusieurs hauts dirigeants de la Banque entretenaient des relations étroites avec des dirigeants de la BCCI[9].

Lewis Preston inaugure son premier grand discours à l'occasion d'un monumental barnum médiatique de la Banque mondiale et du FMI qui tiennent leur assemblée annuelle conjointe en octobre 1991 à Bangkok (c'était la première assemblée de la Banque et du FMI dans une capitale du Tiers Monde depuis l'assemblée de 1985 à Séoul). Quinze mille gouvernants et banquiers du monde entier sont réunis pendant trois jours. Un coût de dizaines de millions de dollars pour les autorités thaïs. Lewis Preston prononce un discours enthousiaste en faveur de la mondialisation et affirme que la Banque est proche des pauvres, sensible aux problèmes d'environnement et agit pour la promotion des femmes. Voici un court extrait de son discours: *« La reduction de la pauvreté pour laquelle je suis pleinement engagé demeure l'objectif prédominant du groupe Banque mondiale (…) Le groupe Banque mondiale prend en compte l'intérêt des pauvres dans un objectif de croissance équitable, les aspects de protection de l'environnement dans un objectif de développement durable… et le rôle des femmes qui est vital à l'effort de développement »*[10]. L'avenir est radieux puisque le monde ne fait plus qu'un après la chute du Mur de Berlin[11]. Le défi posé à la Banque est d'intégrer dans le

---

8 Voir l'intégralité du rapport consacré à la BCCI en 1992 par les sénateurs John Kerry et Hank Brown http://www.fas.org/irp/congress/1992_rpt/bcci/

Voir aussi : http://en.wikipedia.org/wiki/Bank_of_Credit_and_Commerce_International

9 Rich, Bruce. 1994. *Mortgaging the Earth,* Earthscan, London, p. 21-22.

10 Address by Lewis T. Preston to the Board of Governors of the World Bank Group, World Bank Press release, 15 October 1991.

monde globalisé tous les pays qui ont fait partie du bloc de l'Est. A quelques centaines de mètres du lieu de réunion, se déroule une manifestation de 20.000 personnes qui s'opposent au nouveau régime dictatorial mis en place depuis huit mois[12] et exigent le retour à la démocratie.

En décembre 1991, l'économiste en chef de la Banque, Lawrence H. Summers, rédige un commentaire de l'édition 1992 (en préparation) du *Rapport sur le développement dans le monde* entièrement consacré à l'environnement en vue du sommet de la Terre qui est programmé pour mai 1992. Le commentaire de Lawrence H. Summers est confidentiel, il plaide pour l'exportation d'industries polluantes du Nord vers le Sud « largement sous-pollué » comme un moyen rationnel de créer plus de développement industriel en allégeant les pressions de la pollution dans le Nord. Voici quelques extraits du texte de Lawrence Summers: *« La Banque mondiale ne devrait-elle pas encourager plus de délocalisation des industries polluantes vers les pays les moins avancés », « La logique économique selon laquelle on devrait se débarrasser des déchets toxiques dans les pays aux salaires les plus bas est à mon sens impeccable »* [13]. Un vent favorable met ce document dans les mains de l'organisation environnementale *Greenpeace* qui s'empresse de le rendre public. L'hebdomadaire néolibéral britannique *The Economist* le publie fin décembre 1991[14] au moment où Lewis Preston entame sa première tournée en Afrique. Il est pris d'assaut par des journalistes qui lui demandent s'il approuve son économiste en chef quand il écrit : *« J'ai toujours pensé que les pays sous-peuplés d'Afrique sont considérablement sous-pollués »*[15].

En février 1992, Willi Wapenhans, vice-président de la Banque, remet à Lewis Preston un rapport confidentiel d'évaluation de l'ensemble des projets financés par la Banque (près de 1.300 projets en cours dans 113 pays). Les conclusions sont alarmantes: 37,5% des projets sont insatisfaisants au terme de leur réalisation (contre 15% en 1981), 22% seulement des engagements financiers sont conformes aux directives de la Banque.

En mai 1992, quelques jours avant le début du sommet de la Terre, la direction de la Banque reçoit les résultats de l'étude indépendante concernant les barrages sur la rivière Narmada en Inde. Lewis Preston a confié la direction de l'étude à un

---

11 Il faut ajouter qu'au moment où Lewis Preston prononce son discours, la fin de l'URSS est scellée. Le coup de boutoir final en faveur de la dissolution de l'URSS avait été donné par Boris Eltsine en août 1991 à Moscou. L'URSS est dissoute en décembre 1991.

12 Rich, Bruce. 1994. *Mortgaging the Earth,* Earthscan, London, p. 24.

13 Lawrence H. Summers, World Bank office memorandum, 12 December 1991, cité par Rich, Bruce. 1994. *Mortgaging the Earth,* Earthscan, London, p. 247.

14 Le quotidien britannique *Financial Times* y consacre le 10 février 1992 un long article signé Michael Prowse et intitulé « Protéger la planète Terre de l'influence des économistes » (« Save the Planet Earth from Economists »)

15 Lawrence H. Summers, World Bank office memorandum, 12 December 1991, cité par Rich, Bruce. 1994. *Mortgaging the Earth,* Earthscan, London, p. 247.

parlementaire des États-Unis, Bradford Morse. Le rapport estime que le barrage et les canaux qui y sont associés vont entraîner le déplacement de 240.000 personnes au lieu des 100.000 qui ont été prévues. Les conclusions provoquent la panique dans la direction de la Banque. Il faut à tout prix que le rapport reste secret jusqu'à la fin du sommet de la Terre. Elle y parvient.

Finalement, la Banque mondiale se tire très bien d'affaire lors du sommet de la Terre qui se tient à Rio de Janeiro avec la participation de 118 chefs d'État. La réunion est relayée par 9.000 journalistes. A l'issue de celle-ci, la Banque se voit confier la gestion du *Global Environment Facility* (GEF), le Fonds global pour l'environnement, par lequel doivent passer la plupart des sommes liées à la mise en œuvre de l'Agenda 21 adopté à l'issue de la réunion planétaire.

Par ailleurs, la Banque mondiale se consacre au soutien de la transition des pays de l'ancien bloc de l'Est vers l'économie capitaliste. Cela se traduit par un bradage généralisé des entreprises publiques qui sont privatisées au profit d'une nouvelle classe de capitalistes largement mafieux.

Joseph Stiglitz, économiste en chef à la Banque mondiale de 1997 à 2000, montre très bien que la politique de la Banque mondiale en Russie était très éloignée de la bonne gouvernance qu'elle prônait par ailleurs. Se référant à la période pendant laquelle Lewis Preston était président de la Banque, il écrit: *« Ne nous étonnons pas si tant de chauds partisans du marché ont manifesté une remarquable affinité avec les vieilles méthodes: en Russie, le président Eltsine*[16]*, muni de pouvoirs immensément supérieurs à ses homologues de n'importe quelle démocratie occidentale, a été incité à circonvenir la Douma (le parlement démocratiquement élu) et à promulguer les réformes par décrets »*[17]. Les entreprises publiques ont été vendues pour une bouchée de pain. *« Le gouvernement, soumis à une très forte pression de la part des États-Unis, de la Banque mondiale et du FMI pour privatiser vite, avait cédé les entreprises publiques pour une misère »*[18]. La privatisation a constitué un vaste pillage au profit des oligarques qui ont placé une partie de leur larcin à l'Ouest afin qu'il soit blanchi et hors de portée de la justice. *« La privatisation assortie de l'ouverture des marchés des capitaux n'a pas conduit à la création de richesses mais au pillage des actifs. C'était parfaitement logique. Un oligarque qui vient de réussir à user de son influence politique pour s'emparer de biens publics valant des milliards, en les payant une misère, va tout naturellement vouloir faire sortir l'argent du pays »*[19].

C'est pendant le mandat de Lewis Preston que la Banque mondiale et le FMI

16 Boris Eltsine a présidé la Russie de 1992 à 1999. La situation décrite par Joseph Stiglitz s'est produite en 1993.

17 Stiglitz, Joseph E. 2002, *La Grande désillusion,* Fayard, Paris, p. 184.

18 Idem, p. 194.

19 Ibid., p. 193.

commémorent en grande pompe à Madrid leur demi-siècle d'existence. A cette occasion, une vaste coalition de mouvements sociaux (dont les premiers syndicats d'Espagne, UGT et Commissions ouvrières), de mouvements tiers-mondistes et d'ONG se constitue sous le nom *« Les autres voix de la planète »* et tient durant quatre jours une multitude de débats et une manifestation de 20.000 personnes clamant le slogan principal: *«* 50 ans ça suffit *»*.

La fin du mandat de Lewis Preston est marquée par la crise Tequila qui frappe le Mexique à partir de décembre 1994. Le Mexique inaugure une série de crises financières qui toucheront d'autres pays émergents durant le mandat du successeur de Lewis Preston à la présidence de la Banque, James Wolfensohn.

Chapitre 17

L'opération de séduction de James Wolfensohn (1995-2005)

En 1995, William Clinton, président des États-Unis, désigne James Wolfensohn, banquier à New York, comme neuvième président de la Banque mondiale.

James Wolfensohn, citoyen australien, commence sa carrière de banquier à Sydney en 1959. Entre 1968 et 1977, il travaille à un poste de direction du groupe bancaire controversé J. Henry Schroder, à Londres et à New York[1]. Selon Patrick Bond[2], James Wolfensohn a été le trésorier des « Amis américains de Bilderberg », groupe de pression atlantiste et anti-communiste[3]. Il quitte la banque Henry Schroder pour rejoindre la direction de la banque d'affaires Salomon Brothers. En 1980-1981, il aurait figuré sur la liste de Robert McNamara qui se cherche un remplaçant et, dans cette perspective, il prend la nationalité américaine[4]. Le président Ronald Reagan désigne Alden W. Clausen à la tête de la Banque mondiale. James Wolfensohn fonde alors sa propre banque d'affaires, James D. Wolfensohn Inc., qui est très active dans l'euphorie des fusions/acquisitions des années 1980 et dans la première moitié des années 1990, avant d'être rachetée par Banker's Trust.

---

1 La banque Schroder a financé Hitler et les SS dès les années 1920 et jusqu'à la chute du troisième Reich. Cette banque est plus tard devenue une base pour Allen Dulles qui est devenu directeur de la CIA. La banque Schroder a été impliquée dans le financement de nombreux coups d'État: le renversement du Premier ministre Mossadegh en Iran en 1953, le coup militaire contre Jacobo Arbenz au Guatemala en 1954, l'invasion de la baie des Cochons à Cuba en 1961, la déstabilisation au Chili entre 1970 et 1973 puis le coup d'État de Pinochet.

2 Bond, Patrick. 2000. *Elite Transition, From Apartheid to Neoliberalism in South Africa*, Pluto Press/University of Natal Press, London – Sterling, Virginia/Pietermaritzburg, South Africa, p. 164.

3 La conférence de Bilderberg est une conférence annuelle qui, depuis 1954, réunit sur invitation environ 130 personnalités des milieux d'affaires, académiques ou politiques de différents pays. Ses membres – hommes politiques, industriels, banquiers – s'appellent eux-mêmes les « Bilderbergers » ou « groupe Bilderberg ». L'objectif initial du groupe était, dans le contexte de la guerre froide, de renforcer la coopération entre les États-Unis et leurs partenaires européens pour lutter contre le communisme. Il s'agissait également de combattre les luttes de libération dans les colonies. Les objectifs du groupe Bilderberg ont évolué vers la promotion du modèle néolibéral. Il reste toujours largement atlantiste. Le groupe Bilderberg ne donne aucune publicité à ses réunions. Au départ, ce groupe était financé par la firme hollandaise Unilever et la CIA. James Wolfensohn a participé à la conférence de Bilderberg de mai 2005 en bonne compagnie (Pascal Lamy, John Bolton, Robert Zoellick). Voir : http://fr.wikipedia.org/wiki/Bilderberg#Fondation A noter qu'en 1973, fut créée la Commission Trilatérale à l'initiative des principaux dirigeants du groupe Bilderberg et du Council on Foreign Relations, parmi lesquels David Rockefeller et Henry Kissinger. Voir : http://fr.wikipedia.org/wiki/Trilateral_Commission

4 http://www.globalpolicy.org/socecon/bwi-wto/wolfsohn.htm

James Wolfensohn accède à la présidence de la Banque à un moment où il devient urgent et nécessaire de restaurer son image. L'ajustement structurel a très mauvaise presse et une série de crises financières commencent à frapper les pays émergents. Il faut détourner l'attention en remettant en avant l'élimination de la pauvreté, la « bonne gouvernance » et les prêts responsables pour l'environnement. Une intense activité de relations publiques se développe en ce sens. James Wolfensohn devient expert en relation avec la presse. Sa bonhomie et sa rhétorique font très bonne impression.

Multiplications des leurres [5]

L'initiative PPTE. C'est en 1996 que l'initiative pour les Pays pauvres très endettés (PPTE) est lancée. Il s'agit de détourner la revendication de plus en plus forte d'annulation des dettes. A grands renforts médiatiques, la Banque annonce « sa » solution. Dès le départ, les critiques fusent sur le concept même et sur l'efficacité escomptée de cette initiative. A la fin du mandat de Wolfensohn, l'échec est patent. Au lieu des 42 pays qui devaient au départ bénéficier d'une annulation de dettes jusqu'à 80% (annonce faite en 1996) puis jusqu'à 90% (annonce de juin 1999 au G8 à Cologne), lorsque Wolfensohn termine son mandat en mai 2005, seuls 18 pays sont assurés de bénéficier d'annulation de dette à l'égard des différents créanciers. Alors qu'elle devait régler définitivement le problème de la dette de ces 42 pays, cette initiative a tourné au fiasco: leur dette est passée de 218 à 205 milliards de dollars, soit une baisse de 6% seulement entre 1996 et 2003.

Des PAS à la stratégie de réduction de la pauvreté. Les Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) ont été promus par James Wolfensohn pour remplacer les programmes d'ajustement structurel (PAS) très discrédités alors qu'ils avaient été la principale approche de la Banque et du FMI depuis les années 1980. En fait, à part le nom, rien n'a changé dans ces nouvelles politiques à l'égard des pays endettés. Les exigences de privatisations et de libéralisation des échanges constituent toujours le cadre macro-économique. En réalité, la Banque mondiale et le FMI durcissent encore un peu plus les conditionnalités qu'ils imposent car ils font front dorénavant avec l'Organisation mondiale du commerce qui entre en activité à partir de 1995[6]. Par ailleurs, on cherche vainement la « participation » de la société civile bien que cette participation soit annoncée à grands cris comme une profonde mutation opérée par la Banque.

Le SAPRI. Il faut noter que le premier exercice de « dialogue constructif »

---

5 La suite de ce chapitre s'appuie notamment sur Bello, Walden et Guttal, Shalmali (2005). « L'ère Wolfensohn à la Banque mondiale: une décennie de contradictions », 30 août 2005.

6 Le trio Banque-FMI-OMC sera analysé en profondeur dans mon prochain livre « *L'horreur productiviste* ».

auquel s'est livrée la Banque sous la direction de James Wolfensohn, consiste justement en une évaluation conjointe des programmes d'ajustement structurel entre la Banque, la société civile et des gouvernements: c'est l'initiative SAPRI *(Structural Adjustment Participatory Review)* qui fut lancée en 1997. SAPRI était conçue comme un exercice de terrain tripartite avec une équipe de la Banque nommée par James Wolfensohn pour développer une méthodologie transparente et participative visant à rassembler la documentation sur l'influence des PAS aux niveaux local et national dans sept pays. Walden Bello et Shalmali Guttal tirent un bilan ravageur de cette expérience: *« Malgré l'accord sur les règles communes de l'exercice et la méthodologie de la revue, l'équipe de la Banque mondiale joua un rôle d'obstruction tout au long du processus SAPRI. Par exemple, lors des débats publics, au lieu d'essayer d'écouter et d'apprendre les faits présentés par les représentants de la société civile sur les effets des PAS, le personnel de la Banque contesta presque toujours les arguments et, à la fin, prétendit que les interventions lors des débats (qui faisaient partie des données qualitatives convenues) constituaient des 'faits anecdotiques'. (…) Au fur et à mesure que la capacité de la Banque à contrôler les processus nationaux décroissait, sa capacité à contrôler les résultats de la Revue décroissait aussi. Bien avant d'arriver aux débats nationaux finaux et aux conclusions, les enquêtes de terrain montraient déjà des problèmes majeurs dans tous les aspects des programmes d'ajustement. Hésitant à publier ces résultats, l'équipe de la Banque fit fi d'un accord (écrit) antérieur, à savoir de présenter tous les résultats de la SAPRI dans un grand forum public à Washington DC, en présence de Wolfensohn. Au lieu de cela, la Banque fit le choix d'une rencontre technique fermée en l'absence du président de la Banque. Plus important encore, la Banque insista pour que la société civile et elle écrivent chacune des rapports séparés. Le rapport de la Banque utilisa les recherches commanditées par elle-même comme base pour ses conclusions et se référa à peine au processus de cinq ans de la SAPRI. En août 2001, la Banque se retira de la SAPRI et enterra totalement l'exercice. Sauf à dire qu'elle avait beaucoup appris de SAPRI, la Banque ne s'engagea pas à amender ses pratiques de prêts selon les résultats de SAPRI. Le 15 avril 2002, le rapport SAPRI complet (sous le nom de SAPRIN pour inclure les résultats des deux pays où la société civile fit ses recherches sans participation de la Banque) a été rendu public et a reçu une immense couverture par les media* (dans le monde anglophone, NDA). *Wolfensohn exprima des regrets et promit de discuter sérieusement le rapport SAPRIN dans un proche avenir. A cette date, cependant, ni la Banque, ni Wolfensohn n'ont montré aucun engagement à revoir et à apporter des changements à leurs prêts structurels. Au contraire, les politiques d'ajustement structurel continuent d'être le pilier de la Banque et du FMI »*[7].

7 Bello, Walden et Guttal, Shalmali (2005). « L'ère Wolfensohn à la Banque mondiale: une décennie de contradictions », 30 août 2005.

Affaires de corruption. Les suites de la crise financière asiatique démontrent les contradictions entre le discours de la Banque sur la bonne gouvernance et sa pratique: en Indonésie, les relations de la Banque avec le régime dictatorial et corrompu de Suharto s'est poursuivi pendant le mandat de James Wolfensohn. D'après le spécialiste Jeffrey Winters, spécialiste de l'Indonésie, la Banque a accepté des statistiques fausses et elle a toléré le fait que 30% de chaque dollar de l'aide qu'elle accordait au régime soit siphonné par des individus corrompus.

En Afrique australe, *« La Banque a encaissé d'autres coups avec les nouvelles de corruption et de négligence dans les projets d'infrastructure qu'elle a financés notamment les projets hydrauliques des plateaux du Lesotho (LHWP) et le barrage des chutes de Bujugali en Ouganda. En 2001, la Cour Suprême du Lesotho a étudié les accusations de corruption entre plusieurs sociétés internationales de construction de barrages et les autorités publiques en rapport avec le LHWP. Au lieu d'encourager un processus légal national et public, la Banque a fait sa propre enquête secrète sur trois des compagnies accusées de payer des pots-de-vin et a conclu qu'il n'y avait pas assez de preuves pour les accuser de corruption. En 2002, la Cour Suprême du Lesotho démontre le contraire et accuse notamment Acres International, une firme que la Banque Mondiale favorisait dans ses contrats. Acres avait été blanchie par la Banque suite à sa propre enquête. La Banque mit plus d'un an pour annoncer que Acres International serait bannie de ses contrats pour une période de trois ans »*[8].

La Commission mondiale des barrages (CMB). Etablie en 1997, la Commission mondiale des barrages (CMB) devait mener une enquête globale indépendante et exhaustive sur l'efficacité des grands barrages et proposer des normes internationales acceptables dans ce domaine. Sur une période de deux ans et demi, elle a réalisé une recherche considérable et a reçu près de 1.000 réclamations de par le monde sur les aspects environnementaux, sociaux, économiques, techniques, institutionnels et productifs des grands barrages.

La Commission était indépendante de la Banque mais cette dernière joua toutefois un rôle plus actif dans la production du rapport de la CMB que n'importe quelle autre institution et elle fut consultée à chaque étape de programme de travail. James Wolfensohn a décrit avec enthousiasme ce processus comme un modèle pour les futures négociations multilatérales. Pourtant, l'inadmissible se produisit: la Banque mondiale rejeta les conclusions du rapport car elles allaient trop loin. Ce rapport final intitulé *« Barrages et développement: un nouveau cadre de prise de décision »* a été rendu public par Nelson Mandela à Londres en novembre 2000. James Wolfensohn justifie le refus de suivre les conclusions en expliquant que la Banque doit s'en remettre aux opinions de ses actionnaires et à

8 Idem

celles des agences gouvernementales de construction de barrages dans les principaux pays constructeurs. Dans une déclaration du 27 mars 2001, la Banque affirme que *« suite aux éclaircissements fournis par la présidence de la CMB, la Banque Mondiale n'adoptera pas les 26 directives mais les utilisera comme points de référence dans les projets d'investissement dans les barrages à venir »*, et d'ajouter *« qu'il s'agit là d'un dialogue hautement constructif sans précédent entre les différentes parties. La Banque mondiale croit que de tels dialogues sont d'une importance capitale pour les nombreux débats et la controverse qu'ils suscitent sur le développement, et elle continuera d'y participer dans le futur »*[9].

La tactique de la Banque est la suivante: confrontée aux défis des critiques et des revendications, la Banque elle-même annonce des dialogues, commande et s'implique activement dans des enquêtes, déclare sa ferme volonté de tenir compte des résultats. Puis, quand les rapports sont là, elle rejette leurs conclusions et tient des discours évasifs sur l'avenir tout en spécifiant bien qu'elle va poursuivre le « dialogue constructif ».

La Commission d'évaluation des industries extractives. L'expérience de la Commission mondiale des barrages s'est reproduite lors de l'Evaluation des Industries d'Extraction (EIE). Critiqué lors d'un rassemblement public international des Amis de Terre, James Wolfensohn répond - à la grande surprise de son équipe - que la Banque entreprendra une évaluation globale afin de déterminer si son implication dans les industries liées à l'extraction est en cohérence avec son but premier de réduire la pauvreté.

Ayant tiré certains enseignements de l'expérience de la Commission mondiale des barrages, la Banque mondiale engage l'EIE sur une piste moins indépendante et moins participative. Mais le Rapport de l'EIE publié à Lisbonne le 11 décembre 2003 s'avère, malgré l'ingérence de la Banque Mondiale, un document étonnamment puissant. Il recommande fermement que la Banque, ainsi que son bras droit pour le secteur privé, la Société Financière Internationale (SFI), mettent fin progressivement à leurs prêts dans le secteur pétrolier, ainsi que dans celui des mines et du gaz naturel. Le Rapport demande à la Banque de concentrer ses apports financiers sur le secteur des énergies renouvelables. Ce rapport engendre un tollé parmi les investisseurs privés (tels que Citibank, ABN Amro, WestLB et Barclays) pour qui l'implication de la Banque dans ces domaines particuliers est essentielle tant qu'ils ne sont pas capables de financer ces projets eux-mêmes. Dans une opinion publiée par le *Financial Times* le 17 juin 2004, Emil Salim qui a présidé la Commission d'évaluation des industries extractives écrit: *« Ayant été chargé du contrôle de l'étude sur les industries extractives, je suis arrivé à la conclusion que la Banque mondiale doit complètement modifier son approche de*

9 cité dans Bello, Walden et Guttal, Shalmali (2005). « L'ère Wolfensohn à la Banque mondiale : une décennie de contradictions », 30 août 2005

soutien aux industries extractives – et même dans certains cas l'arrêter complètement. La raison de cette conclusion est claire. La Banque est une institution publique dont le mandat est la réduction de la pauvreté. Non seulement les industries pétrolières, gazières ou minières n'ont pas aidé les plus pauvres dans les pays en développement mais elles ont bien souvent encore aggravé leurs conditions de vie ».

A l'instar du Rapport de la Commission mondiale des barrages, la Banque mondiale décide une fois de plus, en août 2004, d'ignorer la plupart des recommandations importantes du Rapport de l'EIR. Par exemple, la Banque continue de souligner le côté éminemment positif de la construction de l'oléoduc Tchad-Cameroun[10]. La Banque justifie son implication directe dans les industries minières en arguant que cela lui permet de les influencer pour qu'elles se conforment aux normes sociales et environnementales.

James Wolfensohn en butte aux mouvements sociaux

Quand débute le mandat de James Wolfensohn en 1995, la campagne *« 50 ans, ça suffit »*[11] est en plein essor aux États-Unis et elle rayonne au-delà. Ensuite, se développe la campagne mondiale Jubilé 2000 particulièrement forte dans les pays à tradition chrétienne tant au Nord qu'au Sud de la planète. Cette campagne, commencée en 1997 et terminée en 2000, a permis de rassembler plus de vingt millions de signatures au bas d'une pétition qui réclame d'aller au-delà de l'initiative PPTE en demandant l'annulation de la dette des pays pauvres. Elle fut ponctuée de rassemblements de masse: une chaîne humaine de 80.000 participants à l'occasion du G8 à Birmingham en mai 1998, 35.000 manifestants lors du G8 à Cologne en juin 1999.

Les relations de plus en plus houleuses entre les sociétés civiles et James Wolfensohn atteignent un point critique lors du tumultueux rassemblement annuel de la Banque et du FMI à Prague en septembre 2000, qui a dû être écourté d'une journée à cause des manifestations de masse. Confronté à une liste de reproches profondément justifiés, James Wolfensohn perd son sang froid dans un débat public au Château de Prague et s'exclame: *« Moi et mes collègues, nous nous sentons bien en allant au travail chaque jour. »* Cette déclaration est à mettre en parallèle avec celle du directeur général du FMI, Horst Koehler lors du même débat : *« Comme vous, j'ai un coeur, mais j'utilise ma tête pour prendre des décisions ».*

---

10 En décembre 2005, la Banque mondiale a dû retirer son soutien à l'oléoduc déjà entré en exploitation pour tenter d'éviter le scandale: le président tchadien a fait main basse sur les revenus pétroliers que la Banque mondiale voulait réserver aux générations futures. De nombreuses organisations avaient pourtant alerté Wolfensohn sur les risques de monter un tel projet avec le dictateur tchadien, Idriss Déby Itno. En avril 2006, sous la pression des États-Unis, la Banque mondiale a repris son soutien au projet.

11 Voir le site www.50years.org

La Banque mondiale est particulièrement offensive à l'égard des ONG et de certaines autorités locales. Elle a mis au point une stratégie d'intégration/ récupération via ce qu'elle appelle les *« soft loans »* (les prêts doux) destinés à favoriser le micro-crédit (soutien en particulier aux ONG féminines), à soutenir des structures d'enseignement et de santé organisées à un niveau local, à gérer au mieux les envois des migrants. Elle a créé un guichet de prêts et de dons pour soutenir les ONG. Cette stratégie offensive de la Banque pour courtiser la société civile et récupérer un espace de légitimité produit des résultats non négligeables.

Dans une tentative pour désamorcer les critiques externes et de récupérer une partie des mouvements contestataires, James Wolfensohn a joué le jeu de la consultation.

Bien que centrées sur différents domaines des opérations de la Banque, les trois initiatives (SAPRI, Commission mondiale des barrages et Evaluation sur les industries extractives) visaient à conduire les détracteurs de la Banque à la table de négociations en faisant croire que la Banque était prête à changer et à mieux répondre aux critiques sur son fonctionnement et sur ses pratiques. Mais la réalité a prouvé juste le contraire. Dans les trois cas, la Banque n'a pas respecté les règles du jeu: elle a rejeté les résultats de ces initiatives. C'est instructif pour ceux qui gardent des illusions quant au fait que le dialogue avec la Banque peut conduire à des changements substantiels dans son fonctionnement et ses politiques.

Crise interne et crise de légitimité

Au cours du mandat de James Wolfensohn, la direction de la Banque traverse une crise interne en 1999-2000 qui se concrétise par le départ de deux personnages clé du staff de l'institution: Joseph Stiglitz, économiste en chef et vice-président de la Banque mondiale démissionne fin 1999 sous la pression du secrétaire au Trésor, Lawrence Summers; Ravi Kanbur, directeur du Rapport annuel de la Banque mondiale sur le développement dans le monde, s'en va en juin 2000. Joseph Stiglitz et Ravi Kanbur étaient des éléments réformateurs au sein de la Banque. Leur départ indique clairement qu'il n'y véritablement pas de place pour l'auto-réforme de la Banque.

La Banque mondiale est également fortement contestée au Congrès des États-Unis. Le rapport de la Commission Meltzer rendu public en février 2000 en atteste (voir chapitre suivant).

La fin du deuxième mandat de James Wolfensohn

L'arrivée d'une administration conservatrice à la Maison Blanche en 2001 complique le mandat de James Wolfensohn. Il passe ses quatre dernières années de président de la Banque à s'aligner largement sur l'orientation de plus en plus agressive de l'administration G.W. Bush. Quelquefois, il rechigne à réaliser immédiatement ce que George W. Bush et son équipe souhaitent mais il finit à chaque

fois par faire ce qu'on lui demande. Il le reconnaît lui-même dans une interview donnée peu avant son départ: *« J'ai eu l'impression que l'administration américaine était tout à fait contente de ce qui s'était passé ici les dernières années »*[12].

En Afghanistan, en plus d'accorder 570 millions de dollars et d'accompagner l'effort des États-Unis en levant des milliards de dollars pour la reconstruction, James Wolfensohn exprime l'intérêt de la Banque à participer au financement d'un pipeline pour acheminer les réserves massives de gaz naturel à travers l'Afghanistan, en provenance du très verrouillé Turkménistan, vers l'Inde et le Pakistan, un projet que les compagnies énergétiques états-uniennes soutenues par le vice-Président américain Dick Cheney convoitent.

En Irak, James Wolfensohn, poussé par Washington, débloque entre 3 et 5 milliards de dollars pour la reconstruction et accepte de diriger l'*Irak Trust Fund* pour acheminer l'argent nécessaire aux projets de développement entrepris par le régime d'occupation, plus particulièrement ceux qui concernaient les « bâtiments de grande capacité » dans le secteur privé, un objectif principal pour l'administration Bush.

Malgré cette bonne volonté manifeste, James Wolfensohn ne peut empêcher l'érosion de son autorité et de son prestige. Dénigré par la Maison Blanche car proche de William Clinton et de John Kerry, le candidat démocrate à la présidence en 2004, il perd aussi de plus en plus de crédibilité à l'égard de ceux qui avaient cru en sa volonté réformatrice. Très tôt il est certain qu'en cas de réélection de George W. Bush pour un deuxième mandat, James Wolfensohn, n'a aucune chance d'être reconduit à son poste en 2005. Effectivement, en mars 2005, George W. Bush désigne à la tête de la Banque un de ses collaborateurs directs en la personne de Paul Wolfowitz, sous-secrétaire d'État à la Défense.

Quant à James Wolfensohn, en 2005-2006, il accomplit une mission en relation avec la Banque en gérant le fonds fiduciaire pour la Bande de Gaza, dans les Territoires palestiniens. Mais surtout, il rejoint la direction du principal groupe bancaire mondial, Citigroup, au sein de laquelle il travaille à plein temps.

12 Conférence de presse de James Wolfensohn, 12 avril 2005, Washington

Chapitre 18

Les débats à Washington au début des années 2000

La Commission Meltzer sur les Institutions financières internationales au Congrès des Etats-Unis en 2000

La succession des crises qui ont frappé les pays dits émergents dans les années 1990 et l'intervention désastreuse de la Banque mondiale et du FMI à cette occasion provoquent à l'échelle internationale un grand nombre de débats, centrés sur l'avenir et le rôle des institutions de Bretton Woods. De nombreux intellectuels de l'*establishment* y prennent part: Allan Meltzer, Paul Krugman, Joseph Stiglitz, Jeffrey Sachs. Parallèlement, le Congrès à Washington n'est pas enthousiaste sur l'opportunité d'augmenter les moyens financiers du FMI pour affronter les crises. Cela aboutit à la création d'une commission bipartite[1] *ad hoc*. Cette commission, intitulée Commission consultative sur les Institutions financières internationales *(IFI Advisory Commission)*, remet son rapport début 2000. Il porte sur sept institutions multilatérales : le FMI, le groupe Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque asiatique de développement (BAsD), la Banque africaine de développement (BAfD), l'OMC et la Banque des règlements internationaux (BRI). Nous ne reprenons ici que certaines des conclusions concernant le FMI et la Banque mondiale.

La Commission est composée de 11 experts (6 Républicains et 5 Démocrates) provenant de milieux parlementaires, universitaires et bancaires parmi lesquels Allan H. Meltzer (son président), Edwin Feulner (président de la très réactionnaire *Heritage Foundation* et ancien président de la société du Mont-Pèlerin) du côté républicain, Jeffrey Sachs, Fred Bergsten, Jerome Levinson du côté démocrate. Une grande partie des travaux de cette Commission, y compris des notes exprimant des désaccords, est disponible sur Internet[2].

Toutes les réunions et auditions de la Commission sont publiques. Les travaux de la Commission méritent d'être connus car ils contiennent des jugements très intéressants et éclairants quant aux termes du débat à Washington.

Une courte résolution est adoptée à l'unanimité par la Commission tandis que l'ensemble du rapport est approuvé par huit voix contre trois. Les trois voix contre sont démocrates (Fred Bergsten, Jerome Levinson et Esteban Edward Torres). Deux

1 Bipartite, c'est-à-dire réunissant des républicains et des démocrates.

2 www.house.gov/jec/imf/meltzer.htmwww.house.gov/jec/imf/meltzer.htm ou http://phantom-x.gsia.cmu.edu/IFIAC

démocrates (dont Jeffrey Sachs) ont voté avec les républicains.

La résolution adoptée à l'unanimité est la suivante: *« 1. Le FMI, la Banque mondiale et les Banques régionales de développement doivent annuler totalement toutes leurs créances à l'égard des Pays pauvres très endettés (PPTE) qui appliquent une stratégie adéquate en matière de développement économique et social (en conjonction avec la Banque mondiale et les banques régionales de développement). 2. Le FMI doit limiter ses prêts à la fourniture de liquidités à court terme. Il faut supprimer la pratique actuelle consistant à faire des prêts à long terme pour réduire la pauvreté ou pour d'autres objectifs ».*

Le rapport fait plus de cent pages. Il déclare en substance qu'il n'y a pas lieu d'éliminer ou de fusionner les institutions multilatérales, il faut les réformer profondément. Le rapport procède à un diagnostic parfois extrêmement critique des politiques menées par le FMI et la Banque mondiale; il critique durement l'OMC. Il propose que la Banque mondiale arrête totalement ses prêts aux pays qui ont déjà accès aux marchés financiers et se limite aux pays qui n'y ont pas accès en leur faisant des dons.

De manière complémentaire, le rapport déclare que le FMI ne doit octroyer des prêts qu'à court terme. Il doit abandonner la mission de combattre la pauvreté, mission qui doit être réservée à la Banque mondiale et aux banques régionales de développement. Il faut que la Banque mondiale change de nom et s'appelle dorénavant Agence mondiale de Développement *(World Development Agency)*. Le rapport dénonce les gouvernements des pays riches, le FMI et la Banque mondiale qui ont court-circuité le rôle de contrôle et de décision du pouvoir législatif. Dans le même sens, il s'attaque à l'OMC en ce qui concerne ses abus de pouvoir. Il affirme que l'OMC n'a pas le droit d'imposer automatiquement des règlements et des décisions à ses États membres. Les décisions de l'OMC doivent être chaque fois avalisées par le Parlement de chacun des États membres.

Voici quelques extraits marquants du rapport qui commence par des congratulations concernant le rôle des États-Unis dans le monde et affirme son soutien aux politiques néolibérales.

« Ces institutions et l'engagement américain pour le maintien de la paix et de la stabilité ont eu de remarquables résultats. Au cours des cinquante années qui ont suivi la fin de la guerre, on a connu comme jamais auparavant une grande amélioration du niveau de vie d'un nombre très élevé de personnes dans un grand nombre de pays ».

« Nos anciens adversaires font maintenant partie du système global de marché en expansion ».

« Les États-Unis ont été à la pointe du maintien de la paix et de la stabilité, ils ont œuvré pour faire avancer la démocratie et le respect du droit, pour la réduction des barrières douanières et l'établissement d'un système financier transnational ».

« La Commission pense que pour encourager le développement, les pays doi-

vent ouvrir leurs marchés au commerce et encourager la propriété privée, le respect du droit, la démocratie politique et la liberté individuelle ».

Rien d'étonnant jusque là sous la plume de membres de l'*establishment*, qu'ils soient républicains ou démocrates. La suite du rapport est plus étonnante. La Commission critique l'action du FMI, des gouvernements des pays membres du G7, et s'en prend aux politiques de choc imposées par le FMI et la Banque mondiale.

Critique de l'intervention du FMI dans la crise de la dette au Mexique en 1982

« *En août 1982, le gouvernement mexicain a annoncé qu'il ne pouvait plus rembourser sa dette externe. Le FMI a alors organisé et supervisé l'administration d'un plan de rééchelonnement des dettes commerciales contractées par le gouvernement mexicain lors de la décennie précédente. Les prêts du FMI n'ont pas canalisé de nouvelles sources de financement nettes pour le Mexique. En effet, le FMI a prêté de l'argent au Mexique pour rembourser sa dette. La dette mexicaine a ainsi augmenté et le Mexique n'est pas entré en défaut de paiement. Le FMI a octroyé ses prêts à la condition que le Mexique mette en place un ensemble de réformes économiques à long terme. Un grand nombre de ces conditionnalités ont imposé de grands sacrifices à la population mexicaine, des pertes d'emplois et une forte réduction du niveau de vie. Les autres pays en développement, particulièrement en Amérique latine, ont vu leurs flux nets de capitaux privés décliner ou devenir négatifs »* (c'est moi qui souligne).

Critique des PAS imposés par le FMI

« La transformation du FMI en une source de prêts à long terme assortis des conditionnalités de l'ajustement a rendu les nations pauvres de plus en plus dépendantes du FMI et lui a donné une influence importante dans le choix des politiques des pays membres, ce qui est inédit pour une institution multilatérale. La poursuite du financement est tributaire des résultats des politiques demandées telles que définies dans des accords entre le FMI et ses membres. Ces programmes n'ont pas assuré le progrès économique. Ils ont miné la souveraineté nationale et bien souvent fait obstacle au développement d'institutions démocratiques responsables susceptibles de corriger leurs propres erreurs et de répondre aux changements intervenant dans la situation extérieure ».

Le rapport critique l'intervention des IFI's dans la crise mexicaine de 1994

« Cependant après le remboursement du FMI, du Trésor américain et des créanciers étrangers, c'est le contribuable mexicain qui a payé la facture. Le coût du renflouement du système bancaire est actuellement estimé à environ 20% du PIB mexicain. Le revenu réel par habitant n'était en 1997, en dépit de hauts et de bas, pas supérieur à ce qu'il était 20 ans auparavant. Les salaires réels des tra-

vailleurs les moins bien payés, ceux qui touchaient le salaire minimum, ont diminué de 50% depuis 1985. La dette externe totale du Mexique en 1996, exprimée en dollars US, a été multipliée par 5 depuis 1973 ou par 4 en prenant en compte une base de calcul par habitant. Les salaires réels sont plus bas et le poids du financement de la dette est beaucoup plus lourd pour chaque travailleur mexicain »...

« Des critiques ont également porté sur le fait qu'en empêchant ou en réduisant les pertes encourues par les prêteurs internationaux, le programme de 1995 du FMI concernant le Mexique a envoyé un mauvais message aux créanciers internationaux et aux emprunteurs. En épargnant des pertes aux créanciers internationaux, le FMI a implicitement signalé au marché que si les banques locales et d'autres institutions similaires contractaient auprès de créanciers étrangers des sommes importantes et que les gouvernements garantissaient ces dettes vis-à-vis des créanciers privés, le FMI prêterait les montants nécessaires à honorer les remboursements. Les économistes donnent le nom d'aléa moral à l'incitant intrinsèque à ces garanties ».

« La réduction des dépenses publiques, la hausse des taxes, des taux d'intérêt et la fermeture des banques ont aggravé les crises. »

Le FMI au service du G7, également critiqué par la Commission

« Les gouvernements du G7, en particulier celui des États-Unis, ont utilisé le FMI comme un outil pour la réalisation de leurs desseins politiques. Cette pratique subvertit les processus démocratiques des pays créanciers en évitant le contrôle parlementaire sur l'aide étrangère ou la politique étrangère et en relâchant la discipline budgétaire ».

Le FMI au service des nantis

« De nombreuses études sur les effets des prêts du FMI n'ont pas réussi à établir de lien significatif entre les prêts du FMI et l'augmentation de la richesse ou du revenu. Le renflouement des créanciers avec le soutien du FMI lors des crises récentes a été spécialement dommageable et a eu des effets terribles sur les pays en développement. Des gens qui avaient travaillé dur pour sortir de la pauvreté ont assisté à la destruction de leur réalisation, à la perte de leur épargne et à la faillite de leur petite entreprise. Les travailleurs ont perdu leur emploi bien souvent sans aucune indemnité de licenciement pour amortir le choc. Les propriétaires nationaux et étrangers d'avoirs réels ont subi de fortes pertes alors que les banques créancières étrangères étaient protégées. Ces banques ont reçu des compensations pour la prise de risque sous forme de taux d'intérêt élevés et n'ont quand même pas eu à assumer toutes les pertes associées à des prêts à haut risque (parfois même aucune). Le soutien dont ont bénéficié les banquiers étrangers a servi également à protéger les débiteurs nationaux politiquement influents et a encouragé des emprunts de grands montants et des ratios d'endettement

extraordinaires par rapport au capital ».

La Commission n'approuve pas les politiques du FMI en Amérique latine

« La Commission n'approuve pas les politiques du FMI en Amérique latine dans les années 1980 et au Mexique en 1995 ou dans bien d'autres cas. Les prêts du FMI à ces pays ont protégé les banques américaines et celles d'autres pays, les institutions financières et certains investisseurs occasionnant du même coup des ravages pour les citoyens des pays endettés. Les prêts ont repoussé la résolution des crises des années 1980 en permettant aux créanciers et aux emprunteurs d'effectuer le report d'une dette qui sera plus que payée. La Commission pense que les créanciers qui s'engagent dans des prêts risqués ou qui achètent des actions à risque doivent accepter les vraies pertes lorsque les risques deviennent des réalités désagréables ».

La Commission critique la Banque mondiale et les banques régionales qui lui sont liées

« Il y a un grand fossé entre la rhétorique et les promesses des Banques et leurs performances et réalisations. Le cas de la Banque mondiale l'illustre bien. Prétendant combattre la pauvreté dans le monde en développement, la Banque affirme concentrer ses prêts dans les pays qui n'ont pas l'accès au marché des capitaux. Mais ce n'est pas le cas car 70% des ressources de la Banque vont à 11 pays qui bénéficient d'un accès facile au marché de capitaux ».

« Le montant total des ressources destinées à des activités de service public dans des pays dépourvus d'accès au marché de capitaux mais assortis de politiques et d'institutions de stabilisation a représenté 2,5 milliards de dollars pour une période de 7 ans entre 1993 et 1999, ce qui représente moins de 2% du financement du groupe Banque mondiale si l'on exclut l'aide ».

L'avenir des institutions du groupe Banque mondiale selon la Commission Meltzer

« Le rôle de prêteur de la Banque mondiale serait substantiellement réduit ».

La Commission ajoute que la Banque devra surtout faire des dons. De plus, pour elle, les autres institutions du groupe Banque mondiale n'ont pas vraiment leur raison d'être:

« La Société financière internationale (SFI) doit devenir partie intégrante de l'Agence mondiale de développement redéfinie. Son capital devra retourner à ses actionnaires et les prêts en cours seront rachetés ».

« L'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (AMGI) doit être éliminée. Beaucoup de pays ont leur propre agence d'assurance. De plus, les assureurs du secteur privé ont fait leur entrée sur le marché ».

La redéfinition des missions du FMI selon la Commission

Meltzer

« La mission du nouveau FMI. La Commission recommande que le FMI soit restructuré comme une institution plus petite avec seulement trois responsabilités:

- Agir comme un quasi prêteur de dernier ressort pour procurer un soutien aux économies émergentes par des prêts à court terme pour les pays dans le besoin ;

- Recueillir et publier des données financières et économiques pour les pays membres et répartir ces données de manière uniforme et dans un laps de temps raisonnable.

-Fournir des conseils (mais ne pas imposer de conditions) sur la politique économique comme il est mentionné dans l'article IV relatif aux consultations avec les états membres.

La « Facilité de réduction de la pauvreté et de croissance » du FMI doit être supprimée.

Le FMI ne peut pas être autorisé à négocier des réformes politiques.

Les prêts du FMI doivent avoir une échéance très courte (par exemple, un maximum de 120 jours, avec une seule possibilité de renouvellement) ».

La position minoritaire de trois démocrates de la Commission

Les trois démocrates qui ont voté contre le rapport (Fred Bergsten, Jerome Levinson et Esteban Edward Torres) considèrent que celui-ci est trop négatif à l'égard des IFI et de l'OMC : il veut limiter trop fortement leurs pouvoirs et leurs champs d'action. Jerome Levinson rédige même un texte d'une vingtaine de pages qui constitue une défense de la Banque mondiale, du FMI et de l'Administration Clinton. Il propose une orientation alternative à celle de la majorité de la Commission en mettant l'accent sur le compromis démocrate avec la direction de la confédération syndicale AFL-CIO.

Par ailleurs, il critique la Banque mondiale et le FMI qui ne favorisent pas le respect des droits des travailleurs. Au contraire, chaque fois qu'elles en ont eu l'occasion, ces deux institutions leur ont fait porter, à eux seuls, le coût de la résolution des crises financières. Ceci dit, Jerome Levinson doit en savoir quelque chose puisqu'il était lui-même en place au Brésil au moment du coup d'État militaire soutenu par le gouvernement des États-Unis, la Banque et le FMI[3]. Il synthétise correctement l'utilisation des crises provoquées par le comportement des détenteurs de capitaux et des gouvernements et ayant entraîné systématiquement des attaques contre les travailleurs. Voici une partie de son argumentation telle qu'exposée dans le rapport de la Commission Meltzer:

« Les prêts bancaires de la décennie des années 70, les tesobonos (bons d'État émis par le Mexique, NDA) *et les fiascos financiers du sud est asiatique pré-*

3 Jerome Levinson était Assistant Director of USAID au Brésil de 1964 à 1966.

sentent tous des caractéristiques communes: dans chaque cas, les banques et les investisseurs, croulant sous les liquidités, ont cherché à obtenir un rendement plus élevé que ce qu'ils auraient pu obtenir dans leurs pays, ils ont donc investi (tesobono) ou prêté (...) à des gouvernements, des banques et des entreprises dans les pays en développement; bien des prêts n'ont pas été utilisés pour financer l'investissement productif; une combinaison de chocs internes et externes conduit à une crise internationale qui est perçue comme mettant en danger le système financier international.
Le FMI et la Banque mondiale sont chargés de surveiller le suivi; les institutions financières privées qui sont également responsables de la crise à cause de leurs investissements ou prêts imprudents sont renflouées et récompensées: elles ont la possibilité de racheter à bas prix des banques locales et autres institutions financières. Les pays débiteurs se voient conseiller d'exporter plus pour sortir de la crise, ce qui se traduit par une inondation du marché américain de biens et services qui est le seul marché qui leur soit effectivement ouvert. Pour rendre leurs marchandises plus compétitives, le FMI et la Banque mondiale exigent des gouvernements des pays débiteurs qu'ils adoptent des mesures de flexibilisation du marché du travail, ce qui permet aux entreprises de se débarrasser plus facilement des travailleurs sans avoir à payer des indemnités de licenciement coûteuses, ce qui affaiblit la capacité des syndicats à négocier pour leurs membres, tout cela dans l'objectif d'abaisser les coûts salariaux. Tant les travailleurs des pays industrialisés que des PED, et particulièrement les travailleurs syndiqués paient un coût disproportionné du fardeau de l'ajustement ».

Jerome Levinson cite également Joseph Stiglitz (ancien économiste en chef à la Banque) qui argumente dans le même sens: *« Même lorsque le marché du travail ne se trouve pas au cœur des problèmes auxquels le pays doit faire face, beaucoup trop souvent on fait payer aux travailleurs le fardeau de l'ajustement. En Asie de l'Est, ce sont les prêts imprudents des banques internationales et d'autres institutions financières, combinés aux emprunts imprudents des institutions financières locales – combinés aux attentes versatiles des investisseurs – qui ont pu entraîner la crise; mais ce sont les travailleurs qui en ont payé le prix en termes de chômage et de pertes de salaires ».*

Jerome Levinson attaque le double langage de la Banque mondiale. Quand on demande à cette docte institution de protéger les droits des travailleurs, elle répond que la section 10 de l'art. IV de ses statuts lui interdit de prendre en compte des considérations politiques. Mais Jerome Levinson affirme que quand elle fixe des conditionnalités, elle impose une plus grande flexibilité du marché du travail qui facilite les licenciements, affaiblit le pouvoir de négociation des syndicats et fait baisser le revenu des salariés urbains.

Qu'on ne s'y trompe pas, Jerome Levinson ne s'oppose pas à la libéralisation pro-marché de l'économie ni aux privatisations. Il affirme que ces politiques sont nécessaires mais que, pour être efficaces, un contrepoids syndical doit les accom-

pagner. L'alternative de Jerome Levinson est proche de l'orientation prônée par Tony Blair en Grande-Bretagne ou Gerhard Schroeder en Allemagne.

Mise en perspective des travaux de la Commission Meltzer

Dans un travail publié en 1998, Anne Krueger, ex-économiste en chef de la Banque mondiale de 1981 à 1987, souligne les différences entre les années 1970 et la fin des années 1990. Ce texte est utile pour comprendre certains termes du débat. Elle indique qu'au début des années 1970, les États-Unis ont décidé de donner une grande importance à la Banque mondiale et au FMI en réduisant leur aide bilatérale et en augmentant leur aide multilatérale[4]. Depuis lors, selon Anne Krueger, la libéralisation sur le plan mondial a fortement réduit la marge de manœuvre de ces institutions car les flux de capitaux privés dominent. Par ailleurs, la guerre froide est terminée. Elle note: *« Jusqu'à la fin de la guerre froide, le soutien politique à la réalisation d'une aide au développement via les IFI (Banque et FMI) et des agences bilatérales provenait de deux groupes : ceux de droite motivés par des problèmes de sécurité, et ceux de gauche qui soutenaient des objectifs de développement sur une base humanitaire. Avec la fin de la guerre froide, le soutien qui provenait de la droite s'est érodé et les efforts de la Banque pour étendre ses activités vers de nouveaux domaines peuvent refléter la recherche d'un soutien politique plus large »*[5]. Selon elle, la Banque mondiale a tendance à en faire trop: *« Beaucoup des accusations concernant l'inefficacité organisationnelle de la Banque peuvent trouver leur origine dans ses efforts pour étendre ses activités dans toutes les directions dans tous les pays. On peut effectivement considérer qu'en s'impliquant dans des questions d'environnement, en coopérant avec les ONG, en combattant la corruption et en embrassant d'autres sujets, la Banque est allée bien au-delà de ses compétences essentielles. En faisant cela, elle est allée au-delà des capacités de sa direction ».* Quant à l'avenir de la Banque, Anne Krueger considère qu'il faut faire un choix entre trois options: *« 1) poursuivre son rôle d'institution chargée du développement, en se limitant aux pays réellement pauvres et en se retirant graduellement des pays à moyen revenu; 2) poursuivre son activité dans tous les pays clients en se concentrant sur les « softs issues » du développement telles que les droits des femmes, la préservation de l'environnement, l'encouragement des ONG; 3) fermer la boutique»*[6]. Anne Krueger n'est pas favorable à la troisième option et elle laisse ouverte la discussion sur les deux premières. Mais elle précise qu'il faudra décider tôt ou tard. En ce qui concerne le mode de fonctionnement de la Banque, elle est très claire: pas question de modifier ses statuts en instituant le système *«* un pays – une voix *» (one-country one-vote)*. Selon elle, une fusion entre Banque mondiale et FMI n'est

4 Krueger, Anne. 1998. « Whither the Bank and the IMF? », *Journal of Economic Literature,* Vol. XXXVI, décembre 1998, p. 1987 et 1999

5 Idem, p. 2010

6 Ibid, p. 2006

pas exclue mais cela ouvrirait un processus dangereux car on devrait alors rediscuter d'une nouvelle constitution et donc du principe « *one-country one-vote* », ce qu'il faut selon elle éviter[7]. C'est une affaire qui doit rester aux mains des grandes puissances.

Le contexte de la Commission Meltzer

Pour comprendre les propositions de la commission Meltzer, il faut bien sûr tenir compte du contexte international de l'époque: succession de crises financières dans les pays de la Périphérie et intervention catastrophique du FMI et de la Banque mondiale à leur suite. Mais cela ne suffit pas. Le contexte national aux États-Unis est surdéterminant: le Congrès à majorité républicaine mène une guérilla farouche contre l'Administration démocrate de William Clinton. Si on ne prend pas en compte ce dernier facteur d'ordre politique interne, on ne peut pas expliquer les attaques dures de la Commission à l'égard de l'Exécutif qui a instrumentalisé le FMI pour intervenir dans le monde sans l'accord du Congrès[8]. Par ailleurs, certaines préoccupations sociales de la Commission sont certainement liées à la nécessité de diviser les personnalités désignées par les démocrates au sein de la Commission afin de gagner certains d'entre eux à l'avis d'Allan Meltzer et de ses collègues. Il s'agissait également de critiquer l'Administration Clinton avec des arguments auxquels son électorat et les parlementaires démocrates sont sensibles.

La position de la Commission Meltzer et la politique de Washington

Les points de consensus entre la Commission et le pouvoir à Washington ne manquent pas. D'ailleurs depuis le début de sa présidence en 2001, G. W. Bush applique une politique qui sur certains points va dans le sens des recommandations de la Commission Meltzer. 1° Un accord fondamental s'exprime sur la poursuite de l'agenda néolibéral: *« La Commission pense que pour encourager le développement, les pays doivent ouvrir leurs marchés commerciaux et encourager la propriété privée, le respect du droit, la démocratie politique et la liberté individuelle »*. C'est, somme toute, l'essentiel.

2° La nécessité de maintenir des institutions financières internationales: *« Ces institutions et l'engagement américain pour le maintien de la paix et de la stabilité ont eu de remarquables résultats »*.

3° Bien sûr, il y a un accord pour maintenir et renforcer le leadership des États-Unis sur ces institutions.

4° Il y a un accord pour annuler totalement (ou presque) la dette des PPTE et

7 Ibid, p. 2015

8 Depuis 2001 jusqu'à aujourd'hui, avec une administration républicaine s'appuyant sur une majorité de la même couleur politique au Congrès et au Sénat, on ne constate plus le même type d'attaque de la part d'une commission du Congrès à l'égard de l'Exécutif. On verra si cela changera.

autres pays pauvres endettés s'ils mènent des politiques conformes à l'agenda néolibéral et aux intérêts des Etats-Unis. La raison est très simple: à quoi servent ces pays pour les États-Unis si, à cause de leur surendettement, ils sont incapables d'acheter des marchandises et des services à ceux-ci. Il vaut mieux annuler ou alléger substantiellement leur dette afin qu'ils redeviennent capables d'acheter.

5° Il est tout à fait rentable pour les États-Unis de pousser la Banque mondiale à leur faire des dons et d'en faire eux-mêmes car il est certain que les pays pauvres qui recevront ces dons les utiliseront pour acheter des produits aux pays les plus industrialisés principalement. Ce qui est donné aux pays pauvres, ils le dépensent immédiatement au Nord car ils ne produisent plus eux-mêmes ce dont ils ont besoin. C'est notamment le résultat de 25 ans de politiques de libéralisation des échanges et de concurrence à l'égard des producteurs locaux des pays pauvres.

6° Il faut lutter contre la corruption dans ces pays afin d'éviter qu'une partie des dons soit déviée vers d'autres activités que l'achat des produits du Nord.

7° Une politique de dons a aussi l'avantage de maintenir un lien de dépendance des élites et des économies des pays bénéficiaires de l'aide à l'égard des donateurs.

8° Les dons nécessaires aux pays les plus pauvres représentent un effort tout à fait négligeable pour des pays comme les États-Unis. C'est bien peu au regard d'autres dépenses comme les 400 milliards de dollars qu'a coûté la « guerre contre le terrorisme » en Afghanistan et en Irak entre septembre 2001 et avril 2006.

Comment la Commission Metlzer envisage la politique de dons

La Commission Meltzer propose de recourir largement à des dons en remplacement des prêts. L'exemple que la Commission donne montre très clairement qu'il s'agit pour le donateur de s'immiscer directement dans les choix des PED en court-circuitant l'action des pouvoirs publics nationaux.

« Exemple: Un pays qui a un revenu par habitant de 1000 dollars et qui peut obtenir un don pour la réalisation d'un projet à hauteur de 70% de son coût décide par exemple de faire vacciner tous les enfants contre la rougeole. Si l'agence de développement [l'institution multilatérale qui selon Meltzer doit remplacer la Banque mondiale] *confirme le bien fondé du besoin, le gouvernement établira alors un appel d'offre auprès de fournisseurs du secteur privé, d'organisations non-gouvernementales telles que des institutions charitables et d'entités du secteur public comme le Ministère de la santé. Supposons que l'offre la plus intéressante soit de $5 par enfant vacciné, l'agence de développement sera alors d'accord de payer $3,5 (70%) pour chaque vaccination directement au fournisseur. Il reviendra au gouvernement de se procurer le $1,5 dollar restant. Les paiements seront effectués seulement après la certification par un agent indépendant de tous*

les participants – le gouvernement, l'agence de développement et le fournisseur des vaccinations. Dans un système de paiement par les utilisateurs, les dons sont octroyés après l'audit de la fourniture du service. Pas de résultats, pas de fonds envoyés. Les paiements sont fonction du nombre d'enfants vaccinés, des kilowatts d'électricité fournis, des mètres cubes d'eau traités, du nombre d'étudiants réussissant des tests d'alphabétisation, des kilomètres de route mis en service (...) L'exécution ne présente pas de risque politique. C'est le fournisseur du service et non le gouvernement qui reçoit le paiement ».

Plus loin dans le texte:

« Des vaccinations à la construction de routes, de l'alphabétisation à la fourniture d'eau, les services seront effectués par des fournisseurs du secteur privé (y compris des ONG et des organisations charitables) ou des entités du secteur public et octroyés sur base de la réponse la plus intéressante à un appel d'offres. La quantité et la qualité des performances seront certifiées par des auditeurs indépendants et les paiements effectués directement aux fournisseurs; le coût sera divisé entre les pays récipiendaires et l'agence de développement. La subvention variera entre 10 et 90% en fonction de l'accès au marché de capitaux et du revenu par habitant ».

Même si les arguments du rapport Meltzer sont utiles en ce qui concerne le bilan de l'action du FMI et de la Banque mondiale, les solutions qu'il prône sont tout aussi néfastes que critiquables. On doit rejeter l'approche de la Commission Meltzer qui veut utiliser les dons comme un nouveau moyen de renforcer la marchandisation des services essentiels comme la santé, la distribution d'eau et son épuration/évacuation, l'éducation… De même, on ne peut que rejeter l'utilisation des dons pour imposer aux bénéficiaires les volontés des donateurs.

Une démarche alternative est requise: il faut sortir du cycle infernal de l'endettement sans tomber dans une politique de charité qui vise à perpétuer un système mondial dominé entièrement par le capital, par quelques grandes puissances et par les sociétés transnationales. Il s'agit de mettre en place un système international de redistribution des revenus et des richesses afin de réparer le pillage multiséculaire auquel les peuples dominés de la Périphérie ont été et sont encore soumis. Ces réparations sous forme de dons ne donnent aucun droit d'immixtion des autorités des pays les plus industrialisés dans les affaires des peuples ainsi dédommagés. Il s'agit d'inventer des mécanismes de décisions sur la destination des fonds et de contrôle sur leur utilisation aux mains des populations concernées et des autorités publiques concernées. Cela ouvre un vaste champ de réflexion et d'expérimentation.

Par ailleurs, à l'opposé de la Commission Meltzer qui veut maintenir la Banque mondiale et le FMI en les remodelant un peu, il faut abolir ces institutions et les remplacer par d'autres institutions mondiales caractérisées par un fonctionnement démocratique. La nouvelle Banque mondiale et le nouveau Fonds moné-

taire international, quelle que soit leur nouvelle appellation, doivent avoir des missions radicalement différentes de leurs prédécesseurs: elles doivent garantir la satisfaction des traités internationaux sur les droits humains (politiques, civils, sociaux, économiques et culturels) dans le domaine du crédit international et des relations monétaires internationales. Ces nouvelles institutions mondiales doivent faire partie d'un système institutionnel mondial chapeauté par une Organisation des Nations unies radicalement réformée. Il est essentiel et prioritaire que les pays en développement s'associent pour constituer le plus tôt possible des entités régionales dotées d'une Banque commune et d'un Fonds monétaire commun. Lors de la crise du Sud est asiatique et de la Corée de 1997-1998, la constitution d'un Fonds monétaire asiatique avait été envisagée par les pays concernés. La discussion avait avorté sous pression des États-Unis et du FMI. Dans la région Amérique latine et Caraïbe, sous l'impulsion des autorités vénézuéliennes, le débat a commencé en 2005-2006 sur la possibilité de construire une Banque du Sud. Evidemment, si l'on recherche l'émancipation des peuples et la satisfaction pleine des droits humains, les nouvelles institutions financières et monétaires, tant régionales que mondiales, doivent être au service d'un projet de société en rupture avec le néolibéralisme et par delà avec le capitalisme.

Chapitre 19

Les comptes de la Banque mondiale: la crise, c'est pas pour tout le monde

Depuis que la Banque mondiale est entrée en activité en 1946, chaque année sans exception, elle a dégagé un résultat net d'exploitation positif. En 1963, la Banque mondiale est confrontée à des bénéfices si importants que son nouveau président, George Woods, qui peu de temps auparavant était Président de la banque First Boston, propose à la direction de la Banque de distribuer des dividendes aux actionnaires comme toute banque qui se respecte[1]. L'idée est abandonnée car la direction considère que la distribution de dividendes donnerait une très mauvaise image de la Banque aux pays en développement endettés. On décide de transférer les bénéfices vers les réserves de la Banque. En 2005, les réserves totales de la Banque s'élevaient à 38,5 milliards de dollars.

Depuis 1985, le revenu[2] de la branche principale de la Banque, la BIRD (Banque internationale pour la reconstruction et le développement), a dépassé chaque année un milliard de dollars. Des résultats exceptionnels ont été atteints en 1992 (1709 millions de dollars de revenu), en 2000 (1991 millions) et surtout en 2003 (3021 millions).

Le graphique 1 indique l'évolution du résultat d'exploitation entre 1981 et 2005:

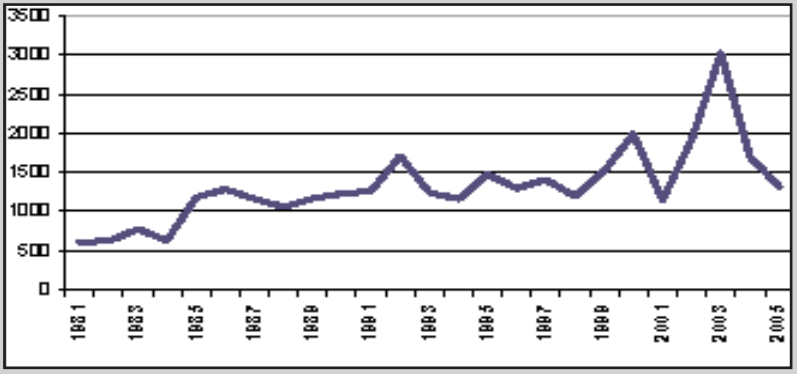
1 Kapur, Devesh, Lewis, John P., Webb, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 1: History,* p. 177

2 Dans la suite du texte, l'expression « revenu » sera utilisée au lieu de répéter chaque fois « résultat net d'exploitation ».

Comment la Banque mondiale fait-elle des bénéfices?

La BIRD réalise des bénéfices grâce aux remboursements effectués par les

Graphique 1. Evolution du résultat d'exploitation de la Banque (BIRD) entre 1981 et 2005 (en millions de dollars)



Source : World Bank, Global Development Finance, 2005

pays endettés à son égard, essentiellement grâce à quelques grands pays à revenu intermédiaire[3]. Les pays les plus pauvres ne se sont d'ailleurs pas en mesure d'emprunter à la BIRD, ils empruntent à l'AID (Agence internationale de développement, IDA en anglais).

La BIRD réalise un bénéfice grâce à la différence entre ce que lui coûtent les capitaux qu'elle emprunte sur les marchés financiers d'une part, et l'argent que les PED lui remboursent (amortissement du capital emprunté + intérêt) d'autre part. Encore faut-il bien sûr que les PED remboursent effectivement la BIRD. C'est ce qui se passe: la BIRD réussit à se faire rembourser régulièrement. Il y a bien sûr quelques exceptions et certains pays se comportent en mauvais payeurs, ce fut le cas du Zaïre sous Mobutu par exemple.

Pour avoir une idée du sérieux mis par les PED à rembourser la BIRD, il suffit de prendre en compte le tableau suivant. On s'aperçoit que les PED remboursent beaucoup plus à la BIRD que ce que celle-ci leur prête. Pour les PED, le transfert net est négatif depuis 1987. On constate également que malgré les énormes remboursements, la dette totale due à la BIRD a connu une croissance importante.

Le graphique suivant présente l'évolution du stock et du transfert net.

Echelle de gauche: Transfert net sur la dette due à la BIRD par l'ensemble des PED (en milliards de dollars)

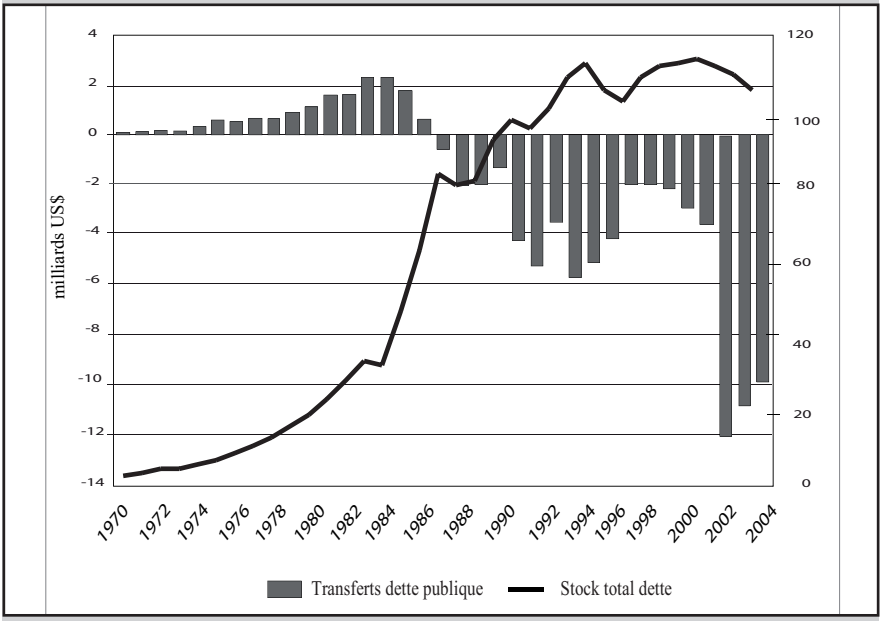
3 Les pays à revenu intermédiaire sont ceux dont le revenu national brut par habitant en 2003 est compris entre 766 et 9385 dollars. Ils empruntent à la Banque à un taux proche du taux du marché.

Evolution de la dette due à la BIRD par tous les PED entre 1970 et 2004				
en millions de dollars				
Année	**Stock total**	**Montants prêtés**	**Montants remboursés**	**Transfert net**
1970	4.377	672	491	181
1971	4.892	796	559	237
1972	5.517	928	630	298
1973	6.146	969	757	213
1974	7.136	1.338	883	456
1975	8.500	1.817	987	830
1976	9.984	1.937	1.151	786
1977	11.784	2.373	1.434	939
1978	13.812	2.661	1.780	881
1979	16.520	3.452	2.161	1.291
1980	20.432	4.224	2.666	1.558
1981	24.356	5.201	2.963	2.239
1982	28.570	5.828	3.611	2.217
1983	33.706	7.104	4.376	2.728
1984	33.426	7.917	5.217	2.700
1985	46.612	7.915	6.077	1.838
1986	63.411	9.768	8.881	887
1987	83.372	10.680	11.447	-767
1988	79.871	11.591	14.393	-2.801
1989	80.981	10.564	13.302	-2.738
1990	92.314	13.438	14.807	-1.369
1991	97.136	11.924	16.686	-4.762
1992	95.283	10.218	17.455	-7.237
1993	100.156	12.884	17.724	-4.840
1994	107.713	11.299	19.113	-7.814
1995	111.691	13.094	19.641	-6.548
1996	105.308	13.148	19.276	-6.128
1997	101.522	14.499	17.334	-2.835
1998	108.455	14.376	17.099	-2.723
1999	111.329	14.082	17.101	-3.019
2000	112.145	13.430	17.510	-4.079
2001	112.530	12.305	17.275	-4.970
2002	111.303	10.288	22.414	-12.126
2003	109.036	11.411	22.761	-11.350
2004	104.526	8.298	18.381	-10.084

Source : World Bank, Global Development Finance, 2005

Echelle de droite: Evolution de la dette totale due à la BIRD par l'ensem-

Graphique 2. Comparaison entre le stock de la dette due à la BIRD et les transferts nets entre 1970 et 2004



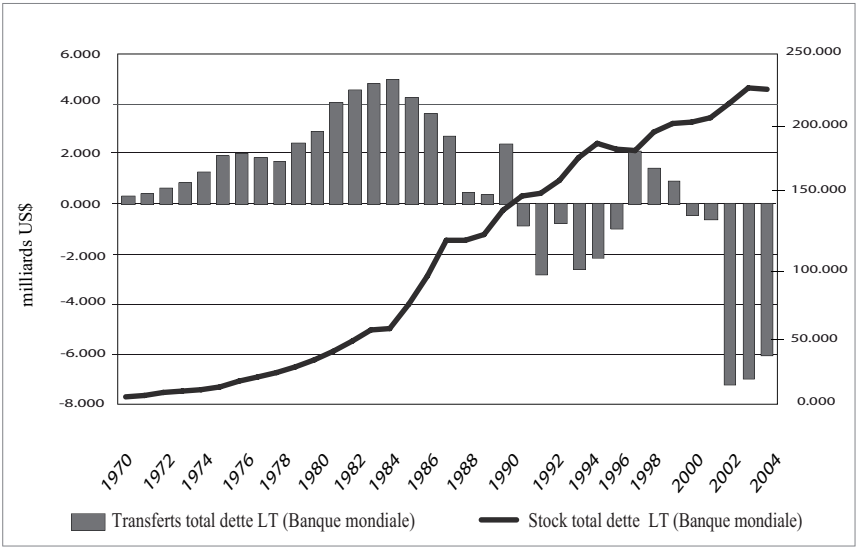
Source: World Bank, Global Development Finance, 2005

ble des PED entre 1970 et 2004 (en milliards de dollars)

La Banque mondiale affirme que les bénéfices qu'elle tire de la BIRD ne lui permettent pas d'équilibrer ses comptes à cause d'un déficit au niveau de l'AID qui octroie des prêts à bas taux d'intérêt aux pays les plus pauvres. Le graphique suivant montre que si on additionne les prêts de la BIRD et de l'AID d'une part et qu'on retranche l'ensemble des remboursements effectués par tous les PED (y compris les plus pauvres) à la BIRD et à l'AID, la Banque est largement gagnante depuis le début des années 1990. Ainsi, entre 1991 et 1996, le transfert net a été systématiquement négatif. Il en est de même depuis 2000.

Echelle de gauche: Transfert net sur la dette due à la Banque (BIRD + AID) par l'ensemble des PED (en milliards de dollars)

Graphique 3. Comparaison entre le stock de la dette due à la Banque (BIRD + AID) et les transferts nets



Source : World Bank, Global Development Finance, 2005

Echelle de droite: Evolution de la dette totale due à la Banque (BIRD + AID) par l'ensemble des PED entre 1970 et 2004 (en milliards de dollars)

A partir de 1984, la Banque mondiale décide de diversifier l'affectation de ses bénéfices; outre l'augmentation des réserves, elle les utilise à doses homéopathiques pour certains programmes des Nations unies. C'est ainsi qu'en avril 1984, la Banque mondiale fait un don de deux millions de dollars au Programme alimentaire mondial, ce qui est acté dans le compte-rendu de la réunion de direction de la Banque mondiale comme un beau geste astucieux (« *good and astute gesture* »)[4].

Par la suite, à partir de 1985, la Banque mondiale a destiné une partie de ses bénéfices à des fonds spéciaux (généralement des fonds fiduciaires, *trust funds* en anglais) pour des objectifs limités: cela va de l'apport de la Banque aux allégements de dette des pays pauvres très endettés à l'aide à certains pays affectés par le tsunami de décembre 2004 en passant par des dons à l'Agence mutuelle de garantie des investissements, la cinquième filiale de la Banque mondiale[5].

Généralement, cette utilisation des fonds est critiquée par les pays à revenu intermédiaire car ce sont eux qui permettent à la Banque mondiale d'effectuer des bénéfices. Ces pays dénoncent le fait que les pays riches utilisent une partie des

bénéfices réalisés sur leur dos pour des gestes de générosité à l'égard des pays les plus pauvres. Ils préféreraient une diminution des taux d'intérêt appliqués par la Banque mondiale.

A noter que la Banque est très active sur le marché des produits dérivés qui alimentent la spéculation internationale. En 2004, elle a enregistré un manque à gagner de 4 milliards de dollars en raison de ses opérations sur les produits dérivés en matière de change de monnaie. Bien que son activité classique ait généré des bénéfices comparables à ceux des années précédentes, cela a affecté ponctuellement son revenu net[6]. Mais on aborde là une activité parallèle de la Banque mondiale, certes fort discutable, mais qui nous éloigne de notre propos…

5 Liste complète de ces fonds: Fonds fiduciaire pour l'environnement, Facilité spéciale pour l'Afrique sub-saharienne, Fonds fiduciaire d'assistance technique pour l'Union Soviétique, Fonds fiduciaire pour Gaza et la Cisjordanie, Fonds fiduciaire pour le Timor Oriental, Assistance urgente pour le Rwanda, Facilité d'allègement de dette pour les pays bénéficiaires de l'AID, Fonds fiduciaire pour la Bosnie Herzegovine, Fonds fiduciaire pour l'initiative PPTE, Construction de compétences en Afrique, Fonds fiduciaire pour le Kosovo, Fonds fiduciaire pour la république fédérale de Yougoslavie, Agence de garantie des investissements multilatéraux, Fonds fiduciaire pour les pays à faible revenu en situation de crise. Fonds fiduciaire pour le Libéria, Fonds fiduciaire multiple donateurs pour Aceh et le nord de Sumatra, Fonds fiduciaire pour la remise en état de l'Inde après le Tsunami.

6 Voir World Bank, *Annual Report 2005,* Washington DC, vol. 2, p. 33 et svtes.

Chapitre 20

Paul Wolfowitz, dixième président de la Banque mondiale

La décision du président George W. Bush de nommer à la présidence de la Banque mondiale Paul Wolfowitz, sous-secrétaire d'État à la Défense et un des principaux architectes de l'invasion de l'Afghanistan en 2001 et de l'Irak en 2003, a fait couler beaucoup d'encre en mars 2005. Avant cette décision, certains medias tels que le quotidien financier britannique *Financial Times* avait mené campagne pour que le dixième président de la Banque soit choisi pour ses compétences en matière de développement, de préférence parmi des citoyens du Sud. Le *Financial Times* avançait la candidature de Ernesto Zedillo qui a présidé le Mexique à la fin de années 1990. Le choix sans appel de George W. Bush en faveur de Paul Wolfowitz indique clairement qui dirige la Banque mondiale. Les 24 gouverneurs de la Banque ont entériné cette décision.

Mais qui est Paul Wolfowitz? Il est un pur produit de l'appareil d'État des États-Unis. Il ajoute à une très longue expérience dans les sphères du pouvoir une courte carrière universitaire. Diplômé en mathématiques, il travaille, dès l'âge de 23 ans, pour le gouvernement au bureau du budget (1966-1967). En 1969, il travaille pour une commission du Congrès avec l'objectif de convaincre le Sénat de la nécessité de doter les États-Unis d'un parapluie anti-missile face aux Soviétiques. Il y réussit. Dès ce moment, Paul Wolfowitz s'engage à fond dans les questions de stratégie militaire. Un fil rouge dans sa réflexion stratégique: identifier des adversaires (URSS, Chine, Irak…) et démontrer qu'ils sont plus dangereux que ce que l'on imagine afin de justifier un effort supplémentaire de défense (augmentation du budget, fabrication de nouvelles armes, déploiement plus important de troupes à l'étranger) allant jusqu'au déclenchement d'attaques ou de guerres préventives. Des guerres lancées pour contrer des menaces potentielles et non pas pour répondre à des attaques avérées et réelles.

Il enseigne deux ans à l'université de Yale et obtient le titre de docteur en sciences politiques à l'université de Chicago en 1972, un des centres intellectuels de la réaction conservatrice[1]. Ensuite, durant quatre ans, il travaille à l'agence du

1 Milton Friedman, un des pontes de l'université de Chicago, et les *Chicago boys* vont conseiller le dictateur chilien Augusto Pinochet après son coup d'État de septembre 1973. Voir Eric Toussaint. 2004. *La Finance contre les Peuples. La Bourse ou la Vie.* Chapitre 14, Idéologie et politique néolibérales: mise en perspective historique, p. 341-360.

contrôle des armes et du désarmement (1973-1977) en relation directe avec George Bush père qui, à ce moment-là, dirige la CIA. Puis il entre directement au Pentagone en 1977 et y reste jusque 1980 au service du président démocrate Jimmy Carter. Il monte un dossier pour démontrer que les Soviétiques se dotent d'armes nucléaires nouvelles. Par la suite, il s'avère que les armes nouvelles supposées aux mains des Soviétiques sont largement des affabulations. Alors qu'il a travaillé pour un président démocrate, après avoir accompli un an de purgatoire comme professeur à l'Université John Hopkins, il réussit la gageure d'entrer au service du président Ronald Reagan en 1981. Il devient directeur du département de la planification au Département d'État. De 1983 à 1986, il dirige le secteur Asie de l'Est et Pacifique du département d'État sous Reagan. De 1986 à 1989, il est ambassadeur des États-Unis en Indonésie. De 1989 à 1993, il dirige la stratégie du secrétaire d'État à la Défense, Dick Cheney, dans l'administration de George Bush père (1ère guerre du Golfe) pour devenir, après les deux mandats de Clinton, le sous-secrétaire d'État à la Défense partageant avec Donald Rumsfeld la direction des guerres contre l'Afghanistan et l'Irak. Entre temps, pendant la présidence de William Clinton, de 1993 à 2001, il reprend une carrière universitaire en tant que doyen de la Paul Nitze School of Advanced International Studies (750 étudiants), partie prenante de l'Université John Hopkins. Il fait merveille en récoltant 75 millions de dollars pour financer la Paul Nitze School et travaille comme consultant d'une des principales firmes militaires au niveau mondial, la Northrop Grumman. En 1997, il participe à la fondation d'un groupe de pression néoconservateur appelé PNAC (Projet pour un nouveau siècle américain – *Projet for a New American Century)*. En font également partie Donald Rumsfeld (actuel secrétaire d'État à la Défense), Dick Cheney (patron d'Halliburton à cette époque et actuel vice-président des États-Unis), Jeb Bush (frère de George W. Bush), Richard Perle, Robert Kagan. Dès 1998, le PNAC mène campagne pour que William Clinton lance une attaque préventive contre l'Irak et contre les États potentiellement agresseurs.

Pendant la période 1983-1989 où Paul Wolfowitz est engagé dans la politique des États-Unis en Asie de l'Est, il soutient activement les régimes dictatoriaux. En effet, contrairement à l'image qu'il souhaite donner, Paul Wolfowitz a soutenu les dictatures militaires de Ferdinand Marcos aux Philippines, de Chun Doo Hwan en Corée du Sud et de Suharto en Indonésie.

Au début des années 1980, il a essayé de sauver la mise à Ferdinand Marcos en le convainquant de réaliser certaines réformes démocratiques. A cette époque, aux Philippines, la combinaison entre une puissante guérilla révolutionnaire et une forte opposition bourgeoise anti-dictatoriale (dirigée par Aquino) risquait d'entraîner une nouvelle défaite des États-Unis à l'image de ce qui s'était passé en 1979 au Nicaragua lorsque les révolutionnaires sandinistes avaient fait front avec l'opposition bourgeoise. Ce n'est pas Paul Wolfowitz qui a fait partir Ferdinand Marcos, c'est la mobilisation populaire qui l'a chassé en 1986, les États-Unis

assurant la fuite du dictateur vers Hawaï (50e État des États-Unis)[2].

En ce qui concerne la Corée du Sud, Paul Wolfowitz prétend qu'il a réussi à convaincre le dictateur Chun Doo Hwan (responsable de massacres pendant la rébellion de 1980) de se retirer en 1987. En réalité, ce sont les millions d'étudiants, d'ouvriers et de citoyens qui, par leur mobilisation, ont forcé le dictateur à quitter le pouvoir.

En Indonésie où les mobilisations anti-dictatoriales étaient moins puissantes (et pour cause, Suharto pour prendre le pouvoir en 1965 avait organisé le massacre de 500.000 civils), les États-Unis ont soutenu le dictateur jusqu'au début 1998. Paul Wolfowitz qui, rappelons-le, a été ambassadeur à Djakarta de 1986 à 1989, déclarait encore en mai 1997 au Congrès que: « *Tout jugement équilibré concernant la situation de l'Indonésie aujourd'hui y compris le sujet très important et sensible des droits humains doit prendre en compte les progrès importants déjà accomplis par l'Indonésie et il convient de reconnaître que beaucoup de ces progrès sont à mettre au compte du leadership à la fois fort et remarquable du président Suharto* »[3].

Le passé récent de Paul Wolfowitz est mieux connu: il est un des concepteurs de la stratégie de guerre « préventive » mise en application en Afghanistan et en Irak à partir d'octobre 2001. Paul Wolfowitz est un des principaux créateurs des mensonges concernant le danger constitué par Saddam Hussein pour la communauté internationale. Il est un des inventeurs de l'existence d'armes de destruction massive et du supposé soutien de Saddam Hussein à Al Qaida et au terrorisme international en général. Au début de la guerre, Paul Wolfowitz avait affirmé que les soldats états-uniens seraient toujours considérés comme des libérateurs de l'Irak et choyés comme tels par les Irakiens. Il affirmait que l'Irak paierait lui-même le coût de sa libération grâce au pétrole. Donald Rumfeld, Paul Wolfowitz, George W. Bush et Dick Cheney ont utilisé et utilisent l'occupation et la « reconstruction » de l'Irak au profit des transnationales états-uniennes. Le risque est donc grand que Paul Wolfowitz utilise l'aide « liée » de la Banque mondiale aux mêmes fins.

L'offensive de Washington à l'égard des organisations multilatérales

La désignation de Paul Wolfowitz est à mettre en relation avec l'offensive des États-Unis à l'égard de plusieurs institutions multilatérales.

Acte 1: le 18 janvier 2005, Kofi Annan, secrétaire général de l'Organisation

---

2 Voir Walden Bello, *US Sponsored Low Intensity Confict in the Philippines,* San Francisco, Institute for Food and Development Policy, 1987

3 Tim Shorrock, « Paul Wolfowitz, Reagan's man in Indonesia is back at the Pentagon », *in Foreign Policy in Focus,* février 2001, p. 3

des Nations unies (ONU), décide de nommer Ann Veneman, ministre de l'Agriculture de l'Administration Bush, au poste de Directrice exécutive de l'UNICEF. Or les États-Unis et la Somalie sont les deux seuls pays qui ont refusé de ratifié la Convention des Nations unies sur les Droits de l'Enfant (189 pays l'ont ratifiée). On imagine les pressions auxquelles Kofi Annan a été soumis de la part de Washington pour adopter une telle décision.

Acte 2: le 7 mars 2005, George W. Bush choisit John Bolton comme ambassadeur auprès des Nations unies. Cet ultraconservateur éprouve une haine réelle envers l'ONU, n'hésitant pas à déclarer: « *L'immeuble du secrétariat de l'ONU à New York compte 38 étages. S'il y en avait 10 de moins, ça ne ferait pas une grosse différence* ». Il a tenté de faire virer Mohamed El Baradei qui dirigeait l'institution des Nations unies chargée du suivi du programme de désarmement de l'Irak juste avant la guerre de 2003. C'est lui qui a obtenu que les États-Unis ne ratifient pas la Cour pénale internationale et qui s'est retiré de la conférence des Nations unies sur le racisme tenue à Durban en août 2001. Pour lui, l'ONU ne doit surtout pas entraver la politique étrangère des États-Unis. Il a même osé déclarer: *« Les Nations unies ne peuvent fonctionner que lorsque l'Amérique les dirige ».*

Acte 3: le 10 mars 2005, George W. Bush annonce sa décision de proposer Paul Wolfowitz, comme candidat au poste de président de la Banque mondiale. Le 31 mars, le Conseil des gouverneurs de la Banque élit à l'unanimité Paul Wolfowitz à la présidence de la Banque mondiale. George W. Bush a montré ainsi à la communauté internationale et à ses partisans qu'il a la volonté et la capacité d'accroître le leadership direct des États-Unis sur les institutions multilatérales.

D'une certaine manière, la désignation de Paul Wolfowitz ressemble à celle de Robert McNamara en 1968. Robert McNamara, secrétaire d'État à la Défense, avait été retiré de la direction de la guerre du Vietnam au début du marasme. Paul Wolfowitz est retiré de son poste en plein échec de la guerre en Irak. Paul Wolfowitz, comme Robert McNamara, a l'expérience de direction d'une grande administration: le Pentagone. Paul Wolfowitz, comme Robert McNamara, a été conseiller de la politique extérieure du président des États-Unis. Vraisemblablement, Paul Wolfowitz, à l'instar de Robert McNamara et sans rupture avec James Wolfensohn, va maintenir l'alibi de la lutte contre la pauvreté. Comme Robert McNamara, Paul Wolfowitz saura manier la carotte et le bâton.

Chapitre 21

L'ajustement structurel et le Consensus de Washington sont-ils abandonnés?

Dans les années 1980, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont acquis, pour les populations des pays en développement, une réputation tout à fait justifiée, bien que peu enviable: celle d'être les responsables de mesures très impopulaires imposées aux gouvernements, en bref ceux par qui le malheur arrive pour les gens pauvres. Il faut dire que les gouvernements, souvent complices des classes dominantes, aiment à reporter leurs responsabilités sur ces institutions dont le siège est situé au loin, à Washington, sur la 19e avenue. Cette réputation sulfureuse s'est répandue comme une traînée de poudre et la presse des pays du Sud a commencé à en rendre compte largement[1].

Habituées à dire sans ménagement qu'il fallait réduire drastiquement les budgets sociaux ou privatiser les entreprises de service public, ces deux institutions ont cependant compris que ce langage brutal ne servait pas leur intérêt. Très vite, les populations ont parfaitement identifié leur rôle moteur dans les catastrophes économiques et humaines qui survenaient. Très vite, les émeutes qui suivaient les augmentations de prix des biens de première nécessité ont été baptisées « émeutes anti-FMI ». Très vite, les gouvernements ont subi de très fortes pressions de la part de leur opinion publique pour ne plus céder aux injonctions du FMI ou de la Banque mondiale. La pilule, très amère il est vrai, était de plus en plus difficile à faire avaler...

Une grande opération de communication a alors été lancée dans les années 1990, pour faire face à la grave crise de légitimité, particulièrement méritée, que traversaient (et que traversent toujours) le FMI et la Banque mondiale. Le discours mis en avant devint celui de la réduction de la dette et de la lutte contre la pauvreté. Ces institutions ont compris et changé, nous disait-on alors. Pourtant, les conditionnalités ultralibérales, de sinistre mémoire depuis les programmes d'ajustement structurel des années 1980, ont toujours cours. Une série d'exemples récents, sur tous les continents, suffisent à mettre ces deux institutions face à leurs contradictions et à dresser un tableau des résistances qui se dessinent.

Au Sri Lanka, le gouvernement a refusé un prêt de 389 millions de dollars conditionné à des réformes politiques comme une refonte du régime des retraites et la privatisation des ressources en eau[2].

1 Ce chapitre trouve sa source dans un document écrit début 2006 par Damien Millet et l'auteur, ainsi que dans différents communiqués de presse du CADTM.

2 Voir *Sunday Observer* (Sri Lanka), 6 novembre 2005, www.sundayobserver.lk/2005/11/06/ne...

En Equateur, un soulèvement populaire a provoqué, en avril 2005, la chute du président Lucio Guttierrez, ami de Washington. Le gouvernement du nouveau président, Alfredo Palacio, est plus chatouilleux sur le thème de la souveraineté économique, ce qui n'est pas pour réjouir le FMI et la Banque mondiale. Il faut dire qu'en 2000, l'Equateur a abandonné sa monnaie pour adopter le dollar des Etats-Unis, subissant alors totalement la politique monétaire décidée par Washington. En juillet 2005, le gouvernement a décidé de réformer l'utilisation des ressources pétrolières. Au lieu de servir intégralement au remboursement de la dette, une partie servira aux dépenses sociales, notamment pour les populations indiennes, souvent défavorisées. Ulcérée, la Banque mondiale a bloqué un prêt de 100 millions de dollars qu'elle avait promis à l'Equateur. Le populaire ministre des Finances, Rafael Correa, qui avait initié la réforme, a déclaré: « *C'est une offense pour l'Equateur »,* estimant que *« personne n'avait le droit de punir un pays s'il changeait ses lois*[3] ». En réponse, l'Equateur a cherché des fonds ailleurs: au Venezuela (où le président Hugo Chavez, prêt à soutenir ce genre d'initiative, a accordé un prêt de 300 millions de dollars [4]) et en Chine (dont l'économie florissante convoite toujours davantage de matières premières). Cela n'a fait qu'accentuer les pressions exercées par Washington, qui a fini par obtenir la démission de Rafael Correa.

En Haïti, le FMI a imposé en 2003 la fin du système permettant au gouvernement de contrôler le prix de l'essence, le rendant alors « flexible ». En quelques semaines, le prix du carburant a augmenté de 130%. Les conséquences sont terribles: difficultés pour rendre l'eau potable ou faire cuire les aliments; augmentation du coût des transports, que les petits producteurs répercutent au marché, ce qui entraîne une hausse des prix pour de nombreux produits de base. Mais comme l'inflation est farouchement combattue par le FMI, il a alors imposé un gel des salaires. Du coup, le salaire quotidien minimum, qui était de 3 dollars en 1994, est tombé à 1,50 $, ce qui devait, toujours selon le FMI, attirer les investisseurs étrangers... Même dans des pays producteurs de pétrole, comme en Irak ou au Nigeria, le FMI a imposé cette logique de flexibilité des prix. Les tarifs augmentent, provoquant des manifestations de profond désaccord de la part des populations touchées, comme ce fut le cas à Bassorah en décembre 2005...

Au Ghana, l'ancien président Jerry Rawlings avait refusé d'intégrer l'initiative sur les pays pauvres très endettés (PPTE), mais depuis l'arrivée au pouvoir de John Agyekum Kufuor en janvier 2001, le Ghana se soumet aux conditions imposées par le FMI. L'une d'elles, et non des moindres, concernait le secteur de l'eau

---

3 Cité par *Le Figaro,* 11 août 2005.

4 Signalons au passage que lors du coup d'Etat d'avril 2002 au Venezuela, qui a porté au pouvoir le patron des patrons pendant moins de deux jours, le FMI, par la voix de son porte-parole Thomas Dawson, a immédiatement proposé d'aider ce gouvernement illégitime (« *Nous espérons que les discussions pourront continuer avec le nouveau gouvernement que nous sommes prêts à assister de la manière qui leur paraîtra la plus adéquate* », www.imf.org/external/np/tr/2002/tr0...)

pour lequel le FMI exigeait le recouvrement total des coûts. Autrement dit, les ménages doivent payer l'intégralité des coûts de leur accès à l'eau sans profiter d'aides de l'Etat. Le prix du mètre cube d'eau doit être à un niveau tel que le coût total d'exploitation et de gestion de l'eau soit recouvert. L'électricité était aussi dans sa ligne de mire, suivant le même principe. Le but était clair: remettre à flot l'entreprise publique concernée, avant privatisation... Dès mai 2001, le prix de l'eau a augmenté de 95%, et ce n'était que le début... Les populations, fortement touchées, se sont mobilisées par la création de la *National Coalition Against Privatisation of Water* (Coalition nationale contre la privatisation de l'eau). Alors qu'un Ghanéen sur trois n'a pas accès à l'eau potable, la Banque mondiale a alors pesé de tout son poids: en 2004, elle a accordé au Ghana un prêt de 103 millions de dollars en échange de la cession à une multinationale de l'alimentation en eau des principales villes. Le processus de privatisation est en route, mais le combat des populations continue, avec le renfort de nombreux réseaux militants internationaux.

Au Mali, c'est la filière coton qui est sur la sellette. Depuis plusieurs décennies, le secteur du coton dans son ensemble était contrôlé par la Compagnie malienne de développement des textiles (CMDT), détenue à 60 % par l'État malien et à 40 % par la société française Dagris. Véritable colonne vertébrale de l'économie malienne, la CMDT, à travers les bénéfices et les taxes, fournissait à l'État malien la plus grande part des devises récupérées chaque année. Son rôle a toujours dépassé largement la production de coton, réalisant des missions de service public comme l'entretien des pistes rurales ou l'alphabétisation, apportant un soutien important aux organisations villageoises comme pour l'achat de matériel agricole ou la construction d'infrastructures vitales. Jusqu'en 1999, la production n'a cessé d'augmenter: 200 000 tonnes en 1988, 450 000 pour 1997, 520 000 pour 1998, 522 000 pour 1999. Cependant, une gestion très discutable de la CMDT et des cours très bas ont provoqué une révolte des paysans et leur refus de récolter en 1999/2000. La production a alors chuté de près de moitié cette saison-là. En avril 2001, se sont tenus les États généraux de la filière cotonnière, qui ont décidé un plan draconien de réforme, avec réduction de la masse salariale de 23 %, annulation totale ou partielle de la dette des paysans, réduction des effectifs (entre 500 et 800 personnes concernées sur 2 400), non application de la hausse prévue des salaires de 7 %, prix garanti d'achat du coton aux producteurs augmenté de 170 FCFA/kg à 200 FCFA/kg, ouverture du capital, recentrage des activités et désengagement progressif de l'État malien de la CMDT. Malgré les échecs des privatisations dans les Etats voisins (comme au Bénin ou en Côte d'Ivoire), la Banque mondiale préconise la privatisation pure et simple, ce qui inquiète fortement les villageois concernés. Déjà les premières restructurations, notamment pour le transport et la gestion des engrais et pesticides, ont fait apparaître de graves dys-

fonctionnements, qui ont pénalisé durement les producteurs maliens et menacé les récoltes en 2003 et 2004[5].

Afin d'accélérer encore le processus, désapprouvant le fait que la CMDT ait garanti un prix de 210 FCFA/kg qu'elle jugeait trop élevé, la Banque mondiale a fait pression en bloquant le versement d'une aide de 25 millions de dollars. De ce fait, elle nie les deux spécificités du coton malien qui ont fait la réussite de la filière: un prix minimal garanti et une intégration verticale. Une étude de la Banque mondiale[6] publiée en mai 2005 est très explicite: « *Le plan d'action pour la mise en œuvre de cette stratégie visait la création de 3 ou 4 sociétés d'égrenage par la vente du patrimoine actuel de la CMDT à des investissements privés.* » Mais le gouvernement malien a demandé un sursis jusqu'en 2008 au motif de ne pas vouloir être accusé de brader les industries nationales à des intérêts étrangers. La pression de la Banque mondiale s'est alors accentuée: « *l'agenda de la privatisation n'est pas défini, le calendrier n'est pas clair et certaines décisions sont abordées de manière improvisée, ce qui ne garantit aucune rationalité économique ni transparence »,* demandant alors *« un dialogue crédible sur la réforme de la filière, l'adoption d'un calendrier fiable, d'un scénario acceptable pour la privatisation et d'un plan pour limiter l'impact des déficits de la compagnie sur le budget* ». Le combat des populations continue là aussi, afin que la CMDT ne paie bientôt les conséquences d'une gestion discutable et de l'aveuglement des institutions internationales, FMI et Banque mondiale en tête.

Le coton va-t-il suivre l'eau et l'électricité? Peut-être, et l'exemple est intéressant car le Mali vient de récupérer la majorité du capital de EdM (Energie du Mali) qui avait été privatisée au profit d'une filiale de Bouygues, la Saur, il y a cinq ans. Mais EdM privatisée n'a jamais rempli ses obligations contractuelles (développement des réseaux d'eau et d'électricité en investissant au moins 600 millions d'euros, baisse des tarifs)[7]. Promue par le FMI et la Banque mondiale, cette privatisation se révèle donc être un échec, alors même qu'elle était montrée en exemple aux pays voisins.

Au Niger, la réélection en décembre 2004 du président Mamadou Tandja n'a pas connu de période de grâce. Dès janvier 2005, suite aux injonctions du FMI, il a promulgué une loi de finances rectificative comportant l'augmentation de la TVA à 19 % sur des biens et services de première nécessité (farine de blé, sucre, lait, eau et électricité). Très vite, les mobilisations sociales ont été massives. En mars, la population, déjà appauvrie par des années de mauvaises récoltes (sècheresses, attaques de criquets pèlerins) et d'ajustements structurels (privatisations, réduction des budgets sociaux, licenciements et gel des salaires dans la fonction

5 Voir Damien Millet, *L'Afrique sans dette,* CADTM/Syllepse, 2005.

6 « *La situation actuelle des défis et enjeux de la filière coton du Mali* », A. David Craig (Directeur des Opérations pour le Mali de la Banque mondiale), voir www.afribone.com/article.php3?id_ar...

7 Voir www.acme-eau.com

publique...), est descendue en masse dans la rue pour exprimer son mécontentement. La réaction sociale, organisée autour de trois organisations de consommateurs, a réussi à créer une large force unitaire autour d'une « coalition contre la vie chère », regroupant 29 organisations et les 4 confédérations syndicales. Après plusieurs journées « ville morte » et des arrestations arbitraires de la part des forces de l'ordre, leur mobilisation a permis de faire reculer le gouvernement: la TVA à 19 % n'est pas appliquée sur le lait et la farine, l'eau et l'électricité ne sont plus concernées que pour les tranches de consommation les plus fortes.

En République démocratique du Congo (RDC), un rapport parlementaire publié en février 2006 dénonce l'action de la Banque mondiale dans le domaine minier. Les choses y ont pris une tournure dramatique autour de l'exploitation d'une mine de cuivre et d'argent à Dikulushi contrôlée par la société australo-canadienne Anvil Mining. En octobre 2004, des miliciens Mai-Mai ont occupé la ville voisine de Kilwa, d'où les minerais extraits sont expédiés vers la Zambie. L'armée congolaise a alors lancé une opération pour réprimer violemment ce soulèvement, provoquant la mort de plusieurs dizaines de personnes suspectées de soutien aux rebelles (au moins 100 personnes, selon les Nations unies). Exécutions sommaires et pillages ont marqué cette opération musclée. C'est dans ce cadre que l'entreprise Anvil Mining a fourni des véhicules et des équipements divers à l'armée congolaise. Elle voulait ainsi s'assurer au plus vite de la poursuite de ses exportations.

Cela n'a pas empêché l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI, filiale de la Banque mondiale) d'approuver en avril 2005 un contrat d'assurance offrant une garantie pour un montant de 13,3 millions de dollars afin de couvrir les risques politiques liés à l'expansion de cette exploitation minière. La Banque mondiale n'hésite donc pas à soutenir l'activité d'Anvil Mining sur laquelle il y a tant à redire: un rapport de la Commission spéciale de l'Assemblée nationale congolaise chargée de l'examen de la validité des conventions à caractère économique et financier, rédigé par 17 députés congolais de différents bords sous la conduite de Christophe Lutundula, critique durement « *la politique de saucissonnage du portefeuille minier de l'Etat* » dans laquelle est impliquée Anvil Mining, essentiellement « *pour satisfaire les besoins immédiats d'argent des autorités gouvernementales* ». Selon ce rapport, la collusion entre le pouvoir congolais et Anvil Mining est flagrant: « *Des exonérations fiscales, douanières et parafiscales ont été accordées de façon exagérée et pour des longues périodes allant de 15 à 30 ans. [...] L'Etat congolais est ainsi privé d'importantes ressources fiscales indispensables à son développement* ». Malgré tout, le contrôle des activités d'Anvil Mining est voué à l'échec: « *Les agents de services publics affectés dans les concessions minières sont carrément pris en charge par les opérateurs privés qu'ils sont censés contrôler. […] Aussi, ces agents publics manquent-ils totalement d'autonomie, d'indépendance et d'efficacité* ». Cerise sur le gâteau, jusqu'en mars 2005, un actionnaire important d'Anvil Mining était l'entreprise canadienne First Quantum (17,5% des parts), épinglée en 2002 par un rapport de

l'ONU sur la RDC pour non-respect des directives de l'OCDE sur les multinationales. C'est dire si, dès le départ, le terrain était miné! Comment la Banque mondiale, via l'AMGI, peut-elle continuer d'accorder sa garantie à une entreprise qui a démontré qu'elle ne respectait pas les droits fondamentaux des habitants de la région de Kilwa? Offrir sa garantie dans ces conditions, c'est se rendre directement complice des actions condamnables de Anvil Mining.

Au Tchad, depuis l'origine du projet, de nombreuses organisations écologistes, de défense des Droits de l'Homme et de solidarité internationale s'alarment du soutien de la Banque mondiale à la construction du pipe-line reliant la région pétrolifère de Doba (Tchad) au terminal maritime de Kribi (Cameroun), à 1 070 kilomètres de là. Les risques écologiques, humains et financiers étaient exorbitants dès le départ, à tel point que Shell et Elf ont préféré reculer. Mais le consortium final, regroupant ExxonMobil, ChevronTexaco (États-Unis) et Pétronas (Malaisie), a pu mener ce projet de 3,7 milliards de dollars à son terme grâce au puissant soutien stratégique et financier de la Banque mondiale.

Pour se justifier, la Banque mondiale avait engagé sa crédibilité dans un programme pilote qui devait permettre aux populations tchadiennes de profiter des bénéfices réalisés. Réalisant là son investissement le plus important en Afrique noire, elle imposa au président tchadien Idriss Déby de consacrer 90 % des sommes récupérées par la vente de pétrole à des projets sociaux sélectionnés avec son aval et à des investissements dans la région de Doba. Les 10 % restants devaient être réservés pour les générations futures: ils ont été déposés sur un compte bloqué à la Citibank de Londres, sous le contrôle de la Banque mondiale.

Or ce dispositif a échoué depuis que Déby a mis la main sur les sommes destinées aux générations futures: au moins 27 millions de dollars. De plus, il a changé les règles du jeu en incluant les dépenses de sécurité dans la définition des secteurs prioritaires à financer avec les recettes pétrolières. Fragilisé par de fortes tensions sociales, des tentatives de renversement et des désertions dans l'armée, Déby a cherché à renforcer son dispositif militaire et répressif. La Banque mondiale a réagi en décembre 2005 en bloquant les prêts en cours pour le Tchad, faisant mine de découvrir que la nature autoritaire et corrompue du régime, alors que ce projet qu'elle soutient depuis une décennie a permis jusqu'ici à Déby de renforcer son pouvoir et d'accroître sa fortune personnelle.

Même si le grand gagnant de l'exploitation pétrolière tchadienne est le consortium, l'État tchadien perçoit 12,5 % de royalties sur la vente directe de ce pétrole, ainsi que des taxes et bonus divers versés directement au Trésor public. Le premier bonus, versé à titre d'avance, ne fut pas un modèle du genre: 7,4 millions de dollars auraient été détournés. De plus, un autre détournement de 4,5 millions de dollars aurait servi à l'achat d'hélicoptères par le fils du président. La Banque mondiale, au courant mais très impliquée dans le projet, n'avait pas bronché.

Le discours tonitruant des experts de la Banque mondiale sur la bonne gouvernance, la corruption et la réduction de la pauvreté n'est qu'une sinistre farce. En avril 2006, sous pression de Washington, la Banque mondiale a repris son soutien

au projet après concédé au gouvernement d'Idriss Déby qu'il utilise à discrétion 30% des recettes pétrolières (au lieu des 10% prévus jusque là). Il était clair dès le début que ce projet allait aboutir à l'enrichissement d'un dictateur notoire qui vient de se permettre un bras d'honneur magistral. En fait, une fois de plus, chacun a fait ce qu'on attendait de lui. La Banque mondiale a rendu possible un oléoduc qui permet à des multinationales pétrolières de faire main basse sur une richesse naturelle et à leurs actionnaires de réaliser de juteux profits. Le président tchadien fait main basse sur les richesses de son peuple.

La corruption et la dictature au Tchad doivent être dénoncées et combattues, mais cela ne saurait suffire. La Banque mondiale est l'élément déterminant d'un projet qui endette lourdement le Tchad, aggrave à la fois corruption et pauvreté, détériore l'environnement et permet la captation abusive d'une ressource naturelle. En somme, là comme ailleurs, la Banque mondiale soutien un modèle prédateur et une dictature corrompue en toute connaissance de cause.

PPTE. L'annonce, en juin 2005, par les ministres des Finances des pays du G8[9], de l'effacement de la dette détenue par 18 pays pauvres envers la Banque mondiale, la Banque africaine de développement (BAfD) et le Fonds monétaire international (FMI), soit 40 milliards de dollars, résulte de cette logique également. Cet effacement pour un petit nombre de pays (représentant seulement 5 % de la population des 165 pays en développement) n'est en rien un cadeau: c'est la contrepartie d'une camisole néolibérale qu'on leur impose depuis de longues années, à travers l'initiative PPTE (Pays pauvres très endettés). Depuis au moins 4 ans, ces 18 pays doivent appliquer des réformes économiques néolibérales dans la droite ligne de l'ajustement structurel: augmentation des frais scolaires, des frais de santé et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), suppression des subventions aux produits de base, quatre mesures qui affectent surtout les pauvres ; privatisations ; libéralisation de l'économie et mise en concurrence déloyale des producteurs locaux avec les transnationales... La carotte de l'annulation de la dette après le bâton de l'ajustement structurel, qui aujourd'hui encore fait très mal...

Chapitre 22

La Banque mondiale et la question du respect des droits humains [1]

« Lorsque je suis arrivé au sein de la Banque, nous n'étions pas autorisés à mentionner le mot « corruption ». On en parlait comme du mot « c ». Peut-être qu'on devrait également mentionner le mot « d » pour « droits ».

James Wolfensohn, 1er mars 2004

La question des « droits humains » n'a jamais fait partie des priorités de la Banque mondiale. Invariablement dans les conditionnalités fixées par la Banque, un droit passe avant tout : le droit individuel de propriété privée qui en pratique favorise les grands propriétaires, qu'ils soient des individus riches ou des entreprises. Dans les conditionnalités soutenues par la Banque mondiale, on ne trouve pas de référence aux droits collectifs des populations et des individus. S'il est question de droits humains à la Banque mondiale, ce n'est pas dans le sens progressiste retenu par les grands textes des Nations unies. Les idéologies ont leur lecture spécifique du droit. Jean-Philippe Peemans rappelle avec justesse: *« De toute manière, dans l'optique occidentale prédominante aujourd'hui, les droits humains sont conçus avant tout comme concernant la liberté d'action individuelle, la non-interférence dans le monde privé des affaires économiques, le droit de disposer librement de la propriété, et surtout l'abstention de l'État de tout acte qui violente la liberté individuelle d'investir du temps, du capital et des ressources dans la production et l'échange… Pour les néo-libéraux, les revendications sociales et culturelles peuvent être des aspirations légitimes, mais jamais des droits… la vision néo-libérale refuse toute approche collective des droits. L'individu est le seul objet pouvant réclamer des droits, et de même les seuls violateurs du droit ne peuvent être que des individus qui doivent en prendre la pleine responsabilité. On ne peut attribuer des violations de droits ni à des organisations, ni à des structures »*[2]. La Banque mondiale, comme le FMI, s'appuie sur ce postulat pour se

1 L'auteur tient à remercier Hugo Ruiz Diaz Balbuena dont les travaux constituent une des sources principales d'inspiration pour la rédaction de ce chapitre. Il s'agit notamment de l'étude inédite intitulée « Les politiques menées par les IFI et leur responsabilité pour les violations massives des droits humains suite à l'imposition des programmes d'ajustement structurel », 3 octobre 2004, 15 p.

2 PEEMANS, Jean-Philippe (2002). Le développement des peuples face à la modernisation du monde, Louvain-la-Neuve/Paris, Academia Bruylant/L'Harmattan, 2002, p. 349

dédouaner de toute responsabilité en termes de respects des droits sociaux économiques et culturels. Pourtant, ces droits sont indissociables des droits civils et politiques et il est impossible de respecter les droits individuels si les droits collectifs ne sont pas pris en compte. En tant qu'institutions multilatérales, il est inconcevable que la Banque mondiale et le FMI ne soient pas soumis à l'application des traités internationaux et aux droits tant individuels que collectifs qui y sont affirmés.

L'exigence de transparence et de bonne gouvernance vaut pour tout le monde. Les IFI les exigent de la part des gouvernements des pays endettés, mais elles se permettent de l'ignorer pour elles-mêmes. L'exigence d'évaluer et de rendre compte des activités réalisées ne doit pas se limiter aux États mais elle doit s'étendre aussi au secteur privé et, avec une intensité particulière, à la sphère des organisations internationales, étant donné que leurs activités, leurs politiques et leurs programmes ont un impact très important sur l'effectivité des droits humains[3]. Les plans d'ajustement structurel ont des conséquences tellement négatives en termes de dégradation des droits économiques, sociaux et culturels (particulièrement sur les plus vulnérables) ainsi que sur l'environnement que l'on doit exiger de ces institutions qu'elles répondent de leurs actes.

L'ajustement structurel ne respecte pas les droits humains

Malgré les textes internationaux constituant le cadre juridique de protection des droits humains, le FMI et la Banque mondiale *« fonctionnent selon la logique des entreprises financières privées et du capitalisme mondial, sans grande considération des résultats sociaux et politiques de leurs actions »*[4].

Le Rapport commun, présenté à la Commission des Droits de l'homme de l'ONU, par le Rapporteur spécial et l'Expert indépendant, affirme: « *Pendant près de 20 ans, les institutions financières internationales et les gouvernements des pays créanciers ont joué à un jeu ambigu et destructeur consistant à télécommander les économies du tiers monde et à imposer à des pays impuissants des politiques économiques impopulaires, prétendant que la pilule amère de l'ajustement macroéconomique finirait par permettre à ces pays de trouver le chemin de la prospérité et du désendettement. Après deux décennies, dans de nombreux pays, la situation est pire que lorsqu'ils ont commencé à mettre en œuvre les programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale. Ces programmes d'austérité rigoureux ont eu un coût social et écologique considérable et dans beaucoup de pays l'indice du développement humain a dramatiquement chuté* »[5].

---

3 Angulo Sanchez, Nicolas. 2005. *El Derecho Humano al Desarollo frente a la mundialización del Mercado*, p. 145

4 Benchikh M, Charvin R., Demichel F., *Introduction critique au Droit international public,* Collection Critique du droit, Presse Universitaires de Lyon, 1986, p. 12.

5 ONU-CDH, Allègement de la dette et investissement local: coordination entre l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), Rapport commun de Ronaldo Figueredo (Rapporteur spécial) et de Fantu Cheru, (Expert indépendant), 14 janvier 2000, E/CN.4/2000/51, paragraphe 1.

De manière ferme, il rappelle que « *l'exercice des droits fondamentaux de la population des pays débiteurs à l'alimentation, au logement, à l'habillement, à l'emploi, à l'éducation, aux services de santé et à un environnement salubre ne peut pas être subordonné à l'application de politiques d'ajustement structurel et de réformes économiques liées à la dette…* »[6].

Or les politiques imposées par les IFI subordonnent l'obligation du respect des droits humains, y compris la légitimité des gouvernements, à l'application dogmatique de leurs programmes[7]. En réalité, les programmes d'ajustement structurel vont au-delà « *de la simple imposition d'un ensemble de mesures macroéconomiques au niveau interne. Ils [sont] l'expression d'un projet politique, d'une stratégie délibérée de transformation sociale à l'échelle mondiale, dont l'objectif principal est de faire de la planète un champ d'action où les sociétés transnationales pourront opérer en toute sécurité. Bref, les programmes d'ajustement structurel (PAS) jouent un rôle de « courroie de transmission« pour faciliter le processus de mondialisation qui passe par la libéralisation, la déréglementation et la réduction du rôle de l'État dans le développement national* »[8].

La Commission des Droits de l'Homme de l'ONU a également souligné que les politiques d'ajustement structurel ont de graves répercussions sur la capacité des PED à mettre en place des politiques nationales de développement dont l'objectif premier est de respecter les droits humains, spécialement les droits économiques sociaux et culturels à travers l'amélioration des conditions de vie des populations locales[9].

Selon le Rapport de Bernard Muhdo, expert indépendant, les politiques d'ajustement structurel, fruit d'une politique consciemment élaborée et appliquée par les responsables du FMI et de la Banque mondiale, ont eu des conséquences extrêmement négatives sur les droits économiques sociaux et culturels, spécialement[10] en ce qui concerne la santé, l'éducation, l'accès à l'eau potable, la sécurité alimentaire, etc.[11] Le même expert constate que les politiques menées par les IFI ont été

---

6 Idem., paragraphe 5.

7 Notamment, l'appauvrissement massif de couches entières des populations des pays du Tiers Monde. Rappelons que la pauvreté est considérée «*… comme étant un état de déni, voire de violation, des droits de l'homme* ». Cf., ONU-CDH, Mise en œuvre du droit au développement dans le contexte mondial actuel. Examen du sixième rapport de l'Expert indépendant sur le Droit au développement, E/CN.4/2004.18/4, 17 février 2004, paragraphe 12.

8 ONU-CDH, *Effets des politiques d'ajustement structurel sur la jouissance effective des droits de l'homme,* Rapport de l'Expert indépendant Fantu Cheru, E/CN.4/1999/50, paragraphe 31.

9 *Consecuencias de las políticas de ajuste económico originadas por la deuda externa en el goce efectivo de los derechos humanos y, especialmente, en la aplicación de la Declaración sobre el derecho al desarrollo,* Resolución de la Comisión de Derechos Humanos 1999/22.

10 La violation massive et constante des droits économiques, sociaux et culturels est indissociable de l'ensemble des droits humains parce que leur violation est accompagnée normalement par les violations graves des droits civils et politiques. Cf. Fierens, Jacques, «La violation des droits civils et politiques comme conséquence de la violation des droits économiques, sociaux et culturels », *Institutions financières, l'exception aux droits humains,* Centre de droit international de l'Université libre de Bruxelles, décembre 1998, Revue belge de droit international, 1991-1.

11 ONU-CDH, Effets des politiques d'ajustement structurel et de la dette extérieure sur la jouissance effective de tous les droits humains, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels, E/CN.4/2003/10, par., 42.

contestées par les citoyens par le biais de mouvements de protestations, violemment réprimés par les gouvernements et les pouvoirs publics afin de garantir que les plans imposés par ces institutions soient réalisés (privatisation de l'eau, privatisation de l'électricité, privatisation des transports publics, privatisation des hôpitaux, libéralisation des prix de médicaments, du pain et d'autres biens de première nécessité, protection des intérêts des transnationales en matière d'investissements et appropriation des ressources naturelles communes, etc.). Il y a en conséquence un lien étroit entre la violation massive des droits économiques, sociaux et culturels et la violation massive des droits civils et politiques.

Face à ce type de violation des obligations internationales de la part des pouvoirs publics de l'Etat concerné, le FMI et la Banque auraient dû rappeler aux gouvernements leurs obligations internationales en matière de protection des droits civils et politiques et des droits humains en général. Au lieu de les stopper ou les suspendre, ces institutions ont poursuivi et intensifié leur application. L'indifférence et même le cynisme sont exprimés sans fard dans cette phrase prononcée durant la réunion de l'Expert indépendant avec des responsables du FMI: « *pour le FMI, bloquer un programme en raison de violations des droits de l'homme n'était pas judicieux* »[12].

A priori, c'est un fait extrêmement grave: ces institutions agissent comme si elles n'étaient redevables d'aucune obligation internationale, si ce n'est celles liées aux accords commerciaux ou aux accords sur les investissements. Bien sûr, elles suivent en cela un but bien précis. En 1999, l'expert indépendant désigné par la Commission des droits de l'homme a identifié, avec justesse, le processus de mondialisation et le rôle des institutions financières comme faisant partie de la « *contre-révolution néolibérale* »[13].

Selon le droit international, tant conventionnel que coutumier[14], il existe des principes et des règles juridiques de base qui ont trait à la protection internationale des droits humains dont la portée s'étend à tous les sujets de droit international.

Etats, institutions financières internationales et intérêts privés

La Banque mondiale comme le FMI ne sont pas des abstractions, les décisions en leur sein sont prises par des hommes et aussi quelques femmes qui agissent au nom de leurs États ou de groupes d'États. Or, les États sont eux-mêmes incontes-

12 ONU-CDH, Quatrième Rapport de l'Expert indépendant Arjun Sengupta, E/CN.4/2002/WG.18/2/Add. 1, 5 mars 2002, par.21

13 ONU-CDH, Effets des politiques d'ajustement structurel sur la jouissance effective des droits de l'homme, Rapport de l'Expert indépendant Fantu Cheru, E/CN.4/1999/50, par. 28-30.

14 Le droit conventionnel est le droit écrit dont les règles se trouvent dans des conventions internationales, tel que le Pacte International sur les Droits Economiques Sociaux et Culturels (PIDESC). Le droit coutumier est le droit non écrit et qui est contraignant, tel que l'interdiction des crimes contre l'humanité, des crimes d'agression, les droits des peuples sur leurs ressources naturelles, etc.

tablement liés par les documents des Nations unies. Les États membres de la Banque mondiale et du FMI sont donc, comme les autres, dans l'obligation de tenir compte du respect obligatoire des droits de l'homme dans les décisions qu'ils prennent au sein de ces institutions.

Il faut même aller plus loin. Dans le processus de mondialisation, suite à l'action des sociétés transnationales, du G8 et des institutions financières internationales[15], les pouvoirs publics nationaux et locaux ont été délibérément dépossédés de leurs pouvoirs en matière économique et sociale. Les États interviennent de plus en plus pour assurer l'exécution des intérêts privés au lieu d'assurer le pleine jouissance des droits humains. Pour la Banque mondiale, tout le problème du sous-développement et de la pauvreté se réduit pratiquement au fait que les pouvoirs publics interviennent trop dans le social et dans l'économie, entravant souvent l'action et les activités du secteur privé.. Ainsi, le Président de la Banque mondiale, dans un document portant le titre de « Développement du secteur privé », confirme qu'« *une croissance entraînée par le secteur privé est essentielle à un développement durable et à la réduction de la pauvreté* » [16].

Les institutions financières internationales s'en prennent aux États alors que dans le rapport soumis à l'Assemblée générale de l'ONU, le Secrétaire général des nations unies affirme: « *Aujourd'hui, on tend généralement à demander aux gouvernements d'assumer trop de responsabilités, oubliant que l'ancienne conception du rôle de l'État dans le développement n'a plus cours… Et alors que rien n'est dit des responsabilités internationales ou du rôle de l'économie mondiale et de ses mécanismes et instruments, ou encore de leur contribution au système politique actuel et au régime de gouvernement du monde moderne – responsabilités qui incombent à ces systèmes –, l'on impute aux gouvernements des maux, des difficultés et des problèmes qui trouvent essentiellement leur origine sur la scène internationale. Or, ce type de démarche n'est ni objectif, ni juste, en particulier à l'égard des pays en développement qui n'ont guère leur mot à dire dans les décisions fondamentales prises à l'échelle internationale et qui, pourtant, sont accusés d'entraver le développement, tandis que les causes profondes des inégalités sur le plan international sont passées sous silence…* » [17] (Souligné par moi).

C'est donc une erreur de fond de considérer les États comme les seuls respon-

---

15 Alejandro Teitelbaum les qualifie d' « instruments et mandataires des grandes puissances et du grand capital… ». Voir Teitelbaum A., *El Papel de las sociedades transnacionales en el mundo contemporàneo,* AAJ, Producciones Gráficas, Buenos Aires, 2003, p. 104.

16 Note du Président de la Banque mondiale, 28 septembre 2004. Cité par Hugo Ruiz Diaz Balbuena dans Les politiques menées par les IFI et leur responsabilité pour les violations massives des droits humains suite à l'imposition des programmes d'ajustement structurel, 3 octobre 2004, 15 p.

17 AG/ONU, Questions relatives aux droits de l'homme: questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales. La mondialisation et son incidence sur le plein exercice des droits de l'homme, Rapport du Secrétaire général, 7.08.2003, par. 16-17.

sables de la violation des droits de l'homme lors de l'application des règles commerciales multilatérales ou à la suite de l'application des mesures imposées par le FMI et la Banque[18].

Cette thèse est très répandue au sein du FMI et de la Banque: les responsables des violations des droits de l'homme seraient en fait les États membres, pris individuellement car ce sont eux qui décident finalement les politiques que ces institutions doivent appliquer.

Cette prétention de dé-responsabilisation est irrecevable en droit international.

Tant le FMI, la Banque mondiale que l'OMC sont avant tout des organisations internationales[19] dans le sens strict du terme. En tant que telles, elles possèdent une personnalité juridique internationale[20], elles ont leurs propres organes[21], elles sont dotées des compétences par le traité ou accord de base (compétences d'attribution)[22]. Et surtout, en tant qu'organisations internationales, elles ont des droits et des obligations.

En règle générale, il va donc de soi qu'aucune organisation internationale qui prétend agir comme sujet de droit international, qui entend exercer ses compétences et qui prétend avoir une personnalité juridique internationale ne peut sérieusement argumenter qu'elle est exemptée de respecter les obligations internationales, spécialement les règles de protection des droits humains[23]. En tant que sujet de droit international, toute organisation internationale est soumise au droit international, incluant la soumission aux règles de protection des droits humains[24].

La Déclaration universelle des Droits de l'homme

Incluse dans le corpus du droit coutumier, la Déclaration universelle des Droits de l'homme est, comme son nom l'indique, universelle; elle lie donc les États et les autres sujets de droit international dans leurs actions spécifiques et dans leurs responsabilités. Aucun organisme international ne peut s'abriter derrière son règlement intérieur pour se considérer affranchi du respect des accords internationaux ratifiés par ses membres[25].

Les institutions internationales ont donc obligation de créer les conditions pour

---

18 Responsabiliser les seuls États revient dans la pratique *« … à tenir pour responsables des entités d'exécution tandis que les principales institutions qui président à l'adoption de ces politiques jouissent de l'impunité… »*.. Cf. ONU-CDH, La mondialisation et ses effets sur la pleine jouissance des droits de l'homme, E/CN.4/Su.2/2003/14, par. 37. Non souligné dans le document.

19 Voir Ridruejo, J.A.P., *Cours général de Droit international public,* Recueil des Cours de l'Académie de Droit international (RCADI), 1998, tome 274, p. 193-198.

20 Cf. CIJ, *Réparation des dommages subis au service des Nations Unies* (Affaire Bernadotte), Recueil, 1949, p. 174.

21 Verhoeven J., *Droit international public*, Précis de la Faculté de Droit de l'UCL, Larcier, Bruxelles, 2000, p. 205.

22 Combacau J., Sur S., *Droit international public*, Montchrestien, Paris, 1995, deuxième édit., p. 731-732

23 E/CN.4/Su.2/2003/14, par. 37.

24 Dupuy, P.M., *Droit international public*, Dalloz, Paris, 1995, troisième édit., p. 115.

25 Massiah, Gustave in Cetim. 2005. *ONU. Droits pour tous ou loi du plus fort ?*, p. 404-405

la pleine jouissance de tous les droits humains, le respect, la protection et la promotion de ces droits. Or les programmes d'ajustement structurel, comme indiqué plus haut, s'en différencient nettement. Aujourd'hui rebaptisés « stratégies de lutte contre la pauvreté », ils postulent que la simple croissance économique apportera d'elle-même le développement, ce qui est démenti, entre autres, par les rapports annuels du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). La dite croissance économique, telle qu'elle est proposée par les institutions financières internationales, bénéficie surtout aux couches les plus privilégiées de la société et augmente toujours plus la dépendance des pays du Tiers Monde[26]. De plus, la croissance économique actuelle est fondamentalement incompatible avec la préservation de l'environnement.

La Déclaration du Droit au Développement

Cette vision du développement, défendue avec acharnement par la Banque mondiale malgré ses échecs patents, n'est pas non plus compatible avec un texte aussi abouti et éminemment social qu'est la Déclaration du Droit au Développement des Nations unies adoptée en 1986[27]:

Article premier: 1. Le droit au développement est un droit inaliénable de l'homme…

2. Le droit de l'homme au développement suppose la pleine réalisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui comprend (…) l'exercice de leur droit inaliénable à la pleine souveraineté sur toutes leurs richesses et leurs ressources naturelles.

Article 3: 2. La réalisation du droit au développement suppose le plein respect des principes de droit international…

Article 8: 1. Les États doivent prendre sur le plan national toutes les mesures nécessaires pour la réalisation du droit au développement… Il faut procéder à des réformes économiques et sociales appropriées en vue d'éliminer toutes les injustices sociales.

C'est en mars 1981 que la Commission des droits de l'homme des Nations unies a proposé au Conseil économique et social l'établissement du premier groupe de travail sur le droit au développement. Ce groupe s'est réuni une douzaine de fois au cours des années 1980[28] et a abouti à l'adoption de la Résolution 41/128 de l'Assemblée générale de l'ONU, le 4 décembre 1986, connue sous le nom de

26 Angulo Sanchez, Nicolas. 2005. *El Derecho Humano al Desarollo frente a la mundialización del Mercado*, p. 16

27 Le texte intégral de la déclaration se trouve en fin de chapitre.

28 La décennie des années 1980 est vraiment paradoxale car elle voit naître un merveilleux instrument potentiel de droit au niveau planétaire avec l'adoption de cette déclaration sur le Droit au Développement. Elle est aussi une des décennies les plus négatives du point de vue des droits humains et du développement en conséquence de l'explosion de la crise de la dette, de la détérioration des termes de l'échange commercial, de la montée des inégalités entre les pays du Centre et ceux de la Périphérie, et à l'intérieur de chaque pays.

Déclaration du Droit au Développement. « *Un seul pays osa voter contre: les Etats-Unis, sous prétexte que cette Déclaration était confuse et imprécise, refusant le lien entre développement et désarmement, tout comme l'idée même d'un transfert de ressources du Nord développé vers le Sud sous-développé. Huit pays s'abstinrent: Danemark, Finlande, Allemagne fédérale, Islande, Israël, Japon, Suède et Grande-Bretagne, insistant quant à eux sur la priorité des droits individuels sur les droits des peuples et refusant de considérer que l'aide au développement constitue une obligation de droit international* »[29].

La Charte des Nations unies et les institutions spécialisées

Bien que ce soit une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies, la Déclaration du Droit au Développement n'a pas en pratique le caractère contraignant des traités internationaux. Mais d'autres textes peuvent jouer ce rôle: la Charte des Nations unies (préambule, paragraphe 3 de l'article 1 et articles 55 et 56) est non seulement le document constitutif des Nations unies, mais également un traité international qui codifie les principes fondamentaux des relations internationales. Les deux pactes sur les droits civils et politiques et sur les droits économiques, sociaux et culturels sont aussi des textes normatifs liés au droit au développement: tous les droits énoncés dans ces pactes font partie du contenu du droit au développement[30].

Les textes principaux des Nations Unies visent aussi bien les droits individuels que les droits collectifs, le droit au développement que le droit à la souveraineté politique et économique des États. En fait, la Banque mondiale, mais aussi le FMI, l'OMC, les sociétés transnationales, n'ont jamais accepté d'y être soumis.

Ces institutions ont pu jouir d'une terrifiante impunité jusqu'ici car malgré quelques avancées intéressantes, le droit actuel est loin d'être parfait. Bien sûr une série d'instruments et de juridictions en matière de crimes contre les droits humains individuels et de crimes contre l'humanité existe, mais d'autres crimes qui font un grand nombre de victimes à travers le monde - les crimes économiques - ne font encore l'objet d'aucune juridiction internationale, d'aucune convention, d'aucune définition internationale à ce jour.

La Banque mondiale, institution spécialisée des Nations unies

Par ailleurs, la Banque mondiale correspond à la définition d'une des « *institutions spécialisées créées par accords intergouvernementaux et pourvues, aux termes de leurs statuts, d'attributions internationales étendues dans les domaines*

29 Angulo Sanchez, Nicolas. 2005. *El Derecho Humano al Desarollo frente a la mundialización del Mercado,* p. 36-37

30 *Idem,* p. 288

économique, social, de la culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes ». Ainsi définie, elle est reliée au système des Nations unies à travers le Conseil économique et social (connu sous l'abréviation anglaise ECOSOC, qui agit sous l'autorité de l'Assemblée générale), selon l'article 57 paragraphe 1 de la Charte des Nations unies.

Le système onusien est basé sur la coopération internationale, et notamment sur la coopération économique et sociale internationale.

Selon l'article 55, en vue de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires pour assurer entre les nations des relations pacifiques et amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, les Nations unies agiront, parmi d'autres, en faveur:

a. du relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social;

b. de la solution des problèmes internationaux dans les domaines économique, social, de la santé publique et autres problèmes connexes, et la coopération internationale dans les domaines de la culture intellectuelle et de l'éducation;

c. du respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion.

Tout le système des Nations unies est fondé sur les principes suivants:

1. égalité souveraine de tous ses Membres.

2. les Membres doivent remplir de bonne foi les obligations qu'ils ont assumées aux termes de la Charte.

Par conséquent, d'un point de vue historique et contrairement à leurs proclamations, le FMI et la Banque mondiale sont des institutions spécialisées des Nations Unies. En tant qu'institutions spécialisées, elles sont liées par la Charte des Nations unies.

Il est donc inévitable de se poser la question suivante: la Banque mondiale et le FMI sont-ils tenus de respecter les obligations énoncées dans la Charte des Nations unies, incluant l'obligation de respecter les droits humains?

La Cour internationale de justice l'a bien rappelé dans l'affaire de Barcelone Traction et dans celle du Timor Oriental[31]: les statuts de la Banque mondiale sont entièrement traversés par les obligations découlant du droit coutumier, en particulier les obligations *erga omnes* et les règles *jus cogens*. Ces obligations, appelées aussi droit impératif, signifient que les règles de droit international quelle que soit leur nature, sont toujours juridiquement obligatoires, leur violation entraîne des conséquences juridiques particulières en rapport avec les obligations et les droits qui découlent de celles-ci. Il en va, par exemple, du principe d'égalité souveraine des Etats, de l'interdiction de l'utilisation de la force, de l'interdiction de la tortu-

31 CIJ, *Recueil, 1970* et CIJ, *Recueil, 1996*

re, de l'interdiction de la disparition forcée des personnes, présentant tous un caractère impératif. Les règles *jus cogens* font partie intégrale de l'ordre public international dont aucun sujet ne peut se soustraire, qu'il ait ratifié ou non des traités ou des conventions internationales. Les obligations *erga omnes*, très proches du *jus cogens*, concernent, comme l'a remarqué la Cour international de justice (CIJ), l'obligation juridique (mieux encore, l'obligation de prévention et de répression) qu'ont tous les sujets de droit international, vu l'importance des droits en jeu, de protéger ces droits, en particulier l'obligation de respecter et faire respecter en tout temps et en toutes circonstances les droits humains.

S'il est exact que la Banque mondiale et le FMI sont indépendants de l'ONU dans leur fonctionnement, il leur appartient cependant de respecter les droits humains et le droit coutumier en général.

Les IFI doivent intégrer cette obligation dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs politiques: aucun sujet de droit international ne peut se soustraire à ces obligations en invoquant l'absence de mandat explicite ou l'argument de la « non politisation », ou encore moins une interprétation restrictive des droits économiques, sociaux et culturels comme étant des éléments moins contraignants que les droits civils et politiques.

Ce dernier aspect a été bien souligné par Eric David qui affirme, en ce qui concerne le droit applicable aux IFI, que « *les droits plus spécifiquement concernés par une situation de dégradation économique et sociale sont les droits économiques, sociaux et culturels. Une telle situation menace en effet la jouissance de ces droits par des catégories plus ou moins larges de la population. Il n'est d'ailleurs pas exagéré de dire que les situations d'extrême pauvreté aboutissent à une violation d'à peu près tous les droits économiques, sociaux et culturels… »*[32]. L'auteur précité continue «*… si les droits affectés par les PAS sont a priori les droits économiques et sociaux, il peut arriver que, par ricochet, l'atteinte à ces droits entraîne aussi une violation des droits civils et politiques des personnes concernées* »[33].

Conclusion

Tant la Banque que le FMI ne peuvent invoquer leur « droit constitutionnel » pour se dérober aux obligations de protéger les droits humains sous prétexte que leurs décisions doivent être guidées exclusivement par des considérations d'ordre économique.

Il est important de souligner que les politiques menées par les institutions de Bretton Woods, dont la portée des activités est très vaste, ont des répercussions directes sur la vie et les droits fondamentaux de tous les peuples[34].

---

32 David E, « Conclusions de l'atelier juridique: les institutions financières internationales et le droit international », *Les institutions financières internationales et le droit international,* ULB, Bruylant, Bruxelles, 1999, § 2.

33 *Idem,* § 4.

34 Cf. ONU-CDH, *Effets des politiques d'ajustement structurel et de la dette extérieure sur la jouissance effective de tous les droits humains, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels,* E/CN.4/2003/10. Analyse du cas de la Bolivie.

Déclaration sur le droit au développement

Adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/128 du 4 décembre 1986
(Texte intégral)

L'Assemblée générale,

Ayant à l'esprit les buts et principes de la Charte des Nations Unies relatifs à la réalisation de la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, culturel ou humanitaire et en développant et encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Consciente que le développement est un processus global, économique, social, culturel et politique, qui vise à améliorer sans cesse le bien-être de l'ensemble de la population et de tous les individus, sur la base de leur participation active, libre et significative au développement et au partage équitable des bienfaits qui en découlent,

Considérant que, conformément aux dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme, toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans ladite Déclaration puissent y trouver plein effet,

Rappelant les dispositions du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

Rappelant en outre les accords, conventions, résolutions, recommandations et autres instruments pertinents de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées concernant le développement intégral de l'être humain et le progrès et le développement de tous les peuples dans les domaines économique et social, y compris les instruments concernant la décolonisation, la prévention de la discrimination, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le maintien de la paix et la sécurité internationale et la promotion accrue des relations amicales et de la coopération entre les Etats conformément à la Charte,

Rappelant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, en vertu duquel ils ont le droit de déterminer librement leur statut politique et d'assurer librement leur développement économique, social et culturel,

Rappelant également le droit des peuples à exercer, sous réserve des dispositions pertinentes des deux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, leur souveraineté pleine et entière sur leurs richesses et leurs ressources naturelles,

Consciente de l'obligation que la Charte impose aux Etats de promouvoir le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation,

Considérant que l'élimination des violations massives et flagrantes des droits fondamentaux des peuples et des individus qui se ressentent de situations telles que celles qui résultent du colonialisme et du néocolonialisme, de l'apartheid, du racisme et de la discrimination raciale sous toutes leurs formes, de la domination et de l'occupation étrangère, de l'agression et des menaces contre la souveraineté nationale, l'unité nationale et l'intégrité territoriale, ainsi que des menaces de guerre, contribuerait à créer des conditions propices au développement pour une grande partie de l'humanité,

Préoccupée par l'existence de graves obstacles au développement, ainsi qu'à l'épanouissement complet de l'être humain et des peuples, obstacles qui sont dus notamment au déni des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, et considérant que tous les droits de l'homme et libertés fondamentales sont indivisibles et interdépendants et que, pour promouvoir le développement, il faudrait accorder une attention égale et s'intéresser d'urgence à la mise en oeuvre, à la promotion et à la protection des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels et qu'en conséquence la promotion, le respect et la jouissance de certains droits de l'homme et libertés fondamentales ne sauraient justifier le déni d'autres droits de l'homme et libertés fondamentales,

Considérant que la paix et la sécurité internationales sont des éléments essentiels pour la réalisation du droit au développement,

Réaffirmant qu'il existe une relation étroite entre le désarmement et le développement, que des progrès dans le domaine du désarmement contribueraient dans une mesure considérable à des progrès dans le domaine du développement et que les ressources libérées grâce à des mesures de désarmement devraient être consacrées au développement économique et social et au bien-être de tous les peuples, en particulier ceux des pays en développement,

Considérant que l'être humain est le sujet central du processus de développement et qu'en conséquence il devrait être considéré comme le principal participant à ce processus et son principal bénéficiaire par toute politique de développement,

Considérant que c'est aux Etats qu'il incombe au premier chef de créer les conditions favorables au développement des peuples et des individus,

Consciente que les efforts déployés au niveau international pour promouvoir et protéger les droits de l'homme devraient s'accompagner d'efforts tendant à instaurer un nouvel ordre économique international,

Réaffirmant que le droit au développement est un droit inaliénable de l'homme et que l'égalité des chances en matière de développement est une prérogative aussi bien des nations que des individus qui les composent,

Proclame la Déclaration sur le droit au développement ci-après:

Article premier

1. Le droit au développement est un droit inaliénable de l'homme en vertu duquel toute personne humaine et tous les peuples ont le droit de participer et de contribuer à un développement économique, social, culturel et politique dans

lequel tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales puissent être pleinement réalisés, et de bénéficier de ce développement.

2. Le droit de l'homme au développement suppose aussi la pleine réalisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui comprend, sous réserve des dispositions pertinentes des deux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, l'exercice de leur droit inaliénable à la pleine souveraineté sur toutes leurs richesses et leurs ressources naturelles.

Article 2

1. L'être humain est le sujet central du développement et doit donc être le participant actif et le bénéficiaire du droit au développement.

2. Tous les êtres humains ont la responsabilité du développement individuellement et collectivement, compte tenu des exigences du plein respect de leurs droits de l'homme et de leurs libertés fondamentales et eu égard à leurs devoirs envers la communauté, qui seule peut assurer l'entier et libre épanouissement de l'être humain et qui doit donc promouvoir et protéger un ordre politique, social et économique propre à favoriser le développement.

3. Les Etats ont le droit et le devoir de formuler des politiques de développement national appropriées ayant pour but l'amélioration constante du bien-être de l'ensemble de la population et de tous les individus, fondée sur leur participation active, libre et utile au développement et à la répartition équitable des avantages qui en résultent.

Article 3

1. Les Etats ont la responsabilité première de la création des conditions nationales et internationales favorables à la réalisation du droit au développement.

2. La réalisation du droit au développement suppose le plein respect des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies.

3. Les Etats ont le devoir de coopérer les uns avec les autres pour assurer le développement et éliminer les obstacles au développement. Les Etats doivent exercer leurs droits et s'acquitter de leurs devoirs de façon à promouvoir un nouvel ordre économique international fondé sur l'égalité souveraine, l'interdépendance, l'intérêt commun et la coopération entre tous les Etats et à encourager le respect et la jouissance des droits de l'homme.

Article 4

1. Les Etats ont le devoir de prendre, séparément et conjointement, des mesures pour formuler des politiques internationales de développement en vue de faciliter la pleine réalisation du droit au développement.

2. Une action soutenue est indispensable pour assurer un développement plus rapide des pays en développement. En complément des efforts que les pays en développement accomplissent, une assistance internationale efficace est essentielle pour donner à ces pays les moyens de soutenir un développement global.

Article 5

Les Etats prennent des mesures décisives pour éliminer les violations massi-

ves et flagrantes des droits fondamentaux des peuples et des êtres humains qui se ressentent de situations telles que celles qui résultent de l'apartheid, de toutes les formes de racisme et de discrimination raciale, du colonialisme, de la domination et de l'occupation étrangères, de l'agression, de l'intervention étrangère et de menaces contre la souveraineté nationale, l'unité nationale et l'intégrité territoriale, de la menace de guerre ainsi que du refus de reconnaître le droit fondamental des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Article 6

1. Tous les Etats doivent coopérer afin de promouvoir, d'encourager et de renforcer le respect universel et effectif de tous les droits de l'homme et des libertés fondamentales au profit de tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion.

2. Tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales sont indivisibles et interdépendantes; la réalisation, la promotion et la protection des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels doivent bénéficier d'une attention égale et être envisagées avec une égale urgence.

3. Les Etats doivent prendre des mesures pour éliminer les obstacles au développement résultant du non-respect des droits civils et politiques, ainsi que des droits économiques, sociaux et culturels.

Article 7

Tous les Etats doivent promouvoir l'instauration, le maintien et le renforcement de la paix et de la sécurité internationales et doivent, à cette fin, faire tout leur possible pour réaliser le désarmement général et complet sous un contrôle international effectif et pour assurer que les ressources libérées à la suite de mesures effectives de désarmement soient employées aux fins du développement global, en particulier celui des pays en développement.

Article 8

1. Les Etats doivent prendre, sur le plan national, toutes les mesures nécessaires pour la réalisation du droit au développement et ils assurent notamment l'égalité des chances de tous dans l'accès aux ressources de base, à l'éducation, aux services de santé, à l'alimentation, au logement, à l'emploi et à une répartition équitable du revenu. Des mesures efficaces doivent être prises pour assurer une participation active des femmes au processus de développement. Il faut procéder à des réformes économiques et sociales appropriées en vue d'éliminer toutes les injustices sociales.

2. Les Etats doivent encourager dans tous les domaines la participation populaire, qui est un facteur important du développement et de la pleine réalisation de tous les droits de l'homme.

Article 9

1. Tous les aspects du droit au développement énoncés dans la présente Déclaration sont indivisibles et interdépendants et chacun d'eux doit être considéré compte tenu de l'ensemble.

2. Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprét d'une

manière qui serait contraire aux buts et aux principes des Nations Unies ou qui impliquerait qu'un Etat, un groupement ou un individu a le droit de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte ayant pour but la violation des droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme.

Article 10

Des mesures doivent être prises pour assurer l'exercice intégral et un renforcement progressif du droit au développement, y compris la formulation, l'adoption et la mise en oeuvre de mesures politiques, législatives et autres sur les plans national et international.

Chapitre 23

Mettre fin à l'impunité de la Banque mondiale

Est-il possible de traduire la Banque mondiale en justice?

Contrairement à une idée répandue, la Banque mondiale ne bénéficie pas en tant qu'institution, en tant que personne morale, d'une immunité. La section 3 de l'article VII de ses statuts *(articles of agreement)* prévoit explicitement que la Banque peut être traduite en justice sous certaines conditions. La Banque peut être jugée notamment devant une instance de justice nationale dans les pays où elle dispose d'une représentation et/ou dans un pays où elle a émis des titres[1].

Cette possibilité de poursuivre la Banque en justice a été prévue dès la fondation de la Banque en 1944 et cela n'a pas été modifié jusqu'à présent pour la simple et bonne raison que la Banque finance les prêts qu'elle accorde à ses membres (pays-membres) en recourant à des emprunts (via l'émission de titres–bonds) sur les marchés financiers. A l'origine, ces titres étaient acquis par des grandes banques privées principalement nord-américaines. Maintenant, d'autres institutions, y compris des fonds de pension et des syndicats, en font aussi l'acquisition.

Les pays qui ont fondé la Banque mondiale ont considéré qu'ils n'arriveraient pas à vendre des titres de la Banque s'ils ne garantissaient pas aux acheteurs qu'ils pourraient se retourner contre elle en cas de litige. C'est pour cela qu'il y a une différence fondamentale entre le statut de la Banque et celui du FMI du point de vue de l'immunité. La Banque n'en bénéficie pas car elle recourt aux services des banquiers et des marchés financiers en général. Aucun banquier ne ferait crédit à la Banque mondiale si elle bénéficiait de l'immunité. Par contre, le FMI peut disposer de l'immunité car il finance lui-même ses prêts à partir des quotes-parts versées par ses membres. Si l'immunité n'est pas accordée à la Banque mondiale, ce n'est pas pour des raisons humanitaires, c'est pour offrir des garanties aux bailleurs de fonds.

Il est donc parfaitement possible de porter plainte contre la Banque dans les nombreux pays (près de 100) où elle dispose de bureaux. C'est possible à Djakarta ou à Dili, capitale du Timor oriental, tout comme à Kinshasa, à Bruxelles, à Moscou ou à Washington car la Banque dispose d'une représentation dans ces pays et dans bien d'autres.

1 Section 3 de l'article VII : « *La Banque ne peut être poursuivie que devant un tribunal ayant juridiction d'un État membre où elle possède un bureau, a désigné un agent chargé de recevoir les significations ou notification de sommations ou a émis ou garanti des titres* ».

Une précision importante: aucune institution, aucun sujet de droit international et aucun individu ne bénéficie d'immunité s'il est impliqué dans des crimes contre l'humanité. En plus, dans ce cas, il n'y a pas de prescription. Au motif de crimes contre l'humanité, le FMI, la Banque mondiale sont justiciables.

Pourquoi porter plainte?

Depuis que la Banque mondiale octroie des prêts[2], une très grande quantité d'entre eux a servi à mener des politiques qui ont porté préjudice à des centaines de millions de citoyens. Qu'entend-t-on par là? La Banque a systématiquement privilégié les prêts pour de grandes infrastructures telles les grands barrages[3], les investissements dans les industries extractives de matières premières (par exemple, les mines à ciel ouvert, la construction de nombreux pipe-lines – derniers en date: Tchad-Cameroun et Bakou-Tbilissi-Ceyhan[4]), des politiques agricoles favorisant le « tout à l'exportation » au prix de l'abandon de la sécurité et de la souveraineté alimentaires, la construction de centrales thermiques, grandes consommatrices de forêts tropicales.

Par ailleurs, la Banque mondiale est venue en aide en de très nombreuses occasions à des régimes dictatoriaux, responsables avérés de crimes contre l'humanité: les dictatures du Cône Sud de l'Amérique latine deées 60 aux années 80, de nombreuses dictatures en Afrique (Mobutu de 1965 à sa chute en 1997, le régime d'apartheid en Afrique du Sud), des régimes de l'ancien bloc soviétique tels la dictature de Ceaucescu en Roumanie, les dictatures d'Asie du Sud-Est et d'Extrême-Orient telles celle de Marcos de 1972 à 1986 aux Philippines, de Suharto de 1965 à 1998 en Indonésie, des régimes dictatoriaux de Corée du Sud (1961-1987), de Thaïlande (1966-1988), jusqu'à la dictature chinoise aujourd'hui.

Complémentairement, la Banque a contribué avec d'autres acteurs à déstabiliser systématiquement des gouvernements progressistes et démocratiques en leur supprimant toute aide: le gouvernement de Soekarno en Indonésie jusqu'à son renversement en 1965, le gouvernement de Jocelino Kubitchek (1956-1960) puis celui de Joao Goulart (1961-1964) au Brésil finalement renversé par un coup d'état militaire, le gouvernement de Salvador Allende (1970-1973) au Chili…

N'oublions pas les prêts que la Banque a octroyés aux métropoles coloniales (Belgique, Grande-Bretagne, France…) pour l'exploitation des ressources naturelles des pays qu'elles dominaient jusqu'aux années 1960 et qui se sont ajoutés

2 Le premier prêt remonte à 1947.

3 Selon, le rapport de la Commission sur les grands barrages, 60 à 80 millions de personnes ont été déplacées suite à la construction des grands barrages. Dans un grand nombre de cas, les droits de ces personnes en termes d'indemnisation et de réinstallation n'ont pas été respectés.

4 Selon le rapport de la Commission sur les industries extractives rendu public en décembre 2003, une grande partie des projets financés par la Banque mondiale ont eu des effets négatifs pour les populations et les pays concernés.

ensuite à la dette extérieure des États dès leur indépendance. Par exemple, la fin des remboursements de la dette contractée par la Belgique au nom du Congo belge a dû être assumée par le Congo indépendant. Il en va de même pour le Kenya, l'Ouganda, le Nigeria, le Gabon, la Mauritanie, l'Algérie, la Somalie pour des dettes contractées par les gouvernants des puissances coloniales.

Il faut encore mentionner les prêts d'ajustement structurel octroyés par la Banque depuis les années 1980. Ces prêts ne sont pas destinés à des projets économiques précis: ils visent à permettre la réalisation des politiques globales dont la finalité est l'ouverture totale des économies des pays « bénéficiaires » aux investissements et aux importations en provenance principalement des principaux actionnaires de la Banque. La Banque soutient ainsi une politique de dénationalisation des pays assistés au bénéfice des intérêts d'une partie de ses membres, une poignée de puissances industrielles dont les choix s'imposent à la majorité des habitants et des pays de la planète. Le caractère nocif, tant des remèdes structurels que des remèdes de choc, a été démontré dans les multiples crises qui se sont succédées à partir de la crise « tequila » qui a frappé le Mexique en 1994. Les nouvelles priorités de la Banque telles la privatisation de l'eau, de la terre, combinées à son refus récent de mettre en application les recommandations de la commission indépendante des industries extractives, montrent clairement que l'orientation de la Banque ne s'améliore pas et que de nouvelles catastrophes sociales sont en cours et en préparation. Bref, de puissants tsunamis provoqués par l'intervention cataclysmique de la Banque mondiale!

Qui peut porter plainte?

On peut imaginer que des associations représentant les intérêts des personnes affectées par les prêts de la Banque mondiale et/ou par le soutien de celle-ci à des régimes dictatoriaux se constituent partie civile et portent plainte devant des tribunaux nationaux contre la Banque. On peut imaginer aussi que des détenteurs de titres de la Banque - il n'y a pas que des banquiers, il y a aussi des syndicats - portent plainte contre celle-ci pour l'usage qu'elle fait de l'argent qu'ils lui ont prêté. Le résultat positif des poursuites n'est pas garanti mais on ne voit pas pourquoi des associations de citoyens n'utiliseraient pas leur droit pour obtenir que la Banque rende compte de ses actes. Il est inconcevable que le caractère néfaste d'une institution comme la Banque ne soit pas un jour sanctionné par des décisions de justice.

Pourquoi de telles procédures n'ont-elles encore jamais été entamées?

La disposition des statuts de la Banque mondiale (article VII section 8) qui octroie l'immunité aux dirigeants et aux fonctionnaires dans l'exercice de leur fonction a occulté la possibilité de porté plainte contre la Banque en tant que personne morale (article VII section 3, voir note 1 du présent texte). Or, il est plus important de pouvoir exiger des comptes de la Banque en tant qu'institution que

de s'en prendre uniquement à des exécutants. On peut également ajouter que selon la même disposition (article VII section 8), la Banque peut de son propre chef lever l'immunité dont bénéficient ses dirigeants et ses fonctionnaires. On peut également imaginer porter plainte contre des hauts dirigeants de la banque une fois qu'ils ont quitté leur fonction.

Un autre élément pour expliquer l'absence de poursuites à l'égard de la Banque réside dans le fait qu'on a mis beaucoup trop de temps à se rendre compte du caractère systématique et généralisé des pratiques répréhensibles de la Banque. Souvent, elle n'apparaît pas au tout premier plan car ce sont les gouvernements nationaux qui assument aux yeux de leurs citoyens les politiques exigées par la Banque mondiale.

La Convention des Nations unies de 1947 n'accorde-t-elle pas l'entière immunité aux agences spécialisées de l'ONU dont la Banque mondiale fait partie?

Une convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées des Nations unies[5] a été approuvée par l'Assemblée générale le 21 novembre 1947. L'article 10 de la Convention, section 37, qui concerne les annexes et l'application de la Convention à chaque institution spécialisée, précise que la Convention « *deviendra applicable à une institution spécialisée lorsque celle-ci aura transmis au secrétaire général des Nations unies le texte final de l'annexe qui la concerne et lui aura notifié son acceptation des clauses standard modifiées par l'annexe…* ». La Banque a renvoyé sa copie.

L'annexe VI concerne la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (la Banque mondiale donc). Et que voit-on ? La Banque a en fait introduit à cet endroit la partie de ses statuts qui précise dans quelles circonstances elle perd son immunité! La Banque préfère donc au sein des Nations unies rester en concordance avec son statut de Banque plutôt que de profiter de l'immunité des agences onusiennes. Voici le texte en question: *«La convention (y compris la présente Annexe) s'appliquera à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (ci-après désignée sous le nom de « la Banque »), sous réserve des dispositions suivantes: 1. Le texte suivant remplacera celui de la section 4:* « *La Banque ne peut être poursuivie que devant un tribunal ayant juridiction sur les territoires d'un Etat membre où la Banque possède une succursale, où elle a nommé un agent en vue d'accepter des sommations ou avis de sommations, ou bien où elle a émis ou garanti des valeurs mobilières* ». Etc.

Il est donc possible de traduire la Banque mondiale en justice en vertu de la Convention des Nations unies de 1947 et de ses annexes.

---

5 Dans l'Article 1er de la Convention intitulé « *Définitions et champ d'application* », Section 1, les institutions spécialisées qui sont nommément citées sont les suivantes: l'Organisation internationale du travail; l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture; l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture; l'Organisation de l'aviation civile internationale; le Fonds monétaire international; la Banque internationale pour la reconstruction et la mise en valeur; l'Organisation mondiale de la santé; l'Union postale universelle; l'Union internationale des télécommunications.

Chapitre 24

Plaidoyer contre la Banque mondiale

1. Au cours de ses soixante années d'existence, la Banque mondiale a soutenu activement toutes les dictatures et tous les régimes corrompus du camp allié des États-Unis.

2. Malgré qu'elle ait détecté des détournements massifs, elle a maintenu, voire augmenté, les montants prêtés (voir le cas emblématique du Congo-Zaïre du Maréchal Mobutu après le rapport Blumenthal en 1982).

3. Elle a aidé par son soutien financier la dictature d'Habyarimana au Rwanda jusqu'en 1992, ce qui a permis de quintupler les effectifs de son armée. Les réformes économiques qu'elle a imposées en 1990 ont déstabilisé le pays et exacerbé des contradictions latentes. Le génocide préparé depuis la fin des années 1980 par le régime d'Habyarimana est perpétré à partir du 6 avril 1994, faisant près d'un million de morts chez les Tutsis (et les Hutus modérés). Par la suite, la Banque mondiale a exigé le remboursement de la dette contractée par le régime génocidaire[1].

4. Elle a soutenu quelques régimes dictatoriaux (Roumanie de 1973 à 1982, Chine à partir de 1980) de l'autre camp afin d'affaiblir l'URSS avant l'effondrement de celle-ci en 1991.

5. Elle a soutenu les pires dictatures jusqu'à ce que celles-ci soient renversées. Exemples: le soutien emblématique à Suharto en Indonésie de 1965 à 1998, à Marcos aux Philippines de 1972 à 1986.

6. Elle a activement saboté des expériences démocratiques et progressistes (de Jacobo Arbenz dans la première moitié des années 1950 au Guatemala aux sandinistes au Nicaragua dans les années 1980 en passant par Salvador Allende au Chili de 1970 à 1973).

7. La Banque exige des peuples, victimes des tyrans qu'elle finance, le remboursement des dettes odieuses que ceux-ci ont contractées.

8. De même, la Banque a exigé des pays qui ont accédé à l'indépendance à la fin des années 1950 et au début des années 1960 qu'ils remboursent les dettes odieuses contractées par les anciennes puissances coloniales pour les coloniser.

9. La Banque a soutenu financièrement des pays (Afrique du Sud et Portugal) qui faisaient l'objet d'un boycott financier international décrété par l'ONU.

10. La Banque a soutenu un pays qui en avait annexé un autre par la force (annexion du Timor oriental par l'Indonésie en 1975).

---

1 Eric Toussaint, 2004. *La finance contre les peuples. La bourse ou la vie.* Chapitre 16: Rwanda: les créanciers du génocide. p. 453-460

11. En matière d'environnement, elle poursuit le développement d'une politique productiviste désastreuse pour les peuples et néfaste pour la nature[2].

12. Parmi les projets les moins respectueux des droits humains, directement soutenus par la Banque, on peut mettre en exergue le projet « transmigration » en Indonésie dont plusieurs composantes sont assimilables à des crimes contre l'humanité (destruction du milieu naturel de populations indigènes, déplacement forcé de population).

13. La Banque mondiale (tout comme le FMI) a favorisé l'émergence des facteurs ayant provoqué la crise de la dette qui a éclaté en 1982. En résumé: a) la Banque mondiale a poussé les pays à s'endetter dans des conditions menant ceux-ci au surendettement; b) elle a poussé, voire forcé, les pays à lever les contrôles sur les mouvements de capitaux et sur le change, accentuant la volatilité des capitaux et facilitant ainsi fortement leur fuite. Cela a donné également des armes redoutables aux spéculateurs (à moins de revenir à un strict contrôle des mouvements des capitaux); c) elle a poussé les pays à abandonner l'industrialisation par substitution d'importation au profit d'un modèle basé sur la promotion des exportations. Cet accroissement des exportations des pays en développement sur le marché mondial -où la demande stagnait- a provoqué une baisse des prix et une dégradation des termes de l'échange.

14. Elle a dissimulé les dangers qu'elle avait pourtant elle-même détectés (surendettement, crise de paiements, transferts nets négatifs…).

15. Dès que la crise a éclaté, la Banque mondiale a systématiquement favorisé les créanciers et affaibli les débiteurs.

16. Avec le FMI, elle a recommandé, voire imposé, des politiques qui ont fait payer la facture de la crise de la dette par les peuples, tout en favorisant les plus puissants.

17. Avec le FMI, elle a poursuivi la « généralisation » d'un modèle économique qui augmente systématiquement les inégalités entre les pays, et à l'intérieur de ceux-ci.

18. Elle a renforcé les grandes entreprises privées et affaibli à la fois les pouvoirs publics et les petits producteurs. Elle a aggravé l'exploitation des salariés et les a précarisés davantage. Elle a fait de même avec les petits producteurs.

19. Sa rhétorique de lutte pour la réduction de la pauvreté cache mal une politique concrète qui reproduit et renforce les causes même de la pauvreté.

20. La libéralisation des flux de capitaux qu'elle a systématiquement favorisée a renforcé l'évasion fiscale, la fuite des capitaux, la corruption.

21. La libéralisation des échanges commerciaux a renforcé les forts et écarté les faibles. La plupart des petits et moyens producteurs des pays en développement ne sont pas en mesure de résister à la concurrence des plus grands, qu'ils soient du Nord ou du Sud.

---

2 Ce point 11 ainsi que les points 19, 22 et 24 sera développé dans mon prochain livre «L'horreur productiviste » à paraître en 2007.

22. La Banque mondiale agit en étroite concertation avec le FMI et l'OMC pour imposer un agenda radicalement opposé à la satisfaction des droits humains fondamentaux.

23. La Banque affirme qu'elle maintient un dialogue permanent avec la société civile et avec les pauvres mais cela ne s'est matérialisé par aucun changement positif dans sa politique. On constate la répétition de simulacres de dialogue, au cours desquels le cadre macro-économique est le cadre dominant promu par la Banque et ne peut être discuté.

24. Elle instrumentalise les groupes les plus vulnérables et défavorisés par ses politiques pour donner à celles-ci un visage humain et démocratique et pour les présenter comme étant le choix conscient de ces groupes (femmes, pauvres méritants).

25. Quand les Commissions indépendantes qu'elle désigne elle-même lui adressent des recommandations qui mettent en question les intérêts de ses principaux actionnaires, elle refuse de les suivre (voir les rapports sur les industries extractives et sur les barrages).

26. Elle engrange systématiquement des bénéfices même pendant les pires crises économiques. La Banque s'enrichit sur le dos des pays endettés.

27. Elle maintient ceux-ci dans la marginalité bien qu'ils constituent la majorité de ses membres, privilégiant une poignée de gouvernements des pays riches.

28. La Banque a démontré une incapacité totale d'auto-réforme. La désignation de Paul Wolfowitz, un des principaux stratèges de l'invasion criminelle de l'Irak, à la présidence de la Banque mondiale renforce son cours néfaste.

29. En résumé, la Banque mondiale constitue un instrument despotique aux mains d'une oligarchie internationale (une poignée de grandes puissances et leurs sociétés transnationales) qui renforce le système capitaliste international destructeur de l'humanité et de l'environnement.

30. Il est urgent de construire une nouvelle institution internationale démocratique qui favorise une redistribution des richesses et soutienne les efforts des peuples pour la réalisation d'un développement socialement juste, respectueux de la nature.

31. Il est nécessaire de rompre radicalement avec le système capitaliste dont la Banque mondiale est un des piliers.

Fiche signalétique du groupe Banque mondiale

Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) - Groupe Banque mondiale

Née le même jour que le FMI, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement était une institution sans précédent. Sa structure fondamentale, telle qu'élaborée dans les Articles de ses statuts, est restée inchangée. Aujourd'hui, elle emploie environ 12.300 personnes, dont *grosso modo* 9.300 sont basées à Washington. Elle dispose d'un staff de 800 économistes.

Les buts principaux de la Banque étaient de « porter assistance à la reconstruction et au développement des territoires des nations membres en facilitant l'investissement de capital dans un but productif » et « de promouvoir une croissance équilibrée du commerce international à longue échéance » (Art. I). Il s'agissait également selon l'article 1 d'améliorer, sur le territoire des États membres, la productivité, le niveau de vie et la condition des travailleurs (Art. I).

Mode de gouvernement de la Banque

En principe, la plus haute instance de la Banque est le Conseil des Gouverneurs, chaque pays étant représenté par un gouverneur. Les gouverneurs de la Banque sont habituellement les ministres des Finances ou les présidents des banques centrales des nations respectives.

Théoriquement, les gouverneurs choisissent le président de la Banque mais, en pratique, le président a toujours été un citoyen des États-Unis choisi par le gouvernement des États-Unis, habituellement par le ministère des Finances (*Treasury Department*).

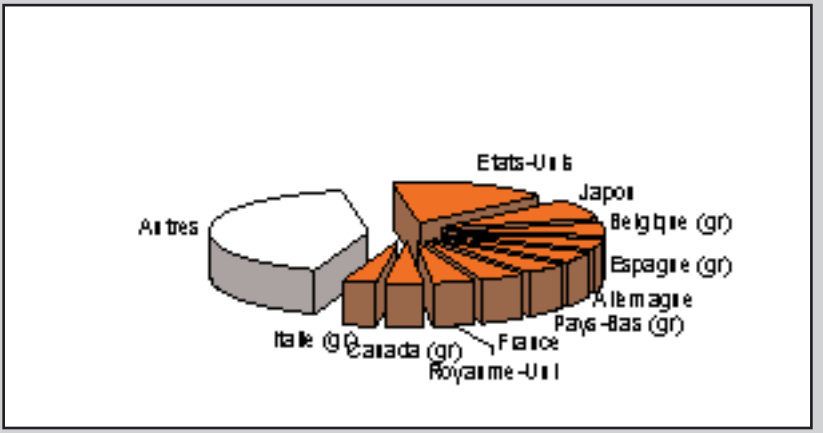
Le Conseil d'administration de la BIRD est constitué de 8 représentants permanents (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Arabie saoudite, Chine, Russie) et de 16 représentants de groupes de pays (souvent dirigés par un pays développé).

Tableau 1. Répartition des droits de vote entre les administrateurs (ou directeurs exécutifs) de la Banque mondiale en mars 2006

Pays	%	Groupe présidé par	%	Groupe présidé par	%
Etats-Unis	16,39	Belgique	4,80	Indonésie	2,54
Japon	7,87	Pays-Bas	4,46	Koweït	2,91
Allemagne	4,49	Espagne	4,50	Suisse	3,04
France	4,30	Italie	3,50	Brésil	3,59
Royaume-Uni	4,30	Canada	3,85	Inde	3,40
Arabie saoudite	2,78	Islande	3,34	Algérie	3,19
Chine	2,78	Corée du Sud	3,45	Pérou	2,32
Russie	2,78	Burundi	3,41	Guinée-Bissau	1,99

Source: Banque mondiale [La Somalie n'a pas pris part à l'élection.]

Graphique 1. Droits de vote de quelques administrateurs (ou directeurs exécutifs) à la BIRD (mars 2006)



Source: Banque mondiale; (gr) signifie que l'administrateur préside un groupe de pays.

Les administrateurs (ou directeurs exécutifs) résident à Washington, se rencontrent fréquemment (au moins une fois par semaine) et doivent approuver chaque prêt et l'essentiel de la politique de la Banque. Les décisions courantes requièrent une majorité simple des votes mais toute action pour changer les articles des statuts ainsi que pour modifier la répartition des droits de vote requiert l'approbation d'au moins trois cinquièmes des membres et de 85% du total des actions de vote. Cela signifie que les États-Unis avec 16,39% de voix ont un droit de veto sur tout changement de statut et de répartition des droits de vote, bref sur toute réforme des institutions de Bretton Woods .

Présentation des cinq composantes du Groupe de la Banque mondiale

La Banque mondiale en tant qu'institution internationale, est un conglomérat d'institutions et d'organisations internationales. En tant que telle, elle comprend cinq organisations: la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'Association internationale de développement (AID), le Centre international de règlement de différends relatifs aux investissements (CIRDI), la Société financière internationale (SFI) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI). Ce conglomérat est connu sous le nom de Groupe Banque mondiale et possède des antennes locales dans 109 pays.

a) La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)

Au départ, son action était dirigée à la fois vers les pays industrialisés et vers les pays en développement. Aujourd'hui, la Banque finance des projets sectoriels, publics ou privés, à destination des pays du Tiers Monde et de l'ex-bloc soviétique (qui forment ensemble les pays en développement). La Banque possède un capital apporté par les pays membres et surtout emprunte sur les marchés internationaux de capitaux.

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (42 membres en 1947, année du début de ses activités; 184 membres en 2006) octroie des prêts concernant de grands secteurs d'activité (agriculture et énergie), essentiellement aux pays à revenus intermédiaires.

Types de prêts accordés par la BIRD:

1) Les prêts-projets: prêts classiques pour des centrales thermiques, les industries extractives, les industries forestières, les projets agricoles, les barrages, les routes, la distribution et l'assainissement de l'eau, etc.

2) Les prêts d'ajustement sectoriel qui s'adressent à un secteur entier d'une économie nationale: énergie, agriculture, industrie, etc.

3) Les prêts à des institutions qui servent à orienter les politiques de certains organismes vers le commerce extérieur et à favoriser l'investissement étranger dans le pays. Ils financent aussi la privatisation des entreprises et des services publics.

4) Les prêts d'ajustement structurel.

5) Les prêts pour lutter contre la pauvreté.

6) Autres.

La Banque finance les prêts qu'elle octroie par l'émission d'obligations, ces obligations qui peuvent être considérées comme un placement particulièrement sûr puisqu'elles sont garanties par tous les États fondateurs, jusqu'à concurrence de 100% de leurs quotes-parts respectives.

b) L'Association internationale pour le développement (AID)

L'Association internationale pour le développement (AID, ou IDA selon son appellation anglophone, 163 membres en 2006), fondée en 1960, s'est spécialisée dans l'octroi à très long terme (35 à 40 ans, dont 10 de grâce) de prêts à taux d'intérêt nuls ou très faibles à destination des pays à faible revenu. L'AID a été créée pour faire barrage au renforcement du Fonds spécial des Nations unies pour le développement (SUNFED) que revendiquaient les pays en développement (voir chapitre 3).

Les interventions de la BIRD se font au taux du marché, ce qui est trop coûteux pour les pays les plus pauvres. Pour mener à bien sa mission de financement du développement, le groupe de la Banque mondiale s'est donc doté d'un instrument de financement concessionnel réservé aux pays les plus pauvres qui n'ont pas accès aux marchés de capitaux.

L'AID est financée par des fonds publics sous forme de donations volontaires. Cependant, les restrictions budgétaires et le refus de contribuer au fonds de l'AID de la part des pays développés limitent considérablement les crédits destinés aux pays les plus pauvres. Les ressources apportées par les pays développés et quelques pays émergents

représentent 90% du total de l'AID. Par ailleurs, la BIRD peut doter l'AID de ressources (subventions) prélevées sur ses revenus. Alors que la BIRD fait de juteux profits chaque année (plus d'un milliard de dollars par an, faisant grimper ses capitaux propres à plus de 38 milliards de dollars en 2006), l'AID est régulièrement déficitaire. De ce fait, l'AID doit régulièrement faire appel aux États membres en vue de reconstituer ses ressources.

c) La Société financière internationale (SFI)

La Société financière internationale (SFI) est la filiale de la Banque qui a en charge le financement d'entreprises ou d'institutions privées du Tiers Monde. Les statuts officiels de la Société financière internationale ont été préparés par la BIRD en 1955. Elle a été officiellement créée durant l'été 1956. Après la création de la BIRD, plusieurs responsables avaient plaidé en faveur de la création d'une nouvelle entité complémentaire à celle de la Banque. Il s'agissait d'une institution adjointe à la Banque et qui serait chargée de promouvoir l'investissement privé dans les pays pauvres. Vers la fin des années 1940, le président de la Banque mondiale, Eugène R. Black, et son vice-président, un ancien banquier et directeur de General Foods Corporation, Robert L. Garner, s'attelèrent à cette tâche. Convaincus de l'importance du rôle de l'entreprise privée, ce dernier et notamment son adjoint, Richard Demuth, lancèrent l'idée de créer une institution affiliée à la Banque mondiale, pour éviter à cette dernière de prêter directement ses ressources au secteur privé. Cette idée a été reprise, pour la première fois de manière officielle, dans le rapport publié en mars 1951 par un conseil consultatif sur la politique de développement des États-Unis présidé par Nelson Rockefeller.

La SFI s'efforce de promouvoir l'investissement du secteur privé notamment: a) en finançant la réalisation de projets du secteur privé dans des pays en développement; b) en aidant des sociétés privées de pays en développement à mobiliser des fonds sur les marchés des capitaux internationaux; c) en fournissant des conseils et une assistance techniques aux entreprises et aux gouvernements.

d) Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)

Créé en 1966, l'objet du CIRDI est d'offrir des moyens de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends relatifs aux investissements opposant des États contractants à des ressortissants d'autres États contractants. En termes plus simples, il s'agit d'un Tribunal arbitral international agissant en cas de différend entre un investisseur privé d'un État partie et l'État du siège dudit investissement. La compétence du Centre (article 25) s'étend aux différends d'ordre juridique qui sont en relation directe avec un investissement entre un État contractant (ou telle collectivité publique ou tel organisme dépendant de lui qu'il désigne au Centre) et le ressortissant d'un autre État contractant .

Le Centre est en général désigné comme étant compétent en matière des différends dans le cadre des accords bilatéraux sur les investissements. C'est ainsi que presque 900 traités bilatéraux sur la promotion et la protection des investissements nomment explicitement le Centre comme instance de règlement des différends entre un investisseur privé d'une partie contractante, d'une part, et l'État du siège des investissements en question, d'autre part. La sentence arbitrale du Centre est obligatoire et ne peut être l'objet d'aucun appel ou autre recours (article 53). Le CIRDI est membre du Groupe de la Banque mondiale, mais en tant qu'institution, il est une organisation internationale autonome dont l'action est de complé-

ter le cadre de la Banque.

Le recours au CIRDI pour une conciliation ou un arbitrage est totalement volontaire. Mais une fois les parties engagées, aucune ne peut renoncer unilatéralement à l'arbitrage du CIRDI. A partir du moment où le CIRDI a pris une décision, tous les pays signataires de la convention, même s'ils ne sont pas en cause dans le différend, doivent reconnaître et appliquer la décision. Depuis 1978, le champ des compétences du CIRDI s'est élargi: un ensemble de règles lui permet d'intervenir dans des cas qui ne relèvent pas du champ de la convention. Il peut ainsi intervenir dans des procédures d'arbitrage lors de différends mettant en cause un État ou un investisseur d'un État non signataire de la convention; il peut aussi être sollicité pour réaliser des constats.

Jusqu'au milieu des années 1980, les différends traités par le CIRDI provenaient d'accords conclus lors de contrats d'investissement. Depuis lors, il s'agit de plus en plus d'accords conclus lors de traités bilatéraux. De ce fait, les cas soumis au CIRDI concernent maintenant davantage des événements comme des guerres civiles et des problèmes d'expropriation que des contrats d'investissement.

e) L'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI)

Elle a été créée en 1988 en tant que membre du Groupe Banque mondiale. Sa mission est de promouvoir l'investissement étranger direct en offrant, en tant qu'institution internationale, des garanties aux investisseurs privés et aux bailleurs de fonds, également privés. Elle vise également à ce que les PED réalisent des réformes en vue d'attirer l'investissement privé, tout en agissant en faveur du développement économique.

Conclusion

La Banque mondiale a développé ses filiales (Société financière internationale - SFI, Agence multilatérale de garantie des investissements - AMGI, Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements - CIRDI) de manière à tisser une toile dont les mailles sont de plus en plus serrées.

Prenons un exemple théorique pour indiquer les effets de cette politique. La Banque mondiale octroie un prêt aux autorités d'un pays à condition que le système de distribution et d'assainissement de l'eau soit privatisé. En conséquence, l'entreprise publique est vendue à un consortium privé dans lequel on retrouve la SFI, filiale de la Banque mondiale.

Quand la population affectée par la privatisation se révolte contre l'augmentation brutale des tarifs et la baisse de la qualité des services et que les autorités publiques se retournent contre l'entreprise transnationale prédatrice, la gestion du litige est confiée au CIRDI, à la fois juge et partie.

On en arrive à une situation où le groupe Banque mondiale est présent à tous les niveaux: 1) imposition et financement de la privatisation (Banque mondiale via BIRD et AID); 2) investissement dans l'entreprise privatisée (SFI); 3) garantie accordée à cette entreprise pour la couvrir contre les risques politiques (AMGI); 4) jugement en cas de litige (CIRDI).

C'est précisément ce qui s'est passé en Bolivie à El Alto entre 1997 et 2005 (voir l'encadré ci-après).

L'exemple de El Alto en Bolivie

Le 13 janvier 2005, après trois jours de mobilisation des habitants de El Alto, le président bolivien a promis à la population qu'il allait mettre fin à la concession de 30 ans accordée à la transnationale Suez.

Quelles raisons ont entraîné le soulèvement populaire de janvier 2005 à El Alto?

Le 24 juillet 1997, suite aux pressions exercées par la Banque mondiale et le FMI, les autorités boliviennes ont accordé à l'entreprise Aguas del Illimani - Suez une concession de 30 ans pour la distribution d'eau potable et l'assainissement des eaux usées de la municipalité de El Alto et de la capitale La Paz. Aguas del Illimani est contrôlée par l'entreprise Suez qui domine au niveau mondial le commerce de l'eau en compagnie de Vivendi (France) et de Thames (Grande-Bretagne). Cette concession a été attribuée de manière frauduleuse car les règles normales d'un appel d'offres public n'ont pas été respectées. Celui-ci a été lancé sur la base d'une étude réalisée par la banque française BNP Paribas. Une seule entreprise répondit à l'appel: Aguas del Illimani - Lyonnaise des eaux (Suez). Au lieu de procéder à un nouvel appel afin de recevoir plusieurs offres, le contrat a été signé à la va-vite. Cette concession à une entreprise transnationale est le résultat de la privatisation de l'entreprise municipale publique Samapa, qui a été imposée par la Banque, le FMI et la Banque interaméricaine de développement (BID) lors de la renégociation de la dette bolivienne en 1996. La Banque mondiale est d'ailleurs directement partie prenante de la privatisation puisqu'elle détient 8% des actions de Aguas del Illimani par le biais de son instrument d'investissement privé, la Société financière internationale. De son côté, la Lyonnaise des eaux - Suez détient 55% des actions.

A El Alto, Suez privait 200.000 habitants d'eau potable

Alors que Aguas de Illimani affirmait que toute la population de El Alto avait accès à l'eau potable, la réalité était bien différente. 70.000 personnes vivaient dans des maisons non raccordées à la distribution d'eau car le prix du raccordement était exorbitant. En effet, il atteignait la somme astronomique de 445 dollars soit approximativement 8 mois de salaire minimum. Par ailleurs, 130.000 personnes vivant sur le territoire de la concession accordée à Aguas del Illimani sont en dehors de l'aire desservie par la transnationale.

Insuffisance d'investissement dans l'entretien et l'amélioration des installations

Selon le contrat signé en 1997, Aguas del Illimani était tenue de garantir l'entretien et l'amélioration des conduites d'eau et des égouts. En réalité, les investissements réalisés étaient tout à fait insuffisants. Entre 1997 et 2004, Aguas del Illimani n'aurait investi que pour un montant de 55 millions de dollars provenant principalement de prêts de la Banque et de la BID ou de dons de gouvernements au titre de l'aide publique au développement. C'est le cas des dons de la Suisse destinés à garantir l'accès des pauvres à l'eau potable. L'insuffisance d'investissements s'est traduite par des foyers de contamination dans certains quartiers dus à la distribution d'eau non potable.

Augmentation des tarifs

Au début du contrat, en 1997, les tarifs ont augmenté de 19%. Le coût du raccordement a, quant à lui, augmenté de 33%. Alors que la loi bolivienne interdit la dollarisation des tarifs (loi 2066 du 11 avril 2000, art. 8), Aguas del Illimani a indexé les tarifs sur le dollar.

Voler les pauvres et les pouvoirs publics

Avec des tarifs exorbitants, Suez amortissait ses faibles investissements et s'octroyait un taux de profit de 13%. Non contente de cela, elle avait obtenu grâce à l'article 26 du contrat la garantie qu'en cas de non-renouvellement de la concession en 2027, les autorités publiques devraient rembourser à l'entreprise tous les investissements réalisés. Par ailleurs, alors que Suez s'était engagée à verser à l'entreprise municipale Samapa 8 millions de dollars par an, celle-ci affirme qu'elle n'a reçu en réalité que 3,5 millions de dollars par an.

Banque mondiale: juge et partie

Pour toutes ces raisons, l'ensemble de la population de El Alto est sorti dans les rues trois jours durant, exigeant le départ de Aguas del Illimani - Suez et le retour de la distribution d'eau au secteur public. Suez a annoncé, suite au décret pris par le président de la Bolivie, qu'elle déposerait plainte auprès du CIRDI (Centre international des différends relatifs aux investissements), une des cinq branches du groupe Banque mondiale. Si jamais, le CIRDI acceptait de recevoir la plainte, son jugement devrait être frappé de nullité car la Banque mondiale serait à la fois juge et partie. En effet, comme indiqué précédemment, la Banque mondiale est actionnaire de Aguas del Illimani via la SFI…

Lexique

Agence de crédit à l'exportation
Quand une entreprise privée du Nord obtient un marché dans un pays en développement, il existe un risque que des difficultés économiques ou politiques empêchent le paiement de la facture. Pour se prémunir, elle peut s'assurer auprès d'une agence de crédit à l'exportation, comme la COFACE en France ou le Ducroire en Belgique. En cas de problème, ces agences paient à la place du client défaillant, et l'entreprise du Nord est assurée de récupérer son dû.
L'une des principales critiques formulées à leur encontre est qu'elles sont peu regardantes sur la nature des contrats assurés (armement, mégaprojets d'infrastructure et d'énergie) ni sur leurs conséquences sociales et environnementales, apportant bien souvent leur soutien à des régimes répressifs et corrompus.

Aide publique au développement (APD)
On appelle aide publique au développement les dons ou les prêts consentis à des conditions financières privilégiées accordés par des organismes publics de pays industrialisés. Il suffit donc qu'un prêt soit consenti à un taux inférieur à celui du marché (prêt concessionnel) pour qu'il soit considéré comme une aide, même s'il est ensuite remboursé jusqu'au dernier centime par le pays bénéficiaire. Les prêts bilatéraux liés (qui obligent le pays bénéficiaire à acheter des produits ou des services au pays prêteur) et les annulations de dette font aussi partie de l'APD.

Balance commerciale
La balance commerciale d'un pays mesure la différence entre ses ventes de marchandises (exportations) et ses achats (importations). Le résultat est le solde commercial (déficitaire ou excédentaire).

Balance des paiements
La balance des paiements courants d'un pays est le résultat de ses transactions commerciales (c'est-à-dire des biens et services importés et exportés) et de ses échanges de revenus financiers avec l'étranger. En clair, la balance des paiements mesure la position financière d'un pays par rapport au reste du monde. Un pays disposant d'un excédent de ses paiements courants est un pays prêteur vis-à-vis du reste du monde. Inversement, si la balance d'un pays est déficitaire, ce pays devra se tourner vers les prêteurs internationaux afin d'emprunter pour ses besoins de financement.

Banque centrale
La banque centrale d'un pays gère la politique monétaire et détient le monopole de l'émission de la monnaie nationale. C'est auprès d'elle que les banques commerciales sont contraintes de s'approvisionner en monnaie, selon un prix d'approvisionnement déterminé par les taux directeurs de la banque centrale.

Banque mondiale
Voir fiche signalétique.
Site: www.worldbank.org

Bons du Trésor
Titres d'emprunts émis par le Trésor public pour se financer. Leur durée peut aller de quelques mois à trente ans.

Bourse
La Bourse est l'endroit où sont émises les obligations et les actions. Une obligation est un titre d'emprunt (l'émetteur la vend à l'acheteur qui doit la rembourser à un taux et une échéance déterminés) et une action est un titre de propriété d'une entreprise. Les actions et les obligations peuvent être revendues et rachetées à souhait sur le marché secondaire de la Bourse (le marché primaire est l'endroit où les nouveaux titres sont émis pour la première fois).

BRI (Banque des règlements internationaux)
La Banque des règlements internationaux *(Bank of International Settlements)* a été fondée en 1930 pour gérer les réparations allemandes après la Première Guerre mondiale. Etablie à Bâle, en société anonyme, elle gère une partie des réserves en devises des banques centrales des pays les plus industrialisés et de quelques autres..
Cette banque joue un rôle important dans la collecte des statistiques relatives aux opérations bancaires internationales qu'elle publie dans un rapport trimestriel depuis le début des années 1980. La BRI est chargée de gérer les risques financiers liés à la libéralisation des marchés financiers. Elle est aussi elle-même une banque qui fait des opérations: elle reçoit, principalement des banques centrales, des dépôts en or et en devises qu'elle place sur les marchés; elle accorde aussi des crédits à certaines banques centrales.
Site: www.bis.org

Club de Londres
Ce Club réunit les banques privées qui détiennent des créances sur les PED.

Club de Paris
Créé en 1956, il s'agit du groupement de 19 États créanciers chargé de gérer les difficultés de remboursement de la dette bilatérale par les PED. Depuis sa création, la présidence est traditionnellement assurée par un Français - en 2006, c'est le directeur du Trésor français, Xavier Musca, qui en assure la présidence. Les États membres du Club de Paris ont rééchelonné la dette de plus de 80 pays en développement. Les membres du Club de Paris détiennent près de 30% du stock de la dette du Tiers Monde.
Les liens entre le Club de Paris et le FMI sont extrêmement étroits; ils se matérialise par le statut d'observateur dont jouit le FMI dans les réunions - confidentielles - du Club de Paris. Le FMI joue un rôle clé dans la stratégie de la dette mise en oeuvre par le Club de Paris qui s'en remet à son expertise et son jugement macroéconomiques pour réaliser l'un des principes essentiels du Club de Paris: la conditionnalité. Réciproquement, l'action du Club de Paris préserve le statut de créancier privilégié du FMI et la conduite de ses stratégies d'ajustement dans les pays en voie de développement.
Site: www.clubdeparis.org

CNUCED
Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement. Elle a été créée en 1964, sous la pression des pays en voie de développement pour faire contrepoids au GATT.
Site: www.unctad.org

Conditionnalités
Ensemble des mesures néolibérales imposées par le FMI et la Banque mondiale aux pays qui signent un accord, notamment pour obtenir un aménagement du remboursement de leur dette. Ces mesures sont censées favoriser « l'attractivité » du pays pour les investisseurs internationaux mais pénalisent durement les populations. Par extension, ce terme désigne toute condition imposée en vue de l'octroi d'une aide ou d'un prêt.

Convertibilité
Désigne la possibilité légale de passer d'une monnaie à une autre ou d'une monnaie à l'étalon dans laquelle elle est officiellement définie. Dans le système actuel de taux de change libéralisés (c'est l'offre et la demande de devises qui détermine leurs cours respectifs - taux de change flottants), les monnaies flottent autour du dollar (étalon-dollar).

Créances privées
Prêts consentis par les banques commerciales quel que soit l'emprunteur.

Créances publiques
Prêts consentis par des prêteurs publics quel que soit l'emprunteur.

Dette

- Dette multilatérale
Dette qui est due à la Banque mondiale, au FMI, aux banques de développement régionales comme la Banque Africaine de Développement, et à d'autres institutions multilatérales comme le Fonds Européen de Développement.

- Dette odieuse
Notion juridique selon laquelle si un régime illégitime ou dictatorial contracte une dette contraire à l'intérêt des populations, cette dette est qualifiée d' odieuse. Le régime démocratique qui lui succède peut la dénoncer. Elle est alors frappée de nullité et n'a pas à être remboursée.

- Dette privée
Emprunts contractés par des emprunteurs privés quel que soit le prêteur.

- Dette publique
Ensemble des emprunts contractés par des emprunteurs publics.

- Rééchelonnement de dette
Modification des termes d'une dette, par exemple en modifiant les échéances ou en reportant les paiements du principal et/ou des intérêts. Le but est en général de donner un peu d'oxygène à un pays en difficulté en allongeant la période des remboursements pour en diminuer le montant ou en accordant une période de grâce où les remboursements n'ont pas lieu.

- Service de la dette
Remboursements des intérêts et du capital emprunté, à comparer au montant annuel des exportations.

- Transfert net sur la dette
On appellera transfert net sur la dette la différence entre les nouveaux prêts contractés par un pays ou une région et son service de la dette (remboursements annuels au titre de la dette - intérêts plus principal).
Le transfert financier net est positif quand le pays ou le continent concerné reçoit plus (en prêts) que ce qu'il rembourse. Il est négatif si les sommes remboursées sont supérieures aux sommes prêtées au pays ou au continent concerné.
Depuis le milieu des années 1980, le transfert net sur la dette publique des PED pris ensemble est négatif.

Dévaluation
Modification à la baisse du taux de change d'une monnaie par rapport aux autres.

Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté -DSRP
(en anglais, *Poverty Reduction Strategy Paper* - PRSP)
Mis en œuvre par la Banque mondiale et le FMI à partir de 1999, le DSRP, officiellement destiné à combattre la pauvreté, est en fait la poursuite et l'approfondissement de la politique d'ajustement structurel en cherchant à obtenir une

légitimation de celle-ci par l'assentiment des gouvernements et des acteurs sociaux. Parfois appelés Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP).

Eurodollars
Le marché des eurodollars trouve son origine dans les sorties de capitaux américains dans les années 1960. Pour freiner ces sorties de capitaux, les autorités américaines ont introduit en 1963 une taxe sur les emprunts des non-résidents. Celle-ci a eu pour effet de déplacer la demande de financements en dollars du marché américain vers les euromarchés, où les filiales des banques américaines pouvaient opérer en toute liberté.

Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC)
Facilité de crédit du FMI avalisée en 1999, acordée fin 2005 à 78 pays à faible revenu (dont le PIB par habitant 2003 est inférieur à 895 dollars). Elle comporte la notion de lutte contre la pauvreté, mais dans une stratégie économique globale toujours axée sur la croissance. Les autorités nationales sont alors chargées de rédiger un vaste document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP), sorte de programme d'ajustement structurel avec une touche de social, en accord avec les institutions multilatérales. En cas d'éligibilité, le pays peut emprunter, dans le cadre d'un accord de 3 ans, un montant variable suivant ses difficultés de balance des paiements et son passé envers le FMI, en général dans la limite de 140 % de sa quote-part au FMI. Le taux annuel est de 0,5 %, sur une durée de 10 ans, avec une période de grâce de 5 ans et demi.

FMI
Institution sœur de la Banque mondiale, le FMI est né à Bretton Woods en juillet 1944. Son but initial était de garantir la stabilité du système financier international basé sur des taux de changes fixes. Après la fin de la libre-convertibilité des monnaies en or décidée par le gouvernement des Etats-Unis en août 1971, les marchés financiers entrent en jeu et les taux de change deviennent variables. Après la crise de la dette en 1982, le FMI est plus particulièrement chargé d'intervenir auprès des PED ayant des difficultés de remboursement pour une stabilisation à court terme de l'économie, destinée à réduire le déficit budgétaire des pays et à limiter l'accroissement de la masse monétaire. Mais le FMI impose aussi des réformes structurelles de l'économie dans un sens néolibéral. Son mode de décision est le même que pour la Banque mondiale et se base sur une répartition des droits de vote en fonction de la puissance économique des Etats membres. Il faut 85 % des voix pour modifier la Charte du FMI (les Etats-Unis possèdent donc une minorité de blocage, vu qu'ils possèdent plus de 17% des voix). Les pays riches détiennent la majorité des voix.
Site: www.imf.org

G7

Répartition des droits de vote des principaux administrateurs du FMI en mars 2006

USA	17,8%
Japon	6,13%
Allemagne	5,99%
Belgique	4,13%
Royaume-Uni	4,95%
France	4,95%
Pays-Bas	4,84%
Italie	4,18%
Canada	3,71%
Soit 9 pays industrialisés	56,96%

Groupe réunissant les pays les plus puissants de la planète: Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon. Leurs chefs d'Etat se réunissent chaque année généralement fin juin, début juillet. Le G7 s'est réuni la première fois en 1975 à l'initiative du président français, Valéry Giscard d'Estaing.

G8
Ce groupe correspond au G7 plus la Fédération de Russie qui, présente officieusement depuis 1995, y siège à part entière depuis juin 2002.

G77
Le G77 est une émanation du Groupe des pays en voie de développement qui se sont réunis pour préparer la première Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Genève en 1964. Le Groupe offre un forum aux PED pour discuter des problèmes économiques et monétaires internationaux. En 2006, le G77 regroupe 132 pays.

GATT
Forum permanent de négociation, intitulé « Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ». Les Etats avaient seulement le statut de « parties contractuelles ». Il a été remplacé le 1er janvier 1995 par l'OMC.

Indicateur de développement humain (IDH)
Cet outil de mesure, utilisé par les Nations unies pour estimer le degré de développement d'un pays, prend en compte le revenu par habitant, le degré d'éducation et l'espérance de vie moyenne de sa population.

Industrialisation par substitution d'importation
Cette stratégie renvoie principalement à l'expérience historique de l'Amérique latine des années trente et quarante, et aux travaux de la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine de l'ONU) des années 1950, avec notamment les écrits de l'Argentin Raúl Prebisch (qui deviendra en 1964 le premier secrétaire général de la CNUCED).Le point de départ est le constat selon lequel, confron-

tés à une réduction drastique des échanges, les principaux pays d'Amérique latine avaient pu répondre à la demande intérieure en remplaçant les produits importés par le développement de la production locale. La théorisation de la CEPAL vise à étendre ce procédé successivement à tous les secteurs de l'industrie en créant une « déconnexion » vis-à-vis du Centre. En s'appuyant sur une bonne dose de protectionnisme et sur une intervention coordonnée de l'Etat, elle vise à permettre l'essor des industries naissantes. La Corée du Sud a appliqué cette politique avec succès mais dans des conditions particulières.

Inflation
Hausse cumulative de l'ensemble des prix (par exemple, une hausse du prix du pétrole, entraînant à terme un réajustement des salaires à la hausse, puis la hausse d'autres prix, etc.). L'inflation implique une perte de valeur de l'argent puisqu'au fil du temps, il faut un montant supérieur pour se procurer une marchandise donnée. Les politiques néolibérales cherchent donc en priorité à combattre l'inflation pour préserver la valeur du capital rentier.

Investissements directs à l'étranger (IDE)
Les investissements étrangers peuvent s'effectuer sous forme d'investissements directs ou sous forme d'investissements de portefeuille. Même s'il est parfois difficile de faire la distinction pour des raisons comptables, juridiques ou statistiques, on considère qu'un investissement étranger est un investissement direct si l'investisseur étranger possède 10% ou plus des actions ordinaires ou de droits de vote dans une entreprise.

Marché des changes
Marché sur lequel s'échangent et sont cotées les devises.

Moratoire
Situation dans laquelle une dette est gelée par le créancier, qui renonce à en exiger le paiement dans les délais convenus. Cependant, durant la période de moratoire, les intérêts continuent de courir. Un moratoire peut également être décidé par le débiteur, comme ce fut le cas de la Russie en 1998 et de l'Equateur en 1999.

Mouvement des non alignés
Groupe de pays prônant, à partir des années 1950, la neutralité face aux blocs dirigés par les deux super-puissances (États-Unis et Union soviétique), alors en pleine guerre froide. En avril 1955, une conférence de pays asiatiques et africains se réunit à Bandoeng (Indonésie) pour promouvoir l'unité et l'indépendance du tiers-monde, la décolonisation et la fin de la ségrégation raciale. Les initiateurs sont Tito (Yougoslavie), Nasser (Égypte), Nehru (Inde), Sukarno (Indonésie). Le mouvement des non-alignés naît véritablement à Belgrade en 1961. D'autres conférences suivront au Caire (1964), à Lusaka (1970), à Alger (1973), à Colombo (1976). Actuellement composé de 114 pays, le mouvement des non-alignés a son siège à Lusaka (Zambie) mais la portée de son action est très limitée.

New Deal
Nom donné aux mesures prises aux États-Unis par le président démocrate Franklin Roosevelt pour faire face à la crise économique éclenchée en 1929. A partir de 1932, cette politique interventionniste eut pour but de lutter contre l'instabilité des marchés financiers en permettant aux pouvoirs publics de rationaliser l'économie, de rétablir l'équilibre du système bancaire, d'aider les chômeurs et d'injecter des fonds publics pour relancer

la consommation.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
Créée en 1960 et basée au Château de la Muette à Paris, l'OCDE regroupe trente membres en 2006: les dix neuf membres de l'Union européenne auxquels s'ajoutent la Suisse, la Norvège, l'Islande; en Amérique du Nord, les USA et le Canada; en Asie-Pacifique, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande. La Turquie est le seul PED à en faire partie depuis le début pour des raisons géostratégiques. Entre 1994 et 1996, deux autres pays du Tiers Monde ont fait leur entrée dans l'OCDE: le Mexique qui forme l'ALENA avec ses deux voisins du Nord; la Corée du Sud.
Site: www.oecd.org

Organisation mondiale du commerce (OMC)
Créée le 1er janvier 1995 en remplacement du GATT. Son rôle est d'assurer qu'aucun de ses membres ne se livre à un quelconque protectionnisme, afin d'accélérer la libéralisation mondiale des échanges commerciaux et favoriser les stratégies des multinationales. Elle est dotée d'un tribunal international (l'Organe de règlement des différends) jugeant les éventuelles violations de son texte fondateur de Marrakech.
L'OMC fonctionne selon le mode « un pays - une voix » mais les délégués des pays du Sud ne font pas le poids face aux tonnes de documents à étudier, à l'armée de fonctionnaires, avocats, etc. des pays du Nord. Les décisions se prennent entre puissants dans les *« green rooms »* .
Site: www.wto.org

Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)
En anglais, OPEC: *Organization of the Petroleum Exporting Countries.*
L'OPEP regroupe onze PED producteurs de pétrole: Algérie, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Indonésie, Irak, Iran, Koweït, Libye, Nigeria, Qatar, Venezuela. Ces onze pays représentent 41 % de la production de pétrole dans le monde et possèdent plus de 75 % des réserves connues. Créée en septembre 1960 et basée à Vienne (Autriche), l'OPEP est chargée de coordonner et d'unifier les politiques pétrolières de ses membres, dans le but de leur garantir des revenus stables. À cette fin, la production obéit en principe à un système de quota. Chaque pays, représenté par son ministre de l'Énergie et du Pétrole, se charge à tour de rôle de la gestion de l'organisation.
Site: www.opec.org

Pays Moins Avancés (PMA)
Notion définie par l'ONU en fonction des critères suivants: faible revenu par habitant, faiblesse des ressources humaines et économie peu diversifiée. La liste comprend actuellement 50 pays, les derniers pays admis étant le Timor oriental et le Sénégal. Elle n'en comptait que 25 il y a trente ans.

Plan Marshall
Ce plan a été conçu par l'administration du président démocrate Harry Truman, sous le nom de *European Recovery Program.* Il sera ensuite connu sous le nom du secrétaire d'État de l'époque, Georges Marshall (qui a été chef d'état-major général entre 1939 et 1945), chargé d'en assurer la mise sur pied. Entre avril 1948 et décembre 1951, les États-Unis accordent, principalement sous forme de dons, à quinze pays européens et à la Turquie une aide de 12,5 milliards de dollars. Le Plan Marshall visait à favoriser la reconstruction de l'Europe dévastée au cours de la deuxième guerre mondiale.
En dollars de 2006, il faudrait réunir environ 90 milliards pour obtenir l'équivalent du Plan Marshall. Entre 2000 et 2004 (cinq

ans), les gouvernements des PED pris ensemble ont offert aux créanciers via le transfert net négatif sur la dette publique externe l'équivalent de trois plans Marshall à leurs créanciers.

PPTE (Pays pauvres très endettés)
- en anglais: HIPC
L'initiative PPTE, mise en place en 1996 et renforcée en septembre 1999, est destinée à alléger la dette des pays très pauvres et très endettés, avec le modeste objectif de la rendre juste soutenable.
Elle se déroule en plusieurs étapes particulièrement exigeantes et complexes.
Tout d'abord, le pays doit mener pendant trois ans, des politiques économiques approuvées par le FMI et la Banque mondiale, sous forme de programmes d'ajustement structurel.. Il continue alors à recevoir l'aide classique de tous les bailleurs de fonds concernés. Pendant ce temps, il doit adopter un document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP), parfois juste sous une forme intérimaire. A la fin de ces trois années, arrive le point de décision: le FMI analyse le caractère soutenable ou non de l'endettement du pays candidat. Si la valeur nette du ratio stock de la dette extérieure / exportations est supérieure à 150 % après application des mécanismes traditionnels d'allégement de la dette, le pays peut être déclaré éligible. Cependant, les pays à niveau d'exportations élevé (ratio exportations/PIB supérieur à 30 %) sont pénalisés par le choix de ce critère, et on privilégie alors leurs recettes budgétaires plutôt que leurs exportations. Donc si leur endettement est manifestement très élevé malgré un bon recouvrement de l'impôt (recettes budgétaires supérieures à 15 % du PIB, afin d'éviter tout laxisme dans ce domaine), l'objectif retenu est un ratio valeur nette du stock de la dette / recettes budgétaires supérieur à 250 %. Si le pays est déclaré admissible, il bénéficie de premiers allégements de son service de la dette et doit poursuivre avec les politiques agréées par le FMI et la Banque mondiale. La durée de cette période varie entre un et trois ans, selon la vitesse de mise en œuvre des réformes clés convenues au point de décision. A l'issue, arrive le point d'achèvement. L'allégement de la dette devient alors acquis pour le pays. Le coût de cette initiative est estimé à 56 milliards de dollars, soit environ 2,2% de la dette extérieure du Tiers Monde. Les PPTE sont au nombre de 42 seulement, dont 34 en Afrique subsaharienne, auxquels il convient d'ajouter le Honduras, le Nicaragua, la Bolivie, le Guyana, le Laos, le Vietnam le Yemen et Myanmar. Au 31 mars 2006, 29 pays ont atteint le point de décision, et seulement 18 sont parvenus au point d'achèvement. Alors qu'elle devait régler définitivement le problème de la dette de ces 42 pays, cette initiative a tourné au fiasco: leur dette est passée de 218 à 205 milliards de dollars, soit une baisse de 6% seulement entre 1996 et 2003. Devant ce constat, le sommet du G8 de 2005 a décidé un allégement supplémentaire concernant une partie de la dette multilatérale des pays parvenus au point de décision, c'est-à-dire des pays ayant soumis leur économie aux volontés des créanciers.

Prime de risque
Quand des emprunts sont accordés, les créanciers tiennent compte de la situation économique du débiteur pour fixer le taux d'intérêt. Un éventuel risque pour le débiteur de ne pas pouvoir honorer ses remboursements entraîne une hausse des taux d'intérêt pratiqués à son encontre. De la sorte, le créancier perçoit des intérêts plus élevés, censés le dédommager du risque pris en accordant ce prêt.

Produit intérieur brut (PIB)

Le PIB traduit la richesse totale produite sur un territoire donné, estimée par la somme des valeurs ajoutées.

Produit national brut (PNB)
Le PNB traduit la richesse produite par une nation, par opposition à un territoire donné. Il comprend les revenus des citoyens de cette nation à l'étranger.

Programmes d'ajustement structurel (PAS)
En réaction à la crise de la dette, les pays riches ont confié au FMI et à la Banque mondiale la mission d'imposer une discipline financière stricte aux pays surendettés. Les programmes d'ajustement structurel ont pour but premier, selon le discours officiel, de rétablir les équilibres financiers. Pour y parvenir, le FMI et la Banque mondiale imposent l'ouverture de l'économie afin d'y attirer les capitaux. Le but pour les États du Sud qui appliquent les PAS est d'exporter plus et de dépenser moins, via deux séries de mesures. Les mesures de choc sont des mesures à effet immédiat: suppression des subventions aux biens et services de première nécessité, réduction des budgets sociaux et de la masse salariale de la fonction publique, dévaluation de la monnaie, taux d'intérêt élevés. Les mesures structurelles sont des réformes à plus long terme de l'économie: spécialisation dans quelques produits d'exportation (au détriment des cultures vivrières), libéralisation de l'économie via l'abandon du contrôle des mouvements de capitaux et la suppression du contrôle des changes, ouverture des marchés par la suppression des barrières douanières, privatisation des entreprises publiques, TVA généralisée et fiscalité préservant les revenus du capital. Les conséquences sont dramatiques pour les populations et les pays ayant appliqué ces programmes à la lettre connaissent à la fois des résultats économiques décevants et une misère galopante.

Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)
Créé en 1965, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD, siège à New York) est le principal organe d'assistance technique de l'ONU. Il aide - sans restriction politique - les pays en développement à se doter de services administratifs et techniques de base, forme des cadres, cherche à répondre à certains besoins essentiels des populations, prend l'initiative de programmes de coopération régionale, et coordonne, en principe, les activités sur place de l'ensemble des programmes opérationnels des Nations unies. Le PNUD s'appuie généralement sur un savoir-faire et des techniques occidentales, mais parmi son contingent d'experts, un tiers est originaire du Tiers Monde. Le PNUD publie annuellement un Rapport sur le développement humain qui classe notamment les pays selon l'Indicateur de développement humain (IDH).
Site: www.undp.org

Récession
Croissance négative de l'activité économique dans un pays ou une branche pendant au moins deux trimestres.

Spéculation
Activité consistant à rechercher des gains sous forme de plus-value en pariant sur la valeur future des biens et des actifs financiers ou monétaires. La spéculation génère un divorce entre la sphère financière et la sphère productive. Les marchés des changes constituent le principal lieu de spéculation.

Taux d'intérêt
Quand A prête de l'argent à B, B rembourse le montant prêté par A (le capital), mais aussi une somme supplémentaire

appelée intérêt, afin que A ait intérêt à effectuer cette opération financière. Le taux d'intérêt plus ou moins élevé sert à déterminer l'importance des intérêts. Prenons un exemple très simple. Si A emprunte 100 millions de dollars sur 10 ans à un taux d'intérêt fixe de 5 %, il va rembourser la première année un dixième du capital emprunté initialement (10 millions de dollars) et 5 % du capital dû, soit 5 millions de dollars, donc en tout 15 millions de dollars. La seconde année, il rembourse encore un dixième du capital initial, mais les 5 % ne portent plus que sur 90 millions de dollars restants dus, soit 4,5 millions de dollars, donc en tout 14,5 millions de dollars. Et ainsi de suite jusqu'à la dixième année où il rembourse les derniers 10 millions de dollars, et 5 % de ces 10 millions de dollars restants, soit 0,5 millions de dollars, donc en tout 10,5 millions de dollars. Sur 10 ans, le remboursement total s'élèvera à 127,5 millions de dollars. En général, le remboursement du capital ne se fait pas en tranches égales. Les premières années, le remboursement porte surtout sur les intérêts, et la part du capital remboursé croît au fil des ans. Ainsi, en cas d'arrêt des remboursements, le capital restant dû est plus élevé… Le taux d'intérêt nominal est le taux auquel l'emprunt est contracté. Le taux d'intérêt réel est le taux nominal diminué du taux d'inflation.

Vivrières (cultures)
Cultures destinées à l'alimentation des populations locales (mil, manioc, sorgho, etc.), à l'opposé des cultures destinées à l'exportation (café, cacao, thé, arachide, sucre, bananes, etc.).

Bibliographie

Pour un ouvrage, la structure de base est: Nom, Prénom. Année de la première publication. *Titre de l'ouvrage,* éditeur, lieu de publication, année de l'édition référencée si elle diffère de l'année de la première publication, nombre de pages.

Pour un article dans une revue, la structure de base est: Nom, Prénom. Année de la première publication. « Titre exact de l'article « , *Nom du périodique,* date et n° du volume, éditeur, page de début et de fin de l'article.

Pour un article dans un ouvrage collectif, la structure de base est: Nom, Prénom. Année de la première publication. « Titre exact de l'article « , in Nom, Prénom du coordinateur. *Nom de l'ouvrage collectif,* lieu de publication, année de publication, éditeur, page de début et de fin de l'article.

ADAMS, Patricia. 1991. *Odious Debts,* Probe International, Toronto, 252 p.

AGLIETTA, Michel, et **MOATTI**, Sandra. 2000. *Le FMI. De l'ordre monétaire aux désordres financiers,* Ed. Economica, Paris, 255 p.

ANGULO SANCHEZ, Nicolas. 2005. *El Derecho Humano al Desarollo frente a la mundialización del Mercado,* Iepala, Colección Cooperación y Desarollo, Madrid, 311 p.

ARRUDA, Marcos. 1999. *External Debt. Brazil and the International Financial Crisis,* Pluto Press, London, 2000, 173 p.

ATTAC. **2004. HARRIBEY**, Jean-Marie, sous la coordination de, *Le développement a-t-il un avenir? Pour une société solidaire et économe,* Mille et une nuits, Fayard, Paris

AVRAMOVIC, Dragoslav and **GULHATI,** Ravi. 1960. *Debt Servicing Problems of Low-Income Countries 1956-58,* Johns Hopkins Press for the IBRD, Baltimore

AZOULAY, Gérard. 2002. *Les théories du développement, Du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités,* Presses universitaires de Rennes, Rennes, 332 p.

BANQUE MONDIALE / WORLD BANK.

-.1981. *Rapport sur le développement dans le monde,* Washington (NB: chaque rapport compte de 250 à 340 p.)

-. 1982. *Rapport sur le développement dans le monde,* Washington

-. 1983. *Rapport sur le développement dans le monde,* Washington

-. 1990. *Rapport sur le développement dans le monde,* Washington

-. 1991. *Rapport sur le développement dans le monde,* Washington

-. 1992. *Rapport sur le développement dans le monde,* Washington

-. 1993a. *Rapport sur le Développement dans le Monde,* Investir dans la Santé, Washington, 339 p.

-. 1994. *Rapport sur le développement dans le monde,* Washington

-. 1995a. *Rapport sur le développement dans le monde. Le monde du travail dans une économie sans frontières,* Banque mondiale, Washington

-. 1996. *Rapport sur le développement dans le monde,* Washington
-. 1997. *Rapport sur le développement dans le monde,* Washington
-. 1998. *Rapport sur le développement dans le monde,* Washington
-. 2000. *Rapport sur le développement dans le monde,* Washington
-. 2005. *Rapport sur le développement dans le monde,* Washington
-. 1992. *Governance and Development,* Washington, 1992
-. 1992. *World Debt Tables 1992-1993, Vol 1.,* 1992, Washington
-. 1993b. *The East Asian Miracle,* World Bank, Washington, 389 p.
-. 1995b. *Promouvoir le développement social. Contribution de la Banque mondiale au Sommet social,* Banque mondiale, Washington
-. 1997. « Summary of RSI Staff Views Regarding the Problem of 'Leakage' from the World Bank Project Budget« August 1997
-. 1997. *Global Development Finance,* Washington
-. 1998. *Global Development Finance,* Washington, 187 p.
-. 1999. *Global Development Finance,* Washington
-. 2000. *Global Development Finance,* Washington
-. 2001. *Global Development Finance,* Washington
-. 2002. *Global Development Finance,* Washington
-. 2003. *Global Development Finance,* Washington
-. 2004. *Global Development Finance,* Washington, 232 p.
-. 2005. *Global Development Finance,* Washington, 171 p.
-. 2003. *World Development Indicators,* Washington, 391 p.
-. 1998-1999. *Global Economic Prospects,* Washington

BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX.
-.BRI. 1995. *65ème rapport annuel,* Bâle, 241 p.
-. BRI. 2000. *70ème rapport annuel,* Bâle, 203 p.
-. BRI. 2001. *71ème rapport annuel,* Bâle, 203 p.
-. BRI. 2002. 7*2ème rapport annuel,* Bâle, 209 p.
-. BRI. 2003. *73ème rapport annuel,* Bâle, 225 p.

BELLO, Walden. 2000. « The Prague Castle Debate: Hard answers, Please, Gentlemen *»*, in *Transfer of Wealth,* Focus on the Global South, Bangkok

BELLO, Walden. 2002. *Deglobalization. Ideas for a new world economy,* Zedbooks, London - New York, 132 p.

BOND, Patrick. 2000. *Elite Transition, From Apartheid to Neoliberalism in South Africa,* Pluto Press/University of NatalPress,London-Sterling, Virginia/Pietermaritzburg, South Africa, 318 p.

BOND, Patrick. 2001. *Against Global Apartheid, South Africa meets the World Bank, IMF and International Finance,* University of Cape Town Press, Lansdowne, 302 p.

BROOKS, R. et al. 1998. *External debt histories of ten low-income developping countries: lessons from their experience,* FMI, document de base, WP/98/72, Washington D.C.

BULOW, Jeremy I., **ROGOFF,** Kenneth, « A Constant Recontracting Model of Sovereign Debt *»*, *Journal of Political Economy,* 97 n°1, February 1989, p. 155-78

BULOW, Jeremy I. « Cleaning Up Third World Debt Without Getting Taken to the Cleaners » (avec Kenneth Rogoff), *Journal of Economic Perspectives,* Vol. 4, n° 1, Winter 1990, p. 31-42

BULOW Jeremy I. « First World Governments and Third World Debt » , *Brookings Papers on Economic Activity,* 2002, n° 1, p. 229-255

CALCAGNO, Alfredo Eric. 1988. *La perversa deuda,* Buenos Aires, Editorial Legasa, 266 p.

CALCAGNO, Alfredo Eric et CALCAGNO, Alfredo Fernando. 1995. *El universo neoliberal: recuento de sus lugares comunes,* Buenos Aires, Alianza, 500 p.

CASTRO, Fidel. 1985. *La Cancelación de la deuda externa y el nuevo orden económico international,* Editora Política, La Habana, 210 p.

CENTRE TRICONTINENTAL. « Les Organismes financiers internationaux, instruments de l'économie politique libérale », in *Alternatives Sud*, Vol. VI, 1999, 2, L'Harmattan, Louvain-la-Neuve, Paris, Montréal, 189 p.

CENTRE TRICONTINENTAL.
« Raisons et déraisons de la dette. Le point de vue du Sud », in *Alternatives Sud* - Vol.IX (2002), n°2-3, L'Harmattan, Louvain-la-Neuve, Paris, Montréal, 266p.

CETIM. 2005. *ONU. Droits pour tous ou loi du plus fort?*, CETIM, Genève, 431p.

CHANG, Ha-Joon. 2001. *« The Rebel Within, Joseph Stiglitz and the World Bank «* , Anthem Press, London, 320 p.

CHARVIN,Robert.2002.*L'investissement international et le droit au développement,* L'Harmattan, 2002, 203 p.

CHENERY Hollis B. and **STROUT** Alan. 1966. « Foreign Assistance and Economic Development », *American Economic Review,* n°56, p.680-733

CHRISTEN, Ivan. 1995. *La Banque mondiale, Que sais-je?*, P.U.F., Paris, 127 p.

CNUCED/UNCTAD.2005.*World Investment Report,* Genève, 332 p.

CNUCED/UNCTAD/UNDP. 1997. *Debt sustainability, social and human development, and the experiences of the heavily indebted poor countries (*HIPCS), 89 p.

COMANNE, Denise. 2005. « Quelle vision du développement pour les féministes ? » in *Les Autres Voix de la Planète,* 3ème trimestre 2005, n°28, p. 3-10

COMMISSION DES FINANCES, DE L'ECONOMIE GENERALE ET DU PLAN (rapporteur Yves Tavernier). 2000. *Rapport d'information sur les activités et le contrôle du Fonds Monétaire International et de la Banque mondiale,* Assemblée Nationale, Paris, 13 décembre 2000

DELGADO, Gian Carlo (2005), *Agua y Seguridad Nacional. El recurso natural frente a las guerras del futuro,* Random House Montadori, Mexico, 202 p.

EDWARDS, Sebastian. 1995. *Crisis y Reforma en América Latina,* 1997, Buenos Aires, 433 p.

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL. 1997. *Rapport annuel* 1997, Washington DC

GEORGE, Susan. 1988. *Jusqu'au cou,* La Découverte, Paris, 1989, 405 p.

GEORGE, Susan. 1992. ***L'effet Boomerang,*** col. Essais, La Découverte, Paris, 291 p.

GEORGE, Susan et **SABELLI,** Fabrizio. 1994. *Crédits sans Frontières,* col. Essais, La Découverte, Paris, 278 p.

INTERNATIONAL MONETARY FUND/THE WORLD BANK. 2002. *« External Comments and Contributions on the Joint Bank/Fund Staff Review of the PRSP Approach« ,* Washington D.C. 20431, February, 2002, 2 volumes, 246 p. et 326 p.

JADHAV, Narendra. 2002. *« Synopses of External Comments and Contributions on the Joint IMF/World Bank Staff Review of the PRSP Approach« ,* International Monetary Fund/World Bank, February 2002, 137 p.

KAPUR, Devesh, **LEWIS**, John P., **WEBB,** Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 1: History,* Brookings Institution Press, Washington, D.C., 1275 p.

KAPUR, Devesh, **LEWIS,** John P., **WEBB,** Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 2: Perspectives,* Brookings Institution Press, Washington, D.C., 766 p.

KRUEGER, Anne O. 1979. *Studies in the modernization of the Republic of Korea: 1945-1975. The Development Role of the Foreign Sector and Aid,* Council on East Asian Studies Harvard University, Cambridge, Massachusetts and London, England, 256 p.

KRUEGER, Anne. 1998. « Whither the Bank and the IMF? « , *Journal of Economic Literature,* Vol. XXXVI, décembre 1998, pp.1983-2020

LAND RESEARCH AND ACTION NETWORK. *The Destructive Agrarian Reform Policies of the World Bank,* Sao Paulo, 56 p.

LISSAKERS, Karin. 1991. Banks, *Borrowers and the Establishment: A Revisionist Account of the International Debt Crisis,* Basic Books

MADDISON, Angus. 1970. *Progreso y política económica en los países en vías de desarollo,* Fondo de Cultura Económica, Mexico, 1988, 359 p.

MANDEL, Ernest. 1972. *Le Troisième âge du Capitalisme,* La Passion, Paris, 1997, 500 p.

MANDEL, Ernest. 1982. *La Crise,* 1974-1982, Champs, Flammarion, 302 p.

MANDEL, Ernest. 1989. *L'Annulation de la dette du tiers monde,* Dossier Rouge 29, 15 p.

MASON Edward S. et **ASHER,** Robert E. 1973. *The World Bank since Bretton Woods,* The Brookings Institution, Washington, D.C., 915 p.

McNAMARA, Robert S. 1968. *The Essence of Security: Reflections in Office,* Hodder and Stoughton, London

McNAMARA, Robert S. 1973. *Cien países, Dos mil millones de seres,* Tecnos, Madrid, 172 p.

McNAMARA, Robert S. 1995. *In Retrospect: The Tragedy and Lessons of Vietnam,* Times Book, 414 p.

MILLET, Damien et **TOUSSAINT,** Eric. 2002. *50 Questions/50 Réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale,* CADTM-Bruxelles/Syllepse-Paris, 262 p.

MILLET, Damien et **TOUSSAINT,** Eric. 2002. *The Debt Scam,* Vikas Adhyayan Kendra, Mumbai, 2003, 150 p.

MILLET, Damien et **TOUSSAINT,** Eric. 2005. *Les Tsunamis de la dette,* CADTM-Liège/Syllepse-Paris, 2005, 189 p.

MILLET, Damien. 2005. *L'Afrique sans dette,* CADTM-Liège/Syllepse-Paris, 2005, 218 p.

MILLET, Damien et **TOUSSAINT,** Eric. 2005. « Les faux semblants de l'aide au développement » in *Le Monde diplomatique,* juillet 2005, p. 8

MILLIKAN, Max and **BLACKMER** Donald, eds. 1961. *The Emerging Nations: Their Growth and United States Policy,* Little Brow and company, Boston

MORRISSON, Christian. 1996. « La Faisabilité politique de l'ajustement », *Cahier de politique économique,* 13, Centre de développement de l'OCDE, Paris, 41 p.

NARAYAN, Deepa et autres. 2000. *Voices of the poor. Can Anyone Hear Us?*, New York, Oxford University Press for the World Bank, 343 p.

NDIKUMANA, Leonce et **BOYCE,** James. 1997. *Congo's Odious Debt: External borrowing and Capital Flight,*University of Massachussets, Department of Economics

NOREL, Philippe et **SAINT-ALARY,** Eric. 1988. *L'Endettement du tiers-monde*, Alternatives économiques, Syros, 1992, 178 p.

OCDE. 2000. *Statistiques de la dette extérieure. Principaux agrégats: 1998-1999,* Paris, 2001, 36 p.

OLIVER, Robert W. 1975. *International Economic Co-operation and the World Bank,* MacMillan Press, London, 421 p.

PAYER, Cheryl. 1974. *The Debt Trap: The International Monetary Fund and the Third World,* Monthly Review Press, New York and London, 251 p.

PAYER, Cheryl. 1982. *The World Bank. A Critical Analysis,* Monthly Review Press, New York and London, 414 p.

PAYER, Cheryl. 1991. *Lent and Lost. Foreign Credit and Third World Development,* Zed Books, London, 154 p.

PEEMANS, Jean-Philippe. 2002. *Le développement des peuples face à la modernisation du monde,* Academia-Bruylant/L'Harmattan, Louvain-la-neuve/Paris, 534 p.

PNUD.
-.1990. *Rapport mondial sur le développement humain,* Economica, Paris
-.1991. *Rapport mondial sur le développement humain,* Economica, Paris
-.1992. *Rapport mondial sur le développement humain,* Economica, Paris, 229 p.
-.1993. *Rapport mondial sur le développement humain,* Economica, Paris, 255 p.
-.1994. *Rapport mondial sur le développement humain,* Economica, Paris, 239 p.
-.1995 *Rapport mondial sur le développement humain,* Economica, Paris, 251 p.
-.1996. *Rapport mondial sur le développement humain,* Economica,

Paris, 251 p.
-.1997. *Rapport mondial sur le développement humain,* Economica, Paris, 268 p.
-.1998. *Rapport mondial sur le développement humain,* Economica, Paris, 254 p.
-.1999. *Rapport mondial sur le développement humain,* Economica, Paris, 261 p.
-.2000. *Rapport mondial sur le développement humain,* Economica, Paris, 290 p.
2001. *Rapport mondial sur le développement humain,* Economica, Paris, 264 p.
-.2002. *Rapport mondial sur le développement humain,* Economica, Paris
-.2003. *Rapport mondial sur le développement humain,* Economica, Paris
-.2004. *Rapport mondial sur le développement humain,* Economica, Paris
-.2005. *Rapport mondial sur le développement humain,* Economica, Paris, 385 p.
-.2000. *Rapport du PNUD sur la pauvreté 2000,* PNUD, New York, 144 p.

RICH, Bruce. 1994. *Mortgaging the earth,* Earthscan, London, 376 p.

ROSTOW WALT, W. 1960. *Les Etapes de la croissance économique: un manifeste non communiste,* Le Seuil, Paris, 1970

RUIZ DIAZ BALBUENA, Hugo. 2003. *« La Responsabilité internationale des institutions financières internationales «* document présenté au Troisième Séminaire Droit et Dette, CADTM, Amsterdam, décembre 2003, 22 p.

RUIZ DIAZ BALBUENA, Hugo. 2003. *« Le traitement de la dette par l'ONU. L'Assemblée générale et la dette: entre le désir de solution durable de la dette et l'acceptation des relations économiques internationales inéquitables «* , document présenté au Troisième Séminaire Droit et Dette, CADTM, Amsterdam, décembre 2003, 22 p.

SACK, Alexander Nahum. 1927. *Les Effets des Transformations des Etats sur leurs Dettes Publiques et Autres Obligations financières,* Recueil Sirey, Paris

SANCHEZ ARNAU, J.-C. coord. 1982. *Dette et développement (mécanismes et conséquences de l'endettement du Tiers Monde)*, Editions PUBLISUD, Paris, 207 p.

SAXE-FERNANDEZ, John et **NUNEZ RODRIGUEZ,** Omar. 2001. « Globalizacion e imperialismo: la transferencia de excedentes de America latina *»*, in SAXE-FERNANDEZ, John et PETRAS James, *Globalizacion, imperialismo y clase social,* Grupo Editorial Lumen, Buenos Aires - Mexico, p.87-165

SAXE-FERNANDEZ, John et **DELGADO-RAMOS,** Gian Carlo (2004), *Imperialismo y Banco Mundial,* Editorial Popular, Madrid, 151 p.

SAXE-FERNANDEZ, John et **DELGADO-RAMOS**, Gian Carlo (2005), *Imperialismo en Mexico. Las operaciones del Banco Mundial en nuestro pais,* Random House Montadori, Mexico, 166p.

SHAPLEY, Deborah. 1993. *Promise and Power. The Life and Times of Robert McNamara,* Little, Brown and Company, Boston, Toronto, London, 734 p.

SHIVA, Vandana. 1991. *The Violence of the green revolution,* Third World Network, Malaisia, 1993, 264 p.

SHIVA, Vandana. 1994. *La Nature sous licence ou le processus d'un pillage,* CETIM, Genève, nov. 1994, 144 p.

STIGLITZ, Joseph E. 2002, *La Grande désillusion,* Fayard, Paris, 324 p.

STIGLITZ, Joseph E. 2003, *Quand le capitalisme perd la tête,* Fayard, Paris, 416 p.

TEITELBAUM, Alejandro. 2003. *El papel de las sociedades transnationales en el mundo contemporaneo,* Buenos Aires, octubre 2003, Asociacion Americana de Juristas, 192 p.

THERIEN, Jean-Philippe. 1990. *Une Voix du Sud: le discours de la Cnuced,* L'Harmattan, Paris

TOUSSAINT, Eric. 1998. *La Bourse ou la Vie. La Finance contre les Peuples.* Coédition Luc Pire-Bruxelles/CADTM-Bruxelles/CETIM-Genève/Syllepse-Paris, 396 p.

TOUSSAINT, Eric et **ZACHARIE,** Arnaud. 2000. *Le Bateau ivre de la mondialisation, Escales au sein du village planétaire,* CADTM- Bruxelles/Syllepse-Paris, 264 p.

TOUSSAINT, Eric et **ZACHARIE,** Arnaud. 2001. *Afrique: Abolir la dette pour libérer le développement,* CADTM-Bruxelles/Syllepse-Paris, 272 p.

TOUSSAINT, Eric et **ZACHARIE,** Arnaud. 2002. *Sortir de l'impasse. Dette etajustement,*CADTMBruxelles/Syllepse-Paris, 217 p.

TOUSSAINT, Eric. 2004. *La Finance contre les peuples. La Bourse ou la Vie,* CADTM-Bruxelles/CETIM-Genève/Syllepse-Paris, 640 p.

TOUSSAINT, Eric. 2004. *Enjeux politiques de l'action de la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement et du Fonds monétaire international envers le tiers-monde,* thèse de doctorat en Sciences politiques, Université de Liège et Université de Paris 8, année académique 2003-2004, 354 p.

TREILLET, Stéphanie.2002.*L'Économie du développement,* Nathan, Paris, 187 p

VAN DE LAAR, Aart. 1980. *The World Bank and the Poor,* Martinus Nijhoff Publishing, Boston/The Hague/London, 269 p.

VINCENT, Philippe. 1998. *« L'évolution du traitement des pays en développement au sein du GATT et de l'Organisation mondiale du commerce«* , thèse de doctorat à l'Université de Paris X - Nanterre, U.F.R. des Sciences juridiques, administratives et politiques, 563 p.

WEBB, Richard. 1987. *Peru,* Country Study 8, WIDER, 1987

WILLIAMSON, John. « What Washington means by policy reform». 1989. in *Latin American Ajustment: How much has happened?*, Washington, Institut of International Economics

ZACHARIE, Arnaud. 2005. *Le nouveau désordre international et les raisons d'en sortir,* Editions Labor, collection Quartier Libre, Bruxelles, 2005, 93 p.

ZIEGLER, Jean. 2004. *L'Empire de la Honte,* Fayard, 323 p.

Le site Web du CADTM

www.cadtm.org

Parmi les outils utilisés par le CADTM, il y a bien entendu son site internet, sorte de “carrefour des luttes” où se rejoignent dans une même dynamique les activités, les analyses, les mobilisations du réseau international CADTM et de ses partenaires. Les articles et les analyses qu'il propose sont très régulièrement (et de plus en plus souvent) repris et publiés par d'autres sites, dans de nombreux pays.

Le site web du CADTM est un espace permanent d'information et d'éducation sur la dette du Tiers Monde, la mondialisation libérale, les institutions financières internationales et les mouvements sociaux. Y sont publiés quotidiennement des articles traitant de l'actualité récente, des analyses approfondies, des études de cas, des débats politiques, juridiques et économiques, des statistiques, ainsi que des interviews (en version écrite et/ou audio) ou des photographies.

Le site compte de nombreuses rubriques, structurées et présentées de manière claire et attrayante. Un agenda actualisé des différentes activités du CADTM et de son réseau et des grands rendez-vous internationaux est également consultable en ligne, ainsi que des comptes-rendus multimédias des initiatives du réseau à travers le monde. Un glossaire est en outre disponible pour faciliter la compréhension de certains concepts économiques, ainsi que de nombreux liens vers d'autres sites conseillés par le CADTM, une rubrique “Archives” et un moteur de recherche performant. Enfin, le site propose chaque mois un dossier complet consacré à un pays particulier, sous la rubrique “Le pays du mois”.

Si le site met l'accent sur l'information et l'analyse, il est aussi un espace de présentation du CADTM international: compte-rendu d'activités et de séminaires, présentation des prochaines activités dans les différents pays où le CADTM est implanté, agenda, bulletins, campagnes, pétitions, photos, dossiers, reportages, publications de livres et brochures, etc. Les différentes publications du CADTM font également l’objet d’une présentation détaillée sur le site et peuvent y être commandées. Toute personne peut s'inscrire, via le site, aux listes de diffusion du CADTM et recevoir ainsi, régulièrement, un bulletin l'informant des nouvelles publications du CADTM, de l'actualisation du site Web, des activités, initiatives et campagnes du réseau, etc. Le CADTM étant organisé en réseau international, son site a été conçu en trois langues: français, anglais et espagnol. Il est conçu avec le logiciel de publication SPIP (www.spip.net) - un programme protégé par la licence publique générale (GPL) - et hébergé par Domaine public, une structure d'hébergement internet non-marchand, indépendante et gérée collectivement par l'ensemble de ses membres (www.domainepublic.net).

Abonnez-vous à la revue

Les Autres Voix de la PlanŁte

et aux livres édités par le CADTM !

En vous abonnant, vous recevrez quatre numéros de la revue par an + gratuitement les ouvrages publiés par le CADTM !

Tarif d'abonnement pour quatre publications:

30 euros pour la **Belgique francophone**
(20 euros pour étudiants et chômeurs).
Abonnement de soutien: 37 euros.
Paiement par chèque ou virement bancaire
au n° de compte CADTM 001-2318343-22 (Fortis Banque)

38 euros pour l'**Union européenne**
(22 euros pour chômeurs et étudiants).
Abonnement de soutien: 48 euros.
Paiement par chèque à l'ordre du CADTM

75 CHF ou 47 euros pour la **Suisse**
(50 CHF ou 31 euros pour les petits revenus).
Paiement par mandat postal international à l'ordre du CADTM.

55 euros (ou 34 euros) pour les **autres pays**
Paiement par virement postal international
libellé en euros (comprend les frais d'envoi).

IBAN: BE06 0012 3183 4322
SWIFT BIC: GEBA BE BB

CADTM
345, Avenue de l'Observatoire,
B. 4000 Liège (Belgique).
Tél.-Fax: (++32) (0)4 / 226 62 85
denise.comanne@cadtm.org
www.cadtm.org